



**SOMMAIRE DES ENTENTES BILATERALES DU CANADA
PREVOYANT DES RESTRICTIONS SUR LES
IMPORTATIONS: TEXTILES ET VETEMENTS**



External Affairs
Canada

Affaires extérieures
Canada

LIBRARY E / BIBLIOTHEQUE A E
3 5036 20013663 1

DOCS
CA1 EA 87S75 EXF
Summary of Canada's bilateral
restraint arrangements : textiles
and clothing. --
43266711

SOMMAIRE DES ENTENTES BILATÉRALES DU CANADA
PRÉVOYANT DES RESTRICTIONS SUR LES IMPORTATIONS DE
TEXTILES ET DE VETEMENTS

Octobre 1987

Sommaire des Ententes Bilatérales du Canada
Prévoyant des restrictions sur les importations
de textiles et de vêtements

Sommaire

- Annexe I - Niveaux de restriction
- Bangladesh
 - Brésil
 - Bulgarie
 - Corée du Nord
 - Fédération des Textiles de Taiwan
 - Hong Kong
 - Hongrie
 - Ile Maurice
 - Inde
 - Indonésie
 - Macao
 - Malaisie
 - Maldives
 - Pakistan
 - Philippines
 - Pologne
 - République de Corée
 - République Populaire de Chine
 - Roumanie
 - Singapour
 - Sri Lanka
 - Tchékoslovaquie
 - Thaïlande
 - Turquie
 - Uruguay
 - Vietnam
- Annexe II - Définitions et Descriptions des Termes
- Annexe III - Arrangement concernant le commerce international des textiles (AMF) et le Protocole
- Annexe IV - Loi sur les licences d'exportation et d'importation,
La Liste de marchandises d'importation contrôlée et les Licences générales d'importation.

**SOMMAIRE DES ENTENTES BILATÉRALES DU CANADA
PRÉVOYANT DES RESTRICTIONS SUR LES IMPORTATIONS
DE TEXTILES ET DE VÊTEMENTS**

En décembre 1985, la Commission du textile et du vêtement publiait un rapport présentant les conclusions d'une enquête d'une année sur la situation de l'industrie du textile et du vêtement au Canada. Elle y recommandait que le Canada s'emploie à trouver des solutions au problème croissant de la concurrence des importations et fasse appel, pour y arriver, au processus de négociations internationales.

Parallèlement le gouvernement examinait en profondeur le grand cadre stratégique des secteurs du textile et du vêtement, en prévision de l'échéance du 31 décembre 1986, date d'expiration des ententes bilatérales conclues par le Canada pour limiter les importations de textiles. Les recommandations de la Commission y furent aussi analysées avec soin.

Le 30 juillet 1986, le gouvernement annonçait sa nouvelle politique pour l'après 1986. Il s'engageait de nouveau à maintenir un niveau viable de production dans les industries du textile et du vêtement au Canada et à assurer à ces industries un climat plus stable et plus sûr dans lequel elles pourront planifier leur avenir. Pour ce faire, il faudrait que soit négocié un régime plus efficace de restrictions apportant aux problèmes d'importation que connaissent ces industries des solutions à plus long terme et acceptées à l'échelle internationale.

Le gouvernement a établi, pour ces négociations internationales, les trois priorités suivantes:

- . ralentir de façon notable le taux de croissance des importations - un marché dont la croissance n'est que de 2 % par an ne peut continuer de subir la croissance annuelle des importations de 11 % enregistrée de 1981 à 1986;
- . mieux contrôler les hausses soudaines des importations - l'expérience de 1983 et 1984, années au cours desquelles l'importation de vêtements à faible coût a augmenté de 26 et 17 % respectivement, a eu des effets perturbateurs considérables et n'a pas favorisé une adaptation harmonieuse;

- . établir une distinction entre les fournisseurs dominants et nouvellement industrialisés et les nouveaux pays exportateurs de moindre importance - il est essentiel de donner à ces derniers pays, qui sont souvent parmi les plus pauvres du monde, la possibilité de continuer d'accroître leur part du marché.

Les représentants canadiens ont donc reçu instruction de mener des négociations bilatérales en fonction de ces objectifs avec 22 pays exportateurs (Bangladesh, Brésil, Bulgarie, Tchécoslovaquie, Hong Kong, Hongrie, Inde, Indonésie, République de Corée, Macao, Malaisie, Pakistan, Philippines, Pologne, République populaire de Chine, Roumanie, Singapour, Sri Lanka, Fédération des textiles de Taïwan, Thaïlande, Turquie, Uruguay), dans le but de conclure des ententes prévoyant des restrictions pour la période de 1987 à 1991.

Sauf dans le cas de la Bulgarie et de la Fédération des textiles de Taïwan, non-signataires de l'AMF, les ententes ont été négociées en vertu de l'Article 4 de l'Arrangement concernant le commerce international des textiles (communément connu sous le nom d'Accord multifibres (AMF)). Cet accord constitue le cadre juridique international régissant la négociation des ententes bilatérales de restrictions sur les importations de textiles. Le 11 novembre 1986, le Canada a officiellement ratifié le protocole qui reconduit l'accord jusqu'au 31 juillet 1991. Le texte de l'AMF et du protocole sont joints à l'annexe III.

En outre, le Canada avait déjà négocié des ententes bilatérales avec les Maldives et l'île Maurice pour la période du 1er janvier 1986 au 31 décembre 1990, et avec le VietNam pour la période du 22 juillet 1986 au 31 décembre 1991. Par ailleurs, le Canada a contingenté unilatéralement les importations de vêtements en provenance de la Corée du Nord pour la période du 1er janvier 1987 au 31 décembre 1991.

Le cadre juridique permettant l'application au Canada des ententes bilatérales repose sur l'Article 5(1)c) de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation. Il faut ainsi obtenir au préalable une licence pour l'importation de tout produit figurant sur la liste de marchandises d'importation contrôlée. Pour chaque envoi de textiles et de vêtements faisant l'objet d'une entente bilatérale, il faut obtenir une licence d'exportation auprès des autorités compétentes du pays d'origine avant de se voir délivrer une

licence canadienne d'importation. Le texte de la loi et de la Liste de marchandises d'importation contrôlée ainsi que le libellé des licences générales d'importation figurent à l'annexe IV.

Le but des ententes bilatérales de restriction est de limiter aux niveaux annuels négociés, l'exportation vers le Canada de certains textiles et vêtements d'origines diverses, pendant la période allant de 1987 à 1991. L'Annexe II renferme la définition de ces produits, tandis que l'Annexe I précise les niveaux annuels négociés pour chaque source et catégorie de produits, de même que les coefficients de croissance, et les pourcentages de transfert, de report et d'utilisation anticipée. L'expression "coefficient de croissance" signifie que les niveaux négociés seront augmentés annuellement en fonction de taux de croissance spécifiés. Le terme "transfert" signifie qu'un niveau de restriction peut être dépassé d'un montant correspondant à un certain pourcentage, dans la mesure où une quantité équivalente est déduite de tout autre niveau de restriction, sous réserve des limites figurant à l'Annexe I. En ce qui concerne l'application de la clause de transfert, le facteur de conversion approprié est précisé. Le terme "report" signifie que la partie non utilisée d'un quelconque niveau de restriction au cours de l'année peut être créditée au niveau de restriction correspondant de l'année suivante dans les limites d'un certain pourcentage. L'expression "utilisation anticipée" signifie que tout plafond de restriction peut être relevé dans les limites d'un certain pourcentage, dans la mesure où une quantité équivalente est déduite du niveau de restriction correspondant de l'année suivante. Le report et l'utilisation anticipée ne peuvent être utilisés ensemble que dans les limites d'un certain pourcentage. De même, le transfert, le report et l'utilisation anticipée ne peuvent contribuer à la hausse des niveaux de restriction que dans les limites d'un pourcentage déterminé.

Outre les clauses de croissance et de flexibilité, la plupart des ententes de restriction prévoient des clauses relatives à ce qui suit:

Administration

Les ententes seront appliquées suivant un système de contrôle des exportations administré par les autorités compétentes des pays exportateurs. La date d'expédition servira donc à déterminer la période comptable au cours de laquelle seront déduits les textiles et les vêtements visés par les ententes.

Organisation des marchés

Les autorités compétentes des pays exportateurs veilleront à ce que les exportations de tous les textiles et vêtements visés par les ententes soient échelonnées le plus régulièrement possible au cours de l'année, compte tenu des facteurs saisonniers et des réseaux commerciaux habituels.

Échange de statistiques

Les autorités compétentes des pays exportateurs remettront au gouvernement du Canada des statistiques mensuelles (dans certains cas trimestrielles) sur les exportations de textiles et de vêtements qui sont accompagnées d'une licence d'exportation au Canada et déduites des niveaux annuels de restriction. Le gouvernement du Canada, pour sa part, présentera aux autorités compétentes des pays exportateurs des statistiques mensuelles (dans certains cas trimestrielles) sur les licences d'importation délivrées pour les importations de textiles et de vêtements déduites des niveaux de restriction annuels.

Équité

Chaque entente de restriction comporte une clause d'équité en vertu de laquelle l'une des parties estimant que ses ententes de restriction la placent dans une situation inéquitable par rapport à une quelconque tierce partie, pourra demander à l'autre l'ouverture de consultations pour la mise en oeuvre de mesures correctives appropriées.

Réexportations

Le gouvernement du Canada informera, dans la mesure du possible, les autorités compétentes des pays exportateurs lorsqu'il y a réexportation des quantités importées de textiles et de vêtements visées par les ententes de restriction. Ces quantités pourront alors être reportées au crédit du pays exportateur.

Consultation

Chaque entente de restriction comporte une clause en vertu de laquelle chacune des parties peut signifier à l'autre une requête de consultation sur toute question relative à la mise en oeuvre ou à l'exécution de l'entente, ou encore à toute question connexe.

Produits et fibres visés

Dans le cadre des ententes de restriction, le terme "textile" aura le sens que lui attribue l'article 12.1 de l'AMF. En outre, sont également visés certains produits de fibres végétales ou de soie exportés par les quatre grands fournisseurs (Hong Kong, Corée, Fédération des textiles de Taïwan et République Populaire de Chine) et par deux plus petits fournisseurs (Indonésie, Macao). Par ailleurs, dans ces accords sont maintenues visées un nombre de catégories de produits qui se composent entièrement ou essentiellement (c'est-à-dire à 50 % au moins) de coton, d'autres fibres végétales, de laine, de fibres synthétiques, de soie ou de mélanges de ces fibres. Ne sont pas visés, les produits renfermant plus de 85 % (en poids) de fibres végétales autres que le coton ou plus de 70 % (en poids) de fibres de soie.

Les définitions figurant à l'annexe II des ententes permettront de déterminer à quelles catégories appartiennent les textiles et les vêtements.

Produits de métiers à tisser manuels, de l'industrie familiale et de l'artisanat

L'article 12.3 de l'AMF prévoit que les ententes de restriction ne devraient pas s'appliquer aux pays en voie de développement qui exportent des tissus de fabrication artisanale obtenus sur métier manuel, de produits de fabrication artisanale faits à la main avec ces tissus tissés à la main et de produits textiles artisanaux relevant du folklore traditionnel. Les ententes de restriction conclues avec l'Inde, Macao, la Malaisie, les Maldives, le Pakistan, les Philippines, la Roumanie, Singapour, Sri Lanka et la Thaïlande comportent des clauses particulières exemptant des produits dans la mesure où les envois sont accompagnés à l'importation d'un certificat validé par l'autorité compétente du pays exportateur. L'entente de restriction conclue avec l'Indonésie relève de 5 % supplémentaires les niveaux de restriction de quatre catégories de vêtements, produits de l'industrie familiale faits à la main et fabriqués à partir de tissus tissés à la main.

Clauses d'endiguement des importations

Des clauses d'endiguement des importations ont été prévues dans les ententes conclues avec Hong Kong, la Corée, la Fédération des textiles de Taïwan, la République populaire de Chine, l'Indonésie, la Pologne et la Roumanie afin de permettre au Canada de régler le problème des brusques poussées des importations de produits contingentés et d'éviter au cours de la période de limitation prévue les difficultés qu'elles sont susceptibles de provoquer par rapport à la période de limitation précédente.

Mécanisme consultatif type

Un mécanisme consultatif type (MCT) est compris dans les ententes de restriction conclues avec 12 pays fournisseurs (Bulgarie, Inde, Indonésie, Malaisie, Pakistan, Philippines, Pologne, Roumanie, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande et Viet Nam). Il permet au Canada de demander la tenue de consultations en vue de fixer des restrictions particulières pour des textiles et des vêtements qui n'ont pas encore été contingentés. Bien que certaines clauses du MCT varient d'une entente à l'autre, en règle générale, le gouvernement du Canada peut demander une consultation avec l'autre gouvernement en cause, s'il pense que les importations d'un produit, en raison d'une perturbation réelle ou éventuelle du marché, risquent d'entraver l'évolution ordonnée du commerce. L'autre gouvernement convient de consulter le gouvernement du Canada dans les trente jours (90 jours dans le cas de l'Inde) qui suivent la réception de la demande de consultations. Les deux gouvernements doivent s'efforcer d'arriver à une entente dans les 90 jours qui suivent la réception de la demande, à moins que cette période ne soit prolongée. Au cours de cette période de 90 jours, l'autre gouvernement accepte de maintenir ses exportations du produit en question aux niveaux ci-dessous:

- 25 % des importations dans les 12 mois précédant le mois où la demande a été présentée (Bulgarie);
- 30 % des importations au cours des 12 mois précédant la mois où la demande a été présentée (Pakistan, Pologne, Sri Lanka);
- 35 % des importations dans les 12 mois précédant le mois où la demande a été présentée (Inde, Indonésie, Philippines, Roumanie, Thaïlande);
- un douzième des importations au cours des douze mois précédant le mois où la demande a été présentée, à partir de la date de la demande jusqu'à la conclusion des négociations (Viet Nam);
- 30 % des exportations ou 35 % des importations, le volume le plus élevé l'emportant, au cours des douze premiers mois des 14 mois précédant le mois où la demande a été présentée (Malaisie);

- 30 % des exportations ou 35 % des importations, le volume le plus élevé l'emportant, au cours des 12 mois précédant le mois où la demande a été présentée (Singapour).

Si les consultations n'aboutissent pas à un accord, un niveau minimum de limitation peut être fixé pour la durée de l'entente. Il est fondé sur les importations reçues au cours des 12 premiers mois de la période des 14 mois précédant le mois où a été présentée la demande, plus une majoration de:

- 6 % (Pologne, Sri Lanka)
- 12 % (Pakistan)
- 15 % (Roumanie)
- 15,5 % (Indonésie)
- 20 % (Inde, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande)

Ce plafond annuel minimum doit, dans la plupart des cas, être réparti proportionnellement à partir de la fin de la période de consultation de 90 jours (à l'exception de l'Inde pour laquelle le plafond est réparti proportionnellement à partir de la date de la demande des consultations). Les pourcentages de flexibilité applicables au plafond précisé doivent être en conformité avec les dispositions pertinentes de l'AMF. Pour l'Inde et l'Indonésie, des pourcentages fixes ont été prévus pour la croissance (6 %), le transfert (7 % pour l'Inde, 5 % pour l'Indonésie), le report/l'utilisation anticipée (10(5) % pour l'Inde, 7(5) % pour l'Indonésie) tandis que pour l'Inde, la flexibilité combinée a été limitée à 15 %.

Niveaux de consultation

Les ententes de restriction conclues avec la République populaire de Chine et la Bulgarie prévoient des niveaux de consultation en plus des niveaux de restriction.

Aux termes des ententes conclues avec la Bulgarie, le gouvernement du Canada peut demander des consultations portant sur le contingentement des articles de vêtement qui peuvent en faire l'objet chaque fois qu'il est d'avis que les conditions du marché canadien sont telles qu'il peut sembler nécessaire de limiter les importations de ces produits afin d'éviter toute perturbation. Le gouvernement du Canada ne demandera pas la tenue de consultations tant que les niveaux d'importation n'atteindront pas au moins les niveaux de consultation fixés au cours de toute période particulière de limitation. En attendant la conclusion d'un

accord satisfaisant les parties concernées, le gouvernement de Bulgarie devra, si on le lui demande, limiter ses exportations, à partir de la date à laquelle le Canada aura demandé la tenue de consultations à 106 % du niveau de consultation. Dans le cas de la République populaire de Chine, le gouvernement du Canada ne demandera pas de consultations de contingentement sur les produits visés tant que les importations au Canada n'atteindront pas au moins le niveau précisé, et ne demandera pas non plus de limitation des exportations à un niveau inférieur au niveau précisé.

Niveaux de restriction de groupe

Les ententes de restriction conclues avec Macao, les Maldives, l'Inde et le Viet Nam comportent des niveaux de restriction de groupe pour les vêtements en plus des niveaux de restriction spécifiques.

Aux termes de l'entente conclue avec Macao, le gouvernement du Canada peut demander la tenue de consultations lorsque, au cours de toute année civile, les exportations de produits assujettis aux niveaux de restriction de groupe mais non assujettis aux niveaux de restriction spécifiques auront atteint au moins 15 % du niveau de groupe. Jusqu'à la conclusion d'un accord satisfaisant les deux parties, le gouvernement de Macao limitera ses expéditions à partir de la date à laquelle le Canada a demandé la tenue de consultations, pour que ses exportations au Canada des produits en question ne dépassent pas au cours de cette année civile le plus élevé des deux volumes suivants: 106 % des exportations de l'année en cours ou 15,9 % du niveau de groupe.

L'entente que le Canada a conclue avec les îles Maldives prévoit que, dans le cas des articles non assujettis à des niveaux de restriction spécifiques, le gouvernement du Canada peut demander la tenue de consultations lorsque les exportations des produits visés, au cours de toute période de 12 mois, ont atteint au moins 15 % du niveau de groupe.

Système d'autorisation d'exportation

En plus de fixer des niveaux de restriction spécifiques, l'entente conclue avec Hong Kong prévoit un système d'autorisation d'exportation (AE), lequel renferme une formule permettant l'introduction de niveaux de restriction spécifiques au cas où les conditions du marché canadien et le niveau des exportations de Hong Kong le justifient. Hong Kong accorde des autorisations d'exportation sur présentation d'un contrat ferme relatif à la fourniture des produits

en cause. Sur demande de consultations, le gouvernement de Hong Kong cessera de délivrer des AE ou en limitera la délivrance pour une période de sept jours ouvrables canadiens; cette période pourra être prolongée jusqu'à la conclusion des consultations. Sauf accord contraire, le gouvernement de Hong Kong aura le droit, après la période des sept jours et jusqu'à la conclusion des négociations, de reprendre la délivrance des AE jusqu'à un niveau non inférieur au plus élevé des volumes ci-dessous:

- a) le niveau d'exportation des produits visés au cours de l'année civile précédente majoré de 15 %;
- b) le niveau moyen d'exportation des produits visés au cours des années civiles 1985 et suivantes, majoré de 15 %;
- c) le niveau des AE atteint au moment où la demande du Canada relative à l'interruption de la délivrance des AE a été reçue.

L'entente conclue avec Hong Kong prévoit également ce qui suit:

... en ce qui concerne toute catégorie ou tout produit pour lesquels une limite d'exportation a été fixée pour une seule année civile et qui ferait l'objet, au cours de l'année civile qui la suit immédiatement, d'une autre demande de consultation, l'entente prévoit que, jusqu'à la conclusion d'un accord, le gouvernement du Canada peut demander au gouvernement de Hong Kong de limiter, pour l'année civile au cours de laquelle la demande de consultation aura été présentée, la délivrance des AE pour le ou les produits visés, à un niveau qui ne soit pas inférieur au plus élevé des volumes ci-dessous:

- a) le niveau maximum fixé pour l'année précédente, majoré de 6 %;
- b) le niveau des AE atteint au moment où la demande du gouvernement du Canada relative à l'interruption de la délivrance des AE a été reçue.

Dans le cas où les consultations n'aboutiraient pas à une entente, le gouvernement du Canada aura le droit de demander au gouvernement de Hong Kong de limiter ses

exportations des produits visés pour l'année civile au cours de laquelle la demande de consultation a été faite, à un niveau qui ne soit pas inférieur au niveau calculé suivant l'une des formules mentionnées ci-dessus. Le gouvernement de Hong Kong accepte d'acquiescer à une telle demande.

En ce qui concerne tout produit ou tout article contingenté pour la durée de n'importe quelle année civile, chaque gouvernement peut, avant le début de l'année civile suivante, choisir de convertir ce contingent en une restriction précise qui entrera en vigueur le 1er janvier de l'année civile suivante. Ce produit ou cet article restera alors assujéti à une limite spécifique pour la durée du présent protocole d'entente. En pareil cas, la limite spécifique fixée pourra être relevée de 2,5 % à partir de la date de son entrée en vigueur. La limite spécifique sera accompagnée dans l'année de son entrée en vigueur de clauses de transfert, de report et d'utilisation anticipée sur lesquelles les parties devront s'entendre à la suite des consultations. À moins d'accord contraire, ces clauses devront être conformes aux dispositions de l'annexe B de l'AMF.

ANNEXE I

Niveaux de Restriction



ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

BANGLADESH

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION	(D) COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
1	Chemises à col tailleur, HG	1,070,000	7%	7%	10/5%	13%	1.8
2	Vestons, HGDFEB	616,000	7%	7%	10/5%	13%	2.9
3	Pantalons, shorts, salo- pettes, combi- naisons de travail, HGDFEB	887,000	7.5%	7%	10/5%	13%	1.9
	a) desquels pantalons et jeans HGDF	242,000	7.5	7%	10/5%	13%	1.9
4	Vêtements de dessus d'hiver HGDFEB	150,000	6%	7%	10/5%	13%	3.5
5	Blouses et chemises, DFEB, chemises autre qu'à col tailleur HGEB	1,000,000	7%	7%	10/5%	13%	1.7

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

BRÉSIL

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION	(D) COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
<u>Groupe A: Vêtements</u>							
2	T-shirts/blousons d'entraînement	1,900,000 (1)		7%	-	-	1.5
4	Vêtements de sports	828,000 (1)		7%	-	-	3.5
<u>Groupe B: Textiles</u>							
3	Serviettes, débarbouillettes et ensembles de serviettes et de débarbouillettes de coton-éponge	865,000 (1)		5%	-	-	2.8M ² /kg
3A	desquels serviettes débarbouillettes et ensembles de serviettes et de débarbouillettes de coton-éponge moins de 30 pouce x 60 pouce	578,000 (1)		5%	-	-	2.8M ² /kg
6	Draps de lit (unités)	1,200,000 (2)		5%	-	-	0.5 kg/unité
7	Taies d'oreillers (unités)	1,200,000 (2)		5%	-	-	0.2 kg/unité

Notes:

(1) Période de restriction le 1^{er} janvier au 31 décembre 1987

(2) Période de restriction - le 1^{er} décembre 1986 au 31 décembre 1987.

Le transfert n'est pas permis entre les groupes A (vêtements) et B (textiles)

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

BULGARIE

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION	(D) COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
1	Vêtements de dessus d'hiver HGDFEB	36,700	3.5%	5%	10%(5)%	12%	3.2
2	Pantalons, shorts, salopettes, combi- naisons de travail HGDFEB	NC	-	-	-	-	-
3	Chemises à col tailleur, HG	240,000	3%	5%	10%(5)%	12%	1.7
4	Blouses, chemises, DFEB	NC	-	-	-	-	-
5	Chandails, HGDFEB	140,000	3%	5%	10%(5)%	12%	1.1
6	Vestons et manteaux, HGDFEB	213,110	5%	5%	10%(5)%	12%	3.6
7	Imperméables, HGDFEB	NC	-	-	-	-	-
8	Complets de qualité, HG	35,000	6%	5%	10%(5)%	12%	3.6
9	Robes, jupes HGDFEB costumes, coordonnées, ensembles et blazers DFEB	350,000	4%	5%	10%(5)%	12%	3.2

NC Niveau de consultation (voir annexe III)

ANNEXE III - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

BULGARIE

(A)
NUMÉRO
DE
L'ARTICLE

DESCRIPTION

NIVEAU DE CONSULTATION

2	Pantalons, shorts, salopettes, combi- naisons de travail HGDFEB	150,000
4	Blouses, chemises, DFEB	125,000
7	Imperméables, HGDFEB	100,000

Notice to Importers

Export and Import Permits Act

Serial No: 319
Date: January 21, 1987

TEXTILES AND CLOTHING

ALL CLOTHING ORIGINATING IN NORTH KOREA

Coverage

1. This Notice applies to imports of all clothing items included on the Import Control List, regardless of fibre content, originating in North Korea and listed in the attached Annex. This Notice supersedes Notice to Importers No. 307 dated August 23, 1986.
2. The quota announced in Notice to Importers No. 307 dated August 23, 1986, has been reformulated to apply to the 5 year period from January 1, 1987 to December 31, 1991, consistent with the new bilateral textile and clothing restraint arrangements Canada has recently negotiated with other low-cost suppliers.

Authority

3. Under the authority of Section 5(1)(c) of the Export and Import Permits Act, the clothing items included in the attached Annex are established on the Import Control List. Pursuant to Sections 8 and 10 of the Export and Import Permits Act, the Secretary of State for External Affairs may issue, amend, suspend, cancel or reinstate import permits.

Extent and Duration

4. Effective January 1, 1987 the issuance of import permits covering all clothing

Avis aux importateurs

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

N° de série: 319
Date: le 21 janvier 1987

TEXTILES ET VÊTEMENTS

TOUS LES VÊTEMENTS ORIGINAIRES DE LA CORÉE DU NORD

Champ d'application

1. Le présent Avis aux importateurs (qui remplace l'Avis n° 307 du 23 août 1986) s'applique aux importations de vêtements en provenance de la Corée du Nord, quel que soit leur contenu en fibres, qui figurent sur la liste de marchandises d'importation contrôlée et sont énumérés à l'annexe ci-jointe.
2. Le contingent annoncé dans l'Avis aux importateurs n° 307 du 23 août 1986 s'applique maintenant à la période de 5 ans commençant le 1^{er} janvier 1987 et se terminant le 31 décembre 1991, conformément aux nouveaux arrangements bilatéraux de limitation relatifs aux textiles et aux vêtements que le Canada a négociés récemment avec d'autres fournisseurs à faibles coûts de production.

Autorisation

3. Conformément à l'alinéa 5(1)(c) de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation, les vêtements visés par l'annexe ci-jointe sont inclus dans la Liste de marchandises d'importation contrôlée. Aux termes des articles 8 et 10 de la Loi, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut délivrer, modifier, suspendre, annuler ou rétablir des licences d'importation.

Portée et durée

4. À compter du 1^{er} janvier 1987, les licences d'importation couvrant tous les

items listed in the attached Annex originating in North Korea is limited to an aggregate quota level of 1 million units during the five year period beginning January 1, 1987 and ending December 31, 1991, of which no more than 100,000 should be winter outerwear; 325,000 trousers, shorts, overalls, coveralls; 375,000 blouses, shirts other, T-shirts, sweatshirts; 150,000 sweaters, pullovers, cardigans; 100,000 dresses, skirts; 250,000 coats, jackets, rainwear; and 25,000 fine suits.

articles de vêtement originaires de la Corée du Nord et visés par l'annexe ci-jointe seront délivrées pour la période de 5 ans commençant le 1^{er} janvier 1987 et se terminant le 31 décembre 1991 sur la base d'un contingent global d'un million d'articles, dont au plus cent mille vêtements de dessus d'hiver; 325 000 pantalons, shorts, salopettes, combinaisons de travail; 375 000 blouses, chemises, y compris les chemises avec un col autre qu'un col tailleur, tee-shirts, blousons d'entraînement; 150 000 chandails, pullovers, cardigans; 100 000 robes, jupes; 250 000 manteaux, vestes, vêtements de pluie; et 25 000 habits de qualité.

Administration

5. A quota allocation will be made to individual importers on a pro-rated basis reflecting their historical performance in importation of clothing from North Korea in the period January 1, 1985 through December 31, 1986. Importers will be advised of their allocations in writing by the Special Trade Relations Bureau.
6. Import permits may be issued on or after January 1, 1987, provided there is a sufficient quota balance in the importer's allocation against which the import permit quantity may be deducted.

Administration

5. Les contingents seront alloués au prorata aux importateurs, compte tenu des quantités de vêtements qu'ils auront importées de Corée du Nord entre le 1^{er} janvier 1985 et le 31 décembre 1986. La Direction générale des relations commerciales spéciales informera les importateurs, par écrit, de leur contingent.
6. Les licences d'importation seront délivrées à compter du 1^{er} janvier 1987, à condition que le contingent alloué à l'importateur présente un solde suffisant pour absorber la quantité de marchandises précisée dans la demande de licence.

Director
Import Controls Division I
(Textiles and Clothing)
Special Trade Relations Bureau
Department of External Affairs
P.O. Box 481, Station "A"
Ottawa, Ontario
K1N 9K6

Directeur
Contrôle des importations I
(Textiles et vêtements)
Direction générale des relations
commerciales spéciales
Ministère des Affaires extérieures
B.P. 481, succursale A
OTTAWA (Ontario)
K1N 9K6

Telephone: (613) 996-3711
Telex: 053-3745
Telecopy: (613) 996-9933 (Xerox)

Téléphone: (613) 996-3711
Télex: 053-3745
Télécopie: 996-9933 (Xérox)

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

FÉDÉRATION DES TEXTILES DE TAIWAN

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION	(D) COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
<u>Groupe 1</u>							
1	Vêtements de dessus d'hiver	53,896	1.0	2	6(3)	6	3.5
2	Pantalons, shorts, salopettes, et combinaisons de travail	4,391,460	0.6	5	10(5)	11	1.9
	A desquels pantalons, shorts, salopettes, et combinaisons de travail HG	2,451,542	0.6	5	10(5)	11	1.9
3	Chemises à col tailleur, HG	2,487,489	0.2	2	6(3)	6	2.1
4	Chemises, blouses, Tee-shirts, blousons d'entraînement	18,343,798	0.5	5	10(5)	11	1.7
	A desquels blouses, chemisiers DF et chemises autre qu'à col tailleur HG	9,136,991	0.5	5	10(5)	11	1.7
5	Chandails, pullovers et cardigans	5,689,575	0.5	2	6(3)	6	1.4
	A desquels chandails, pullovers et cardigans HG	2,072,908	0.5	2	6(3)	6	1.4

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONSFÉDÉRATION DES TEXTILES DE TAIWAN

<u>(A)</u> NUMÉRO DE L'ARTICLE	<u>(B)</u> L'ARTICLE	<u>(C)</u> NIVEAU DE RESTRICTION	<u>(D)</u> COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	<u>(E)</u> TRANSFERT	<u>(F)</u> REPORT/ ANTICIPATION	<u>(G)</u> SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	<u>(H)</u> FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
6	Pyjamas et vêtements de nuit, peignoirs, robes de chambre	2,161,481	0.2	5	10(5)	11	3.5
7	Robes et jupes DFEB	706,774	0.7	5	10(5)	11	3.2
8	Costumes, coordonnés, et ensembles de dessus	2,332,595	0.75	5	10(5)	11	4.4
9	Sous-vêtements	1,718,842	0.2	5	10(5)	11	1.0
10	Costumes de bain et sous-vêtements de soutien	1,201,201	0.2	5	10(5)	12	1.5
11	Manteaux, vestons, et imperméables	909,257	0.7	5	10(5)	11	4.0
12	Complets de qualité et blazers	36,275	0.2	5	8(5)	8	4.5

Groupe II

13	Filés divers y comprenant le nylon, polyester, polyester/ coton, mélanges de filés (kgs)	865,803	3	5	10(5)	11	2.22
	A) Filés acryliques (kgs)	334,609	5	5	10(5)	11	2.22

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

FÉDÉRATION DES TEXTILES DE TAIWAN

(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)
NUMÉRO DE L'ARTICLE	L'ARTICLE	NIVEAU DE RESTRICTION	COEFFICIENTS DE CROISSANCE	TRANSFERT	REPORT/ANTICIPATION	SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	FACTEUR DE CONVERSION (M ₂)
14	Tissus tissés divers y comprenant: Tissus de laine peignée, tissus de nylon, tissus de polyester, tissus de coton, tissus de polyester/coton, et tissus tissés coton/denim (Kg)	2,821,432	5	5	10(5)	11	5.0
	A) Tissus de laine peignée (Kg)	10,406	1	5	10(5)	11	4.0
	B) Tissus de nylon (Kg)	74,551	3	5	10(5)	11	4.0
	C) Tissus de polyester (Kg)	54,422	3	5	10(5)	11	5.0
	D) Tissus denim (Kg)	317,318	5	5	10(5)	11	3.13
15	Serviette de coton en tissus éponge (Kg)	112,436	6	5	10(5)	11	3.4
16	Gants de travail (paires)	562,754	3	5	10(5)	11	0.25
17	Sacs à main	1,850,000	6	5	10(5)	11	0.26
18	Bas et chaussettes (paire)	1,898,715	6	5	10(5)	11	0.50
21	Nappes (Kg)	152,010	4	5	10(5)	11	4.0
22	Tissus de polyester/rayon (Kg)	1,528,524	5	5	10(5)	11	5.0

Note: Aucun transfert ne sera permis entre les groupes I et II.

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

HONG KONG

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) STATUT ET NIVEAU DE RESTRICTION	(D) COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ₂)
<u>Groupe I: Vêtements</u>							
1	Vêtements de dessus d'hivers, HGDFEB	RE 437,683	0.75%	5%	10%(5%)	11%	2.9
2	Pantalons, shorts, salopettes, combinaisons, HGDFEB	RE 6,361,244	0.75%	5%	8%(5%)	10%)
A	desquels pantalons HGDF	SL 5,098,906	0.75%	5%	8%(5%)	10%	
3	Chemises à col tailleur HG	RE 2,946,430	0.75%	5%	8%(5%)	10%	1.8
4/5	Chemises, blouses, T-shirts, blousons d'entraînement HGDFEB	RE 13,154,616	1.30%	5%	10%(5%)	11%)
A	desquels blouses et chemisiers DF ainsi que chemises autre qu'à col tailleur HG	SL 8,995,440	1.30%	5%	10%(5%)	11%	
6	Chandails, pull- overs, cardigans HGDFEB	RE 8,386,844	0.75%	5%	10%(5%)	11%)
A)	desquels HG	SL 1,387,720	0.75%	5%	10%(5%)	11%	

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

HONG KONG

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) STATUT ET NIVEAU DE RESTRICTION	(D) COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
7	Vêtements de nuit, peignoirs HGDFEB						
A	Vêtements de nuit HGDF	RE 369,498	1.50%	5%	10%(5%)	12%	2.8
B	Peignoirs HGDF	AE	-	-	-	-	3.3
C	Vêtements de nuit, peignoirs EB	AE	-	-	-	-	1.3
8	Robes et jupes DFEB	RE 1,801,278	1.30%	5%	10%(5%)	11%	2.7
9	Costumes, coordon- nés, ensembles de dessus HGDFEB	RE 1,505,891	1.40%	5%	10%(5%)	11%	2.7
10	Sous-vêtements de soutien HGDF	RE 1,024,121	1.40%	5%	10%(5%)	12%	0.3
11	Sous-vêtements HGDFEB	RE 8,041,913	1.50%	5%	10%(5%)	11%	0.8
12	Costumes de bain HGDFEB	RE 1,089,201	1.50%	5%	10%(5%)	12%	1.3
13	Paletots, pardessus, imperméables HGDFEB	RE 191,942	0.85%	5%	10%(5%)	12%	3.8
14	Vestons, sarraus et blouses de travail, HGDFEB	RE 741,924	0.85%	5%	8%(5%)	10%	3.0
15	Complets de qualité HG	RE 84,562	0.85%	5%	10%(5%)	12%	3.8

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

HONG KONG

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) STATUT ET NIVEAU DE RESTRICTION	(D) COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
<u>Groupe II: Textiles</u>							
16A	Gants de travail (douz paires)	RE 1,178,712	6.00%	5%	10%(5%)	12%	2.9 M ²
16C	Draps de lit	RE 416,951	6.00%	5%	10%(5%)	12%	5.2
16E	Serviettes de coton éponge (Kg)	RE 201,339	6.00%	5%	10%(5%)	12%	2.8 M ² /kg
17C	Tissus tissé coton/denim (M ²)	RE 4,772,162	6.00%	5%	10%(5%)	11%	1.0
17D	Tissus de coton ou de polyester/coton, à trame large, autre que le denim et le velours côtelé	RE 24,680,608	6.00%	5%	10%(5%)	11%	1.0

NOTES:

AE = Autorization d'exportation
 RE = Restriction à l'exportation
 SL = Sous-limite

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

HONGRIE

<u>(A)</u> NUMÉRO DE L'ARTICLE	<u>(B)</u> L'ARTICLE	<u>(C)</u> NIVEAU DE RESTRICTION	<u>(D)</u> COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	<u>(E)</u> TRANSFERT	<u>(F)</u> REPORT/ ANTICIPATION	<u>(G)</u> SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	<u>(H)</u> FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
1	Costumes de qualité et blazers HG	46,384	-	3.8	10%(5%)	-	-

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

ILE MAURICE

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION	(D) COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
1	Chandails, pull- overs et cardigans	477,000 (1986)	-	-	11%(6%)*	-	-
		468,520 (1987)	6%		11%(6%)		
2	Chemises à col tailleur	673,000 (21 mars au 31 décembre 1986)	-	-	11%(6%)	-	-
		730,000 (1987)	6%		11%(6%)		

* Des reports peuvent être utilisés en 1986, conformément au paragraphe 13, à partir des restrictions qui s'appliquaient aux chandails pour l'année civile 1985 en vertu du précédent protocole d'entente signé le 18 mai 1984, et que remplace le nouveau protocole.

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

INDE

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION	(D) COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
1	Chemises à col tailleur HG	1,600,000	6%	7%	10%(5%)	15%	1.8
<u>Groupe A - Vêtements (M²)</u>							
(Numéros de l'article 2, 3, 4, 5)		12,339,116	6%	5%	10%(5%)	15%	-
2	Chemises, blouses, chemises autre qu'à col tailleur T-Shirts et blousons d'entraî- nement HGDFEB	inclus dans la limite de groupe	-	-	-	-	1.4
3	Pantalons, shorts, salopettes et combinaisons HGDFEB	556,800	6%	7%	10%(5%)	15%	1.6
4	Robes, jupes, costumes, coordon- nés et vêtements de dessus HGDFEB	inclus dans la limite de groupe	-	-	-	-	2.7
5	Vestons HGDFEB (EX 12)	375,000	6%	7%	10%(5%)	15%	3.0
<u>Groupe B - Textiles</u>							
7	Tissus de laine peignée (M ²) (EX 19)	825,000	4.5%	5%	10%(5%)	15%	4.0 M ² /Kg

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

INDONÉSIE

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION	(D) ANNÉE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
<u>Groupe A</u>							
1	Vêtements de dessus d'hiver	90,100	1987	5%	7% R; 5% A	15%	3.2
		95,506	1988				
		101,236	1989				
		107,310	1990				
		113,749	1991				
2A	Pantalons et jeans	684,834	1987	7%	7% R; 5% A	15%	1.9
		725,924	1988				
		769,480	1989				
		815,649	1990				
		864,587	1991				
2C	Shorts	248,040	1987	5%	7% R; 5% A	15%	1.2
		262,922	1988				
		278,698	1989				
		295,420	1990				
		313,145	1991				
3	Chemises à col tailleur	697,817	1987	6%	7% R; 5% A	15%	1.8
		739,686	1988				
		784,067	1989				
		831,111	1990				
		880,978	1991				
4	Chemises, blouses, T- shirts, blousons d'entraînement	2,942,560	1987	7%	7% R; 5% A	15%	1.6
		3,119,114	1988				
		3,306,260	1989				
		3,504,636	1990				
		3,714,914	1991				
5	Chandails, pull- overs et cardigans	795,000	1987	5%	7% R; 5% A	15%	1.2
		842,700	1988				
		893,262	1989				
		946,858	1990				
		1,003,669	1991				

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

INDONÉSIE

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION	(D) ANNÉE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
6	Pyjamas, vêtements de nuits, robes de chambre et peignoirs	717,620	1987	5%	7% R; 5% A	15%	2.0
		760,677	1988				
		806,318	1989				
		854,697	1990				
		905,979	1991				
7/8	Robes, jupes, costumes, coor- donnés et ensembles de dessus	1,278,784	1987	5%	7% R; 5% A	15%	3.5
		1,355,511	1988				
		1,436,842	1989				
		1,523,052	1990				
		1,614,435	1991				
9	Sous-vêtements	705,960	1987	5%	7% R; 5% A	15%	0.5
		748,318	1988				
		793,217	1989				
		840,810	1990				
		891,258	1991				
12	Manteaux, vestons et imperméables	445,200	1987	5%	7% R; 5% A	15%	3.5
		471,912	1988				
		500,227	1989				
		530,240	1990				
		562,055	1991				

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

MACAU

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION	(D) COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
<u>Groupe A - Tous les vêtements</u> (Articles 1 à 13)		3,196,500 M ²	6%	-	11%(6%)	11%	-
1	Vêtements de dessus d'hiver HGDFEB	40,145	6%	6%	11%(6%)	15%	2.8
2	Pantalons, shorts, salopettes et combinaisons HGDFEB	425,556	6%	6%	11%(6%)	15%	1.5
3	Chemises à col tailleur HG	170,222	6%	6%	11%(6%)	15%	1.7
4	Chemises, blouses, T-shirts, blousons d'entraînement HGDFEB	-	-	-			1.7
5	Chandails HGDFEB	364,446	6%	6%	11%(6%)	15%	1.1
6	Pyjamas, vêtements de nuit, robes de chambre et peignoirs HGDFEB	-	-	-			3.4
7	Robes, jupes DFEB	-	-	-			3.8
8	Costumes, et ensembles de dessus coordonnés HGDFEB	-	-	-			3.8

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONSMACAU

<u>(A)</u> NUMÉRO DE L'ARTICLE	<u>(B)</u> L'ARTICLE	<u>(C)</u> NIVEAU DE RESTRICTION	<u>(D)</u> COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	<u>(E)</u> TRANSFERT	<u>(F)</u> REPORT/ ANTICIPATION	<u>(G)</u> SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	<u>(H)</u> FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
9	Sous-vêtements de soutiens HGDEB	-	-	-			1.0
10	Sous-vêtements HGDFEB	-	-	-			1.0
11	Costumes de bain HGDFEB	-	-	-			1.0
12	Manteaux, vestons et imperméables HGDFEB	255,334 unités	6%	6%	11%(6%)	15%	3.5
13	Complets de qualité HG	13,383 unités	6%	6%	11%(6%)	15%	3.6
<u>Groupe B - Textiles divers</u>							
14	Gants de travail	2,706,534	6%	6%	11%(6%)	15%	0.24

Note: Les transferts sont permis entre les articles 1, 2, 3, 5, 12, 13 et 14 seulement.

Tout transfert entre un produit assujetti à restriction du groupe A et un produit assujetti à restriction du groupe B devra également se refléter dans les restrictions globales applicables au groupe A.

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

MALAYSIE

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION	(D) COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
<u>Groupe A - Vêtements</u>							
1	Chemises à col tailleur	1,180,416	4%	5%	10%(5%)	15%	1.7
2+9	Chemises, blouses, chemises autre qu'à col tailleur T-shirts et blousons d'entraînement	2,397,290	4%	5%	10%(5%)	15%	1.4
3	Chandails, pull- overs et cardigans	507,137	3%	7%	10%(5%)	15%	1.2
5	Pantalons, jeans, et shorts	414,047	6%	7%	10%(5%)	15%	1.9
11/ 12	Robes, jupes, costumes coordon- nés, ensembles de dessus, ensembles ou vêtements d'athlétisme	1,409,800	6%	7%	10%(5%)	15%	3.5
<u>Groupe B - Textiles</u>							
4	Filés acryliques (Kgs)	272,735	6%	-	10%(5%)	15%	-

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

MALDIVES

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION (EN UNITÉS)	(D) COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ² /UNITÉ)
<u>Groupe A - Tous les Vêtements</u>		2,500,000	6%	-	11%(6%)	6%	-
1	Vêtements de dessus d'hiver HGDF	30,000	6%	7%	11%(6%)	15%	3.0
2	Pantalons, shorts, salopettes et combi- naisons HGDFEB	200,000	6%	7%	11%(6%)	15%	1.6
3	Chemises à col tailleur HG	400,000 (1986) 650,000 (1987)	N.D. 6%	7% 7%	11%(6%) 11%(6%)	15% 15%	2.0 2.0
4AB	Chemisiers, blouses DFEB Chemises autre qu'à col tailleur HGEB	350,000	6%	7%	11%(6%)	15%	1.6
4CD	Tee-shirts, blousons d'entraînement HGDFEB	500,00	6%	7%	11%(6%)	15%	1.5
5	Chandails HGDFEB	200,000	6%	7%	11%(6%)	15%	1.2
6	Vêtements de nuit et peignoirs HGDFEB	-	-	-	-	-	-
7	Robes, jupes HGDFEB	100,000	6%	7%	11%(6%)	15%	3.0
8	Costumes, coordon- nés et ensembles de dessus HGDFEB	300,000	6%	7%	11%(6%)	15%	3.5

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

MALDIVES

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION	(D) COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
9	Sous-vêtements HGDFEB	-	-	-	-	-	-
10	Costumes de bain HGDFEB	-	-	-	-	-	-
11	Sous-vêtements de soutien	-	-	-	-	-	-
12	Manteaux, vestons et imperméables HGDFEB	200,000	6%	7%	118(6%)	15%	3.4
13	Complets de qualité HG	10,000	6%	7%	118(6%)	15%	3.6

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

PAKISTAN

<u>(A)</u> NUMÉRO DE L'ARTICLE	<u>(B)</u> L'ARTICLE	<u>(C)</u> NIVEAU DE RESTRICTION	<u>(D)</u> COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	<u>(E)</u> TRANSFERT	<u>(F)</u> REPORT/ ANTICIPATION	<u>(G)</u> SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	<u>(H)</u> FACTEUR DE CONVERSION (M ² /UNITÉ)
<u>Groupe A</u>							
1	Pantalons, shorts HGDFEB	485,541	6%	7%	11%(6%)	16%	1.9
2	Chemises à col tailleur HG (les tailles 4 à 6x sont comprises)	277,744	6%	7%	11%(6%)	16%	1.7
3	Chemises, blouses Tee-shirts, blousons d'entraînements HGDFEB	2,950,000	7%	7%	11%(6%)	16%	1.4
3A	Desquels chemises, blouses HGDF	948,360	6%	7%	11%(6%)	16%	1.4
4	Sous-vêtements HGDFEB	600,000	6%	7%	11%(6%)	16%	0.5
<u>Groupe B</u>							
5	Gants de travail	2,248,017 paires	6%	7%	11%(6%)	16%	2.9 M ² /doz pr
6	Serviettes de coton en tissu éponge, débar- bouillettes et ensembles, comprenant les linges à essuyer	553,445 Kg	8%	7%	11%(6%)	16%	2.8 M ² /kg

Note: Aucun transfert ne sera autorisé entre les groupes A et B.

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

PHILIPPINES

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION	(D) COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
1	Vêtements de dessus d'hiver HGDF	98,978	6%	7%	11%(6%)	3.2
2	Pantalons, culottes, jeans, shorts, salopettes, combi- naisons HGDF	706,987	6%	7%	11%(6%)	1.9
3	Chemises à col tailleur HG	290,369	6%	7%	11%(6%)	1.9
4	Chemises, blouses, Tee-shirts, blousons d'entraînement HGDF	848,384	6%	7%	11%(6%)	1.7
7	Robes, jupes, costumes, coordon- nés HGDF	650,175	6%	7%	11%(6%)	3.2
9	Sous-vêtements HGDFEB	669,112	6%	7%	11%(6%)	0.5
10	Manteaux, vestons HGDF	468,378	6%	7%	11%(6%)	3.2
11	Complets de qualité HG	41,661	6%	7%	11%(6%)	4.5
12	Vêtements pour enfants EB (0-6X pour les articles 1, 2, 3, 4, 7, 8, ex 12) desquels	3,741,344	8%	7%	11%(6%)	1.0

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONSPHILIPPINES

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION	(D) COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
12A	Vêtements de dessus d'hiver (0-6X)	44,896	8%	7%	11%(6%)	2.0
15	Costumes de bain HGDFEB	596,400	6%	7%	11%(6%)	1.3

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

POLOGNE

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION	(D) COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
<u>Groupe A</u>							
1	Pantalons HGDFEB, desquels pantalons desquels pantalons de laine	753,528 (695,564) (173,890)	3%	5%	10%(5%)	12%	1.9
2	Chemises à col tailleur HG	6,029	3%	5%	10%(5%)	12%	1.8
3	Sans objet	--					
4	Chandails pull- overs et cardigans HGDFEB	231,855	3%	5%	10%(5%)	12%	1.2
5	Pyjamas, vêtements de nuit, robes de chambre et peignoirs HGDFEB	327,865	6%	5%	10%(5%)	12%	2.8
6	Manteaux, vestons et imperméables HGDFEB	254,263	6%	5%	10%(5%)	12%	3.1
7	Complets de qualité, vestons et blazers HG	75,353	3%	2%	10%(5%)	12%	3.8

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONSPOLOGNE

<u>(A)</u> NUMÉRO DE L'ARTICLE	<u>(B)</u> L'ARTICLE	<u>(C)</u> NIVEAU DE RESTRICTION	<u>(D)</u> COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	<u>(E)</u> TRANSFERT	<u>(F)</u> REPORT/ ANTICIPATION	<u>(G)</u> SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	<u>(H)</u> FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
8	Tissus à trame large (Kgs)						
8A	Tissus de nylon	86,641	6%	5%	10%(5%)	12%	14.9
8B	Tissus de filament de polyester	75,911	6%	5%	10%(5%)	12%	10.1
8C	Tissus de laine peignée	176,549	3%	5%	10%(5%)	12%	4.0
8D	Sans objet	--					
9	Textiles divers de maison						
9A	Sans objet	--					
9B	Serviettes, débarbouillettes et ensemble de coton éponge	615,211	6%	5%	10%(5%)	12%	2.8
9C	Sans objet	--					
9D	Sans objet	--					

Note: Le transfert entre les groupes A et B n'est pas permis.

République de Corée

ANNEXE I

(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)
<u>Numéro de l'article</u>	<u>Description de l'article</u>	<u>Niveau de restriction</u>	<u>Coefficient de croiss- sance</u>	<u>Transfert</u>	<u>Report/ antici- pation</u>	<u>Souplesse combinée</u>	<u>Facteur de con- version (M²)</u>
<u>Groupe 1</u>							
1.	Vêtements de dessus d'hiver (HGDFEB)(¹)	2 177 947	0,3 %	2 %	6 % (3 %)	6 %	3,5
2.	Pantalons, shorts, salopettes et combinaisons HGDFEB	2 669 101	0,6%	5 %	8 % (5 %)	8 %	1,9
3.	Chemises à col tailleur HG	4 985 916	0,3 %	2 %	6 % (3 %)	6 %	2,1
4.	Chemises, blouses, T-shirts, blousons d'entraînement HGDFEB	10 169 742	0,85 %	5 %	8 % (5 %)	8 %	1,7
	A) desquels blouses et chemises DF et chemises autres qu'à col tailleur HG	5 308 077	0,6 %	5 %	8 % (5 %)	8 %	1,7
5.	Chandails, pullovers et cardigans HGDFEB	9 590 087	0,3 %	2 %	6 % (3 %)	6 %	1,4
	A) desquels chandails, pullovers et cardigans HG	2 432 238	0,3 %	2 %	6 % (3 %)	6 %	1,4
6.	Vêtements de nuit et peignoirs HGDFEB	228 598	0,85 %	5 %	10 % (5 %)	12 %	3,4
7.	Robes et jupes, costumes, coordonnés et ensembles de dessus HGDFEB	1 362 481	0,85 %	5 %	10 % (5 %)	12 %	3,8
	A) desquels robes et jupes DF	380 457	0,85 %	5 %	10 % (5 %)	12 %	3,8
8.	Sous-vêtements HGDFEB	185 974	0,85 %	5 %	10 % (5 %)	12 %	1,0
9.	Costumes de bain et sous- vêtements de soutien HGDFEB	71 529	0,85 %	5 %	10 % (5 %)	12 %	1,0

République de Corée

(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)
Numéro de l'article	Description de l'article	Niveau de restriction	Coefficient de croissance	Transfert	Report/antici-pation	Souplesse combinée	Facteur de conversion (M ²)
10.	Manteaux, vestons et imperméables HGDFEB	3 897 087	0,3 %	5 %	6 % (3 %)	6 %	4,0
	A) desquels pardessus, manteaux et imperméables HGDFEB	525 500	0,3 %	5 %	6 % (3 %)	6 %	4,0
11.	Complets de qualité HGEB	216 778	0,3 %	5 %	8 % (5 %)	8 %	4,5
<u>Groupe II</u>							
12.	Filés (kg)	2 673 447	10,0 %	7 %	11 % (6 %)	-	8,5
	A. desquels filés acryliques (kg)	1 504 086	4,0 %	5 %	11 % (6 %)	12 %	8,5
13.	Tissus (kg)	2 802 271	10,0 %	7 %	11 % (6 %)	-	6,0
	A. desquels tissus de laine peignée (kg)	464,518	4,0 %	5 %	8 % (5 %)	8 %	6,0
	B. desquels tissus de nylon à trame large, enduits et non enduits (kg); desquels non enduits (kg)	233 941	6,0 %	5 %	10 % (5 %)	10 %	6,0
	C. desquels tissus de polyester à trame large (kg)	74 941	6,0 %	5 %	10 % (5 %)	10 %	6,0
14.	Linge de maison (kg)	490 400	10,0 %	7 %	11 % (6 %)	12 %	4,0
15.	Bas et chaussettes (douzaines de paires) ⁽²⁾	940 239	4,0 %	5 %	10 % (5 %)	10 %	1,2
16.	Gants de travail (paires)	1 577 007	6,0 %	5 %	10 % (5 %)	12 %	0,24
17.	Sacs à main	5 187 524	6,0 %	5 %	10 % (5 %)	12 %	0,4

Notes: 1. desquels jusqu'à 15 % du niveau de restriction en vigueur sont réservés aux enfants et aux bébés.

Notes explicatives: Le transfert entre les groupes I et II n'est pas permis.
Les niveaux de restriction précisent les unités de mesure, sauf indication contraire.

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION	(D) ANNÉE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
1	Vêtements de dessus d'hiver HGDFEB	291,737	1987	5%	10%(5%)	11%	3.5
		300,489	1988				
		309,504	1989				
		318,789	1990				
		328,353	1991				
2	Pantalons, shorts, salo- pettes, et combinaisons HGDFEB	8,865,804	1987	5%	10%(5%)	12%	1.9
		9,309,094	1988				
		9,774,549	1989				
		10,263,277	1990				
		10,776,440	1991				
	A desquels pantalons HGDF	6,518,280	1987	7%	11%(5%)	12%	1.9
		6,844,194	1988				
		7,186,404	1989				
		7,545,724	1990				
		7,923,010	1991				
	B (desquels pantalons de laine HG)	255,256	1987	7%	11%(5%)	12%	1.9
		268,019	1988				
		281,420	1989				
295,491		1990					
310,266		1991					
3	Chemises à col tailleur HG	2,086,693	1987	5%	8%(5%)	10%	2.1
		2,149,294	1988				
		2,213,773	1989				
		2,280,186	1990				
		2,348,592	1991				

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION	(D) ANNÉE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
4	Chemises, blouses, Tee- shirts, blousons d'entraînement HGDFEB	6,891,921	1987	5%	10%(5%)	11%	1.7
		7,236,517	1988				
		7,598,343	1989				
		7,978,260	1990				
		8,377,173	1991				
	A desquels blouses, chemisiers DF et chemises autre qu'à col tailleur HG	1,084,839	1987	5%	10%(5%)	11%	1.7
		1,139,081	1988				
		1,196,035	1989				
		1,255,837	1990				
		1,318,629	1991				
5	Chandails, pull-overs, cardigans, HGDFEB	2,067,307	1987	5%	10%(5%)	11%	1.4
		2,129,326	1988				
		2,193,206	1989				
		2,259,002	1990				
		2,326,772	1991				
	A desquels chandails, pull-overs, cardigans HG	814,392	1987	5%	10%(5%)	11%	1.4
		838,824	1988				
		863,989	1989				
		889,908	1990				
		916,606	1991				
6	Pyjamas/vête- ments de nuit/ Robes de chambre/ peignoirs HGDFEB	2,488,749	1987	7%	11%(5%)	12%	3.4
		2,613,186	1988				
		2,743,846	1989				
		2,881,038	1990				
		3,025,090	1991				

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION	(D) ANNÉE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
7	Coordonnés et ensembles HGDFEB	2,475,718	1987	7%	11%(5%)	12%	4.4
		2,624,261	1988				
		2,781,717	1989				
		2,948,620	1990				
		3,125,537	1991				
8	Sous-vêtements HGDFEB	2,408,807	1987	7%	11%(5%)	12%	0.8
		2,553,335	1988				
		2,706,535	1989				
		2,868,927	1990				
		3,041,063	1991				
9	Manteaux, vestons et imperméables HGDFEB	2,083,706	1987	5%	10%(5%)	11%	4.0
		2,187,891	1988				
		2,297,286	1989				
		2,412,150	1990				
		2,532,758	1991				
A	desquels vestons HGDFEB	855,881	1987	5%	10%(5%)	11%	3.5
		898,675	1988				
		943,609	1989				
		990,789	1990				
		1,040,329	1991				
B	desquels paletots et pardessus HGDFEB	285,973	1987	5%	10%(5%)	11%	5.0
		300,271	1988				
		315,286	1989				
		331,050	1990				
		347,603	1991				

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION	(D) ANNÉE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
10	Costumes de bain HGDFEB	3,150,000	1987	5%*	10%(5%)	12%	1.0
		3,307,500	1988				
		3,472,875	1989				
		3,646,519	1990				
		3,828,845	1991				
A	desquels costumes de bain tricotés HGDFEB	425,000	1987	5%*	10%(5%)	12%	1.0
		446,250	1988				
		468,563	1989				
		491,991	1990				
		516,591	1991				
20	Robes et jupes DFEB	1,081,457	1987	7%	11%(5%)	12%	3.0
		1,146,344	1988				
		1,215,125	1989				
		1,288,033	1990				
		1,365,315	1991				
21	Ensembles ou vêtements d'athlétisme	3,096,642	1987	7%	11%(5%)	12%	3.5
		3,282,441	1988				
		3,479,387	1989				
		3,688,150	1990				
		3,909,439	1991				
22	Sous-vêtements de soutien	1,000,000	1987	7%	11%(5%)	12%	0.3
		1,060,000	1988				
		1,123,600	1989				
		1,191,016	1990				
		1,262,477	1991				

* Pour cet article, il est également prévu un transfert d'au plus 10% de la catégorie 10 à la catégorie 10.A.

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION	(D) ANNÉE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
<u>Vêtements: Niveaux de consultation</u>							
11	Complets de qualité et blazers HGEB	20,000 20,000 20,000 20,000 20,000	1987 1988 1989 1990 1991				
<u>Textiles</u>							
12	Gants de travaux (paires)	13,279,406 13,943,376 14,640,544 15,372,571 16,141,199	1987 1988 1989 1990 1991	7%	10%(5%)	10%	0.3
13	Tissus de laine peignée (Kg)	179,556 184,943 190,491 196,206 202,092	1987 1988 1989 1990 1991	-	10%(5%)	10%	4.75
14	A Draps de lit	1,293,200 1,370,792 1,453,040 1,540,222 1,632,635	1987 1988 1989 1990 1991	7%	10%(5%)	11%	6.25
	B Taies d'oreillers	2,586,400 2,741,584 2,906,079 3,080,444 3,265,270	1987 1988 1989 1990 1991	7%	10%(5%)	11%	1.25

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION	(D) ANNÉE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
15	Serviettes de coton en tissu éponge (Kg)	1,338,226	1987	7%	10%(5%)	12%	3.4
		1,418,520	1988				
		1,503,631	1989				
		1,593,849	1990				
		1,689,480	1991				
17	Bas et chaussettes (paires)	3,919,991	1987	7%	10%(5%)	12%	0.05
		4,155,191	1988				
		4,404,502	1989				
		4,668,772	1990				
		4,948,899	1991				
23	Tissus de coton à trame large (kg)	2,000,000	1987	10%	10%(10%)	11%	5.1 M ² /kg
		2,070,000	1988				
		2,142,450	1989				
		2,217,436	1990				
		2,295,046	1991				
24	Tissus de poly- ester/coton à trame large (kg)	5,750,000	1987	10%	10%(10%)	11%	7.2 M ² /kg
		5,980,000	1988				
		6,219,200	1989				
		6,467,968	1990				
		6,726,687	1991				
A.	Duquel tissus de polyester/ coton fini (kg) (s'entend de tout tissu autre qu'à grège)	6,726,687	1987	10%	10%(10%)	11%	7.2 M ² /kg
		3,000,000	1988				
		3,105,000	1989				
		3,213,675	1990				
		3,326,154	1991				
3,442,569							

Textiles: Niveaux de consultation

19	Sacs à main	700,000	1987	-	-	-	-
		700,000	1988				
		700,000	1989				
		700,000	1990				
		700,000	1991				

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

ROUMANIE

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION	(D) COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
<u>Groupe A</u>							
1	Vêtements de dessus d'hiver HGDFEB Complets de qualité, vestons sport, blazers HG desquels	116,500	4%	6%	10%(5%)	12%	3.2
	A complets de qualité, vestons sport, blazers HG	81,500	4%	6%	10%(5%)	12%	
2	Chemises à col tailleur HG	300,000	4%	6%	10%(5%)	12%	1.7
3	Chandails HGDFEB	1,401,000	3%	6%	10%(5%)	12%	1.1
4	(a-i) (voir Annexe I, page 3)						
	Chemises, chemisiers blouses, DFEB Chemises autre qu'à col tailleur HGEB Tee-shirts, blousons d'entraînement HGDFEB, paletots, pardessus, vestons, imperméables HGDFEB Vêtements de nuit et peignoirs HGDFEB, shorts, saloppettes, combinaisons de travail, HGDFEB	2,370,200	6%	5%	10%(5%)	12%	3.2

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONSROUMANIE

<u>(A)</u> NUMÉRO DE L'ARTICLE	<u>(B)</u> L'ARTICLE	<u>(C)</u> NIVEAU DE RESTRICTION	<u>(D)</u> COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	<u>(E)</u> TRANSFERT	<u>(F)</u> REPORT/ ANTICIPATION	<u>(G)</u> SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	<u>(H)</u> FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
5	Culottes, pantalons, jeans, HGDFEB desquels	486,000	6%	6%	10%(5%)	12%	1.6
A	Pantalons de laines HG	106,000	6%	6%	10%(5%)	12%	1.6
<u>GROUPE B</u>							
6	Tissus de laine peigné (M ²)	140,000	3%	-	10%(5%)	-	-

NOTE:

AUCUN TRANSFERT N'EST PERMIS ENTRE PRODUITS DU GROUPE A ET PRODUITS DU GROUPE B.

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTION
NUMERO DE L'ARTICLE 4*

ROUMANIE

4 a)	Chemises, chemisiers, blouses, DFEB	10.2%
4 b)	Chemises autre qu'à col tailleur HGEB	21.0%
4 c)	Tee-shirts, blousons d'entraînement HGDFEB	20.5%
4 d)	Vestons autre que de laine HGDFEB	15.0%
4 e)	Imperméables HGDFEB	5.3%
4 f)	Vêtements de nuit et peignoirs HGDFEB	5.3%
4 g)	Shorts, salopettes, combinaisons de travail HGDFEB	5.3%
4 h)	Vestons de laine (17% ou plus en poids) HGDFEB**	10.0%
4 i)	Paletots et pardessus HGDFEB**	10.0%

* Les exportations dans chacune des sous-catégories de l'article 4 ne doivent pas excéder, au cours d'une période quelconque visée par les restrictions, le pourcentage correspondant au niveau de restriction applicable à l'article 4, tel qu'indiqué ci-dessus.

** Le taux de souplesse combinée pour chacune des sous-catégories 4h et 4i (paletots et pardessus, vestons de laine) est limité à 11 pour cent.

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

SINGAPOUR

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION	(D) COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
<u>Groupe A</u>							
1	Vêtements de dessous d'hiver HGDFEB	116,200	3%	7%	10%(5%)	15%	2.8
2	Pantalons, culottes, shorts, salopettes, combinaisons HGDFEB	1,158,000	4%	7%	10%(5%)	15%	1.4
3	Chemises à col tailleur HG	470,000	6%	7%	10%(5%)	15%	1.8
4	Chemises, blouses, Tee-shirts, blousons d'entraînement HGDFEB	1,307,000	6%	7%	10%(5%)	15%	1.7
5	Chandails, HGDFEB	480,000	3%	7%	10%(5%)	15%	1.2
6	Vestons, HGDFEB	461,000	4%	7%	10%(5%)	15%	2.8
7	Complets de qualité, HG	31,600	4%	7%	10%(5%)	15%	3.6
8	Robes, jupes, DF Costumes DFEB, coordonnés et ensembles de dessus HGDFWB	614,000	6%	7%	10%(5%)	15%	2.6
11	Sous-vêtements	695,000	3%	7%	10%(5%)	15%	0.5
<u>Groupe B</u>							
9	Filés acryliques	127,000 kg	6%	7%	10%(5%)	15%	0.45 Kg/M ²
10	Bas et chaussettes (paires)	1,750,000	6%	7%	10%(5%)	15%	0.05Kg/paire

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

SRI LANKA

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION	(D) COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
<u>Groupe A</u>							
1	Vêtements de dessus d'hiver HGDFEB	135,000	4%	7%	10%(5%)	15%	3.2
2	Pantalons, culottes, shorts, salopettes, combinaisons HGDFEB	300,000	5%	7%	10%(5%)	15%	1.9
3	Chemises à col tailleur HG (Les tailles 4 à 6X sont comprises)	450,000	4%	7%	10%(5%)	15%	1.7
4	Chemises, blouses, DFEB Chemises autre qu'à col tailleur HGEB	325,000	5%	7%	10%(5%)	15%	1.5
5	Tee-shirts et blousons d'entraînement HGDFEB	395,000	6%	7%	10%(5%)	15%	1.2
6	Chandails, HGDFEB	180,000	4%	7%	10%(5%)	15%	1.2
7	Robes DF, jupes HGDFEB	175,000	5%	7%	10%(5%)	15%	3.0
8	Costumes et coordonnés HGDFEB						
	(Annexe 2 définition 8: a, b, c, et f)	500,000	3%	7%	10%(5%)	15%	3.5

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONSSRI LANKA

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION	(D) COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
9	Sous-vêtements HGDFEB	600,000	6%	7%	10%(5%)	15%	0.5
10	Vestons HGDFEB	495,000	4%	7%	10%(5%)	15%	1.4
<u>Groupe B</u>							
11	Gants de travail	2,225,000	4%	-	10%(5%)	-	-

Note: Aucun transfert ne sera permis entre les groupes A et B.

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

TCHÉCOSLOVAQUIE

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION	(D) COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
<u>Groupe A - Vêtements</u>							
1	Pantalons, shorts, salopettes, com- binaisons de travail HGDFEB	250,000	4%	5%	10%(5%)	11%	1.4
	A desquels les pantalons de laine jusqu'à	(125,000)					
2	Complets de qualité HG	47,000	4%	5%	10%(5%)	11%	3.6
<u>Groupe B - Textiles (Kg)</u>							
3	Tissus de laine peigné	174,453	3%	5%	10%(5%)	11%	3.8
4	Serviettes éponges débarbouillettes et ensembles	208,309	4%	5%	10%(5%)	11%	2.8

Note: Aucun transfert n'est autorisé entre les groupes A et B.

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

THAILANDE

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION	(D) COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
<u>Groupe A - Vêtements</u>						
1	Vêtements de dessus d'hiver	80,294	6%	5%	10%(5%)	3.50
2	Chemises à col tailleur	535,290	6%	5%	10%(5%)	2.10
3	Chemises, blouses, Tee-shirts, blousons d'entraînement	802,935	6%	7%	10%(5%)	1.70
4	Pantalons, shorts salopettes, com- binaisons	615,931	5%	5%	10%(5%)	1.90
5	Robes, jupes, costumes, coor- donnés, ensembles de dessus	2,262,930	4%	7%	10%(5%)	3.50
6	Vestons, manteaux	757,487	5%	5%	10%(5%)	3.20
	A) desquels manteaux	(85,000)	5%	5%	10%(5%)	3.20
7	Sous-vêtements	1,091,800	4%	5%	10%(5%)	0.50
8	Chandails	921,352	5%	5%	10%(5%)	1.20
9	Vêtements de nuit	570,000	6%	7%	10%(5%)	2.00
10	Costumes de bain	650,000	6%	7%	10%(5%)	1.30

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONSTHAILANDE

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION	(D) COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
<u>Groupe B - Textiles</u>						
11	Gants de travail (paires)	1,472,049	6%	7%	10%(5%)	2.90 M ² /douz. pr
12	Bas et chaussettes (paires)	2,477,313	6%	7%	10%(5%)	0.05 M ² /pr
13	Tissus de nylon (Kg)	75,000	6%	7%	10%(5%)	14.50 M ² /kg
	A) desquels tissus finis	(30,000)	6%	7%	10%(5%)	14.50 M ² /pr

NOTA: En ce qui concerne l'article 13.a, "tissu de nylon fini" s'entend de tout tissu ayant dépassé l'étape du tissage (c'est-à-dire grège), y compris le tissu ayant été lessivé, décoloré, teint ou enduit.

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

TURQUIE

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION	(D) COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ² /UNITÉ)
<u>Groupe A - Vêtements</u>							
1	Pantalons, shorts, salopettes, et combinaisons du 20 mai au HGDFEB 31 décembre 1987)	1,050,000 (650,137)	6%	7%	11%(6%)	16%	1.6
B	desquels pantalons et jeans HGDF sauf de laine HGEB	305,000 (188,849)	6%	7%	11%(6%)	16%	1.6
2	Chemises à col tailleur (les tailles 4-6X sont comprises) du 20 mai au 31 décembre 1987)	1,050,000 (650,137)	6%	7%	11%(6%)	16%	1.7
3	Sous-vêtements HGDFEB du 20 mai au 31 décembre 1987)	2,700,000 (1,671,781)	6%	7%	11%(6%)	16%	1.0

Groupe B - Textiles

4	Draps de lit	2,800,000	6%	7%	11%(6%)	16%	5.2
5	Taies d'oreiller	2,352,000	6%	7%	11%(6%)	16%	1.25

Note: Le transfert n'est pas permis entre les Groupes A et B.

Les restrictions s'appliquent en nombre d'unités, sauf indications contraires.

La première période de restriction pour les produits du groupe A va du 20 mai au 31 décembre, tel qu'indiqué dans la colonne C ci-dessus. Les chiffres entre parenthèses dans cette colonne correspondent à la limite pour la première période.

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONS

URUGUAY

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) L'ARTICLE	(C) NIVEAU DE RESTRICTION (Kg)	(D) COEFFI- CIENTS DE CROISSANCE	(E) TRANSFERT	(F) REPORT/ ANTICIPATION	(G) SOUPLESSE COMBINÉE (E) & (F)	(H) FACTEUR DE CONVERSION (M ²)
1	Tissus de laine peignée	192,553 204,107 216,353 229,335 243,095	1987 1988 1989 1990 1991	6%	-	10% (5%)	-

ANNEXE I - NIVEAUX DE RESTRICTIONSVIETNAM

(A) NUMÉRO DE L'ARTICLE	(B) DESCRIPTION DE L'ARTICLE	(C) DU 22 JUILLET 1986 - AU 31 DÉCEMBRE 1987	(D) CHAQUE ANNÉE CIVILE DE 1988 À 1991 INCLUSIVEMENT
<u>RESTRICTION DE L'AGREGAT</u>			
1-12	Tous les vêtements	1,050,000	700,000
<u>SOUS-LIMITES À L'INTERIEUR DE L'AGREGAT</u>			
1	Vêtements de dessus d'hiver	30,000	20,000
2A	Pantalons, culottes et jeans, HGDF	75,000	50,000
3	Chemises à col tailleur	600,000	400,000
4A&B	Blouses, chemises autre qu'à col tailleur	300,000	200,000
5	Chandails	90,000	60,000
7	Robes et jupes	45,000	30,000
11	Manteaux, veston, imperméables	75,000	50,000
12	Complets de qualité	7,500	5,000

ANNEXE II

Définitions et descriptions des termes

Annexe II

Définitions et descriptions

Notes explicatives:

1. Genre - Les définitions s'appliquent aux vêtements pour hommes (H), garçons (G), dames (D), fillettes (F), enfants (E) et bébés (B), sauf indication contraire. Les tailles des vêtements pour enfants et bébés varient de 0 à 6X.
2. Le transfert est permis de la catégorie des adultes à celle des enfants et bébés au taux de 3 à 5, sauf indication contraire.
3. Toutes les descriptions visent également les produits partiellement manufacturés, c'est-à-dire des pièces de tissu taillées sur mesure pour des vêtements qui ont subi d'autres transformations en plus d'être taillées et des pièces de tissu tricotées sur mesure pour des vêtements, qu'ils aient subi ou non d'autres transformations après avoir été tricotés.
4. Les vêtements d'un genre indéterminé, notamment les vêtements unisexes, doivent être comptés parmi les vêtements du genre masculin.

Descriptions des articles

Vêtements

1. Vêtements de dessus d'hiver (couramment désignés sous le nom d'esquimaux, costumes de motoneige, costumes de ski, pantalons de ski, combinaisons isolantes, vestons et vestes, y compris les anoraks, vestes pour le ski et autres vêtements semblables de type veston) qui sont munis d'une enveloppe extérieure en tissu à chaîne et trame principalement cousue à plat et qui sont doublés et conçus de façon à protéger la personne qui les porte contre le froid, etc., par exemple des doublures matelassées, des rembourrages d'édredon ou de fibres, etc., mais non des doublures d'acétate ou de viscose unie. Sont exclus tous les vêtements de dessus non doublés, les manteaux trois-quarts ou plus longs, c'est-à-dire à la hauteur du genou ou plus bas que le genou; vêtements connus sous le nom de coupe-vent, blousons ou autres vêtements semblables à un veston qui n'ont pas une isolation thermique; des pantalons de ski et des ensembles de ski de fond qui ne sont pas conformes à la description précédente (par exemple entièrement en tricot).

Note: Une unité comprend les vêtements qui sont conçus de façon à être vendus comme un ensemble, par exemple les vestons et pantalons de ski appareillés ou agencés formant un costume de ski sont considérés comme une seule unité s'ils sont emballés et expédiés en tant qu'ensemble. Les vestes sont comptées séparément.

2. Pantalons, shorts, salopettes et combinaisons

Pantalons et jeans, sont des vêtements ne commençant pas plus haut que la taille mais descendant jusqu'au genou ou plus bas que les genoux. Ils comprennent les jodhpurs, les knickers, les collants sans pieds et les pantalons gaucho.

Note: Les vêtements pour hommes et garçons de cette catégorie, dont le tissu contient 5% ou plus en poids de poils ou de laine, sont considérés comme étant des vêtements de laine.

Salopettes et combinaisons. Ces vêtements sont d'une seule pièce, soit des pantalons ou des shorts, mais comprennent une bavette (ou des bretelles fixées en permanence) ou une autre pièce de tissu qui commence en haut de la taille et recouvre partiellement ou entièrement la partie supérieure du corps. Ces articles comprennent les combinaisons-pantalons d'une seule pièce.

Shorts. Ces vêtements ressemblent aux pantalons, mais ils ne vont pas jusqu'aux genoux.

3. Chemises à col tailleur

Chemises à col tailleur, pour hommes et garçons, faites de tricot ou de tissu à chaîne et trame. Ces vêtements couvrent la partie supérieure du corps et se portent habituellement sur la peau ou par-dessus une camisole et sont munis d'une ouverture, complète ou partielle, sur le devant, qui peut comprendre une fermeture éclair. Les chemises peuvent être conçues de façon à être portées à l'intérieur ou à l'extérieur du pantalon. Cet article comprend toutes les chemises pour hommes et garçons qui répondent à cette description, qu'elles soient exportées séparément ou en tant qu'éléments d'un ensemble.

Note: Les tailles 4 à 6X (enfants) sont comprises.

Note: Un col tailleur est fabriqué d'une ou de plusieurs pièces de tissu qui sont taillées et cousues ou fusionnées et dont les extrémités sont pointues ou arrondies. On peut utiliser, selon les besoins, des renforts, des doublures et des raidissants de toutes sortes dans la fabrication de cols façonnés.

4. Chemises, blouses, t-shirts, blousons d'entraînement

Blouses et chemisiers, pour dames et jeunes filles, enfants et bébés, faits de tricot ou de tissu à chaîne et trame. Ces vêtements ont une ouverture complète ou partielle au dos ou sur le devant et couvrent la partie supérieure du corps, mais ne comprennent pas les sous-vêtements, les vestes, les T-shirts, les blousons d'entraînement et les chandails.

Chemises pour hommes et garçons, enfants et bébés, n'ayant pas de col tailleur, munies de cols proportionnés. Un col proportionné comprend une pièce tricotée qui sert à donner une forme au col. Pour une description complète des "chemises", voir la description des chemises à col tailleur ci-dessus.

T-shirts. Les T-shirts sont des vêtements de tricot qui peuvent être munis ou non d'une ouverture sans col à l'avant; ils couvrent la partie supérieure du corps et leur coupe comprend 19 unités ou plus, c'est-à-dire 19 mailles verticales ou plus par pouce.

Blousons d'entraînement. Les blousons d'entraînement sont des vêtements dont au moins un côté est brossé ou recouvert d'un duvet et qui recouvrent la partie supérieure du corps. Les chandails n'en font pas partie.

Note: Les définitions des t-shirts et des blousons d'entraînement sont subordonnées aux définitions prépondérantes des chemises à col proportionné ou à col tailleur pour hommes et garçons.

5. Chandails, pullovers et cardigans

Chandails, pullovers et cardigans (y compris les ponchos en tricot). Ces vêtements en tricot couvrent la partie supérieure du corps et ils sont de confection plus grossière qu'une coupe de 19 unités, c'est-à-dire moins de 19 mailles verticales par pouce. Ils comprennent des articles agencés or appareillés avec des accessoires comme les chapeaux, les foulards, les gants, les mitaines, les chaussons, etc. Un vêtement de cette catégorie est considéré comme un ensemble et est compté comme une seule unité lorsqu'il est expédié avec des accessoires agencés ou appareillés.

6. Vêtements de nuit et peignoirs

Pyjamas et vêtements de nuit, vêtements habituellement portés pour dormir.

Robes de chambre, peignoirs et robes d'intérieur. Ces vêtements ne sont pas des vêtements de nuit. Ils se portent habituellement dans l'intimité et comprennent les liseuses et les déshabillés.

7. Robes et jupes, costumes, coordonnés et ensembles d'extérieur

Robes, pour dames, fillettes, enfants et bébés. Les robes sont des vêtements d'une seule pièce qui commencent en haut de la taille et comprennent les robes-pantalons, les robes du soir, les cache-poussières, les robes de ménagère (autres que celles utilisées comme vêtements de nuit).

Jupes, pour dames, fillettes, enfants et bébés. Les jupes sont des vêtements d'une seule pièce qui commencent à la taille et comprennent les jupes courtes pour le golf, les kilts (y compris ceux pour hommes et garçons) et les jupes-culottes.

Costumes et coordonnés. Vêtements comprenant deux pièces ou plus appareillées ou coordonnées, couvrant les parties supérieures et inférieures du corps, emballées, expédiées et vendues comme ensemble. Sont exclus les complets de qualité, les vêtements de dessus d'hiver, les sous-vêtements, les vêtements de nuit, les costumes de bain et les sous-vêtements de soutien, les imperméables, les chemises à col tailleur.

Coordonnés, ensembles et blazers pour hommes, garçons, enfants et bébés non visés par les descriptions de vêtements contenues au point 12 de la présente annexe.

Costumes, coordonnés, ensembles et blazers pour dames, fillettes, enfants et bébés.

Vêtements divers pour enfants et bébés. Ces vêtements comprennent les articles pour enfants et bébés qui ne répondent à aucune description concernant les vêtements d'enfants et de bébés indiquée ailleurs dans la présente annexe, y compris les ensembles bain-de-soleil, les ensembles de baptême, les ensembles pour le bain, les barboteuses, les ensembles de promenade, les tabliers-combinaisons, les ensembles couche et culotte, les combinaisons de nuit et les nids d'ange dont les jambes des vêtements recouvrent entièrement les pieds.

Ensembles ou vêtements d'athlétisme. Vêtements portés normalement lors de la participation à des activités athlétiques et non visés par une autre définition

contenue dans la présente annexe. Ils comprennent les collants couvrant le tronc, les ensembles de judo, les vêtements de piste et pelouse, les vêtements de jogging et les vêtements de ski de fond (sujets à la description de l'article n° 1).

Vêtements de loisir, coordonnés ou ensembles. Non visés par d'autres définitions de vêtements contenues dans la présente annexe. Ils peuvent comprendre les ensembles de short, les ensembles de plage.

8. Sous-vêtements

Sous-vêtements. Ils comprennent les combinaisons jupons, les slips et les culottes bouffantes.

Note: Dans le cas des ensembles de dessous, chaque pièce doit être comptée séparément.

9. Costumes de bain et sous-vêtements de soutien

Costumes de bain. Vêtements habituellement portés pour la natation ou le bain. Ils comprennent les caleçons et les maillots de bain.

Note: Les vêtements répondant à cette description, qui comprennent deux pièces (ou plus) doivent être appareillés ou agencés, et emballés et expédiés en tant qu'unité, ou sinon, classés dans l'article approprié, dans une autre catégorie de la présente annexe comme étant des vêtements individuels. Les ensembles agencés ou appareillés qui comprennent d'autres vêtements en plus de deux qui répondent au critère du présent article, par exemple les ensembles de bain, sont classés comme étant des ensembles et des coordonnés.

10. Sous-vêtements de soutien. Comprennent les soutien-gorge, les gaines, les corsets et les gaines-culottes.

11. Manteaux, vestons et imperméables

Vestons. Vêtements d'extérieur couvrant la partie supérieure du corps, n'atteignant pas le genou. Ils comprennent les ponchos, vestes et boléros tissés, mais excluent les vêtements couverts par d'autres définitions dans cette annexe.

Paletots et pardessus. Vêtements d'extérieur, atteignant au moins le genou, sauf les imperméables.

Sarraus et blouses de travail. Vêtements monopières comprenant les blouses de barbier, de clinique, de médecin, de laboratoire et les vêtements chirurgicaux.

Imperméables. Vêtements dont le tissu est enduit, imprégné ou traité et qui sont portés habituellement pour protéger contre la pluie, comprenant des costumes, des ensembles, des capes et des ponchos.

12. Complets de qualité

Complets de qualité, vestons et blazers, pour hommes et garçons.

Note: Le blazer ou le veston qui fait partie du costume peut contenir les éléments suivants ou l'équivalent: une doublure, des rembourrures d'épaule raidissant à l'avant et des revers, et se porte habituellement par-dessus un autre article de dessus.

Note: Une unité est soit un veston, soit un costume. Un costume comprend deux ou trois pièces, c'est-à-dire des pantalons et un veston ou un veston, une veste et des pantalons appareillés ou agencés qui sont emballés, expédiés et vendus ensemble.

TEXTILES

13. Filés

Filés acryliques. Tous les genres de filés de tricot à la main ou à la machine dont le poids est d'au moins 50 % de fibres acryliques, sauf les filés fabriqués entièrement de fibres dont la longueur ne dépasse pas deux pouces et demi. (Corée du Sud)

Tous les genres de filés dont le poids est d'au moins 50 % de fibres acryliques. (Malaisie, Singapour).

Tous les genres de filés de tricot à la main ou à la machine dont le poids est d'au moins 50 % de fibres acryliques. (Taïwan).

Filés de polyester. Tous les filés 100 % polyester faits de fibres coupées ou de filaments ou faits d'un mélange de fibres dans lequel le fil de polyester représente soit la valeur principale, soit 50 % ou plus du poids total. (Corée du Sud).

Tous les filés 100 % polyester faits de fibres coupées ou de filaments ou faits d'un mélange de fibres dans lequel le fil de polyester représente soit la valeur principale, soit 50 % ou plus du poids total. En sont exclus, les filés de polyester partiellement orientés, c'est-à-dire les filés composés de filaments continus de polyester qui ont été tendus ou étirés, mais qui doivent être davantage étirés, retordus et texturés afin que le filament devienne un filé utilisable dans d'autres procédés textiles. (Taïwan).

Filés de nylon. Tous les filés faits de fibres coupées ou de filaments, dont le filé de nylon représente soit la valeur principale, soit 50 % ou plus du poids total. (Corée du Sud, Taïwan).

Filés de mélange de polyester et coton. Tous les filés dont le mélange de fibres de coton et de polyester représente soit la valeur principale, soit 50 % ou plus du poids total. (Taïwan).

Filés et fils de mélange de fibres. Tous les filés faits de fibres coupées ou de filaments, dont le filé de synthétique représente 50 % ou plus du poids total, n.d.a. Filés et fils de mélange de fibres comprennent (sans y être limités) les filés de mélange de polyester et de rayonne et les filés de mélange de polyester et d'acrylique ainsi que tout autre filé non précisé ci-dessus dont le mélange de fibres synthétiques représente soit la valeur principale, soit 50 % ou plus du poids total.

14. Tissus

Tissus de polyester. Tissus à trame large dont la chaîne est entièrement composée de filés (plats ou texturés) de filaments de polyester. (Corée du Sud).

Tissus dont la chaîne est entièrement composée de filés (plats ou texturés) de filaments de polyester. (Pologne, Taïwan).

N.D.A (Pologne)

Tissus de coton à trame large. Tissus composés au poids entièrement ou essentiellement de fibres de coton, enduites ou non (c'est-à-dire, lorsque les fibres enduites représentent moins de 50 % du poids total). En sont exclus, les tissus de denim et de velours côtelé ainsi que les tissus de coton non finis (c'est-à-dire écrus). (Chine).

Tissus de coton. Tissus composés entièrement de fibres de coton ou d'un mélange dans lequel les fibres de coton représentent l'essentiel du poids total. (Hong Kong).

Tissus composés entièrement de fibres de coton ou d'un mélange dans lequel les fibres de coton représentent l'essentiel du poids. Sont exclus de cette définition, les tissus de denim et de velours côtelé. (Taïwan).

Tissus de polyester et de rayonne. Sous réserve de la définition dérogatoire des tissus de polyester et coton, tissus composés d'un mélange de fibres de rayonne et de polyester représentant 50 % ou plus du poids du tissu. (Taïwan).

Tissus de polyester et coton à trame large. Tissus composés d'un mélange de fibres de coton et de polyester et dont le polyester représente 50 % ou plus du poids total. (Corée du Sud).

Tissus composés d'un mélange de fibres de coton et de polyester représentant 50 % ou plus du poids total, dont les fibres sont enduites ou non (c'est-à-dire, lorsque les fibres enduites représentent moins de 50 % du poids total). En sont exclus, les tissus de denim et de velours côtelé. (Chine).

Tissus composés d'un mélange de fibres de coton et de polyester et dont le polyester représente 50 % ou plus du poids total. En sont exclus, les tissus de denim et de velours côtelé. (Hong Kong).

Tissus composés d'un mélange de fibres de polyester et de coton représentant 50 % ou plus du poids total. Sont exclus de cette définition, les tissus de denim et de velours côtelé. (Taïwan).

Tissus de denim. Tissus d'armure sergée 2/1 ou 3/1 composés de filés de coton ou d'un mélange de filés de polyester et de coton, dont la chaîne est teintée généralement en bleu, brun ou noir et dont la trame est blanche. (Taïwan).

Tissus de laine peigné. Tissus tissés à partir de filés contenant au moins 17 % en poids de laine filée selon le système de laine peignée. (Corée du Sud, RPC, Tchécoslovaquie, Inde, Pologne, Roumanie, Taïwan, Uruguay).

Tissus de nylon. Tissus à trame large dont les fibres de nylon représentent au moins 50 % du poids ou du nombre de fils, ou dont les fibres de nylon représentent la valeur principale. (Corée du Sud).

Tissus dont les fibres de nylon représentent au moins 50 % du poids ou du nombre de fils, ou dont les fibres de nylon, combinées à d'autres fibres, représentent la valeur principale. (Pologne, Taïwan, Thaïlande).

15. Linge de maison

Draps de lit. Tissus tissés, y compris les draps de flanelle.

Taies d'oreiller. Tissus tissés.

Nappes. Complètement ou partiellement finies, tissées ou tricotées, composées de polyester ou d'un mélange de polyester et de coton (suivant les définitions ci-dessus), d'une longueur maximale de 406 centimètres. Sont incluses dans cette définitions, les nappes coupées et ourlées, thermofixées, frangées ou finies au point Merrow et destinées à couvrir une table, une commode, un buffet ou un meuble semblable. Sont incluses les nappes qui font partie d'ensembles composés de napperons ou de chemins de table, de serviettes à thé, de dessous de verre ou de serviettes assorties ou coordonnées. (Taïwan).

Serviettes, débarbouillettes ou ensembles en coton-tissu éponge. Composés entièrement ou principalement d'après le poids de coton et qui sont fabriqués sur des métiers pour tissu éponge à partir de filés simples ou retors de coton ou de mélanges de fibres. Dans le procédé de tissage, les filés forment des poils bouclés sur une ou deux faces du tissu. Ces poils bouclés couvrent la surface entièrement ou en partie pour former des dessins géométriques ou autres. Les tissus ainsi formés peuvent être écrus, blanchis, teints ou imprimés. Ces articles comprennent les serviettes de plage et de bain, les linges à vaisselle, les essuie-mains, les linges à essuyer et le tissu éponge. (Brésil, Corée, RPC, Tchécoslovaquie, Hong Kong, Pakistan, Pologne, Taïwan).

16. Bas et chaussettes. Articles chaussants tricotés pour adultes, enfants et bébés. En sont exclus, les bas sans couture, pleine longueur ou au genoux pour dames fabriqués sur des machines d'au moins 400 aiguilles et composés de filés de 30 deniers ou de titre plus fin, et collants. (RPC, Corée du Sud, Taïwan).

Articles chaussants tricotés pour adultes, enfants et bébés. En sont exclus, les articles chaussants de laine pour hommes et garçons (dont la laine représente plus de 50 % du poids total) et les bas sans couture, pleine longueur ou au genoux pour dames, fabriqués sur des machines d'au moins 400 aiguilles et composés de filés de 30 deniers ou de titre plus fin, et collants. (Singapour, Thaïlande).

17. Gants de travail. Complètement ou partiellement finis, composés entièrement ou essentiellement de tissu, qu'ils soient ou non imprégnés ou enduits, ou encore, composés partiellement de cuir. Sont incluses, les doublures entièrement composées de tissu, qui ne sont pas imprégnées ni enduites et qui ne comprennent pas d'autres matières. (RPC, Corée du Sud, Macao, Pakistan, Sri Lanka, Taïwan, Thaïlande).

Complètement ou partiellement finis, complètement ou essentiellement composés de tissu, entièrement ou essentiellement de coton, de fibres synthétiques ou de mélanges des deux, qu'ils soient ou non imprégnés ou enduits ou, encore, partiellement composés de cuir.

Note: En sont exclues, les doublures de gants de travail composées entièrement de matières textiles, entièrement ou essentiellement de coton, de fibres synthétiques ou de mélanges des deux, qui ne sont ni imprégnées ni enduites et qui ne comprennent pas d'autres matières. (Hong Kong).

18. Sacs à main. En tissu enduit ou non, ou encore, contre-collé, composé de fibres naturelles ou synthétiques ou de mélanges de ces fibres, mesurant de 258 à 1 226 centimètres carrés, sans compter les poignées, qui peuvent contenir du cuir et des matières plastiques comme garniture et finition, mais non comme principal élément des parois et de la doublure. (Corée du Sud, Taïwan).

ANNEXE III

Arrangement concernant le Commerce international des
Textiles (AMF) et le Protocole



ARRANGEMENT CONCERNANT LE COMMERCE INTERNATIONAL DES TEXTILES

PRÉAMBULE

Reconnaissant la grande importance de la production et du commerce des produits textiles en laine, en fibres synthétiques et artificielles et en coton pour l'économie de nombreux pays, ainsi que leur importance particulière pour le développement économique et social des pays en voie de développement et pour l'accroissement et la diversification de leurs recettes d'exportation, et conscientes de l'importance spéciale du commerce des produits textiles en coton pour de nombreux pays en voie de développement;

Reconnaissant en outre que la situation du commerce mondial des produits textiles tend à être peu satisfaisante et que, si elle n'est pas traitée de façon satisfaisante, cette situation risque d'être dommageable pour les pays qui participent au commerce des produits textiles, qu'ils soient importateurs ou exportateurs, ou l'un et l'autre à la fois, d'affecter de manière défavorable les perspectives de coopération internationale dans le domaine du commerce et d'avoir des répercussions fâcheuses sur les relations commerciales en général;

Notant que cette situation peu satisfaisante se caractérise par la prolifération de mesures de restriction, y compris de mesures discriminatoires, qui sont incompatibles avec les principes de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, et qu'il s'est produit dans quelques pays importateurs des situations qui, de l'avis de ces pays, causent ou menacent de causer une désorganisation de leurs marchés intérieurs;

Désireux d'entreprendre une action de coopération constructive dans un cadre multilatéral, pour traiter cette situation de manière à promouvoir, sur des bases saines, le développement de la production et l'expansion du commerce des produits textiles, et pour aboutir progressivement, en ce qui concerne ces produits, à la réduction des obstacles aux échanges et à la libéralisation du commerce mondial;

Reconnaissant qu'il conviendrait, en menant cette action, de garder constamment présent à l'esprit le caractère instable et perpétuellement changeant de la production et du commerce des produits textiles, et de tenir le plus grand compte des graves problèmes économiques et sociaux qui se posent dans ce domaine, aussi bien dans les pays importateurs que dans les pays exportateurs, et en particulier dans les pays en voie de développement;

Reconnaissant en outre qu'une telle action devrait être conçue de manière à faciliter l'expansion économique et de promouvoir le développement des pays en voie de développement qui possèdent les ressources nécessaires, par exemple en matières et en compétences techniques, en offrant à ces pays, y compris ceux qui abordent maintenant le domaine de l'exportation des produits textiles ou qui pourraient l'aborder bientôt, de plus vastes possibilités d'accroître leurs recettes en devises par la vente sur les marchés mondiaux de produits qu'ils peuvent produire avec efficacité;

Reconnaissant que, dans l'avenir, le développement harmonieux du commerce des textiles, eu égard en particulier aux besoins des pays en voie de développement, dépend également dans une mesure importante de questions qui sortent du cadre du présent Arrangement et que, parmi ces facteurs, figurent les progrès conduisant à la fois à l'abaissement des droits de douane et au maintien et à l'amélioration des schémas de préférences généralisées, conformément à la Déclaration de Tokyo;

Déterminées à tenir le plus grand compte des principes et objectifs de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (ci-après dénommé l'Accord général) et, dans la poursuite des objectifs du présent Arrangement, à mettre en œuvre de manière effective les principes et objectifs convenus dans la Déclaration ministérielle de Tokyo en date du 14 septembre 1973 concernant les négociations commerciales multilatérales;

LES PARTIES AU PRÉSENT ARRANGEMENT sont convenues de ce qui suit:

Article premier

1. Il pourra être souhaitable, pendant les quelques années à venir, que les pays participants¹ prennent des mesures pratiques spéciales de coopération internationale dans le domaine des textiles en vue d'éliminer les difficultés qui existent dans ce domaine.

2. Les objectifs fondamentaux seront de réaliser, en ce qui concerne les produits textiles, l'expansion du commerce, l'abaissement des obstacles à ce commerce et la libéralisation progressive du commerce mondial, tout en assurant le développement ordonné et équitable du commerce de ces produits et en évitant les effets de désorganisation sur des marchés et sur des types de production aussi bien de pays importateurs que de pays exportateurs. Dans le cas des pays qui n'ont qu'un petit marché, dont le niveau des importations est exceptionnellement élevé et la production intérieure corré-

¹ Dans tout le présent Arrangement, les expressions « pays participant », « pays exportateur participant » et « pays importateur participant » sont réputées comprendre la Communauté économique européenne.

lativement basse, il devrait être tenu compte de la nécessité d'éviter qu'il soit porté atteinte à la production minimum viable de textiles de ces pays.

3. Dans la mise en œuvre du présent Arrangement, l'un des principaux objectifs sera de favoriser le développement économique et social des pays en voie de développement et d'assurer un accroissement substantiel de leurs recettes provenant de l'exportation de produits textiles, et de leur ménager la possibilité d'avoir une plus grande part du commerce mondial de ces produits.

4. Les mesures prises en vertu du présent Arrangement ne devront pas interrompre ou décourager les processus autonomes d'ajustement industriel des pays participants. En outre, elles devraient s'accompagner de l'application, de manière compatible avec les législations et les systèmes nationaux, des politiques économiques et sociales appropriées que nécessitent les changements de la structure du commerce des textiles et de l'avantage comparatif des pays participants, politiques de nature à encourager les entreprises qui sont moins compétitives sur le plan international à s'engager progressivement dans des types de production plus viables ou d'autres secteurs économiques, et ménager un plus large accès aux marchés pour les produits textiles des pays en voie de développement.

5. Dans des circonstances exceptionnelles, il pourra être nécessaire, dans le domaine du commerce des produits textiles, d'appliquer des mesures de sauvegarde au titre du présent Arrangement, sous réserve de l'observation de conditions et de critères reconnus et sous la surveillance d'un organe international institué à cet effet, et conformément aux principes et objectifs du présent Arrangement; ces mesures devraient faciliter tout processus d'ajustement que nécessiterait l'évolution de la structure du commerce mondial des produits textiles. Les parties au présent Arrangement s'engagent à n'appliquer ces mesures que conformément au présent Arrangement et en tenant pleinement compte des répercussions qu'elles peuvent avoir pour d'autres parties.

6. Les dispositions du présent Arrangement ne modifient en rien les droits et obligations que les pays participants tiennent de l'Accord général.

7. Les pays participants reconnaissent que les mesures qui seront prises en vertu du présent Arrangement, étant destinées à résoudre les problèmes spéciaux relatifs aux produits textiles, devraient être considérées comme exceptionnelles et ne se prêtant pas à une application dans d'autres domaines.

Article 2

1. Toutes les restrictions quantitatives unilatérales existantes, tous les accords bilatéraux et toutes autres mesures quantitatives en vigueur qui

auraient un effet restrictif, seront notifiés en détail, par le pays participant appliquant la mesure limitative, dès qu'il aura accepté le présent Arrangement ou y aura accédé, à l'Organe de surveillance des textiles, qui communiquera les notifications aux autres pays participants pour information. Les mesures ou les accords qui n'auront pas été notifiés par un pays participant dans un délai de soixante jours à compter de la date à laquelle il aura accepté le présent Arrangement ou y aura accédé, seront considérés comme incompatibles avec ledit Arrangement et il y sera mis fin sans délai.

2. A moins qu'elles ne soient justifiées aux termes des dispositions de l'Accord général (y compris les Annexes et Protocoles audit Accord), toutes les restrictions quantitatives unilatérales et toutes autres mesures quantitatives ayant un effet restrictif qui auront été notifiées conformément aux dispositions du paragraphe 1 ci-dessus seront éliminées dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du présent Arrangement, sauf si elles font l'objet de l'une des procédures ci-après tendant à les rendre conformes aux dispositions du présent Arrangement:

- i) inclusion dans un programme qui devrait être adopté et notifié à l'Organe de surveillance des textiles dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du présent Arrangement et qui viserait à éliminer les restrictions existantes, par étapes, dans un délai maximum de 3 ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Arrangement et tiendrait compte de tout accord bilatéral qui aurait été conclu ou serait en cours de négociation conformément aux dispositions de l'alinéa ii) ci-après, étant entendu qu'un effort majeur sera accompli au cours de la première année, qui portera sur une élimination substantielle des restrictions et sur une augmentation substantielle des contingents qui n'auraient pas été supprimés;
- ii) inclusion, dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du présent Arrangement, dans des accords bilatéraux négociés ou en cours de négociation conformément aux dispositions de l'article 4; si, pour des raisons exceptionnelles, il n'est pas conclu d'accord bilatéral dans un délai d'un an, ce délai, après consultations entre les pays participants concernés et avec l'agrément de l'Organe de surveillance des textiles, pourra être prorogé pour une durée qui n'excédera pas un an;
- iii) inclusion dans des accords négociés ou des mesures adoptées conformément aux dispositions de l'article 3.

3. A moins qu'ils ne soient justifiés aux termes des dispositions de l'Accord général (y compris les Annexes et Protocoles audit Accord), tous les accords bilatéraux existants notifiés conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article seront, dans un délai d'un an à compter de

l'entrée en vigueur du présent Arrangement, soit éliminés, soit justifiés aux termes des dispositions du présent Arrangement, ou modifiés pour qu'ils soient conformes à ces dispositions.

4. Pour l'application des paragraphes 2 et 3 ci-dessus, les pays participants se prêteront pleinement à des consultations et à des négociations bilatérales en vue d'arriver à des solutions mutuellement acceptables, conformes aux dispositions des articles 3 et 4 du présent Arrangement, et de permettre l'élimination aussi complète que possible des restrictions existantes à partir de la première année d'acceptation du présent Arrangement. Ils feront spécifiquement rapport à l'Organe de surveillance des textiles dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du présent Arrangement sur la situation de toute action ou de toute négociation ainsi entreprise conformément aux dispositions du présent article.

5. L'Organe de surveillance des textiles achèvera l'examen de ces rapports dans les quatre-vingt-dix jours qui suivront leur réception. Au cours de son examen, il s'assurera que toutes les actions entreprises sont conformes au présent Arrangement. Il pourra faire des recommandations appropriées aux pays participants directement concernés, de manière à faciliter la mise en œuvre du présent article.

Article 3

1. Sauf justification aux termes de l'Accord général (y compris les Annexes et Protocoles audit Accord), les pays participants n'institueront pas de nouvelles restrictions au commerce des produits textiles et ne renforceront pas les restrictions existantes, à moins que de telles mesures ne soient justifiées aux termes des dispositions du présent article.

2. Les pays participants conviennent de ne recourir au présent article qu'avec modération et d'en limiter l'application aux produits précis et aux pays dont les exportations de ces produits causent une désorganisation du marché au sens de l'Annexe A, en tenant pleinement compte des principes et des objectifs convenus qui sont énoncés dans le présent Arrangement, et en prenant pleinement en considération les intérêts des pays importateurs aussi bien que des pays exportateurs. Les pays participants tiendront compte des importations en provenance de tous les pays et s'attacheront à maintenir l'équité convenable. Sans perdre de vue les dispositions de l'article 6, ils s'efforceront d'éviter les mesures discriminatoires dans les cas où des importations en provenance de plusieurs pays participants seront la cause de la désorganisation du marché et lorsqu'un recours au présent article sera inévitable.

3. Si un pays importateur participant estime qu'il y a désorganisation de son marché, au sens de la définition de la désorganisation du marché qui

figure à l'Annexe A, du fait des importations d'un produit textile déterminé qui n'est pas déjà soumis à limitation, ce pays recherchera la consultation avec tout pays exportateur participant en vue de mettre fin à la désorganisation du marché. Dans sa demande, le pays importateur pourra indiquer le niveau de limitation précis qui, à son avis, devrait être appliqué aux exportations du produit, ce niveau ne pouvant être inférieur au niveau général défini à l'Annexe B. Tout pays exportateur concerné donnera suite rapidement à la demande de consultations. La demande de consultation émanant du pays importateur sera accompagnée d'un exposé factuel détaillé des raisons et de la justification de sa présentation, y compris les données les plus récentes concernant les éléments de désorganisation du marché; le pays requérant communiquera en même temps tous ces renseignements au Président de l'Organe de surveillance des textiles.

4. Si, au cours des consultations, il est entendu de part et d'autre que la situation appelle des restrictions au commerce du produit textile en cause, le niveau de restriction sera fixé à un niveau qui ne sera pas inférieur à celui qui est défini à l'Annexe B. Le détail de l'accord réalisé sera communiqué à l'Organe de surveillance des textiles qui déterminera si cet accord est justifié au regard des dispositions du présent Arrangement.

5. i) Si, toutefois, aucun accord n'est intervenu à l'expiration d'un délai de 60 jours à compter de la réception de la demande par le ou les pays exportateurs participants, soit sur la demande de limitation des exportations, soit sur toute autre solution, le pays participant requérant pourra, pour la période de 12 mois commençant à la date de la réception de la demande par le ou les pays exportateurs participants, refuser d'admettre, pour la consommation intérieure, en provenance du ou des pays participants visés au paragraphe 3 ci-dessus, les importations de textiles et de produits textiles causant une désorganisation du marché (au sens de l'Annexe A), à un niveau égal ou supérieur à celui qui est défini à l'Annexe B. Ce niveau pourra être ajusté en hausse, pour éviter de causer des difficultés indues aux entreprises commerciales qui participent aux échanges en question, dans toute la mesure compatible avec les fins du présent article. En même temps, la question sera soumise à l'attention immédiate de l'Organe de surveillance des textiles.

ii) Toutefois, chacune des parties aura la faculté de porter la question devant l'Organe de surveillance des textiles avant l'expiration du délai de 60 jours.

iii) Dans l'un ou l'autre cas, l'Organe de surveillance des textiles procédera promptement à l'examen de la question et fera des

recommandations appropriées aux parties directement concernées dans les 30 jours à compter de celui où la question lui aura été soumise. Ces recommandations seront également communiquées pour information au Comité des textiles et au Conseil des Représentants des parties contractantes à l'Accord général. Dès réception de ces recommandations, les pays participants concernés devraient réexaminer les mesures prises ou envisagées afin de voir s'il y a lieu de les instituer, de les maintenir en vigueur, de les modifier ou d'y mettre fin.

6. Dans des circonstances tout à fait inhabituelles et critiques où les importations d'un ou plusieurs produits textiles effectués pendant la période de 60 jours visée au paragraphe 5 ci-dessus causeraient une grave désorganisation du marché entraînant un préjudice difficilement réparable, le pays importateur demandera au pays exportateur concerné de coopérer immédiatement avec lui, sur le plan bilatéral, à titre d'urgence, pour éviter ce préjudice et, en même temps, communiquera immédiatement à l'Organe de surveillance des textiles tous les détails de la situation. Les pays concernés pourront conclure tout arrangement provisoire mutuellement acceptable qu'ils jugeront nécessaire pour traiter la situation, sans préjudice des consultations sur la question auxquelles il pourra être procédé en vertu du paragraphe 3 du présent article. Au cas où l'on n'aboutirait pas à un tel arrangement provisoire, des mesures de limitation temporaires d'un niveau supérieur à celui qui est défini à l'Annexe B pourront être appliquées en vue, notamment, d'éviter des difficultés indues aux entreprises commerciales qui participent aux échanges en question. Sauf en cas de possibilité de livraison rapide qui compromettrait l'objet de telles mesures, le pays importateur donnera notification de celles-ci, avec un préavis d'une semaine au moins, aux pays exportateurs participants, et engagera ou poursuivra les consultations prévues au paragraphe 3 du présent article. Si une mesure est prise en vertu du présent paragraphe, l'une ou l'autre partie pourra porter la question devant l'Organe de surveillance des textiles. Celui-ci procédera de la manière prévue au paragraphe 5 ci-dessus. Des réception des recommandations de l'Organe de surveillance des textiles, le pays importateur participant réexaminera les mesures prises et présentera un rapport sur ce point à l'Organe de surveillance des textiles.

7. S'ils recourent à des mesures prévues par le présent article, les pays participants s'efforceront, en introduisant ces mesures, d'éviter de porter préjudice à la production et aux ventes des pays exportateurs, en particulier à celles des pays en voie de développement, et ils éviteront toutes mesures d'une forme telle qu'il pourrait en résulter des obstacles non tarifaires additionnels au commerce des produits textiles. Par de promptes consultations, ils arrêteront des mesures appropriées, en particulier pour les

merchandises qui auront été ou seront sur le point d'être expédiées. S'ils n'aboutissent pas à un accord, la question pourra être portée devant l'Organe de surveillance des textiles, qui fera les recommandations appropriées.

8. Les mesures prises en vertu du présent article seront applicables pour des périodes limitées ne dépassant pas un an, réserve faite de la possibilité de les renouveler ou de les proroger pour des périodes additionnelles d'un an, à la condition que les pays participants directement concernés soient d'accord entre eux. Dans ce cas, les dispositions de l'Annexe B seront applicables. Les propositions de renouvellement ou de prorogation, de modification ou d'élimination de telles mesures, ou tout désaccord à leur sujet, seront soumis à l'Organe de surveillance des textiles, qui fera les recommandations appropriées. Toutefois, la durée de validité des accords bilatéraux de limitation conclus en vertu du présent article pourra être supérieure à un an conformément aux dispositions de l'Annexe B.

9. Les pays participants reverront constamment les mesures qu'ils auront prises en vertu du présent article et se prêteront comme il conviendra à des consultations avec tout pays participant touché par ces mesures, en vue d'éliminer celles-ci aussitôt que possible. Ils présenteront un rapport de temps à autre, et en tout état de cause une fois l'an, à l'Organe de surveillance des textiles sur les progrès réalisés dans l'élimination desdites mesures.

Article 4

1. Les pays participants garderont pleinement à l'esprit, dans la conduite de leur politique commerciale concernant les textiles, qu'en acceptant le présent Arrangement ou en y accédant, ils se seront engagés à suivre une approche multilatérale dans la recherche de solutions aux difficultés qui se présentent dans ce domaine.

2. Toutefois, les pays participants peuvent, conformément aux objectifs et aux principes fondamentaux du présent Arrangement, conclure des accords bilatéraux à des conditions mutuellement acceptables afin, d'une part, d'éliminer les risques réels de désorganisation du marché (au sens de l'annexe A) des pays importateurs et de désorganisation du commerce des textiles des pays exportateurs et, d'autre part, d'assurer l'expansion et le développement ordonné du commerce des textiles et le traitement équitable des pays participants.

3. Les accords bilatéraux appliqués conformément au présent article devront être, dans l'ensemble, y compris en ce qui concerne les niveaux de base et les coefficients de croissance, plus libéraux que les mesures prévues à l'article 3 du présent Arrangement. Ces accords bilatéraux seront conçus et administrés de manière à faciliter l'exportation en totalité des quantums

qu'ils stipulent et comprendront des dispositions suffisantes pour que le commerce qu'ils régissent s'effectue avec une grande souplesse, de manière compatible avec la nécessité d'une expansion ordonnée de ce commerce et avec la situation du marché intérieur du pays importateur concerné. Ces dispositions devraient porter sur les questions des niveaux de base, de la croissance, de la reconnaissance de l'interchangeabilité croissante des fibres naturelles, artificielles et synthétiques, l'utilisation anticipée des quantums, les reports, les transferts de groupes à groupes de produits, et prévoir tous autres arrangements mutuellement satisfaisants pour les parties à ces accords bilatéraux.

4. Les pays participants communiqueront à l'Organe de surveillance des textiles tous les détails sur les accords conclus en vertu du présent article, dans un délai de 30 jours à compter de leur entrée en vigueur. Lorsque de tels accords seront modifiés ou qu'ils y sera mis fin, l'Organe de surveillance des textiles en sera promptement informé. L'Organe de surveillance des textiles pourra adresser aux parties concernées les recommandations qu'il jugera appropriées.

Article 5

Les restrictions à l'importation de produits textiles instituées conformément aux dispositions des articles 3 et 4 seront appliquées avec souplesse et équité et on évitera la multiplication des catégories. Les pays participants arrêteront de concert des dispositions en vue de l'administration des contingents et des niveaux de limitation, y compris le dispositif approprié de répartition des contingents entre les exportateurs, de manière à faciliter la pleine utilisation de ces contingents. Le pays importateur participant devrait tenir pleinement compte de facteurs tels que la classification tarifaire établie et les unités de quantités fondées sur les pratiques commerciales normales dans les transactions d'exportation et d'importation, tant en ce qui concerne la composition par fibres que pour ce qui regarde la concurrence visant un même secteur de son marché intérieur.

Article 6

1. Vu l'obligation des pays participants d'accorder une attention spéciale aux besoins des pays en voie de développement, il sera considéré comme approprié et compatible avec les impératifs d'équité que les pays importateurs qui appliquent en vertu du présent Arrangement des restrictions affectant le commerce de pays en voie de développement, accordent à ces pays, en ce qui concerne ces restrictions, y compris des éléments tels que les niveaux de base et les coefficients de croissance, des conditions plus favorables qu'aux autres pays. Dans le cas des pays en voie de développement dont les exportations font déjà l'objet de restrictions et si ces restrictions sont

appliquées en vertu du présent Arrangement, il conviendrait de prévoir des contingents plus élevés et des coefficients de croissance libéraux. Il faudra toutefois garder à l'esprit la nécessité de ne pas porter indûment préjudice aux intérêts des fournisseurs établis et d'éviter toute distorsion grave dans les structures existantes des échanges.

2. Vu la nécessité d'accorder un traitement spécial aux exportations de produits textiles des pays en voie de développement, le critère de l'antériorité ne sera pas appliqué pour la fixation des contingents pour leurs exportations de produits des secteurs textiles où ils sont nouveaux venus sur les marchés concernés, et des coefficients de croissance plus élevés seront accordés pour ces exportations, sans perdre de vue que ce traitement spécial ne devra pas porter indûment préjudice aux intérêts des fournisseurs établis ni entraîner des distorsions graves dans les structures existantes des échanges.

3. Il conviendrait d'éviter en principe de limiter les exportations des pays participants dont les exportations de textiles n'atteignent qu'un faible volume total par rapport aux exportations totales des autres pays, si les exportations de ces pays ne représentent qu'un faible pourcentage du total des importations de textiles visés par le présent Arrangement du pays importateur concerné.

4. Lorsque des restrictions seront appliquées au commerce des textiles de coton en vertu du présent Arrangement, l'importance de ce commerce pour les pays en voie de développement concernés sera spécialement prise en considération pour la détermination du chiffre des contingents et du facteur de croissance.

5. Dans toute la mesure du possible, les pays participants n'appliqueront pas de limitations au commerce de produits textiles originaires d'autres pays participants qui seront importés sous le régime de l'admission temporaire aux fins de réexportation après ouvrison, à condition qu'il existe un système satisfaisant de contrôle et de certification.

6. On prendra en considération l'application aux réimportations dans un pays participant de produits textiles que ce pays aurait exportés vers un autre pays participant aux fins d'ouvrison et de réimportation ultérieure d'un traitement spécial et différencié, compte tenu de la nature spéciale de ce commerce, sans préjudice des dispositions de l'article 3.

Article 7

Les pays participants prendront des mesures pour assurer le fonctionnement effectif du présent Arrangement par des échanges de renseignements et, sur demande, de statistiques d'importation et d'exportation, ainsi que par d'autres moyens pratiques.

Article 8

1. Les pays participants conviennent d'éviter que le présent Arrangement ne soit tourné par le jeu de la réexpédition ou du déroutement, ou par l'action de non-participants. Ils sont notamment d'accord sur les mesures prévues dans le présent article.

2. Les pays participants conviennent de collaborer afin de prendre des mesures administratives appropriées pour éviter que les dispositions du présent Arrangement ne soient ainsi tournées. Si un pays participant considère que l'Arrangement est tourné et qu'aucune mesure administrative appropriée n'est prise pour l'éviter, ce pays devrait procéder à des consultations avec le pays d'origine exportateur et tout autre pays en cause, afin de rechercher promptement une solution mutuellement satisfaisante. Si une solution n'intervient pas, la question sera portée devant l'Organe de surveillance des textiles.

3. Les pays participants conviennent que, s'il est recouru aux mesures envisagées aux articles 3 et 4, tout pays importateur participant concerné prendra des mesures pour que les exportations du pays participant contre lesquelles sont prises lesdites mesures ne soient pas limitées plus rigoureusement que les exportations de produits similaires d'un pays quelconque non partie au présent Arrangement qui causent ou menacent réellement de causer une désorganisation du marché. Le pays ou les pays importateurs participants concernés examineront avec compréhension toutes représentations de pays exportateurs participants qui feraient valoir que ce principe n'est pas observé ou que des échanges avec des pays non parties au présent Arrangement neutralisent le fonctionnement du présent Arrangement. Si de tels échanges ont pour effet de neutraliser le fonctionnement du présent Arrangement, les pays participants envisageront de prendre les mesures compatibles avec leur législation pour empêcher cette neutralisation.

4. Les pays participants concernés communiqueront à l'Organe de surveillance des textiles tous les détails sur les mesures ou dispositions prises en vertu du présent article ou sur tout désaccord, et l'Organe de surveillance des textiles présentera, lorsqu'il y sera invité, des rapports ou des recommandations, selon le cas.

Article 9

1. Etant donné les sauvegardes prévues par le présent Arrangement, les pays participants s'abstiendront, autant que possible, de prendre des mesures commerciales additionnelles qui pourraient avoir un effet dérimant sur les objectifs du présent Arrangement.

2. Si un pays participant constate que ses intérêts sont gravement lésés par une mesure de cette nature prise par un autre pays participant, ce pays

pourra demander au pays appliquant la mesure de procéder avec lui à une consultation en vue de porter remède à la situation.

3. Si la consultation n'aboutit pas à une solution mutuellement satisfaisante dans un délai de soixante jours, le pays participant requérant pourra porter la question devant l'Organe de surveillance des textiles qui l'examinera promptement, le pays participant concerné ayant la faculté de porter la question devant ledit Organe avant l'expiration du délai de soixante jours s'il estime qu'il existe des raisons valables de le faire. L'Organe de surveillance des textiles fera aux pays participants les recommandations qu'il jugera appropriées.

Article 10

1. Il est institué, dans le cadre de l'Accord général, un Comité des textiles composé des représentants des parties au présent Arrangement. Ce Comité s'acquittera des fonctions qui lui sont attribuées par le présent Arrangement.

2. Le Comité se réunira de temps à autre, et une fois l'an au moins, pour s'acquitter de ses fonctions et traiter les questions dont l'Organe de surveillance des textiles l'aura spécialement saisi. Il effectuera les études décidées par les pays participants. Il procédera à l'analyse de la situation de la production et du commerce des produits textiles dans le monde, y compris toutes mesures facilitant l'ajustement, et fera connaître son avis quant aux moyens de favoriser l'expansion et la libéralisation du commerce des produits textiles. Il rassemblera les renseignements statistiques et autres nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions et il sera habilité à demander aux pays participants de lui fournir ces renseignements.

3. Toute divergence de vues entre les pays participants concernant l'interprétation ou l'application du présent Arrangement pourra être soumise devant le Comité pour avis.

4. Le Comité procédera une fois l'an à un examen d'ensemble du fonctionnement du présent Arrangement et présentera un rapport à ce sujet au Conseil des Représentants des parties contractantes à l'Accord général. Pour faciliter cet examen d'ensemble, l'Organe de surveillance des textiles établira à l'intention du Comité un rapport dont copie sera également communiquée au Conseil. L'examen qui aura lieu la troisième année sera un examen majeur dudit Arrangement à la lumière de son fonctionnement pendant les années précédentes.

5. Le Comité se réunira au plus tard un an avant l'expiration du présent Arrangement pour examiner s'il convient de la proroger, de le modifier ou d'y mettre fin.

Article 11

1. Le Comité des textiles instituera un Organe de surveillance des textiles qui sera chargé de veiller à la mise en œuvre du présent Arrangement. Cet Organe sera composé d'un Président et de huit membres désignés par les parties au présent Arrangement selon des modalités que le Comité des textiles déterminera à l'effet d'en assurer le fonctionnement efficace. Afin que sa composition reste équilibrée et largement représentative des parties au présent Arrangement, des dispositions seront prises pour que l'attribution des sièges se fasse selon un roulement approprié.

2. L'Organe de surveillance des textiles sera considéré comme un organe permanent et se réunira autant que de besoin pour s'acquitter des fonctions qui lui incombent en vertu du présent Arrangement. Il se fondera sur les renseignements fournis par les pays participants, complétés des précisions et éclaircissements nécessaires qu'il pourra décider de demander à ces pays ou d'obtenir à d'autres sources. En outre, il pourra faire appel à l'assistance technique des services du secrétariat de l'Accord général et entendre les experts techniques proposés par un ou plusieurs de ses membres.

3. L'Organe de surveillance des textiles prendra les mesures qui lui incombent spécifiquement en vertu des articles du présent Arrangement.

4. En l'absence de toute solution admise d'un commun accord dans le cadre des négociations ou des consultations bilatérales entre pays participants qui sont prévues par le présent Arrangement, l'Organe de surveillance des textiles fera, à la demande de l'une ou l'autre des parties et après avoir procédé promptement à un examen approfondi de la question, des recommandations aux parties concernées.

5. A la demande de tout pays participant, l'Organe de surveillance des textiles examinera promptement toutes mesures ou dispositions particulières que ce pays considérerait comme nuisibles à ses intérêts, dès lors que les consultations entre celui-ci et les pays participants directement concernés n'auront pas abouti à une solution satisfaisante. Il fera des recommandations, selon qu'il sera approprié, aux pays participants concernés.

6. Avant de formuler ses recommandations visant toute question particulière dont il aura été saisi, l'Organe de surveillance des textiles sollicitera la participation de tout pays participant au présent Arrangement qui pourrait être touché directement par cette question.

7. L'Organe de surveillance des textiles établira les recommandations ou conclusions qu'il sera appelé à formuler dans un délai de 30 jours si possible, sauf disposition contraire du présent Arrangement. Ces recommandations ou conclusions seront communiquées au Comité des textiles pour l'information de ses membres.

8. Les pays participants s'efforceront d'accepter les recommandations de l'Organe de surveillance des textiles dans leur intégralité. Toutes les fois qu'ils estimeront ne pouvoir se conformer à ces recommandations, ils en indiqueront immédiatement les raisons à l'Organe de surveillance des textiles qu'ils informeront également de la mesure dans laquelle ils peuvent, le cas échéant, donner suite auxdites recommandations.

9. Les problèmes qui subsisteraient entre les parties, après que l'Organe de surveillance des textiles aura établi ses recommandations, pourront être portés devant le Comité des textiles ou devant le Conseil des Représentants des parties contractantes à l'Accord général selon les procédures normales de l'Accord général.

10. Il sera tenu compte de toutes les recommandations et observations de l'Organe de surveillance des textiles au cas où les questions visées par lesdites recommandations et observations seraient ultérieurement portées devant les PARTIES CONTRACTANTES à l'Accord général, en particulier selon les procédures prévues à l'article XXIII dudit Accord.

11. Dans un délai de 15 mois à compter de l'entrée en vigueur du présent Arrangement et par la suite une fois l'an au moins, l'Organe de surveillance des textiles passera en revue toutes les restrictions sur des produits textiles appliquées par les pays participants lors de l'entrée en vigueur du présent Arrangement et présentera ses conclusions au Comité des textiles.

12. L'Organe de surveillance des textiles passera en revue chaque année toutes les restrictions qui auront été instituées et tous les accords bilatéraux qui auront été conclus par des pays participants concernant le commerce de produits textiles depuis l'entrée en vigueur du présent Arrangement et qui doivent lui être signalés conformément aux dispositions dudit Arrangement; il présentera chaque année ses conclusions au Comité des textiles.

Article 12

1. Aux fins du présent Arrangement, l'expression « textiles » comprend seulement les peignés, fils, tissus, articles de confection simple, vêtements et autres produits textiles manufacturés (produits qui tirent leurs caractéristiques principales de leurs composants textiles) en coton, laine, fibres artificielles et synthétiques, ou mélanges des fibres précitées, dans lesquels l'une quelconque de ces fibres ou toutes ces fibres combinées constituent soit l'élément de principale valeur des fibres contenues dans le produit, soit 50 pour cent ou plus, en poids (ou 17 pour cent ou plus en poids de laine), du produit.

2. Les fibres discontinues, câbles pour discontinus, déchets, monofilaments et multifilaments simples, artificiels et synthétiques, ne sont pas visés par le paragraphe 1 ci-dessus. Toutefois, s'il se révèle qu'il existe pour ces produits une situation de désorganisation du marché (au sens de l'Annexe A), les dispositions de l'article 3 (et les autres dispositions du présent Arrangement qui s'y rapportent directement) et celles du paragraphe 1 de l'article 2 du présent Arrangement seront applicables.

3. Le présent Arrangement ne s'appliquera pas aux exportations de tissus de fabrication artisanale obtenus sur métier à main ou de produits de fabrication artisanale faits à la main avec ces tissus tissés à la main effectués par les pays en voie de développement, ni aux exportations de produits textiles artisanaux relevant du folklore traditionnel, à la condition que ces produits fassent l'objet d'une certification appropriée suivant les dispositions arrêtées entre les pays participants importateurs et exportateurs concernés.

4. Les problèmes d'interprétation des dispositions du présent article devraient être résolus par voie de consultations bilatérales entre les parties concernées, et toute difficulté pourra être portée devant l'Organe de surveillance des textiles.

Article 13

1. Le présent Arrangement sera déposé auprès du Directeur général des PARTIES CONTRACTANTES à l'Accord général. Il sera ouvert à l'acceptation, par signature ou autrement, des gouvernements qui sont parties contractantes à l'Accord général ou qui ont accédé à titre provisoire audit Accord, ainsi que de la Communauté économique européenne.

2. Tout gouvernement qui n'est pas partie contractante à l'Accord général ou qui n'a pas accédé à l'Accord général à titre provisoire pourra accéder au présent Arrangement à des conditions à convenir entre lui et les pays participants. Ces conditions comprendront une disposition aux termes de laquelle tout gouvernement qui ne sera pas partie contractante à l'Accord général devra s'engager, en accédant au présent Arrangement, à ne pas introduire de nouvelles restrictions et à ne pas renforcer de restrictions existantes à l'importation de produits textiles, dans la mesure où une telle action serait incompatible avec les obligations de ce gouvernement s'il était partie contractante audit Accord général.

Article 14

1. Le présent Arrangement entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1974.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, la date d'entrée en vigueur, en ce qui concerne l'application des dispositions de l'article 2, paragraphes 2, 3 et 4, sera le 1^{er} avril 1974.

3. A la demande d'une ou de plusieurs des parties qui ont accepté le présent Arrangement ou qui y ont accédé, une réunion se tiendra au cours de la semaine précédant le 1^{er} avril 1974. Les parties qui, au moment de cette réunion auront accepté le présent Arrangement ou y auront accédé, pourront convenir de toute modification de la date visée au paragraphe 2 du présent article qui paraîtra nécessaire et qui sera compatible avec les dispositions de l'article 16.

Article 15

Tout pays participant pourra dénoncer le présent Arrangement avec effet à l'expiration d'un délai de soixante jours à compter de la date à laquelle le Directeur général des PARTIES CONTRACTANTES à l'Accord général aura reçu notification écrite de sa dénonciation.

Article 16

La durée de validité du présent Arrangement est de quatre années.

Article 17

Les annexes font partie intégrante du présent Arrangement.

FAIT à Genève, le 20 décembre mil neuf cent soixante-treize, en un seul exemplaire, en langues française, anglaise et espagnole, les trois textes faisant également foi.

ANNEXE A

I. La détermination d'une situation de « désorganisation du marché » au sens du présent Arrangement sera fondée sur l'existence d'un préjudice grave ou d'une menace réelle de préjudice grave pour les producteurs nationaux. Ce préjudice doit être manifestement imputable aux facteurs énoncés au paragraphe II ci-dessous et non à des facteurs tels que des modifications techniques ou des changements dans les préférences des consommateurs qui contribuent à porter le marché vers des produits similaires et/ou directement concurrents fabriqués par la même industrie, ou à des facteurs analogues. L'existence du préjudice sera établie au moyen d'un examen des facteurs appropriés qui ont une incidence sur l'évolution de la situation de l'industrie en question, tels que chiffre d'affaires, part détenue dans le marché, profits, niveau des exportations, emploi, volume des importations génératrices de désorganisation et des autres importations, production, capacité utilisée, productivité et investissements. Aucun de ces facteurs considérés isolément ni même plusieurs de ces facteurs ne fournissent nécessairement un critère décisif.

II. Les facteurs à l'origine de la désorganisation du marché auxquels se réfère le paragraphe I ci-dessus et qui se présentent généralement en association sont les suivants:

- i) les importations de certains produits en provenance de sources déterminées s'accroissent ou menacent de s'accroître brusquement et dans des proportions substantielles. L'accroissement menaçant doit être mesurable et il ne sera pas conclu à sa matérialité sur la base d'allégations, de conjectures ou de simples possibilités découlant, par exemple, de l'existence d'une capacité de production dans les pays exportateurs;
- ii) ces produits sont offerts à des prix notablement inférieurs à ceux qui sont pratiqués sur le marché du pays importateur pour des produits similaires de qualité comparable. Ces prix seront comparés à la fois au prix du produit national à un stade comparable de la commercialisation et aux prix généralement pratiqués pour de tels produits vendus à l'occasion d'opérations commerciales normales et dans des conditions de pleine concurrence par d'autres pays exportateurs dans le pays importateur.

III. Dans l'examen des questions de « désorganisation du marché », il sera tenu compte des intérêts du pays exportateur, eu égard spécialement à son stade de développement, à l'importance du secteur textile dans son économie, à la situation de l'emploi, à sa balance générale du commerce des textiles, à sa balance des échanges avec le pays importateur concerné et à sa balance globale des paiements.

file

ANNEXE B

1. a) Le niveau au-dessous duquel les importations ou les exportations de produits textiles ne peuvent être limitées par application des dispositions de l'article 3, est le niveau des importations ou des exportations effectives des produits en cause dans la période de douze mois échue deux mois ou, si l'on ne dispose pas de renseignements, trois mois avant celui où a été présentée la demande de consultation, ou, le cas échéant, avant la date à laquelle aura été engagée la procédure interne concernant la désorganisation du marché des textiles que requiert éventuellement la législation nationale, ou dans la période échue deux mois ou, si l'on ne dispose pas de renseignements, trois mois avant celui où la demande de consultation a été présentée par suite de cette procédure intérieure, si cette période est postérieure à la première.

b) S'il existe entre les pays participants concernés, une mesure de limitation du niveau annuel des exportations ou des importations relevant de l'article 2, 3 ou 4, qui s'applique à la période de douze mois visée à l'alinéa a), le niveau au-dessous duquel les importations de produits textiles qui causent une désorganisation du marché ne peuvent être limitées par application des dispositions de l'article 3, est le niveau prévu par la mesure de limitation et non le niveau des importations ou des exportations effectives de la période de douze mois visée à l'alinéa a).

Si la période de douze mois visée à l'alinéa a) coïncide en partie avec la période de validité de la limitation, le niveau en question est:

- i) le niveau prévu par la limitation ou le niveau des importations ou des exportations effectives si celui-ci est plus élevé, excepté en cas de dépassement de quantum, pour les mois communs à la période de validité de la limitation et à la période de douze mois visée à l'alinéa a).
- ii) le niveau des importations ou des exportations effectives, pour les mois propres à chaque période.

c) Si la période visée à l'alinéa a) est spécialement défavorable à un pays exportateur particulier en raison de circonstances anormales, les importations effectuées en provenance de ce pays pendant plusieurs années devraient être prises en considération.

d) Si les importations ou les exportations de produits textiles faisant l'objet de limitations ont été nulles ou négligeables pendant la période de douze mois visée à l'alinéa a), un niveau d'importation raisonnable tenant compte des possibilités futures du pays exportateur est fixé après consultation entre les pays participants concernés.

2. Si les mesures de limitation restent en vigueur pour une nouvelle période de douze mois, le niveau applicable à cette période n'est pas inférieur au niveau fixé pour la précédente période de douze mois, majoré d'au moins 6 pour cent pour les produits soumis à limitation. Dans les cas exceptionnels, où il y a des raisons évidentes de considérer que la situation de désorganisation du marché se reproduira si le coefficient de croissance ci-dessus est appliqué, un coefficient de croissance positif moins élevé peut être fixé après consultation avec le ou les pays exportateurs concernés. Dans les cas exceptionnels où des pays importateurs participants n'ont qu'un petit marché, avec un niveau d'importations exceptionnellement élevé et une production intérieure corrélativement basse, et où l'application du coefficient de croissance ci-dessus causerait un préjudice à la production minimum viable de ces pays, un coefficient de croissance positif moins élevé peut être fixé après consultation avec le ou les pays exportateurs concernés.

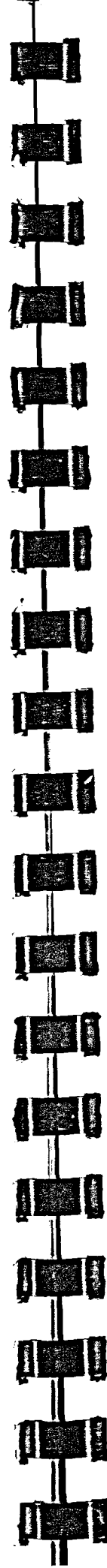
3. Si les mesures de limitation restent en vigueur durant d'autres périodes, le niveau applicable pour chacune de ces périodes n'est pas inférieur au niveau fixé pour la période de douze mois qui la précède, majoré de 6 pour cent, à moins qu'un élément nouveau ne prouve, conformément à l'Annexe A, que l'application du coefficient de croissance ci-dessus exacerberait l'état de désorganisation du marché. Dans ces conditions, après consultation avec le pays exportateur concerné et après qu'il en aura été référé à l'Organe de surveillance des textiles conformément aux procédures de l'article 3, un coefficient de croissance positif moins élevé peut être fixé.

4. Au cas où une restriction ou une limitation est instituée en vertu de l'article 3 ou de l'article 4 en ce qui concerne un ou plusieurs produits à l'égard desquels une restriction ou limitation aurait été supprimée conformément aux dispositions de l'article 2, la restriction ou la limitation ultérieure ne sera pas rétablie sans que soient pleinement prises en considération les limites aux échanges prévues par la restriction ou la limitation supprimée.

5. Lorsqu'une limitation est appliquée à plus d'un produit, les pays participants conviennent, à la condition que le total des exportations qui font l'objet de mesures de limitation ne dépasse pas le total fixé pour l'ensemble des produits faisant l'objet desdites limitations (sur la base d'une unité commune qui sera déterminée par les pays participants concernés), que le niveau convenu pour un produit quelconque pourra être dépassé de 7 pour cent, sauf dans des circonstances qui ne pourront être invoquées qu'exceptionnellement et avec modération et où un pourcentage moins élevé pourra être justifié, auquel cas ce pourcentage moins élevé ne sera pas inférieur à 5 pour cent. Lorsque des limitations sont établies pour plus d'une

année, la mesure dans laquelle le niveau total de limitation applicable à un produit ou à un groupe de produits peut, après consultation entre les parties concernées, être dépassé au cours de l'une ou l'autre de deux années consécutives, par le jeu de l'utilisation anticipée et/ou du report, est de 10 pour cent, dont l'utilisation anticipée ne représentera pas plus de 5 pour cent.

6. Dans l'application des mesures de limitation et des coefficients de croissance spécifiés aux paragraphes 1 à 3 ci-dessus, il est tenu pleinement compte des dispositions de l'article 6.



PROTOCOLE PORTANT PROROGATION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT
LE COMMERCE INTERNATIONAL DES TEXTILES

LES PARTIES à l'Arrangement concernant le commerce international des textiles (ci-après dénommé "l'Arrangement" ou "l'AMF"),

AGISSANT conformément au paragraphe 5 de l'article 10 de l'Arrangement,

REAFFIRMANT que les dispositions de l'Arrangement qui concernent la compétence du Comité des textiles et de l'Organe de surveillance des textiles sont maintenues, et

SOUS RESERVE des conclusions du Comité des textiles adoptées le 31 juillet 1986,

SONT CONVENUES de ce qui suit:

1. Conformément aux conclusions du Comité des textiles qui sont jointes en annexe et qui font partie intégrante du présent Protocole, l'Arrangement est prorogé de cinq ans, jusqu'au 31 juillet 1991.
2. Le présent Protocole sera déposé auprès du Directeur général des PARTIES CONTRACTANTES à l'Accord général. Il sera ouvert à l'acceptation, par signature ou autrement, des parties à l'Arrangement, des autres gouvernements qui acceptent l'Arrangement ou y accèdent conformément aux dispositions de son article 13, et de la Communauté économique européenne.
3. Le présent Protocole entrera en vigueur le 1er août 1986 pour les pays qui l'auront accepté à cette date. Pour tout pays qui l'acceptera à une date ultérieure, il entrera en vigueur à la date de cette acceptation.

Fait à Genève, le trente et un juillet mil neuf cent quatre-vingt-six, en un seul exemplaire, en langues française, anglaise et espagnole, les trois textes faisant également foi.

CONCLUSIONS DU COMITE DES TEXTILES ADOPTEES LE 31 JUILLET 1986

1. Les participants à l'Arrangement ont échangé leurs vues concernant l'avenir de l'Arrangement.
2. Les participants ont souligné que les objectifs fondamentaux de l'AMF sont de réaliser l'expansion du commerce des textiles, en particulier pour les pays en voie de développement, l'abaissement des obstacles au commerce mondial de ces produits et sa libéralisation progressive, tout en assurant le développement ordonné et équitable du commerce de ces produits et en évitant les effets de désorganisation sur des marchés et sur des types de productions, aussi bien de pays importateurs que de pays exportateurs.
3. Les participants ont souligné qu'il est important de favoriser la libéralisation du commerce des textiles et des vêtements. Ils ont reconnu qu'il est nécessaire à cet égard que tous les participants déploient des efforts concertés. Ils sont convenus que l'objectif final est d'appliquer les règles de l'Accord général au commerce des textiles.
4. Il a été réitéré que, dans la mise en oeuvre de l'Arrangement, l'un des principaux objectifs est de favoriser le développement économique et social des pays en voie de développement, d'assurer un accroissement substantiel de leurs recettes provenant de l'exportation de produits textiles, et de leur permettre d'obtenir une plus grande part du commerce mondial de ces produits. Les participants se sont engagés à y contribuer en améliorant les accords bilatéraux conclus au titre de l'Arrangement, qui devraient prévoir un élargissement de l'accès effectif considéré globalement.
5. L'attention a été appelée sur le fait qu'il peut exister une relation entre la baisse du taux de croissance de la consommation de textiles et de vêtements par habitant et le retour ou l'exacerbation d'une situation de désorganisation du marché. L'attention a été également appelée sur le fait que les marchés intérieurs peuvent être affectés par des éléments tels que des changements technologiques ou des changements dans les préférences des consommateurs. Il a été rappelé à cet égard que les facteurs dont il y a lieu de tenir compte pour la détermination d'une situation de désorganisation du marché au sens de l'Arrangement, sont énumérés à l'Annexe A.
6. Les participants importateurs se sont engagés à ce que, lorsqu'il existera, à leur avis, un cas de désorganisation du marché ou un risque réel de désorganisation du marché au sens de la définition figurant aux paragraphes I et II de l'Annexe A, les demandes tendant à l'adoption de mesures au titre des articles 3 ou 4 soient assorties des renseignements factuels précis, pertinents et aussi récents que possible dont ils disposeront, surtout en ce qui concerne les facteurs indiqués à l'Annexe A. S'agissant de demandes présentées au titre de l'article 3, les renseignements

devraient se rapporter aussi étroitement que possible à des segments de production identifiables et à la période de référence visée au paragraphe 1, alinéa a), de l'Annexe B. Les participants importateurs sont convenus que les mesures prises sur la base de l'existence d'un préjudice grave ou d'une menace réelle de préjudice grave pour les producteurs nationaux au sens du paragraphe I de l'Annexe A ne pourront pas être fondées uniquement sur le niveau ou la croissance des importations. Les participants sont convenus que, dans la détermination d'une situation de désorganisation du marché, il devra être dûment tenu compte de l'évolution de la situation de l'industrie nationale du pays importateur, notamment du niveau de ses exportations et de la part du marché qu'elle détient.

7. Les participants sont convenus que, lorsque les facteurs à l'origine d'une situation de désorganisation du marché seront examinés, il sera dûment tenu compte des facteurs indiqués aux alinéas i) et ii) du paragraphe II de l'Annexe A.

8. L'opinion a été exprimée que les pays importateurs qui administrent des restrictions instituées au titre de l'article 3, paragraphe 5, sur la base de la date de l'exportation sont exposés à des difficultés spéciales lorsque, en l'absence d'une solution convenue d'un commun accord, tel qu'il est indiqué à l'article 3, paragraphe 8, un accroissement imminent et mesurable des importations est possible, qui entraîne le retour ou l'exacerbation d'une situation de désorganisation du marché ou qui empêche le développement régulier et ordonné du commerce. Il a été convenu qu'en pareils cas, et après en avoir informé l'Organe de surveillance des textiles conformément à l'article 3, paragraphe 8, le pays importateur pourra proroger pour une nouvelle période de 12 mois la limitation qu'il appliquait précédemment. Les dispositions des paragraphes 3 et 5 de l'annexe B relatives à la croissance et à la flexibilité seront applicables à la limitation pendant la période ultérieure de 12 mois.

9. Il a été rappelé que, dans les cas exceptionnels de retour ou d'exacerbation d'une situation de désorganisation du marché au sens de l'Annexe A et des paragraphes 2 et 3 de l'Annexe B, les parties à un accord bilatéral peuvent convenir d'un coefficient de croissance positif moins élevé pour un produit donné d'une certaine provenance. Il a en outre été convenu que si un tel accord a pris en compte l'incidence croissante d'un contingent fortement utilisé et comportant un niveau de limitation très élevé pour le produit en question d'une certaine provenance qui représente une part très importante du marché des textiles et du vêtement du pays importateur, le pays exportateur partie à cet accord peut souscrire à tout arrangement mutuellement acceptable en ce qui concerne la flexibilité.

10. Le Comité a également confirmé que des participants exportateurs qui prédominent dans l'exportation de produits textiles de toutes les fibres suivantes visées par l'Arrangement, à

savoir le coton, la laine et les fibres synthétiques et artificielles, peuvent convenir avec des participants importateurs d'une solution mutuellement acceptable concernant la croissance et la flexibilité; en aucun cas, cependant, la croissance et la flexibilité ne devraient être négatives. Les participants importateurs ont reconnu de leur côté l'importance que la stabilité du commerce des textiles revêt pour les participants exportateurs prédominants, ainsi que la nécessité d'assurer la stabilité et la certitude pendant toute la période de validité de leurs accords bilatéraux, eu égard également à la nécessité d'un développement ordonné du commerce des textiles.

11. L'opinion a été exprimée que des difficultés réelles peuvent être causées dans les pays importateurs par des augmentations brusques et substantielles des importations résultant de différences sensibles entre les niveaux de limitation négociés conformément à l'Annexe B et les importations effectives. Lorsque de telles difficultés surgiront, le pays exportateur et le pays importateur pourront se consulter afin d'arriver à une solution mutuellement acceptable, qui pourra notamment être, s'il y a lieu, l'octroi d'une compensation équitable et quantifiable. En ce qui concerne les contingents régulièrement sous-utilisés, il conviendrait d'envisager leur élimination sur demande. Si un contingent qui a été éliminé est rétabli, son niveau tiendra pleinement compte du niveau de limitation antérieur.

12. Le Comité a reconnu que les pays importateurs participants qui n'ont qu'un petit marché, avec un niveau d'importations exceptionnellement élevé et une production intérieure corrélativement basse, sont particulièrement exposés à connaître les problèmes qui résultent d'importations causant une désorganisation du marché telle qu'elle est définie à l'Annexe A, et que leurs problèmes devraient être résolus dans un esprit d'équité et de flexibilité afin d'éviter qu'il soit porté atteinte à leur production minimum viable de textiles. En outre, le Comité a noté que ces pays s'engageaient à contribuer à la poursuite de la libéralisation du commerce mondial des produits textiles. Les participants sont convenus que ces pays peuvent appliquer des coefficients de croissance moins élevés, ainsi qu'il est indiqué à l'Annexe B, et, sur une base mutuellement acceptable, des coefficients de flexibilité inférieurs aux normes fixées à ladite annexe, étant entendu que les accords bilatéraux futurs représenteront, selon le point de départ pour chaque pays importateur, en ce qui concerne la croissance et la flexibilité, des améliorations significatives par rapport aux accords précédents. Les participants sont également convenus que les dispositions relatives à la production minimum viable ne peuvent être invoquées que dans les circonstances énoncées dans l'Arrangement et dans le présent paragraphe.

13. Les pays participants avaient conscience des problèmes que posent les limitations appliquées aux exportations des nouveaux venus et des petits fournisseurs, ainsi qu'à celles de textiles de coton des pays producteurs de coton. Ils ont réaffirmé leur attachement à la lettre et à l'esprit de l'article 6 de l'Arrangement et à la mise en oeuvre efficace de cet article dans l'intérêt de ces pays.

A cet effet, ils sont convenus de ce qui suit:

- a) Il ne sera en principe pas appliqué de limitations aux exportations des petits fournisseurs, des nouveaux venus et des pays les moins avancés.
- b) Si les circonstances obligent le pays importateur à limiter les exportations des pays les moins avancés, le traitement accordé à ces pays devrait être sensiblement plus favorable, de préférence dans tous ses éléments mais au moins dans sa globalité, que celui qui est accordé aux autres groupes visés dans le présent paragraphe.
- c) Lorsque des limitations sont appliquées aux exportations des nouveaux venus et des petits fournisseurs, les conditions de caractère économique concernant les coefficients de croissance et de flexibilité devraient tenir dûment compte des possibilités futures de développement des échanges et de la nécessité de permettre des importations en quantités commerciales afin de favoriser le développement économique et social de ces fournisseurs.
- d) Il conviendrait de prêter une attention spéciale aux exportations de textiles de coton des pays producteurs de coton. Lorsque des limitations sont appliquées, un traitement plus favorable devrait leur être accordé, pour ce qui est des contingents, des coefficients de croissance et de la flexibilité, compte dûment tenu des dispositions de l'Annexe B. Cette attention spéciale devrait se traduire par les améliorations des accords bilatéraux que prévoit le paragraphe 4 ci-dessus et tenir compte du point de départ pour chaque pays, de la vulnérabilité des secteurs industriels concernés dans le pays importateur, ainsi que de l'importance des exportations de textiles de coton dans l'économie du pays exportateur concerné.
- e) Les dispositions de l'Annexe B relatives aux circonstances et aux cas exceptionnels devraient être appliquées avec retenue aux exportations des nouveaux venus et des petits fournisseurs et au commerce de textiles de coton des pays en voie de développement producteurs de coton.

f) Toute limitation qu'il serait envisagé d'appliquer aux exportations des nouveaux venus, des petits fournisseurs et des pays producteurs de textiles de coton devra tenir compte du traitement appliqué aux exportations similaires des autres participants, et à celles des non-participants, conformément aux dispositions de l'article 8, paragraphe 3.

14. Les participants ont reconnu que les restrictions appliquées aux produits en laine créent des problèmes particuliers pour les pays en voie de développement producteurs de laine dont l'économie et le commerce des textiles sont tributaires du secteur de la laine, dont les exportations totales de textiles se composent presque exclusivement de textiles et de vêtements en laine et dont les expéditions de textiles sont, en volume, comparativement faibles sur les marchés des pays importateurs. Il a été convenu que, dans l'application des mesures de sauvegarde au titre de l'Arrangement, une attention particulière sera prêtée aux besoins d'exportation de ces pays lorsqu'il s'agira de prévoir le niveau des contingents, les coefficients de croissance et la flexibilité, de façon à améliorer l'accès global sur le marché du pays importateur, en tenant dûment compte des dispositions de l'Annexe B.

15. Conformément aux dispositions de l'article 6 du paragraphe 6 de l'Arrangement qui prévoient que l'on prendra en considération l'application d'un traitement spécial, différencié et plus favorable, eu égard à la nature spéciale du commerce dont il est question dans ledit paragraphe, les participants sont convenus que, dans la négociation de limitations bilatérales, il sera tenu compte de la mesure relative dans laquelle ces exportations contribuent à des situations de désorganisation du marché ou à un risque réel de désorganisation du marché.

16. Les participants sont convenus de coopérer pleinement pour traiter, à la lumière des dispositions de l'article 8 de l'Arrangement, les problèmes relatifs au contournement dudit Arrangement. A cette fin, il est convenu que cette coopération comprendra la coopération administrative et l'échange, conformément aux législations et procédures nationales, des informations et des documents disponibles qu'exige l'établissement des faits pertinents. Il a en outre été convenu que, lorsque l'on disposera de preuves concernant le véritable pays d'origine et les circonstances dans lesquelles l'Arrangement a été contourné, les mesures administratives appropriées dont il est question à l'article 8, paragraphe 2, devraient comprendre en principe un ajustement des imputations sur les contingents existants, pour tenir compte du véritable pays d'origine; tout ajustement de cette nature, ainsi que le moment où il sera opéré et sa portée, seront décidés dans le cadre de consultations menées entre les pays concernés en vue d'arriver à une solution mutuellement satisfaisante. Si une telle solution n'intervient pas, tout participant concerné pourra porter la question devant l'Organe de surveillance des textiles conformément aux dispositions de l'article 8, paragraphe 2.

17. Les participants sont convenus de collaborer en cas de fausse déclaration au sujet de la quantité et du type de produits textiles présentés pour importation; à cette fin, ils échangeront, conformément aux législations nationales applicables, les renseignements et documents dont ils disposeront, afin d'établir les faits pertinents et de permettre au gouvernement concerné d'adopter les mesures appropriées selon les législations et procédures nationales.

18. En ce qui concerne la mise en oeuvre ou l'interprétation d'accords bilatéraux relatifs aux textiles ou de l'Arrangement, les participants éviteront autant que possible d'introduire des modifications (par exemple dans les pratiques, règles, procédures, classement des produits textiles par catégorie, y compris des modifications liées au Système harmonisé) qui auraient pour effet de bouleverser l'équilibre des droits et obligations des parties concernées, affecteraient le contenu économique d'un accord bilatéral ou la capacité d'un participant d'utiliser pleinement un accord bilatéral ou d'en tirer tous les avantages, ou perturberaient les échanges. Lorsque de telles modifications seront nécessaires, les participants sont convenus que le participant qui en introduira devra, toutes les fois que cela sera possible, informer le participant touché et engager avec lui des consultations avant que ces modifications n'affectent le commerce en question, en vue d'arriver à une solution mutuellement acceptable quant à des ajustements appropriés et équitables. Les participants sont en outre convenus que, lorsqu'il ne sera pas possible d'entrer en consultation avant la mise en oeuvre d'une modification de cette nature, le participant qui l'aura introduite engagera le plus vite possible des consultations avec le participant touché en vue d'arriver à une solution mutuellement satisfaisante quant aux ajustements appropriés et équitables. Tout différend relevant de la présente disposition pourra être porté devant l'Organe de surveillance des textiles aux fins de recommandation.

19. Conformément à l'objectif de libéralisation du commerce énoncé dans l'Arrangement, le Comité a réaffirmé la nécessité de surveiller les politiques et mesures d'ajustement ainsi que les processus autonomes d'ajustement visés à l'article premier, paragraphe 4. A cet effet, le Comité a décidé que le Sous-Comité des ajustements de structure devrait continuer d'examiner périodiquement l'évolution des processus autonomes d'ajustement, des politiques et mesures destinées à faciliter l'ajustement, ainsi que de la production et du commerce des textiles, en se fondant sur la documentation et les renseignements que fourniront les pays participants et sur la documentation et les renseignements additionnels que le secrétariat se procurera à d'autres sources, ainsi qu'à l'aide de toute analyse connexe que celui-ci lui fournira. L'incidence de l'évolution technologique sur l'avantage comparatif et la compétitivité dans le commerce des textiles a été soulignée. Les pays participants ont été instamment priés de communiquer au Sous-Comité des ajustements de structure tous renseignements

pertinents et récents concernant notamment la production et le commerce, dont le Sous-Comité a besoin pour s'acquitter de sa fonction, et de présenter périodiquement un rapport au Comité des textiles pour que celui-ci puisse remplir les obligations qui lui incombent au titre du paragraphe 2 de l'article 10.

20. Les participants ont réaffirmé qu'il importe que le Comité des textiles, le Sous-Comité des ajustements de structure et l'Organe de surveillance des textiles fonctionnent efficacement dans leurs domaines de compétence respectifs. Ils ont insisté à cet égard sur l'importance des responsabilités de l'Organe de surveillance des textiles énoncées à l'article 11 de l'AMF.

21. Les participants ont également réaffirmé que le rôle de l'Organe de surveillance des textiles consiste à s'acquitter des fonctions indiquées à l'article 11 de façon à contribuer à assurer le fonctionnement efficace et équitable de l'Arrangement et à favoriser la réalisation de ses objectifs. A ce sujet, le Comité a reconnu la nécessité d'une étroite coopération entre les participants pour que l'Organe de surveillance des textiles puisse assumer efficacement ses responsabilités.

22. Les participants sont convenus que l'Organe de surveillance des textiles, lorsqu'il examinera des problèmes résultant de l'application d'accords bilatéraux qui auront été conclus, ou de mesures bilatérales qui auront été prises, au titre de l'Arrangement, pourra, afin de s'acquitter de la fonction qui lui a été impartie d'examiner ces accords ou mesures, traiter des problèmes d'interprétation des dispositions de l'Arrangement qui seront applicables en l'espèce.

23. Tenant compte du rôle important de l'Organe de surveillance des textiles et eu égard à l'accroissement du nombre des pays participant à l'Arrangement, les participants sont convenus d'examiner la possibilité d'augmenter le nombre des membres de l'Organe de surveillance des textiles.

24. 1) Le Comité a pris acte des préoccupations que cause à quelques pays importateurs l'augmentation substantielle des importations de textiles constitués de fibres végétales, de mélanges de fibres végétales et de fibres spécifiées à l'article 12, et de mélanges contenant de la soie, qui font une concurrence directe aux textiles constitués des fibres spécifiées à l'article 12. En conséquence, le Comité est convenu que les dispositions des articles 3 et 4 pourraient, en tenant compte également des dispositions de l'article 8, paragraphe 3 de l'Arrangement, être invoquées à l'égard des importations directement concurrentes de ces textiles, dans lesquelles l'une quelconque de ces fibres ou toutes ces fibres combinées constituent soit l'élément de principale valeur des fibres, soit 50 pour cent ou plus du poids du produit qui est la cause de la désorganisation du marché ou d'un risque réel de désorganisation du marché.

ii) En examinant s'il y a désorganisation du marché, l'Organe de surveillance des textiles est tenu d'accorder une attention particulière aux éléments qui démontrent que ces produits concurrencent de manière directe les produits en coton, en laine ou en fibres chimiques, fabriqués dans le pays importateur concerné.

iii) Il est entendu que les limitations ne s'appliqueront pas aux textiles dont le commerce est attesté dans le passé et qui faisaient l'objet d'échanges internationaux en quantités commerciales significatives avant 1982, tels que les sacs, dossiers de tapis, cordages, bagages et tapis typiquement fabriqués à partir de fibres telles que le jute, la fibre de coco, le sisal, l'abaca, le cantala et le henequen.

25. Dans le cadre de l'élimination progressive des limitations au titre de l'Arrangement, une attention prioritaire serait accordée aux secteurs du commerce, par exemple, celui des peignés de laine, et aux fournisseurs pour lesquels l'Arrangement prévoit un traitement spécial et plus favorable, ainsi qu'il est indiqué à l'article 6.

26. Il a été estimé que, pour assurer le bon fonctionnement de l'AMF, tous les participants devraient s'abstenir d'appliquer aux textiles visés par l'Arrangement des mesures non prévues par les dispositions de celui-ci, aussi longtemps qu'ils n'en auront pas épuisé toutes les mesures correctives.

27. Les participants ont pris acte des préoccupations exprimées par un certain nombre de participants au sujet du problème de la contrefaçon, des marques de commerce et des dessins ou modèles déposés dans le commerce des textiles et des vêtements. Ils ont noté que ce problème pouvait être réglé conformément aux lois et règlements nationaux applicables dans ce domaine.

28. Eu égard aux objectifs déclarés qui sont énoncés au paragraphe 2 ci-dessus, et sur la base des éléments mentionnés aux paragraphes précédents, qui remplacent dans leur totalité ceux qui avaient été adoptés le 22 décembre 1981, le Comité des textiles a estimé que l'Arrangement devrait être prorogé pour une période de cinq ans, sous réserve de confirmation par la signature, à partir du 31 juillet 1986, d'un Protocole établi à cet effet.

ANNEXE IV

Loi sur les licences d'Exportation et d'Importation.
La Liste de marchandises d'importation contrôlée
et les licences générales d'importation





OFFICE CONSOLIDATION

CODIFICATION ADMINISTRATIVE

of the

de la

**Export and Import
Permits Act**

**Loi sur les licences
d'exportation et
d'importation**

R.S., c. E-17

amended by

cc. 29, 32 (2nd Supp.)

1974, c. 9

1980-81-82-83, cc. 82, 167 Sch. 1

1984, c. 25

S.R., c. E-17

modifiée par

cc. 29, 32 (2^e Supp.)

c. 9, 1974

cc. 82, 167 Annexe I, 1980-81-82-83

c. 25, 1984

CHAPTER E-17

An Act respecting the export and import of strategic and other goods

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Export and Import Permits Act*.

INTERPRETATION

Definitions

"Area Control List"

"Export Control List"

"Import Control List"

"Minister"

"Resident of Canada"

2. In this Act,
- (a) "Area Control List" means a list of countries established under section 4;
- (b) "Export Control List" means a list of goods established under section 3;
- (c) "Import Control List" means a list of goods established under section 5;
- (d) "Minister" means such member of the Queen's Privy Council for Canada as is designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of this Act;
- (e) "resident of Canada" means, in the case of a natural person, a person who ordinarily resides in Canada and, in the case of a corporation, a corporation having its head office in Canada or operating a branch office in Canada.

ESTABLISHMENT OF CONTROL LISTS

Export list of goods

3. The Governor in Council may establish a list of goods, to be called an Export Control List, including therein any article the export of which he deems it necessary to control for any of the following purposes, namely,

(a) to ensure that arms, ammunition, implements or munitions of war, naval, army or air stores or any articles deemed capable of being converted thereto or made useful in the production thereof or otherwise having a strategic nature or value will not be made available to any destination wherein their use might be detrimental to the security of Canada;

(a.1) to ensure that any action taken to promote the further processing in Canada of a natural resource that is produced in Canada is not rendered ineffective by reason of the unrestricted exportation of that natural resource;

(a.2) to limit or keep under surveillance the export of any raw or processed material that is produced in Canada in circumstances of surplus supply and depressed prices and that is not a produce of agriculture;

(b) to implement an intergovernmental arrangement or commitment; or

CHAPITRE E-17

Loi concernant l'exportation et l'importation de marchandises de valeur stratégique et d'autres marchandises

TITRE ABRÉGÉ

Titre abrégé

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*.

INTERPRÉTATION

Définitions

«liste de pays visés par contrôle»

«liste de marchandises d'exportation contrôlée»

«liste de marchandises d'importation contrôlée»

«Ministre»

«résident du Canada»

2. Dans la présente loi, l'expression
- a) «liste de pays visés par contrôle» signifie une liste de pays établie selon l'article 4;
- b) «liste de marchandises d'exportation contrôlée» signifie une liste de marchandises établie selon l'article 3;
- c) «liste de marchandises d'importation contrôlée» signifie une liste de marchandises établie selon l'article 5;
- d) «Ministre» s'entend du membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé par le gouverneur en conseil de l'application de la présente loi;
- e) «résident du Canada» désigne, dans le cas d'une personne naturelle, une personne qui réside ordinairement au Canada et, dans le cas d'une corporation, une corporation qui a son siège social ou qui exploite une succursale au Canada.

ÉTABLISSEMENT DE LISTES DE CONTRÔLE

Liste visant l'exportation de marchandises.

3. Le gouverneur en conseil peut établir une liste de marchandises, appelée «liste de marchandises d'exportation contrôlée», comprenant tout article dont, à son avis, il est nécessaire de contrôler l'exportation pour l'une quelconque des fins suivantes, savoir:

a) assurer que des armes, des munitions, ou du matériel ou des armements de guerre, des approvisionnements navals, des approvisionnements de l'armée ou de l'Air, ou des articles jugés susceptibles d'être transformés en l'un des susdits ou de pouvoir servir à leur production, ou ayant autrement une nature ou valeur stratégique, ne seront pas rendus disponibles à une destination où leur emploi pourrait être préjudiciable à la sécurité du Canada;

a.1) s'assurer que toute mesure prise pour favoriser le traitement supplémentaire au Canada d'une ressource naturelle qui y est produite ne deviennent pas inopérante du fait de l'exportation sans restriction de cette ressource naturelle;

a.2) limiter les exportations de matières premières ou transformées d'origine canadienne, ou en conserver le contrôle, lorsqu'il y a surproduction et chute des cours et qu'il ne s'agit pas d'un produit agricole;

b) mettre en œuvre un arrangement ou un engagement intergouvernemental; ou

(c) to ensure that there is an adequate supply and distribution of such article in Canada for defence or other needs.

Export list of countries

4. The Governor in Council may establish a list of countries, to be called an Area Control List, including therein any country to which he deems it necessary to control the export of any goods.

Import list of goods.

5. The Governor in Council may establish a list of goods, to be called an Import Control List, including therein an article the import of which he deems it necessary to control for any of the following purposes, namely,

(a) to ensure, in accordance with the needs of Canada, the best possible supply and distribution of an article that is scarce in world markets or is subject to governmental control in the countries of origin or to allocation by intergovernmental arrangement;

(a.1) to restrict, for the purpose of supporting any action taken under the *Farm Products Marketing Agencies Act*, the importation in any form of a like article to one produced or marketed in Canada the quantities of which are fixed or determined under that Act;

(a.2) to restrict, for the purpose of supporting any action taken under the *Meat Import Act*, the importation of products to which that Act applies;

(a.3) to restrict the importation of arms, ammunition, implements or munitions of war, army, naval or air stores, or any articles deemed capable of being converted thereof or made useful in the production thereof; *

(b) to implement any action taken under the *Agricultural Stabilization Act*, the *Fisheries Prices Support Act*, the *Agricultural Products Co-operative Marketing Act*, the *Agricultural Products Board Act* or the *Canadian Dairy Commission Act*, to support the price of the article or that has the effect of supporting the price of the article; or

(c) to implement an intergovernmental arrangement or commitment;

and where any goods are included in the list for the purpose of ensuring supply or distribution of goods subject to allocation by intergovernmental arrangement or for the purpose of implementing an intergovernmental arrangement or commitment, a statement of the effect or a summary of the arrangement or commitment, if it has not previously been laid before Parliament, shall be laid before Parliament not later than fifteen days after the Order of the Governor in Council including those goods in the list is published in the

*S.C. 1986, C.1, ss. 211(1), Schedule I, item 4(1). Effective 10 November 1986.

c) assurer un approvisionnement et une distribution de cet article au Canada qui suffisent aux besoins de la défense ou autres.

4. Le gouverneur en conseil peut établir une liste de pays, appelée «liste de pays visés par contrôle», comprenant tout pays vers lequel il estime nécessaire de contrôler l'exportation de marchandises.

5. Le gouverneur en conseil peut établir une liste de marchandises, appelée «liste de marchandises d'importation contrôlée», comprenant tout article dont, à son avis, il est nécessaire de contrôler l'importation pour l'une quelconque des fins suivantes, savoir:

a) assurer, selon les besoins du Canada, le meilleur approvisionnement et la meilleure distribution possibles d'un article rare sur les marchés mondiaux ou soumis à des régies gouvernementales dans les pays d'origine ou à une répartition par arrangement intergouvernemental;

a.1) appuyer une mesure prise en vertu de la *Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme*, en limitant l'importation sous quelque forme d'un article semblable à un article produit ou commercialisé au Canada dont les quantités sont fixées ou déterminées en vertu de cette loi;

a.2) appuyer une mesure prise en vertu de la *Loi sur l'importation de la viande* en limitant le volume des importations des produits auxquels cette loi s'applique;

a.3) interdire l'importation au Canada d'armes, de munitions, de matériels ou d'armements de guerre, de fournitures de l'armée, de la marine ou de l'aviation ou tout ce qui est susceptible d'être transformé en de tels articles ou peut servir à leur fabrication; *

b) mettre à exécution toute mesure prise selon la *Loi sur la stabilisation des prix agricoles*, la *Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche*, la *Loi sur la vente coopérative des produits agricoles*, la *Loi sur l'Office des produits agricoles* ou la *Loi sur la Commission canadienne du lait*, ayant pour objet ou pour effet de soutenir le prix de l'article; ou

c) mettre en œuvre un arrangement ou un engagement intergouvernemental;

et lorsque des marchandises sont incluses dans la liste en vue d'assurer l'approvisionnement ou la distribution de marchandises sujettes à répartition par arrangement intergouvernemental ou pour donner suite à un arrangement ou engagement intergouvernemental, un exposé de l'effet ou un sommaire de l'arrangement ou engagement, s'il n'a pas été antérieurement présenté au Parlement, doit l'être au plus tard quinze jours après que l'arrêté du gouverneur en conseil faisant entrer ces marchandises dans la liste est publié dans la

*S.C. 1986, C.1, para. 211(1), Annexe I, no. 4(1). En vigueur 10 novembre 1986.

Liste de pays aux fins d'export

Liste visant l'importation de marchandises

Canada Gazette pursuant to the *Statutory Instruments Act* or, if Parliament is not then sitting, on any of the first fifteen days next thereafter that Parliament is sitting.

(2) Where at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council on a report of the Minister made pursuant to

(a) an inquiry made by the Textile and Clothing Board with respect to the importation of any textile and clothing goods within the meaning of the *Textile and Clothing Board Act*, or

(b) an inquiry made under section 48 of the *Special Import Measures Act* by the Canadian Import Tribunal in respect of any goods,

that goods of any kind are being imported or are likely to be imported into Canada at such prices, in such quantities and under such conditions as to cause or threaten serious injury to the production in Canada of like or directly competitive goods, any goods of the same kind may, by order of the Governor in Council, be included on the Import Control List, for the purpose of limiting the importation of such goods to the extent and, subject to subsection (5), for the period that in the opinion of the Governor in Council is necessary to prevent or remedy the injury.

Idem

(3) Where at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council on a report of the Minister made pursuant to an inquiry referred to in paragraph (2)(a) or (b) that goods of any kind are being imported or are likely to be imported into Canada at such prices, in such quantities and under such conditions as to make it advisable to collect information with respect to the importation of such goods in order to ascertain whether such importation is causing or threatening injury to the production in Canada of like or directly competitive goods, any goods of the same kind may, by order of the Governor in Council, be included on the Import Control List in order to facilitate the collection of such information.

Idem

(4) Where, for the purpose of facilitating the implementation of action taken under section 3.4 of the *Customs Tariff* or paragraph 7(2)(f) or 8(1)(e) thereof, the Governor in Council considers it necessary to collect information with respect to the importation of any goods, the Governor in Council may, by order, include such goods on the Import Control List for that purpose.

Goods deemed to be removed from List

(5) Where goods are included on the Import Control List by order of the Governor in Council under subsection (2), (3) or (4), the goods shall be deemed to be removed from that List

Gazette du Canada en application de la *Loi sur les textes réglementaires* ou, si le Parlement ne siège pas à ce moment-là, l'un des quinze premiers jours où il siège par la suite.

(2) Lorsque à un moment quelconque le gouverneur en conseil est convaincu, sur rapport du Ministre établi en application

a) d'une enquête effectuée par la Commission du textile et du vêtement relativement à l'importation d'articles de textile et d'habillement tels qu'ils sont définis dans la *Loi sur la Commission du textile et du vêtement*, ou

b) d'une enquête menée, en vertu de l'article 48 de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* par le Tribunal canadien des importations relativement à des marchandises,

que des marchandises de tout genre sont importées ou seront vraisemblablement importées au Canada à des prix, en quantités et dans des conditions portant ou menaçant de porter un préjudice grave à la production au Canada de marchandises semblables ou directement concurrentielles, toutes marchandises du même genre peuvent, par décret du gouverneur en conseil, être incluses dans la liste de marchandises d'importation contrôlée afin de limiter l'importation de ces marchandises dans la mesure et, sous réserve du paragraphe (5), pour la période qui sont nécessaires, de l'avis du gouverneur en conseil, pour empêcher le préjudice ou y remédier.

Idem

(3) Si, à un moment quelconque, il est convaincu en se fondant sur un rapport du Ministre rédigé à la suite d'une enquête menée aux termes des alinéas (2)a) ou b), que des marchandises de tout genre sont ou seront vraisemblablement importées au Canada à des prix, en quantités et dans des conditions tels qu'il est souhaitable d'obtenir sur leur importation des renseignements destinés à déterminer si celle-ci cause ou menace de causer un préjudice à la production au Canada de marchandises semblables ou directement concurrentielles, le gouverneur en conseil peut, par décret, inclure les marchandises du même genre dans la liste des marchandises d'importation contrôlée pour que soit facilitée la collecte de ces renseignements.

Idem

(4) Le gouverneur en conseil peut, par décret, inclure des marchandises dans la liste des marchandises d'importation contrôlée si, pour faciliter l'application des mesures prises aux termes de l'article 3.4 du *Tarif des douanes* ou de ses alinéas 7(2)f) ou 8(1)e), il estime nécessaire d'obtenir des renseignements sur leur importation.

Radiation

(5) Les marchandises incluses dans la liste de marchandises d'importation contrôlée aux termes d'un décret pris en vertu des paragraphes (2), (3) ou (4) sont réputées rayées de la liste:

(a) on the expiration of the period of three years from the day on which they are included on the List by the order; or

(b) if the order specifies a day prior to the expiration of the period referred to in paragraph (a) on which they shall be deemed to be removed from that List, on the day specified in the order.

Amendment of lists.

6. The Governor in Council may revoke, amend, vary or re-establish any Area Control List, Export Control List or Import Control List.

a) à l'expiration des trois ans suivant la date de leur inclusion aux termes du décret;

b) à la date précisée au décret, si celle-ci est antérieure à celle de l'expiration des trois ans.

Modification des listes.

6. Le gouverneur en conseil peut révoquer, modifier, changer ou rétablir toute liste de pays visés par contrôle, liste de marchandises d'exportation contrôlée ou liste de marchandises d'importation contrôlée.

PERMITS AND CERTIFICATES.

LICENCES ET CERTIFICATS.

Export permits.

7. The Minister may issue to any resident of Canada applying therefor a permit to export goods included in an Export Control List or to a country included in an Area Control List, in such quantity and of such quality, by such persons, to such places or persons and subject to such other terms and conditions as are described in the permit or in the regulations.

Licences d'exportation.

7. Le Ministre peut délivrer à tout résident du Canada qui en fait la demande une licence d'exporter des marchandises comprises dans une liste de marchandises d'exportation contrôlée ou à un pays nommé dans une liste de pays visés par contrôle, en la quantité et de la qualité, par les personnes, aux endroits ou personnes et sous réserve des autres stipulations et conditions que décrivent la licence ou les règlements.

Import permits

8. (1) The Minister may issue to any resident of Canada applying therefor a permit to import goods included in an Import Control List, in such quantity and of such quality, by such persons, from such places or persons and subject to such other terms and conditions as are described in the permit or in the regulations.

Licences d'importation

8. (1) Le Ministre peut délivrer à tout résident du Canada qui en fait la demande une licence d'importer des marchandises comprises dans une liste de marchandises d'importation contrôlée, en la quantité et de la qualité, par les personnes, des endroits ou des personnes et sous réserve des autres stipulations et conditions que décrivent la licence ou les règlements.

Idem

(2) Notwithstanding subsection (1) and any regulation made pursuant to section 12 that is not compatible with the purpose of this subsection, where goods are included in an Import Control List solely for the purpose described in subsection 5(3) or (4), the Minister shall issue to any resident of Canada applying therefor a permit to import such goods, subject only to compliance with and the application of such regulations made pursuant to section 12 as it is reasonably necessary to comply with or apply in order to achieve that purpose.

Idem

(2) Nonobstant le paragraphe (1) et tout règlement pris en vertu de l'article 12 qui n'est pas compatible avec l'objet du présent paragraphe, le Ministre doit délivrer à tout résident du Canada qui en fait la demande une licence d'importer des marchandises comprises dans une liste de marchandises d'importation contrôlée aux seules fins visées aux paragraphes 5(3) ou (4), sous la seule réserve de l'observation et de l'application des règlements pris en vertu de l'article 12 qui sont raisonnablement nécessaires pour atteindre cet objet.

Import certificates.

9. The Minister may, in order to facilitate importation of goods into Canada and compliance with the laws of the country of export, issue to any resident of Canada applying therefor an import certificate stating that the applicant has undertaken to import the goods described in the certificate within the time specified therein and containing such other information as the regulations require.

Certificats d'importations.

9. Le Ministre peut, afin de faciliter l'importation de marchandises au Canada et l'observation des lois du pays d'exportation, délivrer, à tout résident du Canada qui en fait la demande, un certificat d'importation énonçant que l'auteur de la demande s'est engagé à importer les marchandises décrites au certificat dans le délai y spécifié et renfermant les autres renseignements qu'exigent les règlements.

Alteration of permits, etc.

10. (1) Subject to subsection (3), the Minister may amend, suspend, cancel or reinstate any permit, certificate or other authorization issued or granted under this Act.

Modifications des licences, etc.

10. (1) Sous réserve du paragraphe 3, le Ministre peut modifier, suspendre, annuler ou rétablir toute licence, tout certificat ou toute autre autorisation délivrée ou concédée selon la présente loi.

Idem

(2) Where a permit has been issued under this Act to any person for the importation of goods

Idem

(2) Le Ministre peut modifier, suspendre ou annuler la licence, selon ce qui est indiqué dans

that have been included in an Import Control List solely for the purpose described in subsection 5(3) or (4) and

(a) the person furnished, in or in connection with his application for the permit, information that was false or misleading in a material particular.

(b) the Minister has, subsequent to the issuance of the permit and on the application of the person, issued to the person under this Act another permit for the importation of the same goods,

(c) the goods have, subsequent to the issuance of the permit, been included in an Import Control List for a purpose other than that described in subsection 5(3) or (4).

(d) it becomes necessary or desirable to correct an error in the permit, or

(e) the person agrees to the amendment, suspension or cancellation of the permit.

the Minister may amend, suspend or cancel the permit, as is appropriate in the circumstances.

Idem

(3) Except as provided in subsection (2), the Minister shall not amend, suspend or cancel a permit that has been issued under this Act in the circumstances described in that subsection unless to do so would be compatible with the purpose of subsection 8(2), namely, that permits to import goods that have been included in an Import Control List in such circumstances be issued as freely as possible to persons wishing to import such goods and with no more inconvenience to such persons than is necessary to achieve the purpose for which the goods were placed on the List.

Other lawful obligations not affected.

11. A permit, certificate or other authorization issued or granted under this Act does not affect the obligation of any person to obtain any licence, permit or certificate to export or import that may be required under this or any other law or to pay any tax, duty, toll, impost or other sum required by any law to be paid in respect of the exportation or importation of goods.

REGULATIONS.

Regulations

12. The Governor in Council may make regulations,

(a) prescribing the information and undertakings to be furnished by applicants for permits, certificates or other authorizations under this Act, the procedure to be followed in applying for and issuing or granting permits, certificates or other authorizations, the duration thereof, and the terms and conditions, including those with reference to shipping or other

les circonstances, dans les cas où a été délivrée en vertu de la présente loi à une personne une licence d'importer des marchandises comprises dans une liste de marchandises d'importation contrôlée aux seules fins visées aux paragraphes 5(3) du (4) et où:

a) la personne a fourni, à l'occasion de la demande de licence, des renseignements faux ou trompeurs sur un point important;

b) le Ministre a délivré en vertu de la présente loi, après la délivrance de la licence et sur demande de la personne, une autre licence d'importer pour les mêmes marchandises;

c) les marchandises ont, après la délivrance de la licence, été incluses dans une liste de marchandises d'importation contrôlée à d'autres fins que celles visées aux paragraphes 5(3) ou (4);

d) il est nécessaire ou indiqué de corriger une erreur dans la licence; ou

e) la personne consent à la modification, suspension ou annulation.

Idem

(3) Sauf cas prévus au paragraphe (2), le Ministre ne peut modifier, suspendre ou annuler une licence délivrée en vertu de la présente loi dans les circonstances visées à ce paragraphe que si le faire est compatible avec l'objet visé au paragraphe 8(2), c'est-à-dire que les licences d'importer des marchandises incluses dans la liste de marchandises d'importation contrôlée dans ces circonstances soient délivrées aussi librement que possible aux personnes qui désirent les importer et sans leur causer plus d'inconvénients qu'il est nécessaire pour atteindre le but visé par leur insertion dans la liste.

Les autres obligations imposées par la loi ne sont pas atteintes.

11. Une licence, un certificat ou une autre autorisation délivrée ou concédée sous le régime de la présente loi n'atteint pas l'obligation, pour qui que ce soit, d'obtenir une licence, un permis ou certificat d'exportation ou d'importation qui peut être requis selon la présente ou toute autre loi ou d'acquitter un impôt, droit, taxe ou autre somme à payer, en vertu de quelque loi, relativement à l'exportation ou à l'importation de marchandises.

RÈGLEMENTS.

Règlements

12. Le gouverneur en conseil peut établir des règlements

a) prescrivant les renseignements et les engagements que doivent fournir ceux qui demandent des licences, certificats ou autres autorisations selon la présente loi, la procédure à suivre pour la demande et la délivrance ou la concession de licences, certificats ou autres autorisations, leur durée et les conditions, y compris celles qui concernent les documents

documents, upon which permits, certificates or other authorizations may be issued or granted under this Act;

(b) respecting information to be supplied by persons to whom permits, certificates or other authorizations have been issued or granted under this Act and any other matter associated with their use;

(c) respecting the issue of and conditions or requirements applicable to general permits or general certificates;

(d) respecting the certification, authorization or other control of any in-transit movement through any port or place of any goods that are exported from Canada or of any goods that come into any port or place in Canada;

(e) exempting any person or goods or any class of persons or goods from the operation of any or all of the provisions of this Act; and

(f) generally for carrying out the purposes and provisions of this Act.

d'expédition ou autres, auxquelles des licences, certificats ou autres autorisations peuvent être délivrés ou concédés sous le régime de la présente loi;

b) concernant les renseignements que doivent fournir les personnes à qui des licences, certificats ou autres autorisations ont été délivrés ou concédés sous le régime de la présente loi et autres matières connexes à leur emploi;

c) concernant la délivrance de licences ou certificats de portée générale et les conditions et exigences y applicables;

d) concernant la certification, l'autorisation ou autre contrôle de tout mouvement, en cours de route, par un port ou endroit, de toutes marchandises qui sont exportées du Canada ou de toutes marchandises qui entrent dans un port ou endroit du Canada;

e) exemptant de l'application de la totalité ou de l'une quelconque des dispositions de la présente loi toute personne ou toute marchandise ou toute catégorie de personnes ou de marchandises; et

f) tendant d'une façon générale à l'accomplissement des fins et à l'exécution des dispositions de la présente loi.

OFFENCES AND PENALTIES.

Export or attempt to export.

13. No person shall export or attempt to export any goods included in an Export Control List or any goods to any country included in an Area Control List except under the authority of and in accordance with an export permit issued under this Act.

Import or attempt to import.

14. No person shall import or attempt to import any goods included in an Import Control List except under the authority of and in accordance with an import permit issued under this Act.

Diversion, etc.

15. Except with the authority in writing of the Minister, no person shall knowingly do anything in Canada that causes or assists or is intended to cause or assist any shipment, transshipment or diversion of any goods included in an Export Control List to be made, from Canada or any other place, to any country included in an Area Control List.

No transfer of permits.

16. No person who is authorized under a permit issued under this Act to export or import goods shall transfer the permit to, or allow it to be used by, a person who is not so authorized.

False information

17. No person shall wilfully furnish any false or misleading information or knowingly make any misrepresentation in any application for a permit, certificate or other authorization under

INFRACTIONS ET PEINES.

13. Nul ne doit exporter ou tenter d'exporter des marchandises comprises dans une liste de marchandises d'exportation contrôlée, ni des marchandises vers un pays dont le nom paraît sur une liste de pays visés par contrôle, si ce n'est sous l'autorité et en conformité d'une licence d'exportation délivrée selon la présente loi.

14. Nul ne doit importer ou tenter d'importer des marchandises mentionnées sur une liste de marchandises d'importation contrôlée, si ce n'est sous l'autorité et en conformité d'une licence d'importation délivrée selon la présente loi.

15. Nul ne doit, sans l'autorisation écrite du Ministre, faire sciemment au Canada quelque chose qui cause ou qui est destiné à causer l'expédition, le transbordement ou le détournement de marchandises mentionnées sur une liste de marchandises d'exportation contrôlée, ou quelque chose qui contribue ou qui est destiné à contribuer à l'expédition, au transbordement ou au détournement de telles marchandises, en provenance du Canada ou de quelque autre endroit, vers un pays inclus dans une liste de pays visés par contrôle.

16. Nulle personne autorisée, en vertu d'une licence délivrée selon la présente loi, à exporter ou à importer des marchandises ne doit transférer la licence à une personne qui n'est pas ainsi autorisée, ni lui permettre de s'en servir.

17. Nul ne doit fournir volontairement quelque renseignement faux ou trompeur ni faire sciemment un faux exposé dans une demande de licence, certificat ou autre autorisation en vertu

Exportation ou tentative d'exportation

Importation ou tentative d'importation

Détournement etc.

Aucun transfert des licences

Faux renseignements

this Act or for the purpose of procuring its issue or grant or in connection with any subsequent use of such permit, certificate or other authorization or the exportation, importation or disposition of goods to which it relates.

de la présente loi, ou pour en obtenir la délivrance ou la concession, ni à l'égard de l'usage qu'il sera fait par la suite de cette licence, ce certificat ou cette autre autorisation, ou à l'égard de l'exportation, de l'importation ou de la disposition de marchandises auxquelles a trait cette licence, ce certificat ou cette autorisation.

Aiding and abetting

18. No person shall knowingly induce, aid or abet any person to violate a provision of this Act or the regulations.

18. Nul ne doit sciemment engager, aider ou encourager quelque personne à violer une disposition de la présente loi ou des règlements.

Aider et encourager.

Offence and penalty.

19. (1) Every person who violates any of the provisions of this Act or the regulations is guilty of an offence and is liable

19. (1) Quiconque viole l'une des dispositions de la présente loi ou des règlements est coupable d'une infraction et passible

Infraction et peine.

(a) on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding twelve months or to both fine and imprisonment; or

a) sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus cinq mille dollars ou d'un emprisonnement d'au plus douze mois ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement; ou

(b) on conviction upon indictment to a fine not exceeding twenty-five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding five years or to both fine and imprisonment.

b) après déclaration de culpabilité sur acte d'accusation, d'une amende d'au plus vingt-cinq mille dollars ou d'un emprisonnement d'au plus cinq ans, ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement.

Limitation on summary offences

(2) A prosecution under paragraph (a) of subsection (1) may be instituted at any time within three years from the time when the subject-matter of the complaint arose

(2) Des poursuites en vertu de l'alinéa a) du paragraphe (1) peuvent être intentées en tout temps dans les trois ans du moment où le sujet de la plainte a pris naissance.

Prescription dans le cas d'infractions punissables sur déclaration sommaire de culpabilité

Officers of corporations

20. Where an offence, under this Act has been committed by a corporation, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted, every person who at the time of the commission of the offence was a director or officer of the corporation, is guilty of the like offence and is liable, on conviction, to the punishment provided for the offence, upon proof that the act or omission constituting the offence took place with his knowledge or consent or that he failed to exercise due diligence to prevent the commission of such offence.

20. Lorsqu'une infraction tombant sous le coup de la présente loi a été commise par une corporation, que la corporation ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable, chaque personne qui, lors de l'accomplissement de l'infraction, était un administrateur ou un fonctionnaire de la corporation, est coupable de la même infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, de la peine prévue pour l'infraction, sur preuve que l'acte ou l'omission constituant l'infraction a eu lieu à sa connaissance ou avec son consentement, ou qu'elle a omis d'exercer la diligence requise pour empêcher l'accomplissement de cette infraction.

Fonctionnaires de corporations

Responsibility of resident applicants for non-resident permittees

21 Where a permit under this Act is issued to a person who has applied therefor for or on behalf of or for the use of another person who is not a resident of Canada and such other person commits an offence under this Act, the person who applied for the permit is, whether or not the non-resident has been prosecuted or convicted, guilty of the like offence and is liable, on conviction, to the punishment provided for the offence, upon proof that the act or omission constituting the offence took place with his knowledge or consent or that he failed to exercise due diligence to prevent the commission of such offence.

21. Lorsqu'une licence prévue par la présente loi est délivrée à une personne qui l'a demandée pour une autre personne, ou de la part ou pour l'usage d'une autre personne, qui n'est pas un résident du Canada, et que cette autre personne commet une infraction visée par la présente loi, la personne qui a demandé la licence, que le non-résident ait été poursuivi ou déclaré coupable ou non, est coupable de la même infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, de la peine stipulée pour l'infraction, sur preuve que l'acte ou l'omission constituant l'infraction a eu lieu à sa connaissance ou avec son consentement, ou qu'elle a omis d'exercer la diligence requise pour empêcher l'accomplissement de cette infraction.

Responsabilité des résidents qui demandent des licences pour des non-résidents.

Venue

22. (1) Any proceeding in respect of an offence under this Act may be instituted, tried or determined at the place in Canada where the offence was committed or at the place in Canada in which the person charged with the offence is,

22. (1) Toute procédure à l'égard d'une infraction tombant sous le coup de la présente loi peut être intentée, jugée ou décidée à l'endroit du Canada où l'infraction a été commise ou à l'endroit du Canada où la personne inculpée de

Resort.

resides or has an office or place of business at the time of institution of the proceedings.

l'infraction se trouve, réside ou a un bureau ou une place d'affaires au moment où les procédures sont intentées.

Where more than one offence.

(2) In any proceedings in respect of offences under this Act, an information may include more than one offence committed by the same person and all such offences may be tried concurrently and one conviction for any or all offences may be made, and no information, warrant, summons, conviction or other proceedings for such offences shall be deemed objectionable on the ground that it relates to two or more offences.

(2) Dans toutes procédures à l'égard d'infraction visées par la présente loi, une dénonciation peut contenir plus d'une infraction commise par la même personne, et toutes ces infractions peuvent être jugées simultanément et une déclaration de culpabilité peut être faite pour la totalité ou l'une des infractions, et aucune dénonciation, aucun mandat, aucune sommation, déclaration de culpabilité ou autre procédure à l'égard de ces infractions ne doit être réputée inadmissible du fait qu'elle a trait à deux ou plusieurs infractions.

Lorsqu'il y a plus d'une infraction.

Evidence.

23. Where it appears from the original or a copy of a bill of lading, customs form, commercial invoice or other document (hereinafter called a "shipping document") that

23. Lorsqu'il appert de l'original ou d'une copie d'une connaissance, d'une formule de douane, facture commerciale ou autre document (ci-après appelé un «document d'expédition»)

Preuve.

(a) goods were shipped or sent from Canada or came into Canada,

a) que des marchandises ont été expédiées ou envoyées du Canada ou sont venues au Canada.

(b) a person, as shipper, consignor or consignee, shipped or sent goods from Canada or brought goods into Canada, or

b) qu'une personne, à titre d'expéditeur, de consignateur ou de consignataire, a expédié ou envoyé des marchandises du Canada ou a fait entrer des marchandises au Canada, ou

(c) goods were sent to a destination or person other than as authorized in any export or import permit relating to the goods,

c) que des marchandises ont été envoyées à une destination ou une personne autre que celle qu'autorise une licence d'exportation ou d'importation relative aux marchandises,

the shipping document is admissible in evidence in any prosecution under this Act in respect of those goods and is *prima facie* proof of any of the facts set out in paragraph (a), (b) or (c) appearing therefrom.

le document d'expédition est admissible en preuve dans toute poursuite, selon la présente loi, à l'égard de ces marchandises et constitue une preuve *prima facie* de n'importe lequel des faits mentionnés à l'alinéa a), b) ou c) qui en ressort.

GENERAL.

GÉNÉRALITÉS.

Customs officers' duties.

24. All officers, as defined in the *Customs Act*, before permitting the export or import of any goods, shall satisfy themselves that the exporter or importer, as the case may be, has not violated any of the provisions of this Act or the regulations and that all requirements of this Act and the regulations with reference to those goods have been complied with.

24. Tout les agents tels que les définit la *Loi sur les douanes*, doivent avant de permettre l'exportation ou l'importation de marchandises, s'assurer que l'exportateur ou l'importateur, selon le cas, n'a violé aucune disposition de la présente loi ou des règlements, et que toutes les prescriptions de la présente loi et des règlements, relativement à ces marchandises, ont été observées.

Devoirs des agents des douanes.

Application of powers under the *Customs Act*.

25. All officers, as defined in the *Customs Act*, have, with respect to any goods to which this Act applies, all the powers they have under the *Customs Act* with respect to the importation and exportation of goods, and all the provisions of that Act and the regulations thereunder respecting search, detention, seizure, forfeiture and condemnation apply, *mutatis mutandis*, to any goods that are tendered for export or import or exported or imported or otherwise dealt with contrary to this Act and the regulations and to all documents relating to such goods.

25. Tous les agents, tels que les définit la *Loi sur les douanes*, ont, relativement aux marchandises visées par la présente loi, tous les pouvoirs que leur confère la *Loi sur les douanes*, à l'égard de l'importation et de l'exportation de marchandises, et toutes les dispositions de ladite loi et de ses règlements d'exécution visant la perquisition, la détention, la saisie, la confiscation et la condamnation s'appliquent, *mutatis mutandis*, à toutes marchandises présentées pour exportation ou importation, ou exportées ou importées, ou autrement traitées en opposition avec la présente loi et les règlements, ainsi qu'à tous les documents qui ont trait à ces marchandises.

Exercice des pouvoirs conférés par la *Loi sur les douanes*.

Certain officers deemed customs officers

25.1 For the purposes of section 108 of the *Customs Act*, all officers of the Department of External Affairs employed in the administration of this Act shall be deemed to be officers as defined in subsection 2(1) of the *Customs Act*.*

25.1 Pour l'application de l'article 108 de la *Loi sur les douanes*, tous les agents du ministère des Affaires extérieures affectés à l'application de la présente loi sont réputés être des agents au sens donné du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les douanes*. *

Assimilation à des agents

Report to Parliament

26. As soon as practicable after the 31st day of December of each year the Minister shall prepare and lay before Parliament a report of the operations under this Act for that year.

26. Aussitôt que possible après le 31 décembre de chaque année, le Ministre doit dresser et présenter au Parlement un rapport sur les opérations découlant de la présente loi pour l'année en question.

Rapport au Parlement

27. REPEALED (7th May, 1974).

27. ABROGÉ (le 7 mai 1974).

Repeal

28. The *Export and Import Permit Act*, chapter 104 of the Revised Statutes of Canada, 1952, is repealed.

28. Est abrogée la *Loi sur les permis d'exportation et d'importation*, chapitre 104 des Statuts révisés du Canada (1952).

Abrogation.

Coming into force

29. This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation of the Governor in Council.

29. La présente loi entrera en vigueur à une date que le gouverneur en conseil fixera par proclamation.

Entrée en vigueur.

*S.C. 1986, C.1, ss. 211(1), Schedule I, item 4(2). Effective 10 November 1986.

*S.C. 1986, C.1, para. 211(1), Annexe I, no. 4(2). En vigueur 10 novembre 1986.

WARNING

Users of this Import Control List are reminded that it is prepared for convenience of reference only and that as such, has no official sanction. The original Act and Regulations and amendments thereto should be consulted for all purposes of interpreting and applying this List.

Export and Import Permits Act

Canadian Dairy Commission Act

IMPORT CONTROL LIST

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Industry, Trade and Commerce, pursuant to sections 5 and 6 of the Export and Import Permits Act and section 17 of the Canadian Dairy Commission Act, deeming it necessary to control the import of goods mentioned in the annexed Import Control List, is pleased hereby to revoke the Import Control List made by Order in Council P.C. 1968-995 of 22nd May, 1968, as amended, and to establish the annexed Import Control List in substitution therefor, effective August 14, 1970.

1. Animal feeds containing more than 50 per cent of non-fat milk solids. [G.I.P. No. 1]
2. Butter. [G.I.P. No. 1]
3. Butterfat in any form either alone or in combination with other substances, *except* any combination in which the presence of other substances renders the combination unsuitable as a butterfat ingredient. [G.I.P. No. 1]
4. Cheese of all types other than imitation cheese. [G.I.P. No. 1]
5. Coffee, in any form, including parchment, green, roasted, ground, decaffeinated, liquid and soluble. [G.I.P. No. 3]
6. Dry Buttermilk. [G.I.P. No. 1]
7. Dry casein and caseinates. [G.I.P. No. 1]
8. Dry skimmed milk. [G.I.P. No. 1]
9. Dry whole milk. [G.I.P. No. 1]
10. Dry whey. [G.I.P. No. 1]
11. Evaporated and condensed milks. [G.I.P. No. 1]

AVERTISSEMENT

Nous devons rappeler aux personnes qui utiliseront cette liste de marchandises d'importation contrôlée, qu'elle a été préparée uniquement à titre de document de référence et que par conséquent, elle n'est pas officiellement sanctionnée. La Loi de même que les Règlements et amendements qui s'y rattachent devront être consultés pour tout ce qui touche l'interprétation et l'application de cette liste.

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

Loi sur la Commission canadienne du lait

**LISTE DE MARCHANDISES D'IMPORTATION
CONTRÔLÉE**

Sur avis conforme du ministre de l'Industrie et du Commerce et en vertu des articles 5 et 6 de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation et de l'article 17 de la Loi sur la Commission canadienne du lait, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général en conseil, estimant nécessaire de contrôler l'importation des marchandises mentionnées dans la Liste de marchandises d'importation contrôlée, ci-annexée, d'abroger la Liste de marchandises d'importation contrôlée, établie par le décret C.P. 1968-995 du 22 mai 1968, dans sa forme modifiée, et de la remplacer par la Liste de marchandises d'importation contrôlée, ci-annexée, à compter du 14 août 1970.

1. Provendes contenant plus de 50 pour cent de matières sèches dégraissées du lait. [L.G.I. n° 1]
2. Beurre. [L.G.I. n° 1]
3. Matière grasse du lait sous toutes formes, seule ou en combinaison avec d'autres substances mais à l'exclusion de tout mélange que la présence d'autres substances rend impropre à être employé comme matière grasse du lait. [L.G.I. n° 1]
4. Fromages de tous genres à l'exclusion des imitations. [L.G.I. n° 1]
5. Café sous toutes formes, y compris en parche, vert, torréfié, moulu, décaféiné, liquide et soluble. [L.G.I. n° 3]
6. Lait de beurre ou babeure en poudre. [L.G.I. n° 1]
7. Caséine et caséinates en poudre. [L.G.I. n° 1]
8. Lait écrémé en poudre. [L.G.I. n° 1]
9. Poudre de lait entier. [L.G.I. n° 1]
10. Petit lait en poudre [L.G.I. n° 1]
11. Lait évaporé et lait concentré. [L.G.I. n° 1]

12. Revoked 14/3/85.
13. Revoked 28/12/79.
14. Revoked 11/2/82.
15. Revoked 1/1/87.
16. Revoked, 9/5/80.
17. Turkeys, turkey parts and products manufactured wholly thereof [G.I.P. No. 7]

18. Eggs and egg products. [G.I.P. No. 8]

19. Chicken and chicken capons, live or eviscerated, chicken parts, whether breaded or battered, and chicken products manufactured wholly thereof, whether breaded or battered. [G.I.P. No. 2]

20. Revoked, 1/1/86.

21. Dry blends not in a package prepared for marketing to the retail consumer and containing a minimum of 50 per cent, alone or in combination, of dry skim milk, dry casein, dry caseinates, dry buttermilk and dry whey. (Effective 12/6/86) [G.I.P. No. 1]

22. Polyester fabrics that are

(a) broadwoven filament polyester fabrics;

(b) broadwoven polyester-cotton fabrics where the polyester fibres represent 50 per cent or more by weight, originating in the Republic of Korea (Effective 1/1/87) [G.I.P. No. 4]

23. Revoked, 1978.

*24. All types of acrylic yarns containing 50 per cent or more by weight of acrylic fibres.

25. Wool fabrics, woven, containing 17 per cent or more by weight of wool.

26. Nylon broadwoven fabrics, originating in Poland, the Republic of Korea or Thailand.

27. Any type of polyester yarn originating in the Republic of Korea.

28. Revoked, 1976.

29. (1) Cotton terry towels, washcloths and sets of cotton terry towels and washcloths that contain 50 per cent or more by weight of cotton.*

30. Any specimen of endangered wild fauna or flora or derivatives thereof included

(a) in Appendix I or II; or

(b) in Appendix III in respect of the country referred to for that specimen. [G.I.P. No. 17]

31. Work gloves, wholly or mainly of textile fabrics whether impregnated or coated or not, or leather, whether fully or partially manufactured. (Effective 1/1/87) [G.I.P. No. 11]

* ... * (Effective 1/1/87) [G.I.P. No. 4]

12. Abrogé 14/3/85.
13. Abrogé 28/12/79.
14. Abrogé 11/2/82.
15. Abrogé 1/1/87.
16. Abrogé, 9/5/80.
17. Dindons, parties de dindon et dérivés exclusifs. [L.G.I. n° 7]

18. Oeufs et les produits des œufs. [L.G.I. n° 8]

19. Poulets et chapons, vivants ou éviscérés, les parties de poulet, les produits qui en sont entièrement dérivés, qu'ils soient ou non enrobés de chapelure ou de pâte. [L.G.I. n° 2]

20. Abrogé, 1/1/86.

21. Mélanges secs non emballés pour la vente au détail et contenant au moins 50 pour cent de lait écrémé en poudre, de caséine en poudre, de caséinates en poudre, de lait de beurre ou babeurre en poudre ou de petit-lait en poudre, ou d'une combinaison de ces ingrédients. (en vigueur 12/6/86) [L.G.I. n° 1]

22. Tissus de polyester suivants:

a) tissus de filaments de polyester à trame large;

b) tissus de polyester et de coton à trame large, composés à 50 pour cent ou plus en poids de fibres de polyester, en provenance de la République de Corée (en vigueur 1/1/87) [L.G.I. n° 4]

23. Abrogé, 1978.

*24. Tout genre de filés acryliques contenant en poids 50 pour cent ou plus de fibres acryliques.

25. Tissus de laine, tissés, contenant en poids 17 pour cent ou plus de laine.

26. Tissus de nylon à trame large, en provenance de la Pologne, de la République de Corée ou de Thaïlande.

27. Tout genre de filés de polyester en provenance de la République de Corée.

28. Abrogé, 1976.

29. Serviettes, débarbouillettes de coton-éponge et ensembles de serviettes et de débarbouillettes de coton-éponge contenant en poids 50 pour cent ou plus de coton.*

30. Les spécimens des espèces de faune et flore sauvages menacées d'extinction ou leurs sous-produits visés.

a) aux annexes I ou II; ou

b) à l'annexe III quant au pays désigné pour chaque spécimen. [L.G.I. n° 17]

31. Gants de travail, entièrement ou partiellement finis, faits en entier ou en grande partie de textiles, pouvant ou non être imprégnés ou enduits, ou faits, de cuir. (en vigueur 1/1/87) [L.G.I. n° 11]

* ... * (En vigueur 1/1/87) [L.G.I. n° 4]

32. Winter outerwear garments commonly referred to as^{*}
 (a) snowsuits, snow mobile suits, skisuits, skipants and snow-pants, and
 (b) jackets and vests including parkas, skijackets, and similar jacket-type garments

that have an outer shell manufactured substantially from woven fabrics and that are lined and designed to protect the wearer against the cold, whether fully or partially manufactured (Effective 1/1/87) [G.I.P. No. 10]

33. Revoked, 1976.

34. Hosiery. (Effective 1/1/87) [G.I.P. No. 4]

35. Revoked 11/2/82.

36. Revoked 11/2/82.

37. Pants, slacks, jeans, overalls, coveralls and outershorts, whether fully or partially manufactured. (Effective 1/1/87) [G.I.P. No. 10]

38. Revoked 11/2/82.

**39. Blouses and shirts, including shirts with other than tailored collars, t-shirts and sweatshirts, whether fully or partially manufactured.

40. Sleepwear and bathrobes, whether fully or partially manufactured.

41. Rainwear, whether fully or partially manufactured.

42. Sportswear, including dresses, skirts, coordinates or matching sets, whether fully or partially manufactured.

43. Foundation garments, whether fully or partially manufactured.

44. Swimwear, whether fully or partially manufactured.

45. Underwear, whether fully or partially manufactured.

46. Jackets, overcoats, topcoats, professional coats and shop-coats, whether fully or partially manufactured.

47. Fine suits, sportcoats and blazers for men and boys, whether fully or partially manufactured.

48. Revoked 11/2/82.

49. Shirts with tailored collars for men and boys, whether fully or partially manufactured.

50. Sweaters, pullovers and cardigans, whether fully or partially manufactured.**

51. Bedsheets woven, made wholly or mainly by weight of cotton or man-made fibres or blends thereof. (Effective 1/1/87) [G.I.P. No. 4]

52. Pillowcases, woven, made wholly or mainly by weight of cotton or man-made fibres or blends thereof. (Effective 1/1/87) [G.I.P. No. 4]

56. Raccoon dogs (*Nyctereutes procyonoides*).

32. Vêtements de dessus d'hiver entièrement ou partiellement fabriqués, doublés et munis d'une enveloppe extérieure fabriquée principalement de tissés, conçus pour protéger le porteur contre le froid et les intempéries, et communément appelés:

a) costumes pour la neige, costumes pour motoneige, costumes de ski, pantalons de ski et pantalons pour la neige;

b) coupe-vent et vestons, y compris les parkas, les vestons de ski et autres vêtements du genre coupe-vent. (en vigueur 1/1/87) [L.G.I. n° 10]

33. Abrogé, 1976.

34. Bas. (en vigueur 1/1/87) [L.G.I. n° 4]

35. Abrogé 11/2/82.

36. Abrogé 11/2/82.

37. Pantalons, pantalons d'intérieur, jeans, salopettes, combinaisons de travail et shorts d'extérieur, fabriqués en entier ou en partie. (en vigueur 1/1/87) [L.G.I. n° 10]

38. Abrogé 11/2/82.

**39. Blouses et chemises, y compris les chemises avec col autre qu'un col tailleur, les tee-shirts et blousons d'entraînement, fabriqués en entier ou en partie.

40. Vêtements de nuit et de bain, fabriqués en entier ou en partie.

41. Vêtements de pluie, fabriqués en entier ou en partie.

42. Vêtements de sport, y compris les robes, jupes, ensembles ou coordonnés, fabriqués en entier ou en partie.

43. Vêtements de soutien, fabriqués en entier ou en partie.

44. Costumes de bain, fabriqués en entier ou en partie.

45. Sous-vêtements, fabriqués en entier ou en partie.

46. Vestes, pardessus, paletots et tabliers-blouses longs ou courts, fabriqués en entier ou en partie.

47. Habits de qualité, vestons sport et blazers pour hommes et garçons, fabriqués en entier ou en partie.

Abrogé 11/2/82.

49. Chemises avec col tailleur pour hommes et garçons, fabriqués en entier ou en partie.

50. Chandails, pullovers et cardigans, fabriqués en entier ou en partie.**

51. Draps tissés, faits entièrement ou principalement, en poids, de coton, de fibres synthétiques ou d'un mélange de fibres. (en vigueur 1/1/87) [L.G.I. n° 4]

52. (1) Taies d'oreillers tissées, faites entièrement ou principalement en poids, en coton, de fibres synthétiques ou d'un mélange de ces fibres. (en vigueur 1/1/87) [L.G.I. n° 4]

56. Chien viverrin (*Nyctereutes procyonoides*).

** ... ** (Effective 1/1/87) [G.I.P. No. 10]

** ... ** (En vigueur 1/1/87) [L.G.I. n° 10]

57. Women's and girls' non-leather footwear, whether fully or partially manufactured, other than rubber footwear, athletic/utility footwear, slippers, winter boots and injection moulded plastic footwear, during the period beginning on December 1, 1985 and ending on November 30, 1988, to the extent of not more than the number of pairs imported during the period beginning on December 1, 1984 and ending on November 30, 1985 plus

(a) 6 per cent, during the period beginning on December 1, 1985 and ending on November 30, 1986;

(b) 14.48 per cent, during the period beginning on December 1, 1986 and ending on November 30, 1987; and

(c) 25.93 per cent, during the period beginning on December 1, 1987 and ending on November 30, 1988. [G.I.P. No. 57]

58. Handbags, made of fabrics, whether uncoated, coated or bonded containing natural or man-made fibres or blends of these fibres, with a body area, excluding handles, between 258 cm² and 1226 cm², in the manufacture of which leather and plastic materials may be used as trim and finish but not a major component of the shell. (Effective 1/1/87) [G.I.P. No. 12]

59. (1) Whale products, parts or by-products.

(2) Whaling cannons, harpoon guns, shoulder guns, bomb lances and associated apparatus and appliances used in the conduct of whaling. [G.I.P. No. 59]

60. Any type of nylon yarn originating in the Republic of Korea. (Effective 1/1/87) [G.I.P. No. 4]

61-65 revoked 1/1/87

66. Revoked 9/7/82.

67. Women's and girls' leather footwear, whether fully or partially manufactured, other than athletic/utility footwear, slippers and winter boots, during the period beginning on December 1, 1985 and ending on November 30, 1988, to the extent of not more than the number of pairs imported during the period beginning on December 1, 1984 and ending on November 30, 1985 plus

(a) 6 per cent, during the period beginning on December 1, 1985 and ending on November 30, 1986;

(b) 14.48 per cent, during the period beginning on December 1, 1986 and ending on November 30, 1987; and

(c) 25.93 per cent, during the period beginning on December 1, 1987 and ending on November 30, 1988. (Effective 1/1/85) [G.I.P. No. 57]

68 (1) Goods of South African origin that are

(a) uranium;

(b) coal;

(c) iron products;

(d) steel products; or

(e) agricultural products.

(2) In this item,

57. Les chaussures non en cuir pour femmes et fillettes fabriquées en entier ou en partie, sauf les chaussures en caoutchouc, les chaussures athlétiques et utilitaires, les pantoufles, les bottes d'hiver et les chaussures en plastique moulé par injection, au cours de la période commençant le 1^{er} décembre 1985 et se terminant le 30 novembre 1988, sont limitées au nombre de paires importées au cours de la période commençant le 1^{er} décembre 1984 et se terminant le 30 novembre 1985 plus:

a) 6 pour cent, au cours de la période commençant le 1^{er} décembre 1985 et se terminant le 30 novembre 1986;

b) 14,48 pour cent, au cours de la période commençant le 1^{er} décembre 1986 et se terminant le 30 novembre 1987;

c) 25,93 pour cent, au cours de la période commençant le 1^{er} décembre 1987 et se terminant le 30 novembre 1988. [L.G.I. n° 57]

58. Sacs à main faits de tissus non enduits, enduits ou laminés, contenant des fibres naturelles ou synthétiques ou un mélange de ces fibres, et dont la surface de profil, à l'exception des poignées, est de 258 cm² à 1 226 cm², dans la fabrication desquels le cuir et des matières plastiques peuvent être employés comme ornements ou finition mais non comme composante principale du sac. (en vigueur 1/1/87) [L.G.I. n° 12]

59. (1) Tout produit, partie ou sous-produit de baleine.

(2) Canons, fusils à harpon, fusils en bandoulière, lances à bombes et appareillages et instruments connexes servant à la chasse à la baleine. [L.G.I. n° 59]

60. Tout genre de filés de nylon, en provenance de la République de Corée (en vigueur 1/1/87) [L.G.I. n° 4]

61-65 abrogé 1/1/87

66. Abrogé 9/7/82.

67. Les chaussures en cuir pour femmes et fillettes, fabriquées en entier ou en partie, sauf les chaussures athlétiques et utilitaires, les pantoufles et les bottes d'hiver, au cours de la période commençant le 1^{er} décembre 1985 et se terminant le 30 novembre 1988, sont limitées au nombre de paires importées au cours de la période commençant le 1^{er} décembre 1984 et se terminant le 30 novembre 1985 plus:

a) 6 pour cent, au cours de la période commençant le 1^{er} décembre 1985 et se terminant le 30 novembre 1986;

b) 14,48 per cent, au cours de la période commençant le 1^{er} décembre 1986 et se terminant le 30 novembre 1987;

c) 25,93 pour cent, au cours de la période commençant le 1^{er} décembre 1987 et se terminant le 30 novembre 1988. (en vigueur 1/12/85) [L.G.I. n° 57]

68. (1) Les produits d'origine sud-africaine suivants:

a) uranium;

b) charbon;

c) produits du fer;

d) produits de l'acier;

e) produits agricoles.

(2) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«charbon» Charbon brut ou épuré, notamment les briquettes, les boulets et les combustibles solides similaires obtenus à partir du charbon. (coal)

"agriculture products" means

- (a) live animals,
- (b) meat and meat offal,
- (c) fish and crustaceans, molluscs and other aquatic invertebrates,
- (d) dairy produce, birds' eggs and natural honey.
- (e) products of animal origin,
- (f) live trees and other plants, bulbs, roots, tubers, cut flowers and ornamental foliage,
- (g) vegetables,
- (h) fruits and nuts,
- (i) coffee, tea, maté and spices,
- (j) cereals,
- (k) products of the milling industry, malt, starches, inulin, wheat gluten,
- (l) oil seeds and oleaginous fruits, grains, seeds, industrial or medicinal plants, straw and fodder,
- (m) lac, gums, resins and other vegetable saps and extracts,
- (n) vegetable plaiting materials,
- (o) animal or vegetable fats and oils and their cleavage products, prepared edible fats and animal or vegetable waxes,
- (p) preparations of meat, fish, crustaceans, molluscs or other aquatic invertebrates,
- (q) sugars and sugar confectionery,
- (r) cocoa and cocoa preparations,
- (s) preparations of cereals, flour, starch or milk and pastrycooks' products,
- (t) preparations of vegetables, fruits, nuts or other parts of plants,
- (u) miscellaneous edible preparations,
- (v) beverages, wine, spirits and vinegar,
- (w) residues and waste from food industries and prepared animal fodder, or
- (x) tobacco and manufactured tobacco substitutes; (*produits agricoles*)

"coal" means raw or clean coal, including briquettes, ovoids and similar solid fuels manufactured from coal; (*charbon*)

"iron products" means iron ore, pig iron, foundry iron or iron castings and forgings; (*produits du fer*)

"steel products" means

- (a) waste and scrap steel,
- (b) semi-finished steel (ingots, blooms, billets, slabs and sheet bars), and
- (c) plates, sheets and strips, wire rods, wire and wire products, railway-type products, bars, rods, castings, fitting, fasteners, structural shapes and units, pipes and tubes, reservoirs, tanks, drums, vats and similar containers, of carbon steel and specialty steel, including stainless steel; (*produits de l'acier*)

"uranium" means source (fertile) and fissionable materials, including

- (a) minerals, raw and treated (including residues and tailings) that contain either uranium or thorium or any combination thereof, in excess of 0.05 per cent by weight, as follows, namely:

«produits agricoles» S'entend des produits suivants:

- a) animaux vivants;
- b) viande et abats;
- c) poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques;
- d) lait et produits laitiers, œufs d'oiseaux, miel naturel;
- e) produits d'origine animale;
- f) arbres vivants et autres plantes, bulbes, racines, tubercules, fleurs coupées et feuillage ornemental;
- g) légumes;
- h) fruits et noix;
- i) café, thé, maté et épices;
- j) céréales;
- k) produits de la minoterie, malt, amidons et féculs, inuline, gluten de froment;
- l) graines et fruits oléagineux, graines diverses, semences, plantes industrielles ou médicinales, paille et fourrages;
- m) laques, gommés, résines et autres sucres et extraits végétaux;
- n) matières végétales à tresser;
- o) graisses et huiles animales ou végétales et produits de leur dissociation, graisses élémentaires élaborées et cires d'origine animale ou végétale;
- p) préparations de viandes, de poissons ou de crustacés, de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques;
- q) sucres et sucreries;
- r) cacao et ses préparations;
- s) préparations à base de céréales, de farines, d'amidons ou de féculs ou de lait et pâtisseries;
- t) préparations de légumes, de fruits, de noix ou d'autres parties de plantes;
- u) préparations alimentaires diverses;
- v) boissons, vins, spiritueux et vinaigres;
- w) résidus et déchets des industries alimentaires et aliments préparés pour animaux;
- x) tabacs et succédanés et tabac fabriqués. (*agriculture products*)

«produits du fer» Minerai de fer, fonte en saumons, fer de fonderie ou moulages et pièces de forge (*iron products*)

«produits de l'acier» S'entend des produits suivants:

- a) déchets d'acier;
- b) acier semi-ouvré (lingots, blooms, billettes, brames et larges);
- c) plaques, feuilles et feuillards, fils machine, fils de fer et produits et fils de fer, produits de type ferroviaire, barres, tiges, moulages, raccords, attaches, profilés et éléments de charpente, tuyaux et tubes, réservoirs, citernes, barils, cuves et récipients similaires, en acier ordinaire et en acier allié, y compris en acier inoxydable. (*steel products*)

«uranium» S'entend de matières de base (fertiles) et matières fissiles, notamment:

- a) minerai brut ou traité (y compris les résidus) contenant plus de 0.5% en poids d'uranium, de thorium ou d'une combinaison de ces matières, notamment:

- (i) ores containing uranium, including pitchblende,
- (ii) monazite and monazite sands, and
- (iii) ores containing thorium, including urano-thorianite,

(b) natural uranium, unwrought or wrought, including alloys and compounds of natural uranium, having an uranium content exceeding 0.05 per cent, excluding medicinals,

(c) uranium 233, alloys containing uranium 233 and compounds of uranium 233,

(d) uranium enriched in the isotope 235, alloys containing uranium enriched in the isotope 235 and compounds of uranium enriched in the isotope 235,

(e) irradiated uranium containing plutonium,

(f) plutonium, alloys containing plutonium and compounds containing plutonium,

(g) thorium, unwrought or wrought, and alloys and compounds containing thorium, excluding medicinals and alloys containing less than 1.5 per cent of thorium by weight, and

(h) irradiated thorium containing uranium 233. (*uranium*)
(Effective 1/10/86)

*** 70. (1) Small arms that are

- (a) rifles;
- (b) carbines;
- (c) revolvers;
- (d) pistols;
- (e) machine pistols; or
- (f) machine guns.

(2) All components and parts specifically designed for the goods set out in subsection (1).

71. (1) Large-calibre armaments or weapons and projectors that are

- (a) guns;
- (b) howitzers;
- (c) cannons;
- (d) mortars;
- (e) tank destroyers;
- (f) rocket or missile launchers;
- (g) military flame-throwers;
- (h) recoilless rifles; or
- (i) military smoke, gas and pyrotechnic projectors.

(2) All components and parts specifically designed for the goods set out in subsection (1).

72. Tanks and self-propelled guns and all components and parts specifically designed therefor.

73. Bombs, torpedos, rockets and guided or unguided missiles and all components and parts specifically designed therefor, and any other ammunition for the goods set out in items 70 to 72.***

... (Effective 10/11/86) [G.I.P. No. 60]

(i) minerais contenant de l'uranium, y compris le pitchblende;

(ii) monazite et sables et monazite,

(iii) minerais contenant du thorium, y compris l'uranothorianite;

b) uranium naturel brut ou traité, y compris les alliages et composés d'uranium naturel, dont la teneur en uranium est supérieure à 0,05%, à l'exclusion des produits médicaux;

c) uranium 233, alliages renfermant de l'uranium 233 et composés d'uranium 233;

d) uranium enrichi en isotope d'uranium 235, alliages renfermant de l'uranium enrichi en isotope d'uranium 235; et composés d'uranium enrichi en isotope d'uranium 235;

e) uranium irradié contenant du plutonium et composés contenant du plutonium;

f) plutonium, alliages contenant du plutonium et composés contenant du plutonium;

g) thorium brut ou traité, alliages et composés contenant du thorium, à l'exclusion des produits médicaux et des alliages contenant moins de 1,5% en poids de thorium;

h) thorium irradié contenant de l'uranium 233. (*uranium*)
(en vigueur 1/10/86)

*** 70. (1) Armes portatives suivantes:

- a) fusils;
- b) carabines;
- c) revolvers;
- d) pistolets;
- e) mitraillettes;
- f) mitrailleuses.

(2) Pièces et composants spécialement conçus pour les marchandises visées au paragraphe (1).

71. (1) Armes ou armements de gros calibre et engins de lancement suivants:

- a) pièces d'artillerie;
- b) obusiers;
- c) canons;
- d) mortiers;
- e) armes anti-chars;
- f) lance-roquettes ou lance-missiles;
- g) lance-flammes militaires;
- h) fusils sans recul;
- i) engins militaires servant à lancer des fumées et des gaz, et matériel pyrotechnique militaire.

(2) Pièces et composants spécialement conçus pour les marchandises visées au paragraphe (1).

72. Chars et pièces d'artillerie automotrices; pièces et composants spécialement conçus pour ceux-ci.

73. Bombes, torpilles, roquettes et missiles guidés ou non guidés; pièces et composants spécialement conçus pour ceux-ci; munitions destinées aux marchandises visées aux articles 70 à 72.***

... (en vigueur 10/11/86) [L.G.I. n° 60]

80. (1) Carbon steel products: semi-finished steel (ingots, blooms, billets, slabs and sheet bars), plate, sheets and strip, wire rods, wire and wire products, railway-type products, bars structural shapes and units, and pipes and tubes.

(2) In this item, "Steel" means any metal or combination of metals containing at least 50 per cent by weight, or iron.

(Effective 30/10/86 [G.I.P. No. 80])

80. (1) Produits en acier ordinaire: acier semi-ouvré (lingots, blooms, billettes, brames et largets), plaques, feuilles et feuillets, fils machine, fils de fer et produits en fils de fer, produits de type ferroviaire, barres, profilés et éléments de charpente, tuyaux et tubes.

(2) Dans le présent article, le terme, «acier» désigne tout métal ou combinaison de métaux contenant au moins 50 pour cent de fer en poids.

(en vigueur 30/10/86) [L.G.I. n° 80]

INDEX OF GENERAL IMPORT PERMITS

G.I.P. No. 1	: Dairy Products
G.I.P. No. 2	: Chickens
G.I.P. No. 3	: Coffee
G.I.P. No. 4	: Textiles
G.I.P. No. 5	: Revoked
G.I.P. No. 6	: Not Allocated
G.I.P. No. 7	: Turkeys and Turkey products
G.I.P. No. 8	: Eggs
G.I.P. No. 9	: Revoked
G.I.P. No. 10	: Clothing
G.I.P. No. 11	: Work Gloves
G.I.P. No. 12	: Handbags
G.I.P. Nos. 13-16	: Not Allocated
G.I.P. No. 17	: Endangered Species
G.I.P. Nos. 18-56	: Not Allocated
G.I.P. No. 57	: Footwear
G.I.P. No. 58	: Not Allocated
G.I.P. No. 59	: Whale products
G.I.P. No. 60	: Arms
G.I.P. No. 80	: Carbon Steel

TABLE DES MATIERES DES LICENCES
GENERALES D'IMPORTATION

L.G.I. n° 1	: Des produits laitiers
L.G.I. n° 2	: Poulets
L.G.I. n° 3	: Café
L.G.I. n° 4	: Textiles
L.G.I. n° 5	: Abrogé
L.G.I. n° 6	: Non assigné
L.G.I. n° 7	: Dindons et parties de dindon
L.G.I. n° 8	: Oeufs
L.G.I. n° 9	: Abrogé
L.G.I. n° 10	: Vêtements
L.G.I. n° 11	: Gants de travail
L.G.I. n° 12	: Sacs à main
L.G.I. n° 13-16	: Non assignés
L.G.I. n° 17	: Spécimens des espèces de faune et de flore sauvage
L.G.I. n° 18-56	: Non assignés
L.G.I. n° 57	: Chaussures
L.G.I. n° 58	: Non assigné
L.G.I. n° 59	: Produits de baleine
L.G.I. n° 60	: Armes
L.G.I. n° 80	: D'acier ordinaire

Export and Import Permits Act

GENERAL IMPORT PERMIT NO. 1

Short Title

1. This Permit may be cited as the *Import of Dairy Products for Personal Use Permit*

General

2. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any country, any dairy products for the personal use of the importer and his household not exceeding twenty dollars in value for each importation.

3. Where completion and validation of a Customs entry form is required with respect to any dairy product that is imported under the authority of this General Import Permit, that form shall be endorsed "Imported under the authority of General Import Permit No. 1" or "Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 1".

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

LICENCE GÉNÉRALE D'EXPORTATION N° 1

Titre abrégé

1. La présente licence peut être citée sous le titre: *Licence d'importation de produits laitiers*.

Dispositions générales

2. Toute personne peut, en vertu de la présente Licence générale d'importation, importer au Canada de tout pays, des produits laitiers pour son usage personnel et celui des membres de sa famille, la valeur de chaque importation ne devant pas dépasser vingt dollars.

3. Lorsqu'il est nécessaire de remplir et faire valoir une formule de déclaration de douane visant un produit laitier importé en vertu de la présente Licence générale d'importation cette formule doit porter la mention «Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 1» ou «Imported under the authority of General Import Permit N° 1».

Export and Import Permits Act

GENERAL IMPORT PERMIT NO. 2

Short Title

1. This Permit may be cited as the *Import of Chickens Permit*.

General

2. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any country, any of the goods described in item 19 of the Import Control List if

(a) the goods do not exceed 9 kg in net weight for each importation and are imported into Canada for the personal use of the importer and his household; or

(b) the goods are baby chickens or a chicken contained in a jar or can.

3. Where completion and validation of a customs entry form is required with respect to any shipment of goods referred to in section 1 that are imported under the authority of this General Import Permit, that form shall be endorsed "Imported under the authority of General Import Permit No. 2" or "Importé selon la Licence générale d'importation n° 2".

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

LICENCE GÉNÉRALE D'IMPORTATION N° 2

Titre abrégé

1. La présente licence peut être citée sous le titre: *Licence d'importation de poulets*.

Dispositions générales

2. Par cette Licence est permise l'importation de tout pays, autre que la Rhodésie, de marchandises visées à l'article 19 de la Liste de marchandises d'importation contrôlée,

(a) l'importateur et celui des personnes vivant sous son toit, si à chaque importation, elles ne dépassent pas 9 kilogrammes en poids ou

(b) lorsqu'il s'agit de poussins et de poulets en pots ou en conserve.

3. Sur toute formule de déclaration en douane requise pour une importation visée à l'article 1, doit figurer au verso de celle-ci l'inscription suivante: «Importé selon la Licence générale d'importation n° 2» ou «Imported under the authority of General Import Permit No. 2».

Export and Import Permits Act

GENERAL IMPORT PERMIT NO. 3

Short Title

1. This permit may be cited as the *Import of Samples and Parcels of Coffee Permit*.

General

2. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any country samples and parcels of coffee up to a limit per importation of

- (a) 60 kg net of green coffee;
- (b) 50 kg net of roasted coffee; or
- (c) 23 kg net of soluble or liquid coffee.

3. Where completion and validation of a Customs entry form is required with respect to any shipment of coffee that is imported under the authority of this General Import Permit, that form shall be endorsed "Imported under the authority of General Import Permit No. 3" or "Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 3".

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

LICENCE GÉNÉRALE D'IMPORTATION N° 3

Titre abrégé

1. La présente licence peut être citée sous le titre: *Licence d'importation d'échantillons et de colis de café*.

Dispositions générales

2. Une personne peut, en vertu de la présente licence générale d'importation, importer au Canada de tout pays, des échantillons et des colis de café dont le poids, pour chaque importation, ne doit pas être supérieur à

- (a) 60 kg de café vert;
- (b) 50 kg de café torréfié; ou
- (c) 23 kg de café soluble ou liquide.

3. Lorsqu'il est nécessaire de remplir et de faire valider une formule de déclaration de douane à l'égard d'une expédition de café importé en vertu de la présente licence générale d'importation, l'inscription suivante doit figurer au verso de ladite formule: «Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 3», ou «Imported under the authority of General Import Permit No. 3».

Export and Import Permits Act

GENERAL IMPORT PERMIT NO. 4

Short Title

1. This Permit may be cited as the *Import of Textiles Permit*.

General

2. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any country, any goods as described in items 15, 22, 24, 25, 26, 27, 29, 34, 51, 52, 60, 61, 62, 63, 64 and 65 of the Import Control List

(a) where the goods are imported by a resident of Canada for his personal use or as gifts and having a value for duty as determined under the Customs Act of not more than \$500 for each importation; or

(b) where the imported goods are bona fide commercial samples not for sale in Canada and having a value for duty as determined under the Customs Act of not more than \$500 for each importation.

3. Where completion and validation of a Customs entry form is required in respect of any shipment of goods that are imported under the authority of this General Import Permit, that form shall be endorsed "Imported under the Authority of General Import Permit No. 4" or "Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 4".

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

LICENCE GÉNÉRALE D'IMPORTATION N° 4

Titre abrégé

1. La présente licence peut être citée sous le titre: *Licence d'importation de textiles*.

Dispositions générales

2. Il est permis, en vertu de la présente licence générale d'importation, d'importer au Canada d'un autre pays, les marchandises visées aux articles 15, 22, 24, 25, 26, 27, 29, 34, 51, 52, 60, 61, 62, 63, 64 et 65 de la Liste de marchandises d'importation contrôlée.

(a) si ces marchandises sont importées par un résident du Canada pour son usage personnel ou à titre de cadeau et que la valeur imposable de chaque importation, établie selon la Loi sur les douanes, ne dépasse pas \$500; ou

(b) s'il s'agit d'échantillons commerciaux authentiques qui ne sont pas destinés à être vendus au Canada et que la valeur imposable de chaque importation, établie selon la Loi sur les douanes, ne dépasse pas \$500.

3. Si une formule de déclaration douanière doit être remplie et validée pour les marchandises importées en vertu de la présente licence, la mention «Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 4» ou «Imported under the Authority of General Import Permit No. 4» doit y être apposée.

Export and Import Permits Act

GENERAL IMPORT PERMIT NO. 7

Short Title

1. This Permit may be cited as the *Import of Turkeys and Turkey Products Permits*.

General

2. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any country

- (a) one turkey, or
- (b) turkey parts not exceeding 10 kg for each non-commercial importation, and
- (c) turkey poults, and
- (d) turkey contained in jars or cans.

3. Where completion and validation of a customs entry form is required in respect of any turkeys that are imported under the authority of this General Import Permit, that form shall be endorsed "Imported under the authority of General Import Permit No. 7" or "Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 7".

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

LICENCE GÉNÉRALE D'IMPORTATION N° 7

Titre abrégé

1. La présente licence peut être citée sous le titre: *Licence d'importation de dindons et parties de dindon*.

Dispositions générales

2. Il est permis, en vertu de la présente licence, d'importer au Canada

- (a) un dindon, ou
- (b) des parties de dindon ne dépassant pas 10 kg pour chaque importation non commerciale, et
- (c) des dindonneaux, ou
- (d) des dindons en pot ou en conserve.

3. Lorsqu'une déclaration en douane doit être remplie et validée pour les dindons importés en vertu de la présente licence, la mention «Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 7» ou «Imported under the authority of General Import Permit No. 7» doit figurer au verso de cette déclaration.

Export and Import Permits Act

GENERAL IMPORT PERMIT NO. 8

Short Title

1. This permit may be cited as the *Import of Eggs Permit*.

General

2. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any country,

(a) eggs not exceeding two dozen for each non-commercial importation;

(b) hatching eggs for direct use by registered hatching operations; and

(c) eggs encased in mud or other material that preserves their quality for specialty foods.

3. Where completion and validation of a customs entry form is required in respect of any eggs that are imported under the authority of his General Import Permit, that form shall be endorsed "Imported under the authority of General Import No. 8" or "Importé en vertu de la licence générale d'importation n° 8."

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

LICENCE GÉNÉRALE D'IMPORTATION N° 8

Titre abrégé

1. La présente licence peut être citée sous le titre: *Licence d'importation d'œufs*.

Dispositions générales

2. Il est permis, en vertu de la présente licence générale d'importation, d'importer au Canada d'un autre pays,

(a) des œufs de toutes sortes destinés à des fins non commerciales, en quantité n'excédant pas deux douzaines par importation;

(b) des œufs destinés à l'incubation par un couvoir enregistré; ou

(c) des œufs recouverts de boue ou de toute autre matière servant à préserver leur qualité pour des mets spéciaux.

3. Lorsqu'il est nécessaire de remplir et valider une déclaration en douane à l'égard des œufs importés en vertu de la présente Licence d'importation, la déclaration doit porter au verso la mention «Imported under the authority of General Import Permit No. 8» ou «Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 8».

Export and Import Permits Act

GENERAL IMPORT PERMIT NO. 10

Short Title

1. This permit may be cited as the *Import of Clothing Permit*.

General

2. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any country any goods as described in items 32, 37, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 49 and 50 of the Import Control List

(a) where the value for duty, as determined under the Customs Act, of each importation of the goods is not more than \$500; or

(b) where the importation of the goods has a value for duty, as determined under the Customs Act, of more than \$500 the number of units of the goods to be imported does not exceed twelve.

3. Where completion and validation of a Customs entry form is required in respect of any shipment of goods that are imported under the authority of this General Import Permit, that form shall be endorsed "Imported under the authority of General Import Permit No. 10" or "Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 10".

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

LICENCE GÉNÉRALE D'IMPORTATION N° 10

Titre abrégé

1. La présente licence peut être citée sous le titre: *Licence d'importation de vêtements*.

Dispositions générales

2. Il est permis, en vertu de la présente licence générale d'importation, d'importer au Canada d'un autre pays, les marchandises visées aux articles 32, 37, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 49 et 50 de la Liste de marchandises d'importation contrôlée, à la condition

(a) que la valeur imposable de chaque importation, établie selon la Loi sur les douanes, ne dépasse pas \$500; ou

(b) dans les cas où la valeur imposable des marchandises à importer, établie selon la Loi sur les douanes, dépasse \$500, que le nombre d'unités de marchandises n'excède pas 12 par importation.

3. Si une formule de déclaration douanière doit être remplie et validée pour les marchandises importées en vertu de la présente licence, la mention «Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 10» ou «Imported under the Authority of General Import Permit No. 10» doit y être apposée.

Export and Import Permits Act

GENERAL IMPORT PERMIT NO. 11

Short Title

1. This Permit may be cited as the *Import of Work Gloves Permit*.

General

2. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any country, work gloves as described in item 31 of the Import Control List

(a) where the goods are imported by a resident of Canada for his personal use or as gifts and the importation does not exceed 12 pairs; or

(b) where the imported goods are bona fide commercial samples not for sale in Canada and the importation does not exceed 144 pairs.

3. Where completion and validation of a Customs entry form is required in respect of any shipment of goods that are imported under the authority of this General Import Permit, that form shall be endorsed "Imported under the Authority of General Import Permit No. 11" or "Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 11".

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

LICENCE GÉNÉRALE D'IMPORTATION N° 11

Titre abrégé

1. La présente licence peut être citée sous le titre: *Licence d'importation de gants de travail*.

Dispositions générales

2. Il est permis, en vertu de la présente licence générale d'importation, d'importer au Canada d'un autre pays, les gants de travail visés à l'article 31 de la Liste de marchandises d'importation contrôlée,

(a) si ces gants sont importés par un résident du Canada pour son usage personnel ou à titre de cadeau et que le nombre de paires par importation ne dépasse pas 12; ou

(b) s'il s'agit d'échantillons commerciaux authentiques qui ne sont pas destinés à être vendus au Canada et que le nombre de paires par importation ne dépasse pas 144.

3. Si une formule de déclaration douanière doit être remplie et validée pour les marchandises importées en vertu de la présente licence, la mention «Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 11» ou «Imported under the Authority of General Import Permit No. 11» doit y être apposée.

Export and Import Permits Act

GENERAL IMPORT PERMIT NO. 12

Short Title

1. This Permit may be cited as the *Import of Handbags Permit*.

General

2. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any country, handbags as described in item 58 of the Import Control List

(a) where the goods are imported by a resident of Canada for his personal use or as gifts and having a value for duty as determined under the Customs Act of not more than \$500 for each importation; or

(b) where the imported goods are bona fide commercial samples not for sale in Canada and having a value for duty as determined under the Customs Act of not more than \$500 for each importation.

3. Where the completion and validation of a Customs entry form is required in respect of any shipment of goods that are imported under the authority of this General Import Permit, that form shall be endorsed "Imported under the Authority of General Import Permit No. 12" or "Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 12".

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

LICENCE GÉNÉRALE D'IMPORTATION N° 12

Titre abrégé

1. La présente licence peut être citée sous le titre: *Licence d'importation de sacs à main*.

Dispositions générales

2. Il est permis, en vertu de la présente licence générale d'importation, d'importer au Canada d'un autre pays, les sacs à main visés à l'article 58 de la Liste de marchandises d'importation contrôlée,

(a) si ces marchandises sont importées par un résident du Canada pour son usage personnel ou à titre de cadeau et que la valeur imposable de chaque importation, établie selon la Loi sur les douanes, ne dépasse pas \$500; ou

(b) s'il s'agit d'échantillons commerciaux authentiques qui ne sont pas destinés à être vendus au Canada et que la valeur imposable de chaque importation, établie selon la Loi sur les douanes, ne dépasse pas \$500.

3. Si une formule de déclaration douanière doit être remplie et validée pour les marchandises importées en vertu de la présente licence, la mention «Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 12» ou "Imported under the Authority of General Import Permit No. 12" doit y être apposée.

Export and Import Permits Act

GENERAL IMPORT PERMIT NO. 17

Short Title

1. This Permit may be cited as the *Import of Endangered Species Permit*.

General

2. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any state, any specimens listed in Appendix I, II and III of the Import Control List that are personal or household effects except

(a) specimens of a species included in Appendix I of the Import Control List that were acquired by the owner outside of Canada; and

(b) specimens of species included in Appendix II or III of the Import Control List acquired by the owner outside Canada by removal from the wild in a state where the export of such specimens requires the prior grant and presentation of an export permit from that state.

3. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any state, any specimen listed in Appendix I of the Import Control List upon presentation to the collector of customs at the Canadian port of entry of

(a) an Export Permit, a Re-Export Permit or Certificate issued by the exporting state, and

(b) an Import Permit issued by the Canadian Wildlife Service of the Department of the Environment

in the form prescribed by the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora, as ratified by Canada on April 10, 1975.

4. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any state, any specimen listed in Appendix II or III of the Import Control List upon presentation to the collector of customs at the Canadian port of entry of

(a) an Export Permit, a Re-Export Permit or Certificate issued by the exporting state, and

(b) in case of a specimen introduced from the sea, a permit approving the importation of the specimen issued by the Canadian Wildlife Service of the Department of Environment in the form prescribed by the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora, as ratified by Canada on April 10, 1975.

5. Any scientist or scientific institution recognized by the Canadian Wildlife Service of the Department of Environment may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any state, for the purpose of a non-commercial loan, donation or exchange between scientists or scientific institutions, herbarium specimens, other pre-

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

LICENCE GÉNÉRALE D'IMPORTATION N° 17

Titre abrégé

1. La présente licence peut être citée sous le titre: *Licence d'importation des spécimens menacés d'extinction*.

Dispositions générales

2. Quiconque peut, en vertu de la présente licence générale d'importation, importer de n'importe quel État, un spécimen énuméré à l'appendice I de la Liste de marchandises d'importation contrôlée en présentant au receveur des douanes au port d'entrée canadien

(a) des spécimens des espèces énumérées à l'appendice I de la Liste de marchandises d'importation contrôlée acquis par leur propriétaire à l'extérieur du Canada; et

(b) des spécimens des espèces énumérées à l'appendice II ou III de la Liste de marchandises d'importation contrôlée que leur propriétaire a prélevés sur la nature à l'extérieur du Canada dans un État qui exige que l'exportation de tels spécimens soit soumise à l'obtention et à la présentation d'une licence d'exportation.

3. Quiconque peut, en vertu de la présente licence générale d'importation, importer de n'importe quel État, un spécimen énuméré à l'appendice I de la Liste de marchandises d'importation contrôlée en présentant au receveur des douanes au port d'entrée canadien

(a) une licence d'exportation, une licence ou un certificat de réexportation délivré par l'État exportateur, et

(b) une licence d'importation délivrée par le Service canadien de la Faune du ministère de l'Environnement

selon la forme prescrite par la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction telle que ratifiée par le Canada le 10 avril 1975.

4. Quiconque peut en vertu de la présente licence générale d'importation, importer de n'importe quel État, un spécimen énuméré à l'appendice II ou III de la Liste de marchandises d'importation contrôlée en présentant au receveur des douanes au port d'entrée canadien

(a) une licence d'exportation, une licence ou un certificat de réexportation délivré par l'État exportateur, et

(b) dans le cas d'un spécimen marin, un permis approuvant l'importation du spécimen délivré par le Service canadien de la Faune du ministère de l'Environnement selon la forme prescrite par la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction telle que ratifiée par le Canada le 10 avril 1975.

5. Un scientifique ou un établissement scientifique reconnu par le Service canadien de la faune du ministère de l'Environnement peut, en vertu de la présente licence générale d'importation, importer de n'importe quel État, à des fins de prêt non commercial, de don ou d'échange entre scientifiques ou établissements scientifiques des spécimens de plantes, d'autres spéci-

served, dried, or embedded museum specimens and live plant material listed in Appendix I, II or III of the Import Control List provided a certificate of approval, issued by the Canadian Wildlife Service of the Department of Environment, is presented to the collector of customs at the Canadian port of entry.

6. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any state, any specimen of fauna or flora listed in Appendix I, II or III of the Import Control List that forms part of a travelling zoo, circus, menagerie, plant exhibition or other travelling exhibition provided a permit approving the importation is obtained from the Canadian Wildlife Service of the Department of Environment.

7. Where completion and validation of a customs entry form is required with respect to any specimens that are imported under the authority of this General Import Permit, that form shall be endorsed "Imported under the authority of General Import Permit No. 17" or "Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 17".

mens de musée conservés, séchés ou encastés et des plantes vivantes, tels qu'énumérés à l'appendice I, II ou III de la Liste de marchandises d'importation contrôlée à condition de présenter au receveur des douanes au port d'entrée canadien un certificat d'approbation délivré par le Service canadien de la Faune du ministère de l'Environnement.

6. Quiconque peut, en vertu de la présente licence générale d'importation, importer de n'importe quel État,

un spécimen énuméré à l'appendice I, II ou III de la Liste de marchandises d'importation contrôlée qui entre dans les catégories «zoo ambulante», «cirque», «ménagerie», «exposition de plantes» ou «autres expositions ambulantes», à condition d'obtenir du Service canadien de la Faune du ministère de l'Environnement un permis approuvant son importation.

7. Lorsqu'il y a lieu de remplir et de faire valider une formule de déclaration de douane à l'égard d'un spécimen importé en vertu de la présente licence générale d'importation, l'inscription suivante doit figurer au verso de cette formule: «Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 17» ou «Imported under the authority of General Import Permit No. 17».

**Export and Import Permits Act
GENERAL IMPORT PERMIT NO. 57**

Short Title

1. This Permit may be cited as the *Import of Footwear Permit*.

General

2. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any country, footwear as described in item 57 of the *Import Control List*,

(a) where the imported footwear is acquired or received by a resident of Canada for his personal use or as a gift and each importation of the footwear does not exceed six pairs;

(b) where the imported footwear are *bona fide* commercial samples not for sale in Canada, imported into Canada by manufacturers, retailers and designers and each importation of the footwear does not exceed 100 pairs;

(c) where the imported footwear has been prescribed for a resident of Canada by a medical practitioner and is acquired or received by that resident;

(d) where the imported footwear is sisal footwear or disposable paper slippers; or

(e) where the imported footwear are imported by and for a performing arts organization.

3. Where completion and validation of a customs entry form is required in respect of any shipment of footwear that is imported under the authority of this General Import Permit, that form shall be endorsed "Imported under the authority of General Import Permit No. 57" or "Importé selon la Licence générale d'importation n° 57".

**Loi sur licences d'exportation et d'importation
LICENCE GÉNÉRALE D'IMPORTATION N° 57**

Titre abrégé

1. La présente licence peut être citée sous le titre: *Licence d'importation de chaussures*.

Dispositions générales

2. Il est permis, en vertu de la présente licence générale d'importation, d'importer au Canada d'un autre pays, des chaussures visées à l'article 57 de la *Liste de marchandises d'importation contrôlée*,

a) si ces chaussures sont acquises ou reçues par un résident du Canada pour son usage personnel ou à titre de cadeau et que chaque importation comprend au plus six paires;

b) s'il s'agit d'échantillons commerciaux authentiques qui ne sont pas destinés à la vente au Canada et qui sont importés par des fabricants, des détaillants ou des dessinateurs, et que chaque importation comprend au plus 100 paires;

c) si ces chaussures sont acquises ou reçues par un résident du Canada sur ordonnance médicale;

d) s'il s'agit de chaussures de sisal ou de pantoufles non réutilisables en papier; ou

e) si ces chaussures sont importées par un organisme des arts du spectacle pour son propre usage.

3. Si une formule de déclaration douanière doit être remplie et validée pour les marchandises visées à l'article 2, la mention «Importée en vertu de la Licence générale d'importation n° 57» ou «Imported under the authority of General Import Permit No. 57» doit y être apposée.

Export and Import Permits Act
GENERAL IMPORT PERMIT NO. 59

Short Title

1. This Permit may be cited as the *Import of Whale Products Permit*.

General

2. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada whales products, parts or by-products, as described in item 49 of the Import Control List, C.R.C., c. 604, from the following countries:

Argentina	Australia
Brazil	Chile
Denmark	France
Iceland	Japan
Mexico	New Zealand
Netherlands	Peru
Republic of Korea	Seychelles
South Africa	Spain
Sweden	Union of Soviet Socialist Republics
United Kingdom	Norway
United States	

3. Where completion and validation of a customs entry form is required with respect to any shipment of whale products, parts or by-products that is imported under the authority of this General Import Permit, that form shall be endorsed "Imported under the authority of General Import Permit No. 59" or "Importé selon la Licence générale d'importation n° 59".

Loi sur les licences d'exportation et d'importation
LICENCE GÉNÉRALE D'IMPORTATION N° 59

Titre abrégé

1. La présente licence peut être citée sous le titre: *Licence d'importation de produits de baleine*.

Dispositions générales

2. Il est permis, en vertu de la présente licence, d'importer des produits, parties ou sous-produits de baleine visés à l'article 49 de la Liste de marchandises d'importation contrôlée, C.R.C., c. 604, en provenance des pays suivants:

Afrique du Sud	Argentine
Australie	Brésil
Chili	Danemark
Espagne	États-Unis
France	Hollande
Islande	Japon
Mexique	Pérou
Nouvelle-Zélande	Royaume-Uni
République de la Corée	Suède
Seychelles	Norvège
Union des Républiques socialistes soviétiques	

3. Il doit figurer au verso des formules de déclaration en douane requises pour les importations visées à l'article 2, l'inscription suivante: «Importé selon la Licence générale d'importation n° 59» ou «Imported under the authority of General Import Permit No. 59».

Export and Import Permits Act

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

GENERAL IMPORT PERMIT NO. 60

LICENCE GÉNÉRALE D'IMPORTATION
N° 60

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

1. This permit may be cited as the *Import of Arms Permit*.

1. *Licence d'importation d'armes.*

GENERAL

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2. Arms, ammunition and implements or munitions of war, as set out in items 70 to 73 of the *Import Control List*, may be imported into Canada under the authority of this General Import Permit on behalf of Her Majesty the Queen in right of Canada by

2. Les armes, munitions, matériels ou armements de guerre visés aux articles 70 à 73 de la *Liste de marchandises d'importation contrôlée* peuvent, en vertu de la présente licence, être importés au Canada pour le compte de Sa Majesté du chef du Canada par:

(a) the Minister of National Defence, the Minister of Supply and Services or the Solicitor General of Canada; or

a) le ministre de la Défense nationale, le ministre des Approvisionnements et Services ou le solliciteur général du Canada;

(b) the Canadian Commercial Corporation when importing those goods on behalf of the persons referred to in paragraph (a).

b) la Corporation commerciale canadienne lorsqu'elle le fait pour les personnes visées à l'alinéa a).

Export and Import Permits Act

GENERAL IMPORT PERMIT NO. 80

SHORT TITLE

1. This Permit may be cited as the *Import of Carbon Steel Permit*.

GENERAL

2. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any country any goods described in item 80 of the *Import Control List*

(a) where the total value for duty of the goods, as determined under the *Customs Act*, is not more than \$5,000; or

(b) subject to section 3, where those goods are imported by the following companies under the 1965 Canada-U.S. Automotive Products Trade Agreement (The Auto Pact): General Motors of Canada Ltd., Ford Motor Company of Canada Ltd., Chrysler Canada Ltd., American Motors (Canada) Inc., Volvo (Canada) Ltd., Navistar International Corp. Canada, Mack Canada Inc., Western Star Trucks Inc., and Paccar Canada Ltd.

3. It is a condition of this General Import Permit that every person who imports goods under paragraph 2(b) shall, within 15 days after the end of each month, report to the Director General of the Special Trade Relations Bureau of the Department of External Affairs, under the appropriate Canadian International Trade Classification Commodity Code, all such goods imported during that month.

4. Where completion and validation of a customs entry form is required with respect to any goods imported under the authority of this General Import Permit, that form shall be endorsed "Imported under the authority of General Import Permit N° 80" or "Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 80".

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

LICENCE GÉNÉRALE D'IMPORTATION
N° 80

TITRE ABRÉGÉ

1. *Licence d'importation d'acier ordinaire.*

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2. Il est permis, en vertu de la présente licence générale d'importation, d'importer au Canada d'un autre pays les marchandises visées à l'article 80 de la *Liste de marchandises d'importation contrôlée* dans l'un ou l'autre des cas suivants:

a) la valeur en douane totale des marchandises, déterminée selon la *Loi sur les douanes*, ne dépasse pas 5 000 \$;

b) sous réserve de l'article 3, les marchandises sont importées en vertu de l'Accord canado-américain de 1965 sur les produits de l'industrie automobile (Pacte de l'automobile) par les sociétés suivantes: La Société General Motors du Canada Limitée, Ford du Canada Limitée, Chrysler Canada Ltée, American Motors (Canada) Inc., Volvo (Canada) Ltd., Navistar International Corp. Canada, Mack Canada Inc., Western Star Trucks Inc. et Paccar Canada Ltd.

3. La présente licence est subordonnée à la condition que la personne qui importe des marchandises conformément à l'alinéa 2b) déclare, dans les 15 jours qui suivent la fin de chaque mois, les marchandises importées pendant le mois au directeur général de la Direction générale des relations commerciales spéciales du ministère des Affaires extérieures, sous les codes de marchandises applicables de la Nomenclature canadienne pour le commerce international des marchandises.

4. Si une formule de déclaration douanière doit être remplie et validée pour les marchandises importées en vertu de la présente licence, la mention «Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 80» ou «Imported under the authority of General Import Permit N° 80» doit y être apposée.

.b2526840 (E)
.b2526864 (F)



SUMMARY OF CANADA'S BILATERAL RESTRAINT ARRANGEMENTS — TEXTILES AND CLOTHING



External Affairs
Canada

Affaires extérieures
Canada

SUMMARY OF
CANADA'S BILATERAL RESTRAINT
ARRANGEMENTS - TEXTILES & CLOTHING

October 1987

43-266-711(e)
43-266-712(f) 2526864

Summary of Canada's Bilateral
Restraint Arrangements - Textiles & Clothing

Summary

Annex I - Restraint Levels

- Bangladesh
- Brazil
- Bulgaria
- Czechoslovakia
- Hong Kong
- Hungary
- India
- Indonesia
- North Korea
- Macau
- Malaysia
- Maldives
- Mauritius
- Pakistan
- People's Republic of China
- Philippines
- Poland
- Republic of Korea
- Romania
- Singapore
- Sri Lanka
- Taiwan Textile Federation
- Thailand
- Turkey
- Uruguay
- Vietnam

Annex II - Definitions & Description of Terms

Annex III Arrangement Regarding International Trade in
Textiles (MFA) and Protocol

Annex IV Export & Import Permits Act, Import Control List,
and General Import Permits

**SUMMARY OF
CANADA'S BILATERAL RESTRAINT ARRANGEMENTS:
TEXTILES AND CLOTHING**

In December 1985, the Textile and Clothing Board published a report following a one-year inquiry into the situation of the domestic textile and clothing industries. In its report, the Board recommended that Canada pursue solutions to the escalating problem of import competition through the international negotiating process.

At the same time, the Government was conducting an in-depth review of the broad policy framework for the textile and clothing sectors in the context of the expiry of Canada's bilateral textile restraint arrangements on December 31, 1986. The Board's recommendations were examined closely during this comprehensive review.

On July 30, 1986, the Government announced its new policy for the post-1986 period. The Government re-affirmed its commitment to maintaining a viable level of textile and clothing production in Canada, and to ensuring that these industries have a more stable and secure environment in which to plan their future. This is to be accomplished by finding internationally accepted longer-term solutions to the import-related problems the industries have been experiencing through the negotiation of a more effective restraint regime.

In pursuing these international negotiations, the Government identified three main objectives:

- . a substantial moderation in the import growth rate. The 11% annual growth experienced under the 1981-1986 policy could not be sustained in a market growing by only 2% per year.
- . a better control over import surges. The experience of 1983 and 1984, when imports of low-cost clothing grew by 26% and 17% respectively, was particularly disruptive and was not conducive to an orderly adjustment process.
- . a differentiation between the dominant, newly industrialized suppliers and the smaller, newer entrants. It is essential that those in the latter group, many of whom are among the world's poorest countries, be allowed continued expansion in their market access.

On the basis of these objectives, therefore, officials were instructed to pursue bilateral negotiations with 22 exporting countries, (Bangladesh, Brazil, Bulgaria, Czechoslovakia, Hong Kong, Hungary, India, Indonesia, Republic of Korea, Macau, Malaysia, Pakistan, Philippines, Poland, The

People's Republic of China, Romania, Singapore, Sri Lanka, Taiwan Textile Federation, Thailand, Turkey, Uruguay), with a view to concluding restraint arrangements for the period 1987-1991.

With the exception of Bulgaria and the Taiwan Textile Federation--which are not MFA signatories--the arrangements were negotiated in keeping with Article 4 of the Arrangement Regarding International Trade in Textiles (commonly known as the Multi-Fibre Arrangement [MFA]). The MFA provides the international legal framework for the negotiation of bilateral textile restraint arrangements. Canada formally ratified the Protocol extending it to July 31, 1991, on November 11, 1986. The texts of the MFA and the Protocol of extension are provided in Annex III.

In addition, Canada had earlier negotiated bilateral arrangements for the period January 1, 1986 to December 31, 1990, with the Maldives and Mauritius, and for the period July 22, 1986 to December 31, 1991, with Vietnam. A unilateral quota has also been placed on imports of clothing from North Korea to Canada for the period January 1, 1987 to December 31, 1991.

The domestic legal framework for the administration of the bilateral restraint arrangements is Paragraph 5(1)(c) of the Export and Import Permits Act. An import permit is required for products included in the Import Control List. For each shipment of textile and clothing products covered by a bilateral restraint arrangement, an export licence provided by the appropriate authorities in the originating country is necessary before an import permit is issued. The texts of the Act, the Import Control List, and General Import Permits are included in Annex IV.

The purpose of the bilateral restraint arrangements is to limit the exports to Canada of certain textile and clothing products from various sources to agreed annual levels for the years 1987-1991. Annex II gives the definitions of these products. Annex I sets out the agreed annual levels for each source and product category and the provisions for growth, swing and carry-over/carry-forward. "Growth" means that the agreed levels are increased on an annual basis by specified growth rates. "Swing" means that a restraint level may be exceeded by a certain percentage provided that an equivalent amount is deducted from any other restraint level subject to limitations indicated in Annex I. For the purpose of implementing the swing provision, the appropriate conversion factor is specified. "Carry-over" means that portions of any restraint level which are not used during the year may be added to the restraint level for the same product for the following year within a set percentage limit. "Carry-forward" means that any restraint level may be increased

within a certain percentage limit provided that an equivalent amount is deducted from the restraint level for the same product for the following year. There are certain percentage limits within which the carry-over/carry-forward provisions may be used in combination, and restraint levels be increased by the combined use of swing, carry-over and carry-forward only within a set percentage limit.

In addition to the growth and flexibility provisions, most of the restraint arrangements contain provisions relating to the following:

Administration:

The arrangements will be implemented on the basis of the export control systems operated by the competent authorities of the exporting countries. Therefore, the date of shipment will be used to determine within which restraint period any textile or clothing products subject to the arrangements will be counted.

Orderly Marketing:

The competent authorities of the exporting countries will endeavour to ensure that exports of all textile and clothing products subject to the arrangements are spaced out as evenly as possible during each year, due account being taken of seasonal factors and of normal channels of trade.

Exchange of Statistics:

The competent authorities of the exporting countries will provide the Government of Canada with monthly (in some cases quarterly) statistics relating to exports of the textile and clothing products which are licensed for export to Canada and debited against restraint levels for each year. The Government of Canada will provide the competent authorities of the exporting countries with monthly (in some cases quarterly) statistics relating to import permits issued for imports of the textile and clothing products which are debited against restraint levels for each year.

Equity:

Each restraint arrangement contains an equity provision whereby, if either party considers, as a result of the restraint arrangements, that it is placed in an inequitable position compared with any third party, that party may request the other to enter into consultations with a view to implementing appropriate remedial measures.

Re-Exports:

The Government of Canada will, so far as possible, inform the competent authorities of the exporting countries when imports into Canada of textile and clothing products subject to the restraint arrangements are subsequently re-exported from Canada. The amounts involved may then be credited back to the appropriate restraint levels.

Consultations:

Each restraint arrangement contains a consultation provision. According to this provision, either party has the right to request consultations with the other party on any matter arising from the implementation or operation of the restraint arrangements or on any matter germane thereto.

Product Coverage and Extended Fibre Coverage:

For the purpose of the restraint arrangements, the expression "textiles" will have the meaning ascribed to the expression in Article 12.1 of the MFA. In addition, some products made of vegetable fibres and/or silk are also included in restraint coverage with the four major suppliers (Hong Kong, Korea, Taiwan Textile Federation, and the People's Republic of China) and two smaller suppliers (Indonesia, Macau). For certain categories in these arrangements, coverage is now expanded to products which are wholly or mainly (i.e. 50% or more) by weight of cotton, other vegetable fibres, wool, man-made fibres, silk, or blends thereof. Excluded are products containing more than 85% by weight of vegetable fibres other than cotton or more than 70% by weight of silk fibres.

For the purpose of classifying textile and clothing products in the appropriate category, the definitions set out in Annex II of the arrangements will apply.

Handloom, Cottage Industry and Handicraft Products:

Article 12.3 of the MFA provides that restraint arrangements should not apply to developing country exports of handloom fabrics of the cottage industry, hand-made cottage industry products made of such handloom fabrics, and traditional folklore handicraft textile products. The restraint arrangements with India, Macau, Malaysia, Maldives, Pakistan, Philippines, Romania, Singapore, Sri Lanka, and Thailand have specific provisions exempting products from the restraint arrangements provided that shipments are accompanied on importation by a certificate validated by the competent authority of the exporting country.

The restraint arrangement with Indonesia provides an additional 5% of restraint levels in four clothing categories for hand-made cottage industry products made of handloomed fabrics of the cottage industry.

Anti-Surge Provisions:

Anti-surge provisions have been included in arrangements with Hong Kong, Korea, the Taiwan Textile Federation, the People's Republic of China, Indonesia, Poland and Romania. These provisions will enable Canada to deal with short-term surges in imports of restrained products when it is anticipated that, during any particular restraint period of these arrangements, difficulties may arise from a sharp and substantial increase, by comparison to the preceding restraint period, in imports of a given category subject to quantitative limits.

Consultation Mechanism Standard:

The restraint arrangements with twelve supplying countries (Bulgaria, India, Indonesia, Malaysia, Pakistan, Philippines, Poland, Romania, Singapore, Sri Lanka, Thailand and Vietnam) contain a Consultation Mechanism Standard (CMS) whereby Canada may request consultations to establish specific restraints on previously unrestrained textile and clothing items. Although certain CMS provisions vary from arrangement to arrangement, generally speaking, the Government of Canada may request consultations with the other Government in the event it believes that imports of a product are, due to market disruption or threat thereof, threatening to impede the orderly development of trade. The other Government agrees to consult with the Government of Canada within 30 days (90 days in the case of India) from receipt of the request for consultations, with both Governments to make every effort to reach agreement within 90 days of receipt of the request, unless extended. Within the 90-day time limit, the other Government agrees to hold its exports of the product in question to the following level:

- 25% of imports in the 12 months preceding the month of request (Bulgaria);
- 30% of imports in the 12 months preceding the month of request (Pakistan, Poland, Sri Lanka);
- 35% of imports in the 12 months preceding the month of request (India, Indonesia, the Philippines, Romania, Thailand);

- 1/12th of imports in the 12 months preceding the month of request, from the date of request until the conclusion of negotiations (Vietnam);
- the higher of 30% of exports, or 35% of imports, in the first 12 of the 14 months preceding the month of request (Malaysia);
- the higher of 30% of exports, or 35% of imports, in the 12 months preceding the month of request (Singapore).

If no agreement is reached during consultations, a minimum restraint level may be established for the duration of the arrangement, based imports received in the first 12 of the 14 months preceding the month of request, advanced by the following percentage increments:

- 6% (Poland, Sri Lanka)
- 12% (Pakistan)
- 15% (Romania)
- 15.5% (Indonesia)
- 20% (India, Malaysia, Philippines, Singapore, Thailand)

This minimum annual restraint level is, in most cases, to be prorated from the end of the 90-day consultation period (the exception is India, for which the limit is prorated from the date of the request for consultations). Flexibility percentages of application to the specific limit are to reflect relevant MFA provisions. For India and Indonesia, fixed percentages have been provided for growth (6%), swing (7% for India, 5% for Indonesia), carry-over/carry-forward (10(5)% for India, 7(5)% for Indonesia), and, for India, combined flexibility has been limited to 15%.

Consultation Levels:

The restraint arrangements with the People's Republic of China and Bulgaria contain consultation levels in addition to restraint levels.

Under the arrangement with Bulgaria, the Canadian Government may request restraint consultations on clothing items subject to consultation levels whenever, in the view of the Canadian Government, conditions in the Canadian market are such that a limitation on further trade in any such products may be necessary to eliminate real risk of market disruption. The Canadian Government will not seek such consultations until imports reach at least the respective consultation levels during any one specific restraint period. Until a mutually-satisfactory conclusion is reached, the Bulgarian Government will, if

requested, limit exports from the date of Canada's request for consultations to 106% of the consultation level. In the case of the People's Republic of China, the Canadian Government will not seek restraint consultations on products subject to a consultation level until imports into Canada reach at least the level specified, and will not seek restraints at a level less than the level specified.

Group Restraint Levels:

The restraint arrangements with Macau, Maldives, India, and Vietnam contain group restraint levels on clothing in addition to specific restraint levels.

Under the terms of the arrangement with Macau, the Government of Canada may request consultations when exports in any one calendar year of the products covered in a group restraint level but not subject to specific restraint levels have reached at least 15% of the group level. Until such time as a mutually satisfactory conclusion has been reached, the Government of Macau will limit shipments from the date on which Canada requests consultations, in order to ensure that exports of the products in question to Canada do not exceed during that calendar year a level of 106% of the exports during the current year or 15.9% of the group level, whichever is higher.

Canada's arrangement with the Maldives provides that, for items not subject to specific restraint levels, the Government of Canada may request consultations when exports in any 12-month period of the products concerned have reached at least 15% of the group level.

Export Authorization System:

The restraint arrangement with Hong Kong contains a system of export authorizations (EA) in addition to specific restraint levels. The EA system provides a formula whereby specific restraint levels could be introduced should both market conditions in Canada, and the level of Hong Kong shipments, warrant a specific restraint. Hong Kong issues export authorizations on evidence of a firm contract for the supply of goods involved. Upon a request for consultations, the Government of Hong Kong will cease or limit further issuance of EA's for a period of seven working days in Canada, which may be extended pending successful conclusion of consultations. Unless otherwise agreed the Government of Hong Kong will have the right following expiry of the seven-day period and until the completion of negotiations, to resume the issuance of EA's to a level not less than the highest of:

- (a) the level of trade for the products concerned in the immediately preceding calendar year increased by 15%;
- (b) the average of the level of trade for the products concerned in the calendar years since 1985 increased by 15%;
- (c) the level of EA's issued at the time of the receipt of the request from Canada for cessation of the issuance of EA's.

The arrangement with Hong Kong also provides for the following:

...in respect of any product or category where a limit has been established for a single calendar year and where, in the immediately subsequent calendar year the Government of Canada makes another request for consultations ... and pending the completion of such consultations, the Government of Canada may request the Government of Hong Kong to limit, during the calendar year in which such further request for consultations is made, the issuance of EA's for the product or products concerned to a level not less than the higher of:

- (a) the limit established for the immediately preceding year increased by 6%;
- (b) the level of EA's issued at the time of the receipt of the request by the Government of Canada for the cessation of the issuance of EA's.

In the event that consultations do not result in agreement, the Government of Canada will have the right to request the Government of Hong Kong to limit exports of the relevant products during the calendar year in which the request for consultations is made to a level not less than that calculated according to the formulae (above) whichever is applicable. The Government of Hong Kong agrees that it will honour such a request.

In respect of any product or item for which a limit is established in any one calendar year, either Government may, prior to the start of the immediately following calendar year, elect to convert that limit into a specific limit effective as such, from January 1st of the immediately following year, and that product or item shall remain subject to a specific limit for the

duration of this MOU. Where such a conversion is made, the specific limit so created will, from the date of effectiveness, be accorded growth at two and one-half per cent. The specific limit so created will, in the year of effectiveness be accorded swing, carry-over/ carry-forward provisions to be agreed upon following consultations unless otherwise agreed, such provisions will be in accordance with Annex B of the MFA.

ANNEX I

RESTRAINT LEVELS

BANGLADESH

ANNEX I - RESTRAINT LEVELS

<u>(A)</u> <u>CATE-</u> <u>GORY</u> <u>NO.</u>	<u>(B)</u> <u>SHORT</u> <u>DESCRIPTION</u>	<u>(C)</u> <u>RESTRAINT</u> <u>LEVEL</u>	<u>(D)</u> <u>GROWTH</u>	<u>(E)</u> <u>SWING</u>	<u>(F)</u> <u>CARRY-OVER/</u> <u>CARRY-FORWARD</u>	<u>(G)</u> <u>COMBINED</u> <u>FLEXIBILITY</u> <u>(E) & (F)</u>	<u>(H)</u> <u>CONVERSION</u> <u>(FACTOR</u> <u>(M2/UNIT)</u>
1.	Tailored Collar Shirts, MB	1,070,000 units	7%	7%	10/5%	13%	1.8
2.	Jackets, MBWGCI	616,000 units	7%	7%	10/5%	13%	2.9
3.	Trousers, shorts, overalls and coveralls, MBWGCI	887,000 units	7.5%	7%	10/5%	13%	1.9
	a)-of which trousers, pants, slacks and jeans, MBWG	242,000 units	7.5%	7%	10/5%	13%	1.9
4.	Winter outerwear, MBWGCI	150,000 units	6%	7%	10/5%	13%	3.5
5.	Blouses and shirts, WGCI, shirts other than with tailored collars, MBCI	1,000,000 units	7%	7%	10/5%	13%	1.7

RESTRAINT LEVELS

(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)
<u>Item No.</u>	<u>Product Description</u>	<u>Restraint Level</u>	<u>Growth</u>	<u>Swing</u>	<u>Carry-over/ Borrow-Forward</u>	<u>Combined Flexibility E & F</u>	<u>Conversion Factor(M²)</u>
<u>Group A: Clothing</u>							
2	T-Shirts/Sweatshirts	1,900,000 ⁽¹⁾		7%	-	-	1.5
4	Sportswear	828,000 ⁽¹⁾		7%	-	-	3.5
<u>Group B: Textiles</u>							
3	Cotton Terry Towels, Washcloths and Sets	865,000 ⁽¹⁾		5%	-	-	2.8M ² / kg
3A	of which, Cotton Terry Towels, Washcloths and Sets other than beach towels, Bath Sets and Beach Blankets measuring less than 30 inches x 60 inches	578,000 ⁽¹⁾		5%	-	-	2.8M ² / kg
6	Bedsheets (units)	1,200,000 ⁽²⁾		5%	-	-	0.5kg/ unit
7	Pillowcases (units)	1,200,000 ⁽²⁾		5%	-	-	0.2kg/ unit

Notes:

(1) Restraint Period January 1, 1987 to December 31, 1987

(2) Restraint Period December 1, 1986 to December 31, 1987

No Swing is permitted between Group A (Clothing) and Group B (Textiles).

BULGARIA

ANNEX I - RESTRAINT LEVELS

(A) <u>Item No.</u>	(B) <u>Short Description</u>	(C) <u>Restraint Level</u> (Units)	(D) <u>Growth</u>	(E) <u>Swing</u>	(F) <u>Carry-Over/ Carry-Forward</u>	(G) <u>Combined Flexibility</u> (E) & (F)	(H) <u>Conversion Factor</u> (M ² /Unit)
1	Winter Outerwear MBWGCI	RL 36,700	3.5%	5%	10%(5%)	12%	3.2
2	Pants, Shorts, Overalls and Coveralls, MBWGCI	CL	NA	NA	NA	NA	NA
3	Shirts, With Tailored Collars, MB	RL 240,000	3%	5%	10%(5%)	12%	1.7
4	Blouses, Shirts, WGCI	CL	NA	NA	NA	NA	NA
5	Sweaters, MBWGCI	RL 140,000	3%	5%	10%(5%)	12%	1.1
6	Jackets and Coats, MBWGCI	RL 213,110	5%	5%	10%(5%)	12%	3.6
7	Rainwear, MBWGCI	CL	NA	NA	NA	NA	NA
8	Fine Suits, MB	RL 35,000	6%	5%	10%(5%)	12%	3.6
9	Dresses, Skirts, WGMBCI Suits, Coordinates, Matching Sets and Blazers WGCI	RL 350,000	4%	5%	10%(5%)	12%	3.2

CL Consultation Level (see Annex III)

1.104

Item No.

Short Description

Consultation Level
(Units)

2

Pants, Shorts, Overalls
and Coveralls, MBWGCI

150,000

4

Shirts, Blouses, WGCI

125,000

7

Rainwear, MBWGCI

100,000



WT



CZECHOSLOVAKIAANNEX I - RESTRAINT LEVELS

<u>(A)</u> CATE- GORY NO.	<u>(B)</u> SHORT DESCRIPTION	<u>(C)</u> RESTRAINT LEVEL	<u>(D)</u> GROWTH	<u>(E)</u> SWING	<u>(F)</u> CARRY-OVER/ CARRY-FORWARD	<u>(G)</u> COMBINED FLEXIBILITY (E) & (F)	<u>(H)</u> CONVERSION (FACTOR (M2/UNIT)
<u>GROUP A (CLOTHING) (units)</u>							
1.	Trousers, shorts, overalls and coveralls, MBWGCI of which:	250,000	4%	5%	10%(5%)	11%	1.4
1A.	wool pants up to	(125,000)					
2.	Fine suits MB	47,000	4%	5%	10%(5%)	11%	3.6
<u>GROUP B (TEXTILES) (kg)</u>							
3.	Worsted fabrics	174,453	3%	5%	10%(5%)	11%	3.8
4.	Cotton terry towels wash cloths and sets	208,309	4%	5%	10%(5%)	11%	2.8

Note: No swing between products in Group A and products in Group B.



(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)
<u>Item No.</u>	<u>Short Description</u>	<u>Status and Restraint Limit (pieces unless otherwise stated)</u>	<u>Growth Rate</u>	<u>Swing</u>	<u>Carry-over/ Carry-forward</u>	<u>Combined Flexibility</u>	<u>Conversion Factor (M² per unit unless otherwise stated)</u>
<u>Group I : Garments</u>							
1	Winter outerwear MBWGCI	ER 437 683	0.75%	5%	10% (5%)	11%	2.9
2	Trousers, shorts, overalls, coveralls MBWGCI	ER 6 361 244	0.75%	5%	8% (5%)	10%))) 1.6
	A) of which trousers MBWG	SL 5 098 906	0.75%	5%	8% (5%)	10%)
3	Shirts, tailored collar MB	ER 2 946 430	0.75%	5%	8% (5%)	10%	1.8
4/5	Shirts, blouses, T-shirts, sweatshirts MBWGCI	ER 13 154 616	1.30%	5%	10% (5%)	11%))) 1.5
	A) of which blouses and shirts WG, and shirts other MB	SL 8 995 440	1.30%	5%	10% (5%)	11%)
6	Sweaters, pullovers, cardigans MBWGCI	ER 8 386 844	0.75%	5%	10% (5%)	11%))) 1.2
	A) of which MB	SL 1 387 720	0.75%	5%	10% (5%)	11%)

/Page 2 (Cont'd)

H2

H2

Annex I

(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)
<u>Item No.</u>	<u>Short Description</u>	<u>Status and Restraint Limit (pieces unless otherwise stated)</u>	<u>Growth Rate</u>	<u>Swing</u>	<u>Carry-over/ Carry-forward</u>	<u>Combined Flexibility</u>	<u>Conversion Factor (M² per unit unless otherwise stated)</u>
7	Sleepwear, bathrobes, MBWGCI						
	A) Sleepwear MBWG	ER 369 498	1.50%	5%	10% (5%)	12%	2.8
	B) Bathrobes MBWG	EA -	-	-	-	-	3.3
	C) Sleepwear, bathrobes, CI	EA -	-	-	-	-	1.3
8	Dresses and skirts WGCI	ER 1 801 278	1.30%	5%	10% (5%)	11%	2.7
9	Suits, coordinates, outerwear sets, MBWGCI	ER 1 505 891	1.40%	5%	10% (5%)	11%	2.7
10	Foundation garments MBWG	ER 1 024 121	1.40%	5%	10% (5%)	12%	0.3
11	Underwear MBWGCI	ER 8 041 913	1.50%	5%	10% (5%)	11%	0.8
12	Swimwear MBWGCI	ER 1 089 201	1.50%	5%	10% (5%)	12%	1.3
13	Overcoats, topcoats, rainwear MBWGCI	ER 191 942	0.85%	5%	10% (5%)	12%	3.8

/Page 3 (Cont'd)

449

Haw

(A) Item No.	(B) Short Description	(C) Status and Restraint Limit (pieces unless otherwise stated)	Annex I					(H) Conversion Factor (M ² per unit unless otherwise stated)
			(D) Growth Rate	(E) Swing	(F) Carry-over/ Carry-forward	(G) Combined Flexibility		
14	Jackets, professional and shopcoats MBWGCI	ER 741 924	0.85%	5%	8% (5%)	10%	3.0	
15	Fine suits MB	ER 84 562	0.85%	5%	10% (5%)	12%	3.8	
Group II : Textiles								
16A	Work gloves (doz.pr.)	ER 1 178 712	6.00%	5%	10% (5%)	12%	2.9 M ² /doz.pr.	
16C	Bedsheets	ER 416 951	6.00%	5%	10% (5%)	12%	5.2	
16E	Cotton terry towels (kg)	ER 201 339	6.00%	5%	10% (5%)	12%	2.8 M ² /kg	
17C	Denim fabrics(M ²)	ER 4 772 162	6.00%	5%	10% (5%)	11%	1.0	
17D	Cotton, polyester/ cotton broadwoven fabrics other than denim and corduroy (M ²)	ER 24 680 608	6.00%	5%	10% (5%)	11%	1.0	

Notes :

EA = Export Authorisation
ER = Export Restraint
SL = Sub-limit

H/ra

HUNGARY

ANNEX I - RESTRAINT LEVELS

(A) <u>CATE- GORY NO.</u>	(B) <u>SHORT DESCRIPTION</u>	(C) <u>RESTRAINT LEVEL</u>	(D) <u>GROWTH</u>	(E) <u>CARRY-OVER/ CARRY FORWARD</u>
1.	Fine suits, sports- coats and blazers MB	46,384 units	3%	10% (5%)

W/S

ANNEX 1 - RESTRAINT LEVELS

(A) ITEM NO.	(B) SHORT DESCRIPTION	(C) RESTRAINT LEVEL	(D) GROWTH	(E) SWING	(F) CARRY-OVER/ CARRY-FORWARD	(G) COMBINED FLEXIBILITY (E) & (F)	(H) CONVERSION (FACTOR (M ² /UNIT)
1.	Shirts with Tailored Collar, MB(3)	1,600,000	6%	7%	10%(5%)	15%	1.8
<u>GROUP A - CLOTHING(SQ.M)</u>							
	(Item Nos.2,3,4,5)	12,339,116	6%	5%	10%(5%)	15%	-
2.	Shirts, Blouses, Shirts Other, T-shirts and Sweatshirts, MBWGCI (4)	WITHIN GROUP LIMIT	-	-	-	-	1.4
3.	Trousers, Shorts, Overalls, Coveralls MBWGCI(2)	556,800	6%	7%	10%(5%)	15%	1.6
4.	Dresses, Skirts, Suits, coordinates and outerwear sets MBWGCI(7,8)	WITHIN GROUP LIMIT	-	-	-	-	2.7
5.	Jackets MBWGCI (EX 12)	375,000	6%	7%	10%(5%)	15%	3.0
<u>GROUP B - TEXTILES</u>							
7.	Worsted Fabric(SQ.M) (EX 19)	825,000	4.5%	5%	10%(5%)	15%	4.0M ² /KG

ANNEX I - RESTRAINT LEVELS

(A) CATE- GORY NO.	(B) SHORT DESCRIPTION	(C) RESTRAINT LEVEL	(D) YEAR	(E) SWING	(F) CARRY-OVER/ CARRY-FORWARD	(G) COMBINED FLEXIBILITY (E) & (F)	(H) CONVERSION FACTOR (M2/UNIT)
<u>GROUP A</u>							
1.	Winter Outerwear	90.100 95.506 101.236 107.310 113.749	1987 1988 1989 1990 1991	5%	7% O-O; 5% O-F	15%	3.2
2A.	Trousers, Pants, Slacks and Jeans	684.834 725.924 769.480 815.649 864.587	1987 1988 1989 1990 1991	7%	7% O-O; 5% O-F	15%	1.9
2B.	Outershorts	248.040 262.922 278.698 295.420 313.145	1987 1988 1989 1990 1991	5%	7% O-O; 5% O-F	15%	1.2
3.	Shirts, Tailored-Collar	697.817 739.686 784.067 831.111 880.978	1987 1988 1989 1990 1991	6%	7% O-O; 5% O-F	15%	1.8
4.	Shirts, Blouses, T-Shirts, Sweatshirts	2.942.560 3.119.114 3.306.260 3.504.636 3.714.914	1987 1988 1989 1990 1991	7%	7% O-O; 5% O-F	15%	1.6

Diam

L

(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)
5.	Sweaters, Pullovers, Cardigans.	795.000 842.700 893.262 946.858 1.003.669	1987 1988 1989 1990 1991	5%	7% C-O; 5% C-F	15%	1.2
6.	Sleepwear & Bathrobes	717.620 760.677 806.318 854.697 905.979	1987 1988 1989 1990 1991	5%	7% C-O; 5% C-F	15%	2.0
7,8.	Dresses, Skirts, Suits Coordinates and Outerwear Sets	1.278.784 1.355.511 1.436.842 1.523.052 1.614.435	1987 1988 1989 1990 1991	5%	7% C-O; 5% C-F	15%	3.5
9.	Underwear	705.960 748.318 793.217 840.810 891.258	1987 1988 1989 1990 1991	5%	7% C-O; 5% C-F	15%	0.5
12.	Coats, Jackets and Rainwear	445.200 471.912 500.227 530.240 562.055	1987 1988 1989 1990 1991	5%	7% C-O; 5% C-F	15%	3.5

DM

L

Notice to Importers

Export and Import Permits Act

Serial No: 319
Date: January 21, 1987

TEXTILES AND CLOTHING

ALL CLOTHING ORIGINATING IN NORTH KOREA

Coverage

1. This Notice applies to imports of all clothing items included on the Import Control List, regardless of fibre content, originating in North Korea and listed in the attached Annex. This Notice supersedes Notice to Importers No. 307 dated August 23, 1986.
2. The quota announced in Notice to Importers No. 307 dated August 23, 1986, has been reformulated to apply to the 5 year period from January 1, 1987 to December 31, 1991, consistent with the new bilateral textile and clothing restraint arrangements Canada has recently negotiated with other low-cost suppliers.

Authority

3. Under the authority of Section 5(1)(c) of the Export and Import Permits Act, the clothing items included in the attached Annex are established on the Import Control List. Pursuant to Sections 8 and 10 of the Export and Import Permits Act, the Secretary of State for External Affairs may issue, amend, suspend, cancel or reinstate import permits.

Extent and Duration

4. Effective January 1, 1987 the issuance of import permits covering all clothing

Avis aux importateurs

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

N° de série: 319
Date: le 21 janvier 1987

TEXTILES ET VÊTEMENTS

TOUS LES VÊTEMENTS ORIGINAIRES DE LA CORÉE DU NORD

Champ d'application

1. Le présent Avis aux importateurs (qui remplace l'Avis n° 307 du 23 août 1986) s'applique aux importations de vêtements en provenance de la Corée du Nord, quel que soit leur contenu en fibres, qui figurent sur la liste de marchandises d'importation contrôlée et sont énumérés à l'annexe ci-jointe.
2. Le contingent annoncé dans l'Avis aux importateurs n° 307 du 23 août 1986 s'applique maintenant à la période de 5 ans commençant le 1^{er} janvier 1987 et se terminant le 31 décembre 1991, conformément aux nouveaux arrangements bilatéraux de limitation relatifs aux textiles et aux vêtements que le Canada a négociés récemment avec d'autres fournisseurs à faibles coûts de production.

Autorisation

3. Conformément à l'alinéa 5(1)(c) de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation, les vêtements visés par l'annexe ci-jointe sont inclus dans la Liste de marchandises d'importation contrôlée. Aux termes des articles 8 et 10 de la Loi, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut délivrer, modifier, suspendre, annuler ou rétablir des licences d'importation.

Portée et durée

4. À compter du 1^{er} janvier 1987, les licences d'importation couvrant tous les

items listed in the attached Annex originating in North Korea is limited to an aggregate quota level of 1 million units during the five year period beginning January 1, 1987 and ending December 31, 1991, of which no more than 100,000 should be winter outerwear; 325,000 trousers, shorts, overalls, coveralls; 375,000 blouses, shirts other, T-shirts, sweatshirts; 150,000 sweaters, pullovers, cardigans; 100,000 dresses, skirts; 250,000 coats, jackets, rainwear; and 25,000 fine suits.

articles de vêtement originaires de la Corée du Nord et visés par l'annexe ci-jointe seront délivrées pour la période de 5 ans commençant le 1^{er} janvier 1987 et se terminant le 31 décembre 1991 sur la base d'un contingent global d'un million d'articles, dont au plus cent mille vêtements de dessus d'hiver; 325 000 pantalons, shorts, salopettes, combinaisons de travail; 375 000 blouses, chemises, y compris les chemises avec un col autre qu'un col tailleur, tee-shirts, blousons d'entraînement; 150 000 chandails, pullovers, cardigans; 100 000 robes, jupes; 250 000 manteaux, vestes, vêtements de pluie; et 25 000 habits de qualité.

Administration

5. A quota allocation will be made to individual importers on a pro-rated basis reflecting their historical performance in importation of clothing from North Korea in the period January 1, 1985 through December 31, 1986. Importers will be advised of their allocations in writing by the Special Trade Relations Bureau.
6. Import permits may be issued on or after January 1, 1987, provided there is a sufficient quota balance in the importer's allocation against which the import permit quantity may be deducted.

Administration

5. Les contingents seront alloués au prorata aux importateurs, compte tenu des quantités de vêtements qu'ils auront importées de Corée du Nord entre le 1^{er} janvier 1985 et le 31 décembre 1986. La Direction générale des relations commerciales spéciales informera les importateurs, par écrit, de leur contingent.
6. Les licences d'importation seront délivrées à compter du 1^{er} janvier 1987, à condition que le contingent alloué à l'importateur présente un solde suffisant pour absorber la quantité de marchandises précisée dans la demande de licence.

Director
Import Controls Division I
(Textiles and Clothing)
Special Trade Relations Bureau
Department of External Affairs
P.O. Box 481, Station "A"
Ottawa, Ontario
K1N 9K6

Directeur
Contrôle des importations I
(Textiles et vêtements)
Direction générale des relations
commerciales spéciales
Ministère des Affaires extérieures
B.P. 481, succursale A
OTTAWA (Ontario)
K1N 9K6

Telephone: (613) 996-3711
Telex: 053-3745
Telecopy: (613) 996-9933 (Xerox)

Téléphone: (613) 996-3711
Télex: 053-3745
Télécopie: 996-9933 (Xérox)

MACAU

ANNEX I - RESTRAINT LEVELS

(A) ITEM NO.	(B) SHORT DESCRIPTION	(C) RESTRAINT LEVEL	(D) GROWTH	(E) SWING	(F) CARRY-OVER CARRY-FORWARD	(G) COMBINED FLEXIBILITY (E) & (f)	CONVERSION FACTOR (M ² /UNIT)
Group A -	All Clothing (Total of Items 1 to 13)	3,196,500 m ²	6%	N.A.	11% (6%)	11%	N.A.
1.	Outerwear MBWCCI	40,145 units	6%	6%	11% (6%)	15%	2.8
2.	Pants, shorts, overalls and coveralls MBWCCI	425,556 units	6%	6%	11% (6%)	15%	1.5
3.	Shirts, Tailored Collar MB	170,222 units	6%	6%	11% (6%)	15%	1.7
4.	Shirts, blouses, T-shirts, Sweat- shirts MBWCCI	-	-	-			1.7
5.	Sweaters MBWCCI	364,446 units	6%	6%	11% (6%)	15%	1.1
6.	Sleepwear, bath- robes MBWCCI	-	-	-			3.4
7.	Dresses, skirts WCCI	-	-	-			3.8
8.	Suits, Coordinates Outerwear sets MBWCCI	-	-	-			3.8
9.	Foundation garments MBGCI	-	-	-			1.0
10.	Underwear MBWCCI						1.0
11.	Swimwear MBWCCI						1.0
12.	Coats, jackets, rainwear MBWCCI	255,334 units	6%	6%	11% (6%)	15%	3.5
13.	Fine suits MB	13,383 units	6%	6%	11% (6%)	15%	3.6
Group B -	Miscellaneous Textiles						
14.	Workgloves	2,706,534	6%	6%	11% (6%)	15%	0.24

NOTE: Swing is allowed between Item nos. 1, 2, 3, 5, 12, 13 and 14 only.

Any Swing between a restrained product in group A and a restrained product in group B will also be reflected in the group A aggregate restraint.

N.A. means not applicable.

ANNEX 1: RESTRAINT LEVELS

(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(F)
<u>Item No.</u>	<u>Short Description</u>	<u>Restraint Level</u>	<u>Growth</u>	<u>Swing</u>	<u>Carry-over/ Carry-forward</u>	<u>Combined Flexibility (E) & (F)</u>	<u>Conversion Factor (M2/unit)</u>
<u>GROUP A - CLOTHING</u>							
1.	Shirts, tailored collar	1,180,416	4%	5%	10(5)%	15%	1.7
2. & 9.	Shirts, Blouses, T-shirts, Sweatshirts	2,397,290	4%	5%	10(5)%	15%	1.4
3.	Sweaters, Pullovers, Cardigans	507,137	3%	7%	10(5)%	15%	1.2
5.	Trousers, Pants, Slacks, Jeans, Outershorts	414,047	6%	7%	10(5)%	15%	1.9
11. & 12.	Dresses, Skirts, Suits, Coordinates, Outerwear Sets, Athletic Sets or Suits	1,409,800	6%	7%	10(5)%	15%	3.5
<u>GROUP B - TEXTILES</u>							
4.	Acrylic Yarn (kgs)	272,735	6%	--	10(5)%	15%	---

MALDIVES

ANNEX I : RESTRAINT LEVELS

(A) <u>ITEM NO.</u>	(B) <u>SHORT DESCRIPTION</u>	(C) <u>UNITS RESTRAINT LEVEL</u>	(D) <u>GROWTH</u>	(E) <u>SWING</u>	(F) <u>CARRY-OVER/ CARRY-FORWARD</u>	(G) <u>COMBINED FLEXIBILITY</u>	(H) <u>CONVERSION FACTOR (m2/UNIT)</u>
GROUP	ALL CLOTHING	2,500,000	6%	N.A.	11% (6%)	6%	-
1	WINTER OUTERWEAR MBWG	30,000	6%	7%	11% (6%)	15%	3.0
2	TROUSERS, SHORTS, OVERALLS, COVERALLS MBWGCI	200,000	6%	7%	11% (6%)	15%	1.6
3	SHIRTS WITH TAILORED COLLARS MB	400,000 (1986) 650,000 (1987)	N.A. 6%	7% 7%	11% (6%) 11% (6%)	15% 15%	2.0 2.0
4AB	SHIRTS, BLOUSES WGCI SHIRTS OTHER MBCI	350,000	6%	7%	11% (6%)	15%	1.6
4CD	T-SHIRTS, SWEATSHIRTS MBWGCI	500,000	6%	7%	11% (6%)	15%	1.5
5	SWEATERS MBWGCI	200,000	6%	7%	11% (6%)	15%	1.2
6	SLEEPWEAR MBWGCI	-	-	-	-	-	-
7	DRESSES, SKIRTS MBWGCI	100,000	6%	7%	11% (6%)	15%	3.0
8	SUITS, COORDINATES AND OUTERWEAR SET MBWGCI	300,000	6%	7%	11% (6%)	15%	3.5
9	UNDEIRWEAR MBWGCI	-	-	-	-	-	-
10	SWIMWEAR MBWGCI	-	-	-	-	-	-
11	FOUNDATION GARMENTS	-	-	-	-	-	-
12	COATS, JACKETS, RAINWEAR MBWGCI	200,000	6%	7%	11% (6%)	15%	3.4
13	FINE SUITS MB	10,000	6%	7%	11% (6%)	15%	3.6

ANNEX I: RESTRAINT LEVELS

<u>(A)</u> <u>Item No.</u>	<u>(B)</u> <u>Short</u> <u>Description</u>	<u>(C)</u> <u>Restraint</u> <u>Level</u>	<u>(D)</u> <u>Growth</u>	<u>(E)</u> <u>Carry-over/</u> <u>Carry Forward</u>
1	SWEATERS, PULLOVERS CARDIGANS	477,000 (1986) 468,520 (1987)	N.A 6%	11%(6%)* 11%(6%)
2	SHIRTS, TAILORED COLLAR	673,000 (21 MARCH to 31 DECEMBER 1986) 730,000 (1987)	N.A 6%	11% 11%(6%) <i>over \$</i> 11%(6%)

*Carry-over may be utilized in 1986, in accordance with paragraph 13, from the restraint which was applicable to sweaters in calendar year 1985 pursuant to the previous Memorandum of Understanding concluded 18 May 1984 which the Memorandum supercedes.

ANNEX I - RESTRAINT LEVELS

(A) CATE- GORY NO.	(B) SHORT DESCRIPTION	(C) RESTRAINT LEVEL	(D) GROWTH	(E) SWING	(F) CARRY-OVER/ CARRY-FORWARD	(G) COMBINED FLEXIBILITY (E) & (F)	(H) CONVERSION (FACTOR (M2/UNIT)
<u>GROUP A</u>							
1	Trousers, Shorts, MBWGCI	485,541 Units	6%	7%	11 (6)	16	1.9
2	Tailored Collar Shirts, MB (including sizes 4-6X)	277,744 Units	6%	7%	11 (6)	16	1.7
3	Shirts, Blouses, T. Shirts, Sweatshirts, MBWGCI of	2,950,000 Units	7%	7%	11 (6)	16	1.4
3-A	which shirts, blouses, MBWG	948,360 Units	6%	7%	11 (6)	16	1.4
4.	Underwear, MBWGCI	600,000 Units	6%	7%	11 (6)	16	0.5
<u>GROUP B</u>							
5	Work Gloves	2,248,017 pairs	6%	7%	11 (6)	16	2.9 m ² per doz pairs
6	Cotton Terry Towels, Wash- cloths and Sets, including bar mops	553,445 Kgs	8%	7%	11 (6)	16	2.8 m ² per kilo gram

NOTE: No Swing Between Products in Group A and Products in Group B

ANNEX 1A

PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA

ANNUAL RESTRAINT LEVELS
(Units unless otherwise specified)

<u>Item No.</u>	<u>Product Description</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>	<u>1990</u>	<u>1991</u>
1.	Winter outerwear garments MBWGCI	291,737	300,489	309,504	318,789	328,353
2.	Pants, trousers, shorts, overalls, coveralls MBWGCI	8,865,804	9,309,094	9,774,549	10,263,277	10,776,440
a.	of which pants, trousers MBWG	6,518,280	6,844,194	7,186,404	7,545,724	7,923,010
b.	(of which pants, trousers wool MB)	255,256	268,019	281,420	295,491	310,266
3.	Tailored-collar shirts MB	2,086,693	2,149,294	2,213,773	2,280,186	2,348,592
4.	Shirts blouses, T-shirts sweatshirts MBWGCI	6,891,921	7,236,517	7,598,343	7,978,260	8,377,173
a.	of which shirts/blouses WG and shirts other MB	1,084,839	1,139,081	1,196,035	1,255,837	1,318,629
5.	Sweaters, pullovers, cardigans, MBWGCI	2,067,307	2,129,326	2,193,206	2,259,002	2,326,772
a.	of which sweaters, pullovers, cardigans MB	814,392	838,824	863,989	889,908	916,606

ANNEX 1A

PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA

ANNUAL RESTRAINT LEVELS
(Units unless otherwise specified)

<u>Item No.</u>	<u>Product Description</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>	<u>1990</u>	<u>1991</u>
6.	Pyjamas/sleepwear/bathrobes dressing gowns MBWGCI	2,488,749	2,613,186	2,743,846	2,881,038	3,025,090
7.	Coordinates and matching sets MBWGCI	2,475,718	2,624,261	2,781,717	2,948,620	3,125,537
8.	Underwear MBWGCI	2,408,807	2,553,335	2,706,535	2,868,927	3,041,063
9.	Coats, jackets and rainwear MBWGCI	2,083,706	2,187,891	2,297,286	2,412,150	2,532,758
a.	of which jackets MBWGCI	855,881	898,675	943,609	990,789	1,040,329
b.	of which overcoats/topcoats MBWGCI	285,973	300,271	315,286	331,050	347,603
10.	Swimwear MBWGCI	3,150,000	3,307,500	3,472,875	3,646,519	3,828,845
a.	of which knitted MBWGCI	425,000	446,250	468,563	491,991	516,591
20.	Dresses and skirts WGI	1,081,457	1,146,344	1,215,125	1,288,033	1,365,315
21.	Athletic sets or suits	3,096,642	3,282,441	3,479,387	3,688,150	3,909,439
22.	Foundation garments	1,000,000	1,060,000	1,123,600	1,191,016	1,262,477
<u>Clothing: Consultation Levels</u>						
11.	Fine suits and blazers MBCI	20,000	20,000	20,000	20,000	20,000

PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA

ANNEXIA
ANNUAL RESTRAINT LEVELS
(Units unless otherwise specified)

<u>Item No.</u>	<u>Product Description</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>	<u>1990</u>	<u>1991</u>
12.	Work gloves (prs.)	13,279,406	13,943,376	14,640,544	15,372,571	16,141,199
13.	Worsted fabrics (kgs)	179,556	184,943	190,491	196,206	202,092
14.	a) Bedsheets	1,293,200	1,370,792	1,453,040	1,540,222	1,632,635
	b) Pillowcases	2,586,400	2,741,584	2,906,079	3,080,444	3,265,270
15.	Cotton Terry Towels (kgs)	1,338,226	1,418,520	1,503,631	1,593,849	1,689,480
17.	Hosiery (prs.)	3,919,991	4,155,191	4,404,502	4,668,772	4,948,899
23.	Cotton Broadwoven Fabrics (kgs)	2,000,000	2,070,000	2,142,450	2,217,436	2,295,046
24.	Polyester/Cotton Broadwoven Fabrics (kgs)	5,750,000	5,980,000	6,219,200	6,467,968	6,726,687
	A. of which finished (kgs)	3,000,000	3,105,000	3,213,675	3,326,154	3,442,569

Textile Products: Consultations Levels

19.	Handbags	700,000	700,000	700,000	700,000	700,000
-----	----------	---------	---------	---------	---------	---------

ANNEX 1B

PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA

FLEXIBILITY PROVISIONS

(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)
<u>Item No.</u>	<u>Product Description</u>	<u>Swing</u> (%)	<u>Carry-Over/ Borrow-Forward</u> (%)	<u>Combined Flexibility C & D</u> (%)	<u>Conversion Factor (M²)</u>
1.	Winter outerwear garments MBWGCI	5	10 / 5	11	3.5
2.	Pants, trousers, shorts, overalls, coveralls MBWGCI	5	10 / 5	12	1.9
a.	of which pants, trousers MBWG	7	11 / 5	12	1.9
b.	(of which pants, trousers wool MB)	7	11 / 5	12	1.9
3.	Tailored-collar shirts MB	5	8 / 5	10	2.1
4.	Shirts blouses, T-shirts sweatshirts MBWGCI	5	10 / 5	11	1.7
a.	of which shirts/blouses WG and shirts other MB	5	10 / 5	11	1.7
5.	Sweaters, pullovers, cardigans, MBWGCI	5	10 / 5	11	1.4
a.	of which sweaters, pullovers, cardigans MB	5	10 / 5	11	1.4

ANNEX 1B

PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA

FLEXIBILITY PROVISIONS

(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)
<u>Item No.</u>	<u>Product Description</u>	<u>Swing</u>	<u>Carry-Over/ Borrow-Forward</u>	<u>Combined Flexibility C & D</u>	<u>Conversion Factor (M²)</u>
		(%)	(%)	(%)	
6.	Pyjamas/sleepwear/bathrobes dressing gowns MBWGCI	7	11 / 5	12	3.4
7.	Coordinates and matching sets MBWGCI	7	11 / 5	12	4.4
8.	Underwear MBWGCI	7	11 / 5	12	0.8
9.	Coats, jackets and rainwear MBWGCI	5	10 / 5	11	4.0
a.	of which jackets MBWGCI	5	10 / 5	11	3.5
b.	of which overcoats/topcoats MBWGCI	5	10 / 5	11	5.0
10.	Swimwear MBWGCI	5*	10 / 5	12	1.0
a.	of which knitted	5*	10 / 5	12	1.0
20.	Dresses and skirts WGCI	7	11 / 5	12	3.0
21.	Athletic sets or suits	7	11 / 5	12	3.5
22.	Foundation garments	7	11 / 5	12	0.3

* For this item, there is a further provision for swing of up to 10% from Category 10 to Category 10.A.

FLEXIBILITY PROVISIONS

(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)
<u>Item No.</u>	<u>Product Description</u>	<u>Swing</u> (%)	<u>Carry-Over/ Borrow-Forward</u> (%)	<u>Combined Flexibility C & D</u> (%)	<u>Conversion Factor (M²)</u>
12.	Work gloves (prs.)	7	10 / 5	10	0.3
13.	Worsted fabrics (kgs)	0	10 / 5	10	4.75
14.	a) Bedsheets	7	10 / 5	11	6.25
	b) Pillowcases	7	10 / 5	11	1.25
15.	Cotton Terry Towels (kgs)	7	10 / 5	12	3.4
17.	Hosiery (prs.)	7	10 / 5	12	0.05
23.	Cotton Broadwoven Fabrics (kgs)	10*	10/10	11	5.1 M ² /kg
24.	Polyester/Cotton Broadwoven Fabrics (kgs)	10*	10/10	11	7.2 M ² /kg
	A. of which finished (kgs)	10**	10/10	11	7.2 M ² /kg

* Swing between Items 23 and 24 only.

** Swing from Item 24 only.

ANNEX I - RESTRAINT LEVELS

<u>(A)</u> <u>CATE-</u> <u>GORY</u> <u>NO.</u>	<u>(B)</u> <u>SHORT</u> <u>DESCRIPTION</u>	<u>(C)</u> <u>RESTRAINT</u> <u>LEVEL</u> <u>(UNITS)</u>	<u>(D)</u> <u>GROWTH</u>	<u>(E)</u> <u>SWING</u>	<u>(F)</u> <u>CARRY-OVER/</u> <u>CARRY-FORWARD</u>	<u>(G)</u> <u>CONVERSION</u> <u>(FACTOR</u> <u>(M2/UNIT)</u>
1	Winter Outerwear MBWG (1)	98,978	6%	7%	11% (6%)	3.2
2	Trousers, Shorts, Overalls, Coveralls MBWG (2)	706,987	6%	7%	11% (6%)	1.9
3	Shirts with tailored collars MB (3)	290,369	6%	7%	11% (6%)	1.9
4	Shirts, Blouses, T-shirts and Sweat- shirts MBWG (4)	848,384	6%	7%	11% (6%)	1.7
7	Dresses, Skirts, Suits, Coordinates MBWG (7 & 8)	650,175	6%	7%	11% (6%)	3.2

Dem

Gay

ANNEX I - RESTRAINT LEVELS

<u>(A)</u> <u>CATE-</u> <u>GORY</u> <u>NO.</u>	<u>(B)</u> <u>SHORT</u> <u>DESCRIPTION</u>	<u>(C)</u> <u>RESTRAINT</u> <u>LEVEL</u> <u>(UNITS)</u>	<u>(D)</u> <u>GROWTH</u>	<u>(E)</u> <u>SWING</u>	<u>(F)</u> <u>CARRY-OVER/</u> <u>CARRY-FORWARD</u>	<u>(G)</u> <u>CONVERSION</u> <u>(FACTOR</u> <u>(M2/UNIT)</u>
9	Underwear MBWGCI (9)	669,112	6%	7%	11% (6%)	0.5
10	Coats, Jackets MBWG (ex 12)	468,378	6%	7%	11% (6%)	3.2
11	Fine Suits MB (13)	41,661	6%	7%	11% (6%)	4.5
12	Children's and Infants' Wear CI (0-6x, sizes of 1,2,3,4,7,8,ex 12) of which	3,741,344	8%	7%	11% (6%)	1.0
12A	Winter Outerwear (0-6x sizes of 1)	44,896	8%	7%	11% (6%)	2.0
15	Swimwear MBWG CI (10)	596,400	6%	7%	11% (6%)	1.3

DAM

Cruz

ANNEX I - RESTRAINT LEVELS

<u>(A)</u> CATE- GORY NO.	<u>(B)</u> SHORT DESCRIPTION	<u>(C)</u> RESTRAINT LEVEL	<u>(D)</u> GROWTH	<u>(E)</u> SWING	<u>(F)</u> CARRY-OVER/ CARRY-FORWARD	<u>(G)</u> COMBINED FLEXIBILITY (E) & (F)	<u>(H)</u> CONVERSION FACTOR (M2/UNIT)
<u>GROUP A</u>							
1.	Trousers, Shorts MBWGCI, of which pants/trousers up to; wool pants up to; (Annex III - para 2)	753,528 (695,564) (173,890)	3%	5%	10% (5%)	12%	1.9
2.	Shirts, tailored-collar MB (Annex III-para 3)	6,029	3%	5%	10% (5%)	12%	1.8
3.	Not applicable	--					
4.	Sweaters, pullovers and cardigans MBWGCI (Annex III-para 5)	231,855	3%	5%	10% (5%)	12%	1.2
5.	Sleepwear and bathrobes MBWGCI (Annex III-para 6)	327,865	6%	5%	10% (5%)	12%	2.8
6.	Coats, Jackets and rainwear MBWGCI (Annex III-para 12)	254,263	6%	5%	10% (5%)	12%	3.1
7.	Fine suits, sports coats and blazers MB (Annex III-para 13)	75,353	3%	2%	10% (5%)	12%	3.8

POLAND

ANNEX I - RESTRAINT LEVELS

<u>(A)</u> <u>CATE-</u> <u>GORY</u> <u>NO.</u>	<u>(B)</u> <u>SHORT</u> <u>DESCRIPTION</u>	<u>(C)</u> <u>RESTRAINT</u> <u>LEVEL</u>	<u>(D)</u> <u>GROWTH</u>	<u>(E)</u> <u>SWING</u>	<u>(F)</u> <u>CARRY-OVER/</u> <u>CARRY-FORWARD</u>	<u>(G)</u> <u>COMBINED</u> <u>FLEXIBILITY</u> <u>(E) & (F)</u>	<u>(H)</u> <u>CONVERSION</u> <u>FACTOR</u> <u>(M2/UNIT)</u>
<u>GROUP B</u>							
Broadwoven Fabrics (kilograms)							
(Annex III-para 19, part)							
8A	Nylon Fabric	86,641	6%	5%	10% (5%)	12%	14.9
8B	Filament Poly- ester Fabric	75,911	6%	5%	10% (5%)	12%	10.1
8C	Worsted Fabric	176,549	3%	5%	10% (5%)	12%	4.0
8D	Not applicable						
Household Textiles (kilograms)							
(Annex III-para 17, part)							
9A	Not applicable						
9B	Cotton terry towels, washcloths and sets	615,211	6%	5%	10% (5%)	12%	2.8
9C	Not applicable						
9D	Not Applicable						

NOTE: No swing allowed between products in Group A and products in Group B

W/T

(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)
<u>Item No.</u>	<u>Product Description</u>	<u>Restraint Limit</u>	<u>Growth</u>	<u>Swing</u>	<u>Carry-Over Borrow-Forward</u>	<u>Combined Flexibility</u>	<u>Conversion Factor (M²)</u>
<u>Group I</u>							
1	Winter outerwear MBWGCI (1)	2,177,947	0.3%	2%	6% (3%)	6%	3.5
2	Trousers, shorts, overalls, coveralls MBWGCI	2,669,101	0.6%	5%	8% (5%)	8%	1.9
3	Shirts, tailored collar MB	4,985,916	0.3%	2%	6% (3%)	6%	2.1
4	Shirts, blouses, T-shirts, sweatshirts MBWGCI	10,169,742	0.85%	5%	8% (5%)	8%	1.7
	A) of which blouses and shirts WG and shirts, other MB	5,308,077	0.6%	5%	8% (5%)	8%	1.7
5	Sweaters, pullovers, cardigans MBWGCI	9,590,087	0.3%	2%	6% (3%)	6%	1.4
	A) of which sweaters, pullovers and cardigans MB	2,432,238	0.3%	2%	6% (3%)	6%	1.4
6	Sleepwear and bathrobes MBWGCI	228,598	0.85%	5%	10% (5%)	12%	3.4

(A) <u>Item No.</u>	(B) <u>Product Description</u>	(C) <u>Restraint Limit</u>	(D) <u>Growth</u>	(E) <u>Swing</u>	(F) <u>Carry-Over Borrow-Forward</u>	(G) <u>Combined Flexibility</u>	(H) <u>Conversion Factor (M²)</u>
7	Dresses and skirts, suits, coordinates and outerwear sets MBWGCI	1,362,481	0.85%	5%	10% (5%)	12%	3.8
	A) of which dresses and skirts WG	380,457	0.85%	5%	10% (5%)	12%	3.8
8	Underwear MBWGCI	185,974	0.85%	5%	10% (5%)	12%	1.0
9	Swimwear and foundation garments MBWGCI	71,529	0.85%	5%	10% (5%)	12%	1.0
10	Coats, jackets and rainwear MBWGCI	3,897,087	0.3%	5%	6% (3%)	6%	4.0
	A. of which overcoats, topcoats and rainwear MBWGCI	525,500	0.3%	5%	6% (3%)	6%	4.0
11	Fine suits MBCI	216,778	0.3%	5%	8% (5%)	8%	4.5
<u>Group II</u>							
12	Yarns (kg)	2,673,447	10.0%	7%	11% (6%)	-	8.5
	A. of which Acrylic (kg)	1,504,086	4.0%	5%	11% (6%)	12%	8.5
13	Woven Fabrics (kg)	2,802,271	10.0%	7%	11% (6%)	-	6.0

(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)
<u>Item No.</u>	<u>Product Description</u>	<u>Restraint Limit</u>	<u>Growth</u>	<u>Swing</u>	<u>Carry-Over Borrow-Forward</u>	<u>Combined Flexibility</u>	<u>Conversion Factor (M²)</u>
	A. of which worsted fabrics (kg)	464,518	4.0%	5%	8% (5%)	8%	6.0
	B. of which nylon broadwoven fabrics, coated and uncoated (kg);	233,941	6.0%	5%	10% (5%)	10%	6.0
	-of which uncoated (kg)	74,941	6.0%	5%	10% (5%)	10%	6.0
	C. of which polyester broadwoven fabrics (kg)	693,561	7.0%	5%	10% (5%)	10%	6.0
14	Household textiles (kg)	490,400	10.0%	7%	11% (6%)	12%	4.0
15	Hosiery (doz.pr.)	940,239	4.0%	5%	10% (5%)	10%	1.2
16	Work Gloves (pr.)	1,577,007	6.0%	5%	10% (5%)	12%	.24
17	Handbags	5,187,524	6.0%	5%	10% (5%)	12%	.4

Notes: 1) of which up to 15% of the applicable restraint level is for children and infants

General Notes: - No swing between Groups I and II
- Restraint limits specify units unless otherwise indicated.

ROMANIA

ANNEX I - RESTRAINT LEVELS

(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)
<u>Item No.</u>	<u>Product Description</u>	<u>Restraint Level</u>	<u>Growth</u>	<u>Swing</u>	<u>Carry-over/ Carry-Forward</u>	<u>Combined Flexibility (E) & (F)</u>	<u>Conversion Factor (M²/ Unit)</u>
<u>Group A</u>							
1	Winter outerwear MBWGCI Fine Suits, Sportscoats, Blazers MB; of which:	116,500	4%	6%	10% (5%)	12%	3.2
1.a.	Fine Suits, Sportscoats, Blazers, MB	81,500	4%	6%	10% (5%)	12%	
2.	Shirts with Tailored Collars, MB	300,000	4%	6%	10% (5%)	12%	1.7
3.	Sweaters, MBWGCI	1,401,000	3%	6%	10% (5%)	12%	1.1
4.(a-i)	Blouses, Shirts, WGCI, Shirts Other, MBCI T-Shirts, Sweatshirts MBWGCI, Overcoats, Topcoats, Jackets, Rainwear MBWGCI, Sleepwear and Bathrobes MBWGCI, Shorts, Coveralls and Overalls, MBWGCI	2,370,200 (See Annex I page 3 for sub-limits)	6%	5%	10% (5%)	12%	3.2
5.	Trousers, Pants, Slacks Jeans, MBWGCI of which:	486,000	6%	6%	10% (5%)	12%	1.6
5.a.	Wool Pants, MB	106,000	6%	6%	10% (5%)	12%	1.6

Handwritten signature

Handwritten signature

ANNEX I - RESTRAINT LEVELS

(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)
<u>Item No.</u>	<u>Product Description</u>	<u>Restraint Level</u>	<u>Growth</u>	<u>Swing</u>	<u>Carry-over/ Carry-Forward</u>	<u>Combined Flexibility (E) & (F)</u>	<u>Conversion Factor (M²/ Unit</u>
<u>Group B</u>							
6.	Worsted Fabric (M ²)	140,000	3%	-	10%(5%)	-	-

NOTE: No Swing between products in Group A and products in Group B.

Handwritten mark

Handwritten mark



ANNEX I - Restraint Levels

Item 4*

4 a)	Blouses and Shirts, WGC I	10.2%
4 b)	Shirts Other, MBCI	21.0%
4 c)	T-Shirts, Sweatshirts, MBWGCI	20.5%
4 d)	Jackets other than wool MBWGCI	15.0%
4 e)	Rainwear MBWGCI	5.3%
4 f)	Sleepwear and Bathrobes MBWGCI	5.3%
4 g)	Shorts, Overalls, Coveralls MBWGCI	5.3%
4 h)	Jackets Wool (17% or more by weight) MBWGCI**	10.0%
4 i)	Overcoats and Topcoats MBWGCI**	10.0%

* Exports in each of the above sub-categories of Item 4 may not exceed, in any restraint period, the percentage shown above of the restraint level applicable to Item 4.

** Combined flexibility in each of the sub-categories 4h and 4i (Overcoats and Topcoats and Jackets, Wool) is limited to 11 per cent.

402

ANNEX I - RESTRAINT LEVELS

(A) CATEGORY NO	(B) SHORT DESCRIPTION	(C) RESTRAINT LEVEL	(D) GROWTH	(E) SWING	(F) CARRY-OVER/ CARRY-FORWARD	(G) COMBINED FLEXIBILITY (E)+(F)	(H) CONVERSION FACTOR (M ² /UNIT)
<u>GROUP A</u>							
1	Winter outerwear, MBWGCI	116,200 pcs	3%	7%	10%(5%)	15%	2.8
2	Trousers, shorts, overalls and coveralls, MBWGCI	1,158,000 pcs	4%	7%	10%(5%)	15%	1.4
3	Shirts, tailored collars MB	470,000 pcs	6%	7%	10%(5%)	15%	1.8
4	Shirts, blouses, T-shirts and sweatshirts, MBWGCI	1,307,000 pcs	6%	7%	10%(5%)	15%	1.7
5	Sweaters, MBWGCI	480,000 pcs	3%	7%	10%(5%)	15%	1.2
6	Jackets, MBWGCI	461,000 pcs	4%	7%	10%(5%)	15%	2.8
7	Fine suits, MB	31,600 pcs	4%	7%	10%(5%)	15%	3.6
8	Dresses and skirts, WG Suits WGCI, co-ordinates and Outerwear sets, MBWGCI	614,000 pcs	6%	7%	10%(5%)	15%	2.6
11	Underwear	695,000 pcs	3%	7%	10%(5%)	15%	0.5
<u>GROUP B</u>							
9	Acrylic yarn	127,000 kg	6%	7%	10%(5%)	15%	0.45kg/m ²
10	Hosiery	1,750,000 pr	6%	7%	10%(5%)	15%	0.05kg/pr

ANNEX I - RESTRAINT LEVELS

(A) CATEGORY NO.	(B) SHORT DESCRIPTION	(C) RESTRAINT LEVEL	(D) GROWTH	(E) SWING	(F) CARRY-OVER/ CARRY-FORWARD	(G) COMBINED FLEXIBILITY (E) & (F)	(H) CONVERSION (FACTOR (M2/UNIT))
<u>Group A</u>							
1.	Winter Outerwear MBWGCI	135,000 units	4%	7%	10(5) %	15%	3.2
2.	Trousers, Shorts Overalls and Coveralls MBWGCI	300,000 units	5%	7%	10(5) %	15%	1.9
3.	Tailored Collar Shirts, MB (including childrens sizes 4-6 X)	450,000 units	4%	7%	10(5) %	15%	1.7
4.	Blouses and Shirts WGCI; Shirts MBGI other than Tailored Collar	325,000 units	5%	7%	10(5) %	15%	1.5
5.	T-shirts & Sweat Shirts MBWGCI	395,000 units	6%	7%	10(5) %	15%	1.2
6.	Sweaters MBWGCI	180,000 units	4%	7%	10(5) %	15%	1.2
7.	Dresses, WG; Skirts MBWGCI	175,000 units	5%	7%	10(5) %	15%	3.0
8.	Suits and Coordinates MBWGCI (Annex 2 definition 8: a, b, c, & f)	500,000 units	3%	7%	10(5) %	15%	3.5
9.	Underwear MBWGCI	600,000 units	6%	7%	10(5) %	15%	0.5
10.	Jackets, MBWGCI	495,000 units	4%	7%	10(5) %	15%	1.4
<u>Group B</u>							
11.	Work Gloves	2,225,000 units	4%	N/A	10(5) %	N/A	N/A

No swing permitted between products in Group A and Products in Group B

1/1/75

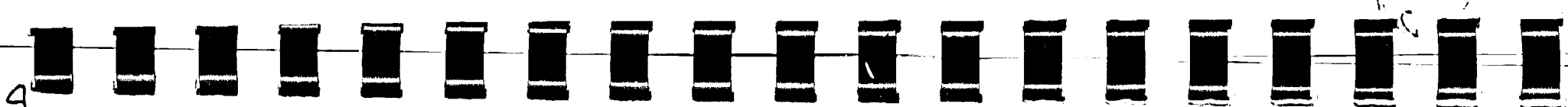
(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)
<u>Item NO.</u>	<u>Product Description</u>	<u>Restraint Level (pieces unless otherwise stated)</u>	<u>Growth Rate (%)</u>	<u>Swing (%)</u>	<u>Carry-Over/Carry-Forward (%)</u>	<u>Combined Flexibility (%)</u>	<u>Conversion Factor (M²)</u>
<u>Group 1</u>							
1	Winter Outerwear Garments	53,896	1.0	2	6(3)	6	3.5
2	Trousers, Shorts, Overalls and Coveralls	4,391,460	0.6	5	10(5)	11	1.9
	(A) Of which Trousers, Shorts, Overalls, and Coveralls MB	2,451,542	0.6	5	10(5)	11	1.9
3	Shirts, with tailored collars MB	2,487,489	0.2	2	6(3) (11)	6	2.1
4	Shirts, Blouses, T-shirts, Sweatshirts	18,343,798	0.5	5	10(5) 6.5	11	1.7
	(A) Of which Shirts, Blouses WG and Shirts Other MB	9,136,991	0.5	5	10(5) 6.5	11	1.7
5	Sweaters, Pullovers and Cardigans	5,689,575	0.5	2	6(3) 11	6	1.4
	(A) Of which Sweaters, Pullovers and Cardigans MB	2,072,908	0.5	2	6(3) 2	6	1.4

TAIWAN TEXTILE FEDERATION

(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)
<u>Item No.</u>	<u>Product Description</u>	<u>Restraint Level (pieces unless otherwise stated)</u>	<u>Growth Rate (%)</u>	<u>Swing (%)</u>	<u>Carry-Over/Carry-Forward (%)</u>	<u>Combined Flexibility (%)</u>	<u>Conversion Factor (M²)</u>
6	Sleepwear, Pyjamas, Bathrobes and Dressing Gowns	2,161,481	0.2	5	10(5)	11	3.5
7	Dresses and Skirts WCCI	706,774	0.7	5	10(5)	11	3.2
8	Suits, Coordinates and Matching Sets	2,332,595	0.75	5	10(5)	11	4.4
9	Underwear	1,718,842	0.2	5	10(5)	11	1.0
10	Swimwear and Foundation Garments	1,201,201	0.2	5	10(5)	12	1.5
11	Coats, Jackets and Rainwear	909,257	0.7	5	10(5)	11	4.0
12	Fine Suits and Blazers	36,275	0.2	5	8(5) 1/2	8	4.5
<u>Group 11</u>							
13	Yarns, includes: Nylon, Polyester, Polyester/Cotton, and Mixed Fibre Yarns (kgs)	865,803	3	5	10(5)	11	2.22
(A)	Acrylic Yarns (kgs)	334,609	5	5	10(5)	11	2.22

(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)
Item No.	Product Description	Restraint Level (pieces unless otherwise stated)	Growth Rate (%)	Swing (%)	Carry-Over/ Carry-Forward (%)	Combined Flexibility (%)	Conversion Factor (M ²)
14	Woven Fabrics, includes: Worsted, Nylon, Polyester, Cotton, Polyester/Cotton and Denim Fabrics (kgs)	2,821,432	5	5	10(5)	11	5.0
	(A) Worsted Fabrics (kgs)	10,406	1	5	10(5)	11	4.0
	(B) Nylon Fabrics (kgs)	74,551	3	5	10(5)	11	4.0
	(C) Polyester Fabrics (kgs)	54,422	3	5	10(5)	11	5.0
	(D) Denim Fabrics (kgs)	317,318	5	5	10(5)	11	3.13
15	Cotton Terry Towels (kgs)	112,436	6	5	10(5)	11	3.4
16	Work Gloves (prs)	562,754	3	5	10(5)	11	0.25
17	Handbags	1,850,000	6	5	10(5)	11	0.26
18	Hosiery (prs)	1,898,715	6	5	10(5)	11	0.50
21	Tablecloths (kgs)	152,010	4	5	10(5)	11	4.0
22	Polyester/Rayon Fabrics (kgs)	1,528,524	5	5	10(5)	11	5.0

Note: Swing is not permitted between Groups I and II.



THAILAND

ANNEX I - RESTRAINT LEVELS

(A) CATE- GORY NO.	(B) SHORT DESCRIPTION	(C) RESTRAINT LEVEL	(D) GROWTH	(E) SWING	(F) CARRY-OVER/ CARRY-FORWARD	(G) CONVERSION FACTOR (M ² /UNIT)
<u>Group A (CLOTHING)</u>						
1.	Winter Outerwear	80,294	6%	5%	10% (5%)	3.50
2.	Shirts with Tailored Collars	535,290	6%	5%	10% (5%)	2.10
3.	Shirts, Blouses, T-Shirts, Sweatshirts	802,935	6%	7%	10% (5%)	1.70
4.	Trousers, Shorts, Overalls, Coveralls	615,931	5%	5%	10% (5%)	1.90
5.	Dresses, Skirts, Suits Coordinates, Outerwear Sets	2,262,930	4%	7%	10% (5%)	3.50
6.	Jackets, Coats	757,487	5%	5%	10% (5%)	3.20
6.a.	(of which Coats)	(85,000)	5%	5%	10% (5%)	3.20
7.	Underwear	1,091,800	4%	5%	10% (5%)	0.50
8.	Sweaters	921,352	5%	5%	10% (5%)	1.20
9.	Sleepwear	570,000	6%	7%	10% (5%)	2.00
10.	Swimwear	650,000	6%	7%	10% (5%)	1.30
<u>GROUP B (TEXTILES)</u>						
11.	Work Gloves (prs)	1,472,049	6%	7%	10% (5%)	2.90 M ² /DOZ PR
12.	Hosiery (Prs)	2,477,313	6%	7%	10% (5%)	0.05 M ² /PR
13.	Nylon Fabrics (Kgs)	75,000	6%	7%	10% (5%)	14.50 M ² /KG
13.a	(of which Finished Fabrics)	(30,000)	6%	7%	10% (5%)	14.50 M ² /KG

Note : With regard to item 13.a., finished nylon fabric is defined as any fabric advanced beyond the loom state (i.e. greige), including fabric which has been scoured, bleached, coloured and/or coated.

ANNEX I - RESTRAINT LEVELS

(A) CATEGORY NO.	(B) SHORT DESCRIPTION	(C) RESTRAINT LEVEL	(D) GROWTH	(E) SWING	(F) CARRY-OVER/ CARRY-FORWARD	(G) COMBINED FLEXIBILITY (E) & (F)	(H) CONVERSION FACTOR (M2/UNIT)
<u>Group A (CLOTHING)</u>							
1.	Trousers, shorts, overalls and coveralls NEWGCI	1,050,000 (650,137 May 20- December 31/ 1987)	6%	7%	11/6%	16%	1.6
1B.	of which trousers, pants, slacks, and jeans NEWG, except wool MBCI	305,000 (188,849 May 20- December 31 1987)	6%	7%	11/6%	16%	1.6
2.	Shirts, tailored collar MB (including sizes 4-6X)	1,050,000 (650,137 May 20- December 31, 1987)	6%	7%	11/6%	16%	1.7
3.	Underwear NEWGCI	2,700,000 (1,671,781 May 20- December 31, 1987)	6%	7%	11/6%	16%	1.0
<u>Group B (TEXTILE PRODUCTS)</u>							
4.	Bedsheets	2,800,000	6%	7%	11/6%	16%	5.2
5.	Pillowcases	2,352,000	6%	7%	11/6%	16%	1.25

GENERAL NOTES:

- No swing between Groups A and B
- Restraint limits specify units unless otherwise indicated.
- The first restraint period for Group A products is May 20 to December 31, 1987 as noted in Column C above. The numbers in brackets in Column C above represent the first period limit.

ANNEX IRESTRAINT LEVELS

(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)
ITEM NO.	SHORT DESCRIPTION	RESTRAINT LEVEL (Kg)	GROWTH	SWING	CARRY-OVER/ CARRY- FORWARD	COMBINED FLEXIBILITY (E) & (F)	CONVERSION FACTOR (M ² /UNIT)
1.	Worsted Fabric	(1987) 192,553 (1988) 204,107 (1989) 216,353 (1990) 229,335 (1991) 243,095	(6%)	N.A.	10%/(5%)	N.A.	N.A.

VIETNAM

ANNEX I

RESTRAINT LEVELS

<u>ITEM NUMBER</u>	<u>PRODUCT DESCRIPTION</u>	<u>22 JULY 1986 - 31 DECEMBER 1987</u>	<u>EACH CALENDAR YEAR FROM 1988 to 1991 INCLUSIVE</u>
<u>Aggregate Restraint</u>			
1-12	All Clothing	1,050,000	700,000
<u>Sub-Limits within Aggregate</u>			
1	Winter Outerwear	30,000	20,000
2A	Trousers, Pants Slacks and Jeans MBWG	75,000	50,000
3	Tailored Collar Shirts	600,000	400,000
4A&B	Blouses/Shirts Other	300,000	200,000
5	Sweaters	90,000	60,000
7	Dresses & Skirts	45,000	30,000
11	Coats, Jackets and Rainwear	75,000	50,000
12	Fine Suits	7,500	5,000

for all

WNT

ANNEX II

DEFINITIONS & DESCRIPTION OF TERMS

Annex II
Definitions and Description of Terms

General Notes

1. Gender - Unless otherwise indicated, all definitions of garments apply to garments for men (M), boys (B), women (W), girls (G), children and infants (C&I). Children's and infants' garments include all garments sized 0 - 6X.
2. Unless otherwise indicated, swing is permitted from adult garments to childrens' and infants' garments at a 3 to 5 ratio.
3. All descriptions include partially manufactured products. Partially manufactured garments include cut-to-shape fabric pieces for garments on which there has been any processing beyond cutting to shape and knit-to-shape pieces for garments, whether or not there has been any processing beyond the knitting to shape.
4. Garments of indeterminate gender including unisex garments, are to be counted as of male gender.

Description of Product Categories

Clothing

1. Winter Outerwear Garments

Winter Outerwear Garments (commonly referred to as snowsuits, snowmobile suits, ski-suits, ski-pants, and snow-pants, and jackets, and similar jacket-type garments) that have an outer shell manufactured substantially by surface area with woven fabrics and that are lined and designed to protect the wearer against cold, e.g., quilted linings, down or fibre filling, etc. but not plain acetate or viscose lining. Excluded are unlined outerwear; all coats three-quarter length or longer, that is, to the knee or below the knee; garments commonly known as squall jackets, windbreakers or similar jacket-type garments where there is no thermal insulation; and ski-pants and cross-country ski-suits which do not meet the above description (e.g. constructed entirely from knitted fabric).

Note: A unit comprises garments which have been designed to be sold as a set, e.g. matching or coordinated ski-jackets and ski-pants comprising a ski-suit will be counted as one unit if packed and shipped as a set. Vests are counted separately.

2. Trousers, Shorts, Overalls and Coveralls

Trousers, pants, slacks and jeans being garments which do not extend above the waist but extend to the knee or below. Included are jodhpurs, knickers, footless tights, gauchos.

Note: Men's and boys' garments in this item manufactured of fabric containing five per cent or more by weight of wool or hair are considered to be woollen garments.

Overalls and Coveralls. Overalls and coveralls are one-piece garments, as either pants or shorts but extending above the waist in the form of a bib (or permanently affixed straps) or other structure which partially or fully covers the upper part of the body. One-piece jumpsuits are included.

Outershorts. Shorts are garments similar to pants but not extending to the knees.

3. Shirts, Tailored Collar.

Shirts with tailored collars, men's and boys'; knitted or woven, being garments covering the upper part of the body normally worn next to the skin or directly over underwear and with a full or partial front opening which may include a zipper and may be designed to be worn either inside or outside of pants. Included are all men's and boys' shirts meeting this description whether exported separately or as part of a set.

Note: Included are children's sizes 4 - 6X.

Note: A "tailored collar" consists of one or more pieces of material which are cut and sewn or cut and fused and designed with two pointed or rounded ends. The following may be used when needed, in the construction: stays, lining, stiffening by any means.

4. Shirts, Blouses, T-Shirts, Sweatshirts

Blouses and shirts, women's and girls', children's and infants', knitted or woven, being garments which may have a complete or partial front or back opening covering the upper part of the body, excluding underwear, jackets, T-shirts, sweatshirts and sweaters.

Shirts, men's and boys', children's and infants', other than with tailored collars, including full-fashioned collars. A full-fashioned collar consists of one piece knitted to shape collar. For a full description of "shirts" see also the description for Shirts, Tailored Collar, above.

T-Shirts. T-shirts are knitted garments which may have collarless front openings or no front opening covering the upper part of the body of construction 19 cut or finer, i.e., 19 or more vertical stitches per inch.

Sweatshirts, being garments at least one side of which is brushed or fleeced, covering the upper part of the body. Sweaters are not included.

Note: The definitions of T-shirts and sweatshirts for men and boys are subject to the over-riding definitions of men's and boys' shirts with tailored or full-fashioned collars.

5. Sweaters, Pullovers and Cardigans

Sweaters, pullovers, cardigans, (including knitted ponchos), being knitted or crocheted garments covering the upper part of the body and which may be of any length, of construction coarser than 19 cut, i.e. less than 19 vertical stitches per inch. Included are such items with coordinating or matching accessories, e.g. hats, scarves, gloves, mittens, booties, etc. A garment in this item when shipped with such coordinating or matching accessories will be considered a set and counted as one unit.

6. Sleepwear and Bathrobes

Pyjamas and sleepwear, being garments normally worn for sleeping.

Bathrobes, dressing gowns and housecoats, being garments other than sleepwear normally worn in privacy, including bed jackets and negligees.

7. Dresses and Skirts, Suits, Coordinates and Outerwear Sets

Dresses, women's and girls', children's and infants'. Dresses are one-piece garments extending above the waist, including jumpers, evening gowns, dusters and house dresses (other than sleepwear).

Skirts, women's and girls', children's and infants'. Skirts are one-piece garments not extending above the waist including golf skirts, kilts (including men's and boys') and culottes (divided skirts).

Suits and coordinates are garments comprising two or three matched or coordinated pieces, covering both the upper and lower parts of the body, packed and shipped and sold as a set. Excluded are pieces which are Fine Suits, Winter Outerwear, Underwear, Sleepwear, Swimwear, Foundation Garments, Rainwear, Shirts Tailored-Collar.

Coordinates or matching sets and blazers, men's and boys', children's and infants' and not covered by the definitions in item 12 of this Annex.

Suits, coordinates, or matching sets, and blazers, women's and girls', children's and infants'.

Miscellaneous Garments. Children's and infants' garments not meeting any of the descriptions relating to children's and infants' wear contained elsewhere in this Annex, including sunsuits, christening sets, pram sets, creepers, rompers, crawlers, diaper sets, sleepers, and blanket sleepers where the legs of the garments extend to completely encase the feet.

Athletic Sets or Suits. Suits normally worn for participation in athletic activities and not covered by any other definition in this Annex including leotards covering the trunk of the body, judo sets, track suits, jogging suits, cross-country ski suits (subject to the description of Item 1).

Leisurewear, Coordinates or Sets. Not defined by any other definitions in this Annex. These may include shortsets, beachwear sets and cabana sets.

8. Underwear

Underwear. Included are slips and bloomers.

Note: In the case of underwear sets, each piece is to be counted separately.

9. Swimwear

Swimwear, being garments normally worn for swimming and bathing. Included are bathing trunks and bathing suits.

Note: Garments fitting this description which consist of two (or more) pieces must be matched or coordinated, and packed and shipped as a unit, otherwise they are classified under the appropriate item elsewhere in this Annex as individual garments. Coordinated or matched sets comprising garments in addition to those described as meeting the criteria of this item, e.g. beachwear sets, are classified as sets and coordinates.

10. Foundation garments

Foundation garments. Included are: Brassieres, girdles, corselettes and panty girdles.

11. Coats, Jackets and Rainwear

Jackets. Jackets are outerwear garments covering the upper part of the body not extending to the knee, including woven ponchos, vests, boleros, but excluding garments covered elsewhere in this Annex.

Overcoats and Topcoats. Outerwear garments extending to the knee or below, excluding rainwear.

Professional and Shop Coats. Professional and shop coats are one-piece garments including barber coats, clinical coats, medical coats, laboratory coats, and surgical gowns.

Rainwear. Rainwear are garments of coated, impregnated or treated fabrics, normally worn to protect against rain (including rainsuits, sets, capes and ponchos).

12. Fine Suits

Fine Suits, Sportscoats and Blazers, men's and boys'.

Note: The suit jacket, sportscoat or blazer may include lapels, lining, shoulder padding, and front stiffening and would normally be worn over another outer-garment.

Note: A unit is either a jacket, sportscoat or a suit. A suit is a two-or-three piece garment consisting of matching or coordinated jacket/pants or jacket/vest/pants packed and shipped and sold as a set.

TEXTILES

13. Yarns

Acrylic Yarn. All types of machine and hand knitting yarns containing 50 per cent or more by weight of acrylic fibres, except those yarns composed entirely of fibres not exceeding two and one-half inches in length. (South Korea)

All types of yarns containing 50 per cent or more by weight of acrylic fibres. (Malaysia, Singapore)

All types of machine and hand-knitting yarns containing 50 per cent or more by weight of acrylic fibre. (Taiwan)

Polyester Yarn, comprises all yarns consisting of 100 per cent polyester fibres or filaments or where polyester fibres represent either the chief value or 50 per cent or more by weight. (South Korea)

All yarns consisting of 100 per cent polyester fibres or filaments or where polyester fibres represent either the chief value or 50 per cent or more by weight. Excluded are partially oriented polyester yarns, ie. yarns of continuous polyester filaments which have been extended or stretched but which require further stretching, twisting and texturing in order to render the filament to a final yarn state useable in further textile processes. (Taiwan)

Nylon Yarn, spun or filament, where the total of the nylon fibres in combination represent either the chief value or 50 per cent or more by weight.

Polyester/Cotton Yarn, comprises all yarns consisting of blended polyester and cotton fibres in which the polyester and cotton fibres in combination represent either the chief value or 50 per cent or more by weight.

Mixed Fibre Yarns, spun or filament, containing 50 per cent or more by weight of man-made fibres, nes. Mixed fibre yarns include (but are not limited to) the following: polyester/rayon and polyester/acrylic yarns and any other yarns not specified above where the man-made fibres in combination represent either the chief value or 50 per cent or more by weight.

14.

Woven Fabrics

Polyester Fabrics: broadwoven fabrics in which the warp is composed of filament flat or textured polyester yarn. (South Korea)

Woven fabrics in which the warp is composed of filament flat or textured polyester yarn. (Poland, Taiwan)

Nes. (Poland)

Cotton Broadwoven Fabrics are fabrics wholly or mainly by weight of cotton fibres whether uncoated or coated (i.e., where the coating accounts for less than 50 per cent by weight). Excluded are denim and corduroy fabrics and unfinished (i.e. greige) cotton fabrics. (China)

Woven fabrics wholly or mainly by weight of cotton fibres. (Hong Kong)

Cotton fabrics, are woven fabrics wholly or mainly by weight of cotton fibres. Denim fabrics and corduroy fabrics are excluded from this definition. (Taiwan)

Polyester/Rayon Fabrics are, subject to the over-riding definition for polyester/cotton fabrics, woven fabrics in which the rayon and polyester fibres in combination account for 50 per cent or more by weight of the fabric.

Polyester/Cotton Broadwoven Fabrics: woven fabrics made from blends of cotton and polyester fibres, where polyester fibres represent 50 per cent or more by weight. (South Korea)

Woven fabrics in which the cotton and polyester fibres, in combination, represent 50 percent or more by weight, whether uncoated or coated (i.e., where the coating accounts for less than 50 per cent by weight). Excluded are denim and corduroy fabrics. (China)

Fabrics made from blends of cotton and polyester fibres, where polyester fibres in combination with cotton fibres represent 50 per cent or more by weight. This item excludes denim and corduroy. (Hong Kong)

Woven fabrics in which the polyester and cotton fibres in combination account for 50 per cent or more by weight. Denim fabrics and corduroy fabrics are excluded from this definition. (Taiwan)

Denim Fabrics (Hong Kong)

Woven fabrics of a 2 by 1 or 3 by 1 twill construction made of cotton yarns and/or polyester/cotton yarns with the warp yarn dyed, normally blue, brown or black, and with a white filling yarn. (Taiwan)

Worsted Fabrics are woven fabrics having 17 per cent or more by weight of wool in which at least the warp is made from worsted spun yarn.

Nylon Fabrics: broadwoven fabrics in which the nylon fibre accounts for 50 per cent or more by weight or thread count or where the nylon fibres represent the chief value. (South Korea)

Fabrics in which the nylon fibre accounts for 50 per cent or more by weight or thread count or where the nylon fibres in combination with other fibres represent the chief value. (Poland, Taiwan, Thailand)

15. Household Textiles

Bedsheets, woven, including flannelette sheets.

Pillowcases, woven.

Tablecloths, both finished or partially manufactured, woven or knit, of polyester and/or polyester/cotton fabrics (as defined above), up to and including 406 cm. in length. This includes tablecloths which have been cut to size and hemmed, fused, fringed or marrowed and are intended to cover a table, chest, sideboard or similar article. Included are tablecloths which are part of sets comprised of matching or coordinated table mats or runners, tea napkins, drip mats and/or serviettes.

Cotton Terry Towels, Washcloths and Sets containing 50 per cent or more by weight of cotton. Cotton terry towels, washcloths and sets are of fabrics woven on a terry loom using single or plied cotton (or blends thereof) yarns with loop pile on one or both sides covering the entire surface on either plain or patterned weave, whether greige, bleached, dyed or printed, including tea, hand, beach and bath towels and bath sheets, barmops and towel blanks.

16. Hosiery, is knitted footwear for adults, children and infants. Excluded are ladies' seamless or full-fashioned full-length hosiery and knee highs produced on machines of 400 needles or above and made from yarn of 30 denier or finer, and panty-hose. (P.R. China, South Korea, Taiwan)

Knitted footwear for adults, children and infants. Excluded are men's and boys' woolen hosiery (over 50 per cent of wool by weight) and ladies' seamless or full fashioned full length hosiery and knee highs produced on machines of 400 needles or above and made from yarn of 30 denier of finer, and panty-hose. (Singapore, Thailand)

17. Work Gloves, both finished and partially manufactured, that are wholly or mainly of textile fabrics, whether or not impregnated or coated including such gloves manufactured partly of leather. This includes work glove liners or shells, wholly of textile fabrics, which are neither impregnated nor coated and without any other non-textile components, for incorporation in work gloves. (P.R. China, South Korea, Macau, Pakistan, Sri Lanka, Taiwan, Thailand)

Both finished and partially manufactured, that are wholly or mainly of textile fabrics, wholly or mainly by weight of cotton, man-made fibres or blends thereof, whether or not impregnated or coated including such gloves manufactured partly of leather.

Note: Work glove liners or shells wholly of textile fabrics which are wholly or mainly of cotton, man-made fibres or blends thereof, neither impregnated or coated and without any other non-textile components, for incorporation in work gloves, are not included. (Hong Kong)

18. Handbags, made of fabrics whether uncoated, coated or bonded containing natural or man-made fibres or blends of fibres, with a body area, excluding handles, between 258 to 1226 square centimetres, in the manufacture of which leather and plastic materials may be used as trim and finish but not a major component of the shell. (South Korea, Taiwan)

ANNEX III

ARRANGEMENT REGARDING INTERNATIONAL
TRADE IN TEXTILES (MFA) AND THE
PROTOCOL

ARRANGEMENT REGARDING INTERNATIONAL TRADE IN TEXTILES

PREAMBLE

Recognizing the great importance of production and trade in textile products of wool, man-made fibres and cotton for the economies of many countries, and their particular importance for the economic and social development of developing countries and for the expansion and diversification of their export earnings, and conscious also of the special importance of trade in textile products of cotton for many developing countries;

Recognizing further the tendency for an unsatisfactory situation to exist in world trade in textile products and that this situation, if not satisfactorily dealt with, could work to the detriment of countries participating in trade in textile products, whether as importers or exporters, or both, adversely affect prospects for international co-operation in the trade field, and have unfortunate repercussions on trade relations generally;

Noting that this unsatisfactory situation is characterized by the proliferation of restrictive measures, including discriminatory measures, that are inconsistent with the principles of the General Agreement on Tariffs and Trade and also that, in some importing countries, situations have arisen which, in the view of these countries, cause or threaten to cause disruption of their domestic markets;

Desiring to take co-operative and constructive action, within a multi-lateral framework, so as to deal with the situation in such a way as to promote on a sound basis the development of production and expansion of trade in textile products and progressively to achieve the reduction of trade barriers and the liberalization of world trade in these products;

Recognizing that, in pursuit of such action, the volatile and continually evolving nature of production and trade in textile products should be constantly borne in mind and the fullest account taken of such serious economic and social problems as exist in this field in both importing and exporting countries, and particularly in the developing countries;

Recognizing further that such action should be designed to facilitate economic expansion and to promote the development of developing countries possessing the necessary resources, such as materials and technical skills, by providing larger opportunities for such countries, including countries that

are, or that may shortly become, new entrants in the field of textile exports to increase their exchange earnings from the sale in world markets of products which they can efficiently produce;

Recognizing that future harmonious development of trade in textiles particularly having regard to the needs of developing countries, also depends importantly upon matters outside the scope of this Arrangement, and that such factors in this respect include progress leading both to the reduction of tariffs and to the maintenance and improvement of schemes of generalized preferences, in accordance with the Tokyo Declaration;

Determined to have full regard to the principles and objectives of the General Agreement on Tariffs and Trade (hereinafter referred to as the GATT) and, in carrying out the aims of this Arrangement, effectively to implement the principles and objectives agreed upon in the Tokyo Declaration of Ministers dated 14 September 1973 concerning the Multilateral Trade Negotiations;

THE PARTIES TO THIS ARRANGEMENT have agreed as follows:

Article 1

1. It may be desirable during the next few years for special practical measures of international co-operation to be applied by the participating countries¹ in the field of textiles with the aim of eliminating the difficulties that exist in this field.

2. The basic objectives shall be to achieve the expansion of trade, the reduction of barriers to such trade and the progressive liberalization of world trade in textile products, while at the same time ensuring the orderly and equitable development of this trade and avoidance of disruptive effects in individual markets and on individual lines of production in both importing and exporting countries. In the case of those countries having small markets, an exceptionally high level of imports and a correspondingly low level of domestic production, account should be taken of the avoidance of damage to those countries' minimum viable production of textiles.

3. A principal aim in the implementation of this Arrangement shall be to further the economic and social development of developing countries and secure a substantial increase in their export earnings from textile

¹ The expressions "participating country", "participating exporting country" and "participating importing country", wherever they appear in this Arrangement, shall be deemed to include the European Economic Community.

products and to provide scope for a greater share for them in world trade in these products.

4. Actions taken under this Arrangement shall not interrupt or discourage the autonomous industrial adjustment processes of participating countries. Furthermore, actions taken under this Arrangement should be accompanied by the pursuit of appropriate economic and social policies, in a manner consistent with national laws and systems, required by changes in the pattern of trade in textiles and in the comparative advantage of participating countries, which policies would encourage businesses which are less competitive internationally to move progressively into more viable lines of production or into other sectors of the economy and provide increased access to their markets for textile products from developing countries.

5. The application of safeguard measures under this Arrangement, subject to recognized conditions and criteria and under the surveillance of an international body set up for that purpose, and in conformity with the principles and objectives of this Arrangement, may in exceptional circumstances become necessary in the field of trade in textile products, and should assist any process of adjustment which would be required by the changes in the pattern of world trade in textile products. The parties to this Arrangement undertake not to apply such measures except in accordance with the provisions of this Arrangement with full regard to the impact of such measures on other parties.

6. The provisions of this Arrangement shall not affect the rights and obligations of the participating countries under the GATT.

7. The participating countries recognize that, since measures taken under this Arrangement are intended to deal with the special problems of textile products, such measures should be considered as exceptional, and not lending themselves to application in other fields.

Article 2

1. All existing unilateral quantitative restrictions, bilateral agreements and any other quantitative measures in force which have a restrictive effect shall be notified in detail by the restraining participating country, upon acceptance of or accession to this Arrangement, to the Textiles Surveillance Body, which shall circulate the notifications to the other participating countries for their information. Measures or agreements which are not notified by a participating country within sixty days of its acceptance of, or accession to, this Arrangement shall be considered to be contrary to this Arrangement and shall be terminated forthwith.

2. Unless they are justified under the provisions of the GATT (including its Annexes and Protocols), all unilateral quantitative restrictions and any other quantitative measures which have a restrictive effect and which are notified in accordance with paragraph 1 above shall be terminated within one year of the entry into force of this Arrangement, unless they are the subject of one of the following procedures to bring them into conformity with the provisions of this Arrangement:

- (i) inclusion in a programme, which should be adopted and notified to the Textiles Surveillance Body within one year from the date of coming into force of this Arrangement, designed to eliminate existing restrictions in stages within a maximum period of three years from the entry into force of this Arrangement and taking account of any bilateral agreement either concluded or in course of being negotiated as provided for in (ii) below; it being understood that a major effort will be made in the first year, covering both a substantial elimination of restrictions and a substantial increase in the remaining quotas;
- (ii) inclusion, within a period of one year from the entry into force of this Arrangement, in bilateral agreements negotiated, or in course of negotiation, pursuant to the provisions of Article 4; if, for exceptional reasons, any such bilateral agreement is not concluded within the period of one year, this period, following consultations by the participating countries concerned and with the concurrence of the Textiles Surveillance Body, may be extended by not more than one year;
- (iii) inclusion in agreements negotiated or measures adopted pursuant to the provisions of Article 3.

3. Unless justified under the provisions of the GATT (including its Annexes and Protocols), all existing bilateral agreements notified in accordance with paragraph 1 of this Article shall, within one year of the entry into force of this Arrangement, either be terminated or justified under the provisions of this Arrangement or modified to conform therewith.

4. For the purposes of paragraphs 2 and 3 above the participating countries shall afford full opportunity for bilateral consultation and negotiation aimed at arriving at mutually acceptable solutions in accordance with Articles 3 and 4 of this Arrangement and permitting from the first year of the acceptance of this Arrangement the elimination as complete as possible of the existing restrictions. They shall report specifically to the Textiles Surveillance Body within one year of the entry into force of this Arrangement on the status of any such actions taken or negotiations undertaken pursuant to this Article.

5. The Textiles Surveillance Body shall complete its review of such reports within ninety days of their receipt. In its review it shall consider whether all the actions taken are in conformity with this Arrangement. It may make appropriate recommendations to the participating countries directly concerned so as to facilitate the implementation of this Article.

Article 3

1. Unless they are justified under the provisions of the GATT (including its Annexes and Protocols) no new restrictions on trade in textile products shall be introduced by participating countries nor shall existing restrictions be intensified, unless such action is justified under the provisions of this Article.

2. The participating countries agree that this Article should only be resorted to sparingly and its application shall be limited to the precise products and to countries whose exports of such products are causing market disruption as defined in Annex A taking full account of the agreed principles and objectives set out in this Arrangement and having full regard to the interests of both importing and exporting countries. Participating countries shall take into account imports from all countries and shall seek to preserve a proper measure of equity. They shall endeavour to avoid discriminatory measures where market disruption is caused by imports from more than one participating country and when resort to the application of this Article is unavoidable, bearing in mind the provisions of Article 6.

3. If, in the opinion of any participating importing country, its market in terms of the definition of market disruption in Annex A is being disrupted by imports of a certain textile product not already subject to restraint, it shall seek consultations with the participating exporting country or countries concerned with a view to removing such disruption. In its request the importing country may indicate the specific level at which it considers that exports of such products should be restrained, a level which shall not be lower than the general level indicated in Annex B. The exporting country or countries concerned shall respond promptly to such request for consultations. The importing country's request for consultations shall be accompanied by a detailed factual statement of the reasons and justification for the request, including the latest data concerning elements of market disruption, this information being communicated at the same time by the requesting country to the Chairman of the Textiles Surveillance Body.

4. If, in the consultation, there is mutual understanding that the situation calls for restrictions on trade in the textile product concerned, the level of restriction shall be fixed at a level not lower than the level indicated

in Annex B. Details of the agreement reached shall be communicated to the Textiles Surveillance Body which shall determine whether the agreement is justified in accordance with the provisions of this Arrangement.

5. (i) If, however, after a period of sixty days from the date on which the request has been received by the participating exporting country or countries, there has been no agreement either on the request for export restraint or on any alternative solution, the requesting participating country may decline to accept imports for retention from the participating country or countries referred to in paragraph 3 above of the textiles and textile products causing market disruption (as defined in Annex A) at a level for the twelve-month period beginning on the day when the request was received by the participating exporting country or countries not less than the level provided for in Annex B. Such level may be adjusted upwards to avoid undue hardship to the commercial participants in the trade involved to the extent possible consistent with the purposes of this Article. At the same time the matter shall be brought for immediate attention to the Textiles Surveillance Body.
- (ii) However, it shall be open for either party to refer the matter to the Textiles Surveillance Body before the expiry of the period of sixty days.
- (iii) In either case the Textiles Surveillance Body shall promptly conduct the examination of the matter and make appropriate recommendations to the parties directly concerned within thirty days from the date on which the matter is referred to it. Such recommendations shall also be forwarded to the Textiles Committee and to the GATT Council for their information. Upon receipt of such recommendations the participating countries concerned should review the measures taken or contemplated with regard to their institution, continuation, modification or discontinuation.

6. In highly unusual and critical circumstances, where imports of a textile product or products during the period of sixty days referred to in paragraph 5 above would cause serious market disruption giving rise to damage difficult to repair, the importing country shall request the exporting country concerned to co-operate immediately on a bilateral emergency basis to avoid such damage, and shall, at the same time, immediately communicate to the Textiles Surveillance Body the full details of the situation. The countries concerned may make any mutually acceptable interim arrangement they deem necessary to deal with the situation without prejudice

to consultations regarding the matter under paragraph 3 of this Article. In the event that such interim arrangement is not reached, temporary restraint measures may be applied at a level higher than that indicated in Annex B with a view, in particular, to avoiding undue hardship to the commercial participants in the trade involved. The importing country shall give, except where possibility exists of quick delivery which would undermine the purpose of such measure, at least one week's prior notification of such action to the participating exporting country or countries and enter into, or continue, consultations under paragraph 3 of this Article. When a measure is taken under this paragraph either party may refer the matter to the Textiles Surveillance Body. The Textiles Surveillance Body shall conduct its work in the manner provided for in paragraph 5 above. Upon receipt of recommendations from the Textiles Surveillance Body the participating importing country shall review the measures taken, and report thereon to the Textiles Surveillance Body.

7. If recourse is had to measures under this Article, participating countries shall, in introducing such measures, seek to avoid damage to the production and marketing of the exporting countries, and particularly of the developing countries, and shall avoid any such measures taking a form that could result in the establishment of additional non-tariff barriers to trade in textile products. They shall, through prompt consultations, provide for suitable procedures, particularly as regards goods which have been, or which are about to be, shipped. In the absence of agreement, the matter may be referred to the Textiles Surveillance Body, which shall make the appropriate recommendations.

8. Measures taken under this Article may be introduced for limited periods not exceeding one year, subject to renewal or extension for additional periods of one year, provided that agreement is reached between the participating countries directly concerned on such renewal or extension. In such cases, the provisions of Annex B shall apply. Proposals for renewal or extension, or modification or elimination or any disagreement thereon shall be submitted to the Textiles Surveillance Body, which shall make the appropriate recommendations. However, bilateral restraint agreements under this Article may be concluded for periods in excess of one year in accordance with the provisions of Annex B.

9. Participating countries shall keep under review any measures they have taken under this Article and shall afford any participating country or countries affected by such measures, adequate opportunity for consultation with a view to the elimination of the measures as soon as possible. They shall report from time to time, and in any case once a year, to the Textiles Surveillance Body on the progress made in the elimination of such measures.

Article 4

1. The participating countries shall fully bear in mind, in the conduct of their trade policies in the field of textiles, that they are, through the acceptance of, or accession to, this Arrangement, committed to a multilateral approach in the search for solutions to the difficulties that arise in this field.

2. However, participating countries may, consistently with the basic objectives and principles of this Arrangement, conclude bilateral agreements on mutually acceptable terms in order, on the one hand, to eliminate real risks of market disruption (as defined in Annex A) in importing countries and disruption to the textile trade of exporting countries, and on the other hand to ensure the expansion and orderly development of trade in textiles and the equitable treatment of participating countries.

3. Bilateral agreements maintained under this Article shall, on overall terms, including base levels and growth rates, be more liberal than measures provided for in Article 3 of this Arrangement. Such bilateral agreements shall be designed and administered to facilitate the export in full of the levels provided for under such agreements and shall include provisions assuring substantial flexibility for the conduct of trade thereunder, consistent with the need for orderly expansion of such trade and conditions in the domestic market of the importing country concerned. Such provisions should encompass areas of base levels, growth, recognition of the increasing interchangeability of natural, artificial and synthetic fibres, carry forward, carryover, transfers from one product grouping to another and such other arrangements as may be mutually satisfactory to the parties to such bilateral agreements.

4. The participating countries shall communicate to the Textiles Surveillance Body full details of agreements entered into in terms of this Article within thirty days of their effective date. The Textiles Surveillance Body shall be informed promptly when any such agreements are modified or discontinued. The Textiles Surveillance Body may make such recommendations as it deems appropriate to the parties concerned.

Article 5

Restrictions on imports of textile products under the provisions of Article 3 and 4 shall be administered in a flexible and equitable manner and over-categorization shall be avoided. Participating countries shall, in consultation, provide for arrangements for the administration of the quotas and restraint levels, including the proper arrangement for allocation of quotas among the exporters, in such a way as to facilitate full utilization of

such quotas. The participating importing country should take full account of such factors as established tariff classification and quantitative units based on normal commercial practices in export and import transactions, both as regards fibre composition and in terms of competing for the same segment of its domestic market.

Article 6

1. Recognizing the obligations of the participating countries to pay special attention to the needs of the developing countries, it shall be considered appropriate and consistent with equity obligations for those importing countries which apply restrictions under this Arrangement affecting the trade of developing countries to provide more favourable terms with regard to such restrictions, including elements such as base level and growth rates, than for other countries. In the case of developing countries whose exports are already subject to restrictions and if the restrictions are maintained under this Arrangement, provisions should be made for higher quotas and liberal growth rates. It shall, however, be borne in mind that there should be no undue prejudice to the interests of established suppliers or serious distortion in existing patterns of trade.

2. In recognition of the need for special treatment for exports of textile products from developing countries, the criterion of past performance shall not be applied in the establishment of quotas for their exports of products from those textile sectors in respect of which they are new entrants, in the markets concerned and a higher growth rate shall be accorded to such exports, having in mind that this special treatment should not cause undue prejudice to the interests of established suppliers or create serious distortions in existing patterns of trade.

3. Restraints on exports from participating countries whose total volume of textile exports is small in comparison with the total volume of exports of other countries should normally be avoided if the exports from such countries represent a small percentage of the total imports of textiles covered by this Arrangement of the importing country concerned.

4. Where restrictions are applied to trade in cotton textiles in terms of this Arrangement, special consideration will be given to the importance of this trade to the developing countries concerned in determining the size of quotas and the growth element.

5. Participating countries shall not, as far as possible, maintain restraints on trade in textile products originating in other participating countries which are imported under a system of temporary importation for re-export after processing, subject to a satisfactory system of control and certification.

6. Consideration shall be given to special and differential treatment to re-imports into a participating country of textile products which that country has exported to another participating country for processing and subsequent re-importation, in the light of the special nature of such trade without prejudice to the provisions of Article 3.

Article 7

The participating countries shall take steps to ensure, by the exchange of information, including statistics on imports and exports when requested, and by other practical means, the effective operation of this Arrangement.

Article 8

1. The participating countries agree to avoid circumvention of this Arrangement by trans-shipment, re-routing, or action by non-participants. In particular, they agree on the measures provided for in this Article.

2. The participating countries agree to collaborate with a view to taking appropriate administrative action to avoid such circumvention. Should any participating country believe that the Arrangement is being circumvented and that no appropriate administrative measures are being applied to avoid such circumvention, that country should consult with the exporting country of origin and with other countries involved in the circumvention with a view to seeking promptly a mutually satisfactory solution. If such a solution is not reached the matter shall be referred to the Textiles Surveillance Body.

3. The participating countries agree that if resort is had to the measures envisaged in Articles 3 and 4, the participating importing country or countries concerned shall take steps to ensure that the participating country's exports against which such measures are taken shall not be restrained more severely than the exports of similar goods of any country not party to this Arrangement which are causing, or actually threatening, market disruption. The participating importing country or countries concerned will give sympathetic consideration to any representations from participating exporting countries to the effect that this principle is not being adhered to or that the operation of this Arrangement is frustrated by trade with countries not party to this Arrangement. If such trade is frustrating the operation of this Arrangement, the participating countries shall consider taking such actions as may be consistent with their law to prevent such frustrations.

4. The participating countries concerned shall communicate to the Textiles Surveillance Body full details of any measures or arrangements

taken under this Article or any disagreement and, when so requested, the Textiles Surveillance Body shall make reports or recommendations as appropriate.

Article 9

1. In view of the safeguards provided for in this Arrangement the participating countries shall, as far as possible, refrain from taking additional trade measures which may have the effect of nullifying the objectives of this Arrangement.

2. If a participating country finds that its interests are being seriously affected by any such measure taken by another participating country, that country may request the country applying such measure to consult with a view to remedying the situation.

3. If the consultation fails to achieve a mutually satisfactory solution within a period of sixty days the requesting participating country may refer the matter to the Textiles Surveillance Body which shall promptly discuss such matter, the participating country concerned being free to refer the matter to that body before the expiry of the period of sixty days if it considers that there are justifiable grounds for so doing. The Textiles Surveillance Body shall make such recommendations to the participating countries as it considers appropriate.

Article 10

1. There is established within the framework of GATT a Textiles Committee consisting of representatives of the parties to this Arrangement. The Committee shall carry out the responsibilities ascribed to it under this Arrangement.

2. The Committee shall meet from time to time and at least once a year to discharge its functions and to deal with those matters specifically referred to it by the Textiles Surveillance Body. It shall prepare such studies as the participating countries may decide. It shall undertake an analysis of the current state of world production and trade in textile products, including any measures to facilitate adjustment and it shall present its views regarding means of furthering the expansion and liberalization of trade in textile products. It will collect the statistical and other information necessary for the discharge of its functions and will be empowered to request the participating countries to furnish such information.

3. Any case of divergence of view between the participating countries as to the interpretation or application of this Arrangement may be referred to the Committee for its opinion.

4. The Committee shall once a year review the operation of this Arrangement and report thereon to the GATT Council. To assist in this review, the Committee shall have before it a report from the Textiles Surveillance Body, a copy of which will also be transmitted to the Council. The review during the third year shall be a major review of this Arrangement in the light of its operation in the preceding years.

5. The Committee shall meet not later than one year before the expiry of this Arrangement in order to consider whether the Arrangement should be extended, modified or discontinued.

Article 11

1. The Textiles Committee shall establish a Textiles Surveillance Body to supervise the implementation of this Arrangement. It shall consist of a Chairman and eight members to be appointed by the parties to this Arrangement on a basis to be determined by the Textiles Committee so as to ensure its efficient operation. In order to keep its membership balanced and broadly representative of the parties to this Arrangement provision shall be made for rotation of the members as appropriate.

2. The Textiles Surveillance Body shall be considered as a standing body and shall meet as necessary to carry out the functions required of it under this Arrangement. It shall rely on information to be supplied by the participating countries, supplemented by any necessary details and clarification it may decide to seek from them or from other sources. Further, it may rely for technical assistance on the services of the GATT secretariat and may also hear technical experts proposed by one or more of its members.

3. The Textiles Surveillance Body shall take the action specifically required of it in articles of this Arrangement.

4. In the absence of any mutually agreed solution in bilateral negotiations or consultations between participating countries provided for in this Arrangement, the Textiles Surveillance Body at the request of either party, and following a thorough and prompt consideration of the matter, shall make recommendations to the parties concerned.

5. The Textiles Surveillance Body shall, at the request of any participating country, review promptly any particular measures or arrangements which that country considers to be detrimental to its interests where consultations between it and the participating countries directly concerned have failed to produce a satisfactory solution. It shall make recommendations as appropriate to the participating country or countries concerned.

6. Before formulating its recommendations on any particular matter referred to it, the Textiles Surveillance Body shall invite participation of such participating countries as may be directly affected by the matter in question.

7. When the Textiles Surveillance Body is called upon to make recommendations or findings it shall do so, except when otherwise provided in this Arrangement, within a period of thirty days whenever practicable. All such recommendations or findings shall be communicated to the Textiles Committee for the information of its members.

8. Participating countries shall endeavour to accept in full the recommendations of the Textiles Surveillance Body. Whenever they consider themselves unable to follow any such recommendations, they shall forthwith inform the Textiles Surveillance Body of the reasons therefor and of the extent, if any, to which they are able to follow the recommendations.

9. If, following recommendations by the Textiles Surveillance Body, problems continue to exist between the parties, these may be brought before the Textiles Committee or before the GATT Council through the normal GATT procedures.

10. Any recommendations and observations of the Textiles Surveillance Body would be taken into account should the matters related to such recommendations and observations subsequently be brought before the CONTRACTING PARTIES to the GATT, particularly under the procedures of Article XXIII of the GATT.

11. The Textiles Surveillance Body shall, within fifteen months of the coming into force of this Arrangement, and at least annually thereafter, review all restrictions on textile products maintained by participating countries at the commencement of this Arrangement, and submit its findings to the Textiles Committee.

12. The Textiles Surveillance Body shall annually review all restrictions introduced or bilateral agreements entered into by participating countries concerning trade in textile products since the coming into force of this Arrangement, and required to be reported to it under the provisions of this Arrangement, and report annually its findings to the Textiles Committee.

Article 12

1. For the purposes of this Arrangement, the expression "textiles" is limited to tops, yarns, piece-goods, made-up articles, garments and other textile manufactured products (being products which derive their chief characteristics from their textile components) of cotton, wool, man-made fibres, or blend thereof, in which any or all of those fibres in combination

represent either the chief value of the fibres or 50 per cent or more by weight (or 17 per cent or more by weight of wool) of the product.

2. Artificial and synthetic staple fibre, tow, waste, simple mono- and multi-filaments, are not covered by paragraph 1 above. However, should conditions of market disruption (as defined in Annex A) be found to exist for such products, the provisions of Article 3 of this Arrangement (and other provisions of this Arrangement directly relevant thereto) and paragraph 1 of Article 2 shall apply.

3. This Arrangement shall not apply to developing country exports of handloom fabrics of the cottage industry, or hand-made cottage industry products made of such handloom fabrics, or to traditional folklore handicraft textiles products, provided that such products are properly certified under arrangements established between the importing and exporting participating countries concerned.

4. Problems of interpretation of the provisions of this Article should be resolved by bilateral consultation between the parties concerned and any difficulties may be referred to the Textiles Surveillance Body.

Article 13

1. This Arrangement shall be deposited with the Director-General to the CONTRACTING PARTIES to the GATT. It shall be open for acceptance, by signature or otherwise, by governments contracting parties to the GATT or having provisionally acceded to the GATT and by the European Economic Community.

2. Any government which is not a contracting party to the GATT, or has not acceded provisionally to the GATT, may accede to this Arrangement on terms to be agreed between that government and the participating countries. These terms would include a provision that any government which is not a contracting party to the GATT must undertake, on acceding to this Arrangement, not to introduce new import restrictions or intensify existing import restrictions, on textile products, in so far as such action would, if that government had been a contracting party to the GATT, be inconsistent with its obligations thereunder.

Article 14

1. This Arrangement shall enter into force on 1 January 1974.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 of this Article, for the application of the provisions of Article 2, paragraphs 2, 3 and 4 the date of entry into force shall be 1 April 1974.

3. Upon request of one or more parties which have accepted or acceded to this Arrangement a meeting shall be held within one week prior to 1 April 1974. Parties which at the time of the meeting have accepted or acceded to the Arrangements may agree on any modification of the date envisaged in paragraph 2 of this Article which may appear necessary and is consistent with the provisions of Article 16.

Article 15

Any participating country may withdraw from this Arrangement upon the expiration of sixty days from the day on which written notice of such withdrawal is received by the Director-General to the CONTRACTING PARTIES to the GATT.

Article 16

This Arrangement shall remain in force for four years.

Article 17

The Annexes to this Arrangement constitute an integral part of this Arrangement.

DONE at Geneva this twentieth day of December one thousand nine hundred and seventy-three, in a single copy in the English, French and Spanish languages, each text being authentic.

ANNEX A

I. The determination of a situation of "market disruption", as referred to in this Arrangement, shall be based on the existence of serious damage to domestic producers or actual threat thereof. Such damage must demonstrably be caused by the factors set out in paragraph II below and not by factors such as technological changes or changes in consumer preference which are instrumental in switches to like and/or directly competitive products made by the same industry, or similar factors. The existence of damage shall be determined on the basis of an examination of the appropriate factors having a bearing on the evolution of the state of the industry in question such as: turnover, market share, profits, export performance, employment, volume of disruptive and other imports, production, utilization of capacity, productivity and investments. No one or several of these factors can necessarily give decisive guidance.

II. The factors causing market disruption referred to in paragraph I above and which generally appear in combination are as follows:

- (i) a sharp and substantial increase or imminent increase of imports of particular products from particular sources. Such an imminent increase shall be a measurable one and shall not be determined to exist on the basis of allegation, conjecture or mere possibility arising, for example, from the existence of production capacity in the exporting countries;
- (ii) these products are offered at prices which are substantially below those prevailing for similar goods of comparable quality in the market of the importing country. Such prices shall be compared both with the price for the domestic product at comparable stage of commercial transaction, and with the prices which normally prevail for such products sold in the ordinary course of trade and under open market conditions by other exporting countries in the importing country.

III. In considering questions of "market disruption" account shall be taken of the interests of the exporting country, especially in regard to its stage of development, the importance of the textile sector to the economy, the employment situation, overall balance of trade in textiles, trade balance with the importing country concerned and overall balance of payments.

- 1 -

ANNEX B

1. (a) The level below which imports or exports of textile products may not be restrained under the provisions of Article 3 shall be the level of actual imports or exports of such products during the twelve-month period terminating two months or, where data are not available, three months preceding the month in which the request for consultation is made, or, where applicable, the date of institution of such domestic procedure relating to market disruption in textiles as may be required by national legislation, or two months or, where data are not available, three months prior to the month in which the request for consultation is made as a result of such domestic procedure, whichever period is the later.

(b) Where a restraint on the yearly level of exports or imports exists between participating countries concerned, whether provided for under Article 2, 3 or 4, covering the twelve-month period referred to in paragraph (a), the level below which imports of textile products causing market disruption may not be restrained under the provisions of Article 3 shall be the level provided for in the restraint in lieu of the level of actual imports or exports during the twelve-month period referred to in paragraph (a).

Where the twelve-month period referred to in paragraph (a) overlaps in part with the period covered by the restraint, the level shall be:

- (i) the level provided for in the restraint, or the level of actual imports or exports, whichever is higher, except in case of overshipment, for the months where the period covered by the restraint and the twelve-month period referred to in paragraph (a) overlap; and
- (ii) the level of actual imports or exports for the months where no overlap occurs.

(c) If the period referred to in paragraph (a) is specially adverse for a particular exporting country due to abnormal circumstances, the past performance of imports from that country over a period of years should be taken into account.

(d) Where imports or exports of textile products subject to restraints were nil or negligible during the twelve-month period referred to in paragraph (a), a reasonable import level to take account of future possibilities of the exporting country shall be established through consultation between the participating countries concerned.

2. Should the restraint measures remain in force for another twelve-month period, the level for that period shall not be lower than the level specified for the preceding twelve-month period, increased by not less than

6 per cent for products under restraint. In exceptional cases where there are clear grounds for holding that the situation of market disruption will recur if the above growth rate is implemented, a lower positive growth rate may be decided upon after consultation with the exporting country or countries concerned. In exceptional cases where participating importing countries have small markets, an exceptionally high level of imports and a correspondingly low level of domestic production and where the implementation of the above growth rate would cause damage to those countries' minimum viable production, a lower positive growth rate may be decided upon after consultation with the exporting country or countries concerned.

3. Should the restraint measures remain in force for further periods, the level for each subsequent period shall not be lower than the level specified for the preceding twelve-month period, increased by six per cent, unless there is further new evidence which demonstrates, in accordance with Annex A, that implementation of the above growth rate would exacerbate the situation of market disruption. In these circumstances, after consultation with the exporting country concerned, and reference to the Textiles Surveillance Body in accordance with the procedures of Article 3 a lower positive growth rate may be applied.

4. In the event any restriction or limitation is established under Article 3 or 4 on a product or products as to which a restriction or limitation had been suppressed in accordance with the provisions of Article 2, such subsequent restriction or limitation shall not be re-established without full consideration of the limits of trade provided for under such suppressed restriction or limitation.

5. Where restraint is exercised for more than one product the participating countries agree that, provided that the total exports subject to restraint do not exceed the aggregate level for all products so restrained (on the basis of a common unit to be determined by the participating countries concerned), the agreed level for any one product may be exceeded by 7 per cent save in exceptionally and sparingly used circumstances where a lower percentage may be justified in which case that lower percentage shall be not less than 5 per cent. Where restraints are established for more years than one, the extent to which the total of the restraint level for one product or product group may, after consultation between the parties concerned, be exceeded in either year of any two subsequent years by carry forward and/or carryover is 10 per cent of which carry forward shall not represent more than 5 per cent.

6. In the application of the restraint levels and growth rates specified in paragraphs 1 to 3 above, full account shall be taken of the provisions of Article 6.

PROTOCOL EXTENDING THE ARRANGEMENT REGARDING
INTERNATIONAL TRADE IN TEXTILES

THE PARTIES to the Arrangement Regarding International Trade in Textiles (hereinafter referred to as "the Arrangement" or "MFA")

ACTING pursuant to paragraph 5 of Article 10 of the Arrangement, and

REAFFIRMING that the terms of the Arrangement regarding the competence of the Textiles Committee and the Textiles Surveillance Body are maintained, and

SUBJECT TO the Conclusions of the Textiles Committee adopted on 31 July 1986

HEREBY AGREE as follows:

1. The Arrangement shall be extended, in accordance with the Conclusions of the Textiles Committee, attached herewith and forming an integral part of this Protocol, for a period of five years until 31 July 1991.
2. This Protocol shall be deposited with the Director-General to the CONTRACTING PARTIES to the GATT. It shall be open for acceptance, by signature or otherwise, by the Parties to the Arrangement, by other governments accepting or acceding to the Arrangement pursuant to the provisions of Article 13 thereof and by the European Economic Community.
3. This Protocol shall enter into force on 1 August 1986 for the countries which have accepted it by that date. It shall enter into force for a country which accepts it on a later date as of the date of such acceptance.

Done at Geneva this thirty-first day of July, one thousand nine hundred and eighty-six, in a single copy in the English, French and Spanish languages, each text being authentic.

CONCLUSIONS OF THE TEXTILES COMMITTEE ADOPTED ON 31 JULY 1986

1. The participants in the Arrangement exchanged views regarding the future of the Arrangement.
2. Participants emphasized that the basic objectives of the MFA are to achieve the expansion of trade, particularly for the developing countries, the reduction of barriers to such trade and the progressive liberalization of world trade in textile products, while at the same time ensuring the orderly and equitable development of this trade and avoidance of disruptive effects in individual markets and on individual lines of production in both importing and exporting countries.
3. They stressed the importance of promoting liberalization of trade in textiles and clothing. In this connexion, they recognized the need for co-operative efforts by all participants. They agreed that the final objective is the application of GATT rules to trade in textiles.
4. It was reiterated that a principal aim in the implementation of the Arrangement is to further the economic and social development of developing countries and to secure a substantial increase in their export earnings from textile products and to provide scope for a greater share for them in world trade in these products. Participants undertook to contribute to this through improvement in bilateral agreements under this Arrangement, which should provide for increased effective access in overall terms.
5. Attention was drawn to the fact that decline in the rate of growth of per capita consumption in textiles and in clothing is an element which may be relevant to the recurrence or exacerbation of a situation of market disruption. Attention was also drawn to the fact that domestic markets may be affected by elements such as technological changes and changes in consumer preference. In this connexion it was recalled that the appropriate factors for the determination of a situation of market disruption as referred to in the Arrangement are listed in Annex A.
6. The importing participants undertook that where, in their view, a case of market disruption or real risk thereof exists in terms of the definition in paragraphs I and II of Annex A, requests for action under Articles 3 or 4 shall be accompanied by available, specific and relevant factual information as up-to-date as possible, particularly in respect of factors set out in Annex A. In respect of requests made under Article 3, the information should be related, as closely as possible, to identifiable segments of production and to the reference period set out in Annex B, paragraph 1(a). They agreed that actions based on the existence of serious damage to domestic producers or actual threat thereof in terms of paragraph I of Annex A cannot be based solely upon the level of imports or growth thereof. Participants agreed that in

determining a situation of market disruption, due consideration has to be given to the evolution of the state of the domestic industry in the importing country, including its export performance and the market share held by this industry.

7. Participants agreed that in examining the factors causing a situation of market disruption, due consideration shall be given to both factors (i) and (ii) indicated in Paragraph II of Annex A.

8. The view was expressed that special difficulties may be created for importing countries which administer restraints imposed under Article 3, paragraph 5 on the basis of date of export when, in the absence of a mutually agreed solution as indicated in Article 3, paragraph 8, an imminent and measurable increase in imports may arise which would cause recurrence or exacerbation of market disruption or impede the steady and orderly development of trade. It was agreed that in such cases, and after submission to the Textiles Surveillance Body in accordance with Article 3, paragraph 8, the importing country may extend for one further period of twelve months the restraint previously applied. Growth and flexibility shall be accorded to the subsequent twelve-month restraint in accordance with provisions of paragraphs 3 and 5 of Annex B.

9. It was recalled that in exceptional cases where there is a recurrence or exacerbation of a situation of market disruption as referred to in Annex A and paragraphs 2 and 3 of Annex B, a lower positive growth rate for a particular product from a particular source may be agreed upon between the parties to a bilateral agreement. It was further agreed that where such agreement has taken into account the growing impact of a heavily utilized quota with a very large restraint level for the product in question from a particular source, accounting for a very large share of the market of the importing country for textiles and clothing, the exporting party to the agreement concerned may agree to any mutually acceptable arrangements with regard to flexibility.

10. The Committee also confirmed that exporting participants, predominant in the exporting of textile products in all the following fibres (cotton, wool and man-made fibres) covered by the Arrangement, may agree with importing participants to any mutually acceptable solution as regards growth and flexibility; but in no case should such growth and flexibility be negative. Importing participants at the same time recognized the importance to predominant exporting participants of stability in the textile trade and the need to ensure that stability and certainty throughout the full life of their bilateral agreements, keeping in mind also the need for orderly development of trade in textiles.

11. The view was expressed that real difficulties may be caused in importing countries by sharp and substantial increases in imports as a result of significant differences between larger restraint

levels negotiated in accordance with Annex B on the one hand and actual imports on the other. When such difficulties arise the exporting and importing countries may consult in order to arrive at a mutually acceptable solution, including the provision of equitable and quantifiable compensation where appropriate. As regards consistently under-utilized quotas, consideration should be given to their removal upon request. Should a quota that has been removed be re-introduced, the quota level shall fully take into account the previous restraint level.

12. The Committee recognized that participating importing countries having small markets, an exceptionally high level of imports and a correspondingly low level of domestic production are particularly exposed to the problems arising from imports causing market disruption as defined in Annex A and that their problems should be resolved in a spirit of equity and flexibility in order to avoid damage to those countries' minimum viable production of textiles. At the same time, the Committee noted the commitment by those countries to contribute to further liberalization of world trade in textile products. Participants agreed that these countries may apply lower positive growth rates as set out in Annex B and on a mutually acceptable basis lower flexibility than the norms set out in the same Annex, on the understanding that future bilateral agreements shall, depending on the point of departure for each importing country, in respect to growth and flexibility represent meaningful improvements over those agreements previously in place. Participants further agreed that minimum viable production provisions are available only in the circumstances set out in the Arrangement and in this paragraph.

13. The participating countries were conscious of the problems posed by restraints on exports of new entrants and small suppliers, as well as on exports of cotton textiles by cotton producing countries. They reaffirmed their commitment to the letter and intent of Article 6 of the Arrangement and to the effective implementation of this Article to the benefit of these countries.

To this end they agreed that:

- (a) Restraints shall not normally be imposed on exports from small suppliers, new entrants and least developed countries.
- (b) If circumstances oblige the importing country to introduce restraints on exports from the least developed countries, the treatment accorded to these countries should be significantly more favourable than that accorded to the other groups referred to in this paragraph, preferably in all its elements but, at least, on overall terms.

- (c) Where restraints are applied on exports from new entrants and small suppliers, the economic terms relating to growth and flexibility rates should take due account of the future possibilities for the development of trade and the need to permit commercial quantities of imports in order to further the economic and social development of such suppliers.
- (d) Exports of cotton textiles from cotton producing exporting countries should be given special consideration. Where restraints are applied, more favourable treatment should be given to these countries in terms of quotas, growth rates and flexibility, having due regard to the provisions of Annex B. This special consideration should be reflected in the improvements in bilateral agreements foreseen in paragraph 4 above, and should take into account the point of departure for each country, the degree of vulnerability of the industrial sectors concerned in the importing country, as well as the importance of cotton textile exports in the economy of the exporting country concerned.
- (e) The provisions of Annex B relating to exceptional circumstances and cases should be applied sparingly to exports from new entrants, small suppliers and trade in cotton textiles of cotton producing developing countries.
- (f) Any restraints envisaged on exports from new entrants, small suppliers, and cotton textile producing countries shall take into account the treatment of similar exports from other participants, as well as non-participants in terms of Article 8, paragraph 3.

14. The participants recognized that particular problems are created by restrictions on wool products for those wool producing developing countries whose economy and textile trade are dependent on the wool sector, whose total textile exports consist almost exclusively of wool textiles and clothing, and whose volume of textile trade is comparatively small in the markets of the importing countries. It was agreed that, in the application of safeguard measures under the Arrangement, special consideration shall be given to the export needs of such countries when considering quota levels, growth rates and flexibility, so as to ensure overall improved access in the importing country's market, having due regard to the provisions of Annex B.

15. In conformity with the provisions of Article 6, paragraph 6 of the Arrangement for consideration to be given to special differential and more favourable treatment, in the light of the special nature of the trade referred to therein, participants agreed that, in negotiating bilateral restraints account shall be taken of the relative degree to which these exports contribute to situations of market disruption or real risk thereof.

16. Participants agreed to co-operate fully in dealing with problems relating to circumvention of the Arrangement, in the light of the provisions of Article 8 thereof. To this end, it is agreed that such co-operation will include such administrative cooperation and exchange of available information and documents in accordance with national laws and procedures, as are necessary to establish the relevant facts. It was further agreed that the appropriate administrative action referred to in Article 8, paragraph 2, should in principle, where evidence is available regarding the country of true origin and the circumstances of circumvention, include adjustment of charges to existing quotas to reflect the country of true origin; any such adjustment together with its timing and scope being decided in consultation between the countries concerned, with a view to arriving at a mutually satisfactory solution. If such a solution is not reached any participant involved may refer the matter to the Textiles Surveillance Body in accordance with the provisions of Article 8, paragraph 2.

17. The participants agreed to collaborate in regard to instances of false declarations regarding the quantity and type of textile products presented for import by the exchange of available information and documents in accordance with the national laws concerned, with a view to establishing the relevant facts and enabling the government concerned to take appropriate action under national laws and procedures.

18. Introduction of changes (such as changes in practices, rules, procedures, categorization of textile products, including those changes relating to the Harmonized System) in the implementation or interpretation of bilateral textile agreements or of the Arrangement, which have the effect of upsetting the balance of rights and obligations between the parties concerned, or which affect the economic content of a bilateral agreement, or which affect the ability of a participant to use or benefit fully from a bilateral agreement, or which disrupt trade, shall be avoided as far as possible. Where such changes are necessary, participants agreed that the participant initiating any such changes shall, wherever possible, inform and initiate consultations with the affected participant prior to the time that such changes may affect the trade in question, with a view to reaching a mutually acceptable solution regarding appropriate and equitable adjustments. Participants further agreed that where consultation prior to implementation of any such changes is not feasible, the participant initiating such changes will consult, as early as possible, with the affected participant with a view to reaching a mutually satisfactory solution regarding appropriate and equitable adjustments. Any dispute under this provision may be referred to the Textiles Surveillance Body for recommendation.

19. In pursuance of the objective of trade liberalization embodied in the Arrangement, the Committee re-affirmed the need to monitor adjustment policies and measures and the process of autonomous adjustment in terms of the provisions of Article 1, paragraph 4. To this end, the Committee decided that the Sub-Committee on Adjustment should continue to make a periodic review of developments in autonomous adjustment processes and in policies and measures to facilitate adjustment, as well as in production and trade in textiles, on the basis of material and information to be provided by participating countries as well as additional material and information obtained by the Secretariat from other sources, and with the help of any supporting analysis by the Secretariat. Attention was drawn to the impact of technological developments on comparative advantage and competitiveness in textile trade. Participating countries were urged to provide the Sub-Committee on Adjustment with all relevant and up-to-date information relating, inter alia, to production and trade, necessary for the Sub-Committee to discharge its function and to report periodically to the Textiles Committee to enable that Committee to fulfil its obligations under Article 10, paragraph 2.

20. The participants re-affirmed the importance of the effective functioning of the Textiles Committee, the Sub-Committee on Adjustment and the Textiles Surveillance Body, in their respective areas of competence. In this context, the participants emphasized the importance of the responsibilities of the Textiles Surveillance Body as set forth in Article 11 of the MFA.

21. The participants also re-affirmed that the rôle of the Textiles Surveillance Body is to exercise its functions as set out in Article 11 so as to help ensure the effective and equitable operation of the Arrangement and to further its objectives. In this respect, the Committee recognized the need for close co-operation among participants for the effective discharge of the Textiles Surveillance Body's responsibilities.

22. Participants agreed that in considering problems arising from the application of bilateral agreements or measures taken under the Arrangement and with a view to discharging its function with respect to the review of such action, the Textiles Surveillance Body may address problems of interpretation of the relevant provisions of the Arrangement.

23. Taking into account the important rôle of the Textiles Surveillance Body and in view of the increased membership of the Arrangement, the participants agreed to examine the possibility of an increase in the number of members of the Textiles Surveillance Body.

24.(i) The Committee acknowledged the concern of some importing countries regarding substantially increased imports of textiles made of vegetable fibres, blends of vegetable fibres with fibres specified in Article 12, and blends containing silk, which are directly competitive with textiles made of fibres specified in Article 12. Accordingly, the Committee agreed that the provisions of Articles 3 and 4 may be invoked with respect to directly competitive imports of such textiles, in which any or all of those fibres in combination represent either the chief value of the fibres or 50 per cent or more by weight of the products, which cause market disruption or a real risk thereof, bearing in mind also the provisions of Article 8, paragraph 3 of the Arrangement.

(ii) In examining the case for market disruption, the Textiles Surveillance Body is instructed to pay particular attention to the evidence demonstrating that these products are directly competitive with products of cotton, wool and man-made fibres manufactured in the importing country concerned.

(iii) It is understood that restraints will not be applied to historically traded textiles which were internationally traded in commercially significant quantities prior to 1982, such as bags, sacks, carpetbacking, cordage, luggage, mats, mattings and carpets typically made from fibres such as jute, coir, sisal, abaca, maguey and henequen.

25. In the context of the phasing out of restraints under the Arrangement, priority attention would be given to sectors of trade, e.g. wool tops, and suppliers for which the Arrangement provides for special and more favourable treatment as referred to in Article 6.

26. It was felt that in order to ensure the proper functioning of the MFA, all participants should refrain from taking measures on textiles covered by the MFA, outside the provisions therein, before exhausting all the relief measures provided in the MFA.

27. Participants noted the concern expressed by a number of participants with respect to the problem of infringement of registered trademarks and designs in trade in textiles and clothing and noted that such problems could be dealt with in accordance with the relevant national laws and regulations.

28. Having regard to the stated objectives set out in paragraph 2 above, and on the basis of the elements mentioned in the preceding paragraphs, which supersede in their totality those adopted on 22 December 1981, the Textiles Committee considered that the Arrangement should be extended for a period of five years, subject to confirmation by signature as from 31 July 1986 of a Protocol for this purpose.

ANNEX IV

EXPORT & IMPORT PERMITS ACT,
IMPORT CONTROL LIST AND
GENERAL IMPORT PERMITS



OFFICE CONSOLIDATION

CODIFICATION ADMINISTRATIVE

of the

de la

**Export and Import
Permits Act**

**Loi sur les licences
d'exportation et
d'importation**

R.S., c. E-17

amended by

cc. 29, 32 (2nd Supp.)

1974, c. 9

1980-81-82-83, cc. 82, 167 Sch. 1

1984, c. 25

S.R., c. E-17

modifiée par

cc. 29, 32 (2^e Supp.)

c. 9, 1974

cc. 82, 167 Annexe I, 1980-81-82-83

c. 25, 1984

CHAPTER E-17

An Act respecting the export and import of strategic and other goods

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Export and Import Permits Act*.

INTERPRETATION

Definitions

"Area Control List"

"Export Control List"

"Import Control List"

"Minister"

"Resident of Canada"

2. In this Act,

(a) "Area Control List" means a list of countries established under section 4;

(b) "Export Control List" means a list of goods established under section 3;

(c) "Import Control List" means a list of goods established under section 5;

(d) "Minister" means such member of the Queen's Privy Council for Canada as is designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of this Act;

(e) "resident of Canada" means, in the case of a natural person, a person who ordinarily resides in Canada and, in the case of a corporation, a corporation having its head office in Canada or operating a branch office in Canada.

ESTABLISHMENT OF CONTROL LISTS

Export list of goods

3. The Governor in Council may establish a list of goods, to be called an Export Control List, including therein any article the export of which he deems it necessary to control for any of the following purposes, namely,

(a) to ensure that arms, ammunition, implements or munitions of war, naval, army or air stores or any articles deemed capable of being converted thereto or made useful in the production thereof or otherwise having a strategic nature or value will not be made available to any destination wherein their use might be detrimental to the security of Canada;

(a.1) to ensure that any action taken to promote the further processing in Canada of a natural resource that is produced in Canada is not rendered ineffective by reason of the unrestricted exportation of that natural resource;

(a.2) to limit or keep under surveillance the export of any raw or processed material that is produced in Canada in circumstances of surplus supply and depressed prices and that is not a produce of agriculture;

(b) to implement an intergovernmental arrangement or commitment; or

CHAPITRE E-17

Loi concernant l'exportation et l'importation de marchandises de valeur stratégique et d'autres marchandises

TITRE ABRÉGÉ

Titre abrégé

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*.

INTERPRÉTATION

Definitions

«liste de pays visés par contrôle»

«liste de marchandises d'exportation contrôlée»

«liste de marchandises d'importation contrôlée»

«Ministre»

«résident du Canada»

2. Dans la présente loi, l'expression

a) «liste de pays visés par contrôle» signifie une liste de pays établie selon l'article 4;

b) «liste de marchandises d'exportation contrôlée» signifie une liste de marchandises établie selon l'article 3;

c) «liste de marchandises d'importation contrôlée» signifie une liste de marchandises établie selon l'article 5;

d) «Ministre» s'entend du membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé par le gouverneur en conseil de l'application de la présente loi;

e) «résident du Canada» désigne, dans le cas d'une personne naturelle, une personne qui réside ordinairement au Canada et, dans le cas d'une corporation, une corporation qui a son siège social ou qui exploite une succursale au Canada.

ÉTABLISSEMENT DE LISTES DE CONTRÔLE

3. Le gouverneur en conseil peut établir une liste de marchandises, appelée «liste de marchandises d'exportation contrôlée», comprenant tout article dont, à son avis, il est nécessaire de contrôler l'exportation pour l'une quelconque des fins suivantes, savoir:

Liste visant l'exportation de marchandises

a) assurer que des armes, des munitions, ou du matériel ou des armements de guerre, des approvisionnements navals, des approvisionnements de l'armée ou de l'Air, ou des articles jugés susceptibles d'être transformés en l'un des susdits ou de pouvoir servir à leur production, ou ayant autrement une nature ou valeur stratégique, ne seront pas rendus disponibles à une destination où leur emploi pourrait être préjudiciable à la sécurité du Canada;

a.1) s'assurer que toute mesure prise pour favoriser le traitement supplémentaire au Canada d'une ressource naturelle qui y est produite ne deviennent pas inopérante du fait de l'exportation sans restriction de cette ressource naturelle;

a.2) limiter les exportations de matières premières ou transformées d'origine canadienne, ou en conserver le contrôle, lorsqu'il y a surproduction et chute des cours et qu'il ne s'agit pas d'un produit agricole;

b) mettre en œuvre un arrangement ou un engagement intergouvernemental; ou

(c) to ensure that there is an adequate supply and distribution of such article in Canada for defence or other needs.

Export list of countries

4. The Governor in Council may establish a list of countries, to be called an Area Control List, including therein any country to which he deems it necessary to control the export of any goods.

Import list of goods.

5. The Governor in Council may establish a list of goods, to be called an Import Control List, including therein an article the import of which he deems it necessary to control for any of the following purposes, namely:

(a) to ensure, in accordance with the needs of Canada, the best possible supply and distribution of an article that is scarce in world markets or is subject to governmental control in the countries of origin or to allocation by intergovernmental arrangement;

(a.1) to restrict, for the purpose of supporting any action taken under the *Farm Products Marketing Agencies Act*, the importation in any form of a like article to one produced or marketed in Canada the quantities of which are fixed or determined under that Act;

(a.2) to restrict, for the purpose of supporting any action taken under the *Meat Import Act*, the importation of products to which that Act applies;

(a.3) to restrict the importation of arms, ammunition, implements or munitions of war, army, naval or air stores, or any articles deemed capable of being converted thereinto or made useful in the production thereof; *

(b) to implement any action taken under the *Agricultural Stabilization Act*, the *Fisheries Prices Support Act*, the *Agricultural Products Co-operative Marketing Act*, the *Agricultural Products Board Act* or the *Canadian Dairy Commission Act*, to support the price of the article or that has the effect of supporting the price of the article; or

(c) to implement an intergovernmental arrangement or commitment;

and where any goods are included in the list for the purpose of ensuring supply or distribution of goods subject to allocation by intergovernmental arrangement or for the purpose of implementing an intergovernmental arrangement or commitment, a statement of the effect or a summary of the arrangement or commitment, if it has not previously been laid before Parliament, shall be laid before Parliament not later than fifteen days after the Order of the Governor in Council including those goods in the list is published in the

*S.C. 1986, C.1, ss. 211(1), Schedule I, item 4(1). Effective 10 November 1986.

c) assurer un approvisionnement et une distribution de cet article au Canada qui suffisent aux besoins de la défense ou autres

4. Le gouverneur en conseil peut établir une liste de pays, appelée «liste de pays visés par contrôle», comprenant tout pays vers lequel il estime nécessaire de contrôler l'exportation de marchandises.

Liste de pays aux fins d'export

5. Le gouverneur en conseil peut établir une liste de marchandises, appelée «liste de marchandises d'importation contrôlée», comprenant tout article dont, à son avis, il est nécessaire de contrôler l'importation pour l'une quelconque des fins suivantes, savoir:

Liste visant l'importation de marchandises

a) assurer, selon les besoins du Canada, le meilleur approvisionnement et la meilleure distribution possibles d'un article rare sur les marchés mondiaux ou soumis à des régies gouvernementales dans les pays d'origine ou à une répartition par arrangement intergouvernemental;

a.1) appuyer une mesure prise en vertu de la *Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme*, en limitant l'importation sous quelque forme d'un article semblable à un article produit ou commercialisé au Canada dont les quantités sont fixées ou déterminées en vertu de cette loi;

a.2) appuyer une mesure prise en vertu de la *Loi sur l'importation de la viande* en limitant le volume des importations des produits auxquels cette loi s'applique;

a.3) interdire l'importation au Canada d'armes, de munitions, de matériels ou d'armements de guerre, de fournitures de l'armée, de la marine ou de l'aviation ou tout ce qui est susceptible d'être transformé en de tels articles ou peut servir à leur fabrication; *

b) mettre à exécution toute mesure prise selon la *Loi sur la stabilisation des prix agricoles*, la *Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche*, la *Loi sur la vente coopérative des produits agricoles*, la *Loi sur l'Office des produits agricoles* ou la *Loi sur la Commission canadienne du lait*, ayant pour objet ou pour effet de soutenir le prix de l'article; ou

c) mettre en œuvre un arrangement ou un engagement intergouvernemental;

et lorsque des marchandises sont incluses dans la liste en vue d'assurer l'approvisionnement ou la distribution de marchandises sujettes à répartition par arrangement intergouvernemental ou pour donner suite à un arrangement ou engagement intergouvernemental, un exposé de l'effet ou un sommaire de l'arrangement ou engagement, s'il n'a pas été antérieurement présenté au Parlement, doit l'être au plus tard quinze jours après que l'arrêté du gouverneur en conseil faisant entrer ces marchandises dans la liste est publié dans la

*S.C. 1986, C.1, para. 211(1), Annexe I, no. 4(1). En vigueur 10 novembre 1986.

Canada Gazette pursuant to the Statutory Instruments Act or, if Parliament is not then sitting, on any of the first fifteen days next thereafter that Parliament is sitting

(2) Where at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council on a report of the Minister made pursuant to

(a) an inquiry made by the Textile and Clothing Board with respect to the importation of any textile and clothing goods within the meaning of the *Textile and Clothing Board Act*, or

(b) an inquiry made under section 48 of the *Special Import Measures Act* by the Canadian Import Tribunal in respect of any goods,

that goods of any kind are being imported or are likely to be imported into Canada at such prices, in such quantities and under such conditions as to cause or threaten serious injury to the production in Canada of like or directly competitive goods, any goods of the same kind may, by order of the Governor in Council, be included on the Import Control List, for the purpose of limiting the importation of such goods to the extent and, subject to subsection (5), for the period that in the opinion of the Governor in Council is necessary to prevent or remedy the injury.

Idem
(3) Where at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council on a report of the Minister made pursuant to an inquiry referred to in paragraph (2)(a) or (b) that goods of any kind are being imported or are likely to be imported into Canada at such prices, in such quantities and under such conditions as to make it advisable to collect information with respect to the importation of such goods in order to ascertain whether such importation is causing or threatening injury to the production in Canada of like or directly competitive goods, any goods of the same kind may, by order of the Governor in Council, be included on the Import Control List in order to facilitate the collection of such information.

Idem
(4) Where, for the purpose of facilitating the implementation of action taken under section 3.4 of the *Customs Tariff* or paragraph 7(2)(f) or 8(1)(e) thereof, the Governor in Council considers it necessary to collect information with respect to the importation of any goods, the Governor in Council may, by order, include such goods on the Import Control List for that purpose.

Goods deemed to be removed from List
(5) Where goods are included on the Import Control List by order of the Governor in Council under subsection (2), (3) or (4), the goods shall be deemed to be removed from that List

Gazette du Canada en application de la *Loi sur les textes réglementaires* ou, si le Parlement ne siège pas à ce moment-là, l'un des quinze premiers jours où il siège par la suite.

(2) Lorsque à un moment quelconque le gouverneur en conseil est convaincu, sur rapport du Ministre établi en application

a) d'une enquête effectuée par la Commission du textile et du vêtement relativement à l'importation d'articles de textile et d'habillement tels qu'ils sont définis dans la *Loi sur la Commission du textile et du vêtement*, ou

b) d'une enquête menée, en vertu de l'article 48 de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* par le Tribunal canadien des importations relativement à des marchandises,

que des marchandises de tout genre sont importées ou seront vraisemblablement importées au Canada à des prix, en quantités et dans des conditions portant ou menaçant de porter un préjudice grave à la production au Canada de marchandises semblables ou directement concurrentielles, toutes marchandises du même genre peuvent, par décret du gouverneur en conseil, être incluses dans la liste de marchandises d'importation contrôlée afin de limiter l'importation de ces marchandises dans la mesure et, sous réserve du paragraphe (5), pour la période qui sont nécessaires, de l'avis du gouverneur en conseil, pour empêcher le préjudice ou y remédier.

Idem
(3) Si, à un moment quelconque, il est convaincu en se fondant sur un rapport du Ministre rédigé à la suite d'une enquête menée aux termes des alinéas (2)a) ou b), que des marchandises de tout genre sont ou seront vraisemblablement importées au Canada à des prix, en quantités et dans des conditions tels qu'il est souhaitable d'obtenir sur leur importation des renseignements destinés à déterminer si celle-ci cause ou menace de causer un préjudice à la production au Canada de marchandises semblables ou directement concurrentielles, le gouverneur en conseil peut, par décret, inclure les marchandises du même genre dans la liste des marchandises d'importation contrôlée pour que soit facilitée la collecte de ces renseignements.

Idem
(4) Le gouverneur en conseil peut, par décret, inclure des marchandises dans la liste des marchandises d'importation contrôlée si, pour faciliter l'application des mesures prises aux termes de l'article 3.4 du *Tarif des douanes* ou de ses alinéas 7(2)f) ou 8(1)e), il estime nécessaire d'obtenir des renseignements sur leur importation.

Radiation
(5) Les marchandises incluses dans la liste de marchandises d'importation contrôlée aux termes d'un décret pris en vertu des paragraphes (2), (3) ou (4) sont réputées rayées de la liste:

(a) on the expiration of the period of three years from the day on which they are included on the List by the order; or

(b) if the order specifies a day prior to the expiration of the period referred to in paragraph (a) on which they shall be deemed to be removed from that List, on the day specified in the order.

a) à l'expiration des trois ans suivant la date de leur inclusion aux termes du décret;

b) à la date précisée au décret, si celle-ci est antérieure à celle de l'expiration des trois ans.

Amendment of lists

6. The Governor in Council may revoke, amend, vary or re-establish any Area Control List, Export Control List or Import Control List.

6. Le gouverneur en conseil peut révoquer, modifier, changer ou rétablir toute liste de pays visés par contrôle, liste de marchandises d'exportation contrôlée ou liste de marchandises d'importation contrôlée.

Modification des listes.

PERMITS AND CERTIFICATES.

LICENCES ET CERTIFICATS.

Export permits

7. The Minister may issue to any resident of Canada applying therefor a permit to export goods included in an Export Control List or to a country included in an Area Control List, in such quantity and of such quality, by such persons, to such places or persons and subject to such other terms and conditions as are described in the permit or in the regulations.

7. Le Ministre peut délivrer à tout résident du Canada qui en fait la demande une licence d'exporter des marchandises comprises dans une liste de marchandises d'exportation contrôlée ou à un pays nommé dans une liste de pays visés par contrôle, en la quantité et de la qualité, par les personnes, aux endroits ou personnes et sous réserve des autres stipulations et conditions que décrivent la licence ou les règlements.

Licences d'exportation.

Import permits

8. (1) The Minister may issue to any resident of Canada applying therefor a permit to import goods included in an Import Control List, in such quantity and of such quality, by such persons, from such places or persons and subject to such other terms and conditions as are described in the permit or in the regulations.

8. (1) Le Ministre peut délivrer à tout résident du Canada qui en fait la demande une licence d'importer des marchandises comprises dans une liste de marchandises d'importation contrôlée, en la quantité et de la qualité, par les personnes, des endroits ou des personnes et sous réserve des autres stipulations et conditions que décrivent la licence ou les règlements.

Licences d'importation

Idem

(2) Notwithstanding subsection (1) and any regulation made pursuant to section 12 that is not compatible with the purpose of this subsection, where goods are included in an Import Control List solely for the purpose described in subsection 5(3) or (4), the Minister shall issue to any resident of Canada applying therefor a permit to import such goods, subject only to compliance with and the application of such regulations made pursuant to section 12 as it is reasonably necessary to comply with or apply in order to achieve that purpose.

(2) Nonobstant le paragraphe (1) et tout règlement pris en vertu de l'article 12 qui n'est pas compatible avec l'objet du présent paragraphe, le Ministre doit délivrer à tout résident du Canada qui en fait la demande une licence d'importer des marchandises comprises dans une liste de marchandises d'importation contrôlée aux seules fins visées aux paragraphes 5(3) ou (4), sous la seule réserve de l'observation et de l'application des règlements pris en vertu de l'article 12 qui sont raisonnablement nécessaires pour atteindre cet objet.

Idem

Import certificates

9. The Minister may, in order to facilitate importation of goods into Canada and compliance with the laws of the country of export, issue to any resident of Canada applying therefor an import certificate stating that the applicant has undertaken to import the goods described in the certificate within the time specified therein and containing such other information as the regulations require.

9. Le Ministre peut, afin de faciliter l'importation de marchandises au Canada et l'observation des lois du pays d'exportation, délivrer, à tout résident du Canada qui en fait la demande, un certificat d'importation énonçant que l'auteur de la demande s'est engagé à importer les marchandises décrites au certificat dans le délai y spécifié et renfermant les autres renseignements qu'exigent les règlements.

Certificats d'importations

Alteration of permits, etc.

10. (1) Subject to subsection (3), the Minister may amend, suspend, cancel or reinstate any permit, certificate or other authorization issued or granted under this Act.

10. (1) Sous réserve du paragraphe 3, le Ministre peut modifier, suspendre, annuler ou rétablir toute licence, tout certificat ou toute autre autorisation délivrée ou concédée selon la présente loi.

Modifications de licences, etc.

Idem

(2) Where a permit has been issued under this Act to any person for the importation of goods

(2) Le Ministre peut modifier, suspendre ou annuler la licence, selon ce qui est indiqué dans

Idem

that have been included in an Import Control List solely for the purpose described in subsection 5(3) or (4) and

(a) the person furnished, in or in connection with his application for the permit, information that was false or misleading in a material particular,

(b) the Minister has, subsequent to the issuance of the permit and on the application of the person, issued to the person under this Act another permit for the importation of the same goods,

(c) the goods have, subsequent to the issuance of the permit, been included in an Import Control List for a purpose other than that described in subsection 5(3) or (4),

(d) it becomes necessary or desirable to correct an error in the permit, or

(e) the person agrees to the amendment, suspension or cancellation of the permit,

the Minister may amend, suspend or cancel the permit, as is appropriate in the circumstances.

(3) Except as provided in subsection (2), the Minister shall not amend, suspend or cancel a permit that has been issued under this Act in the circumstances described in that subsection unless to do so would be compatible with the purpose of subsection 8(2), namely, that permits to import goods that have been included in an Import Control List in such circumstances be issued as freely as possible to persons wishing to import such goods and with no more inconvenience to such persons than is necessary to achieve the purpose for which the goods were placed on the List.

11. A permit, certificate or other authorization issued or granted under this Act does not affect the obligation of any person to obtain any licence, permit or certificate to export or import that may be required under this or any other law or to pay any tax, duty, toll, impost or other sum required by any law to be paid in respect of the exportation or importation of goods.

REGULATIONS.

12. The Governor in Council may make regulations,

(a) prescribing the information and undertakings to be furnished by applicants for permits, certificates or other authorizations under this Act, the procedure to be followed in applying for and issuing or granting permits, certificates or other authorizations, the duration thereof, and the terms and conditions, including those with reference to shipping or other

les circonstances, dans les cas où a été délivrée en vertu de la présente loi à une personne une licence d'importer des marchandises comprises dans une liste de marchandises d'importation contrôlée aux seules fins visées aux paragraphes 5(3) du (4) et où:

a) la personne a fourni, à l'occasion de la demande de licence, des renseignements faux ou trompeurs sur un point important;

b) le Ministre a délivré en vertu de la présente loi, après la délivrance de la licence et sur demande de la personne, une autre licence d'importer pour les mêmes marchandises;

c) les marchandises ont, après la délivrance de la licence, été incluses dans une liste de marchandises d'importation contrôlée à d'autres fins que celles visées aux paragraphes 5(3) ou (4);

d) il est nécessaire ou indiqué de corriger une erreur dans la licence; ou

e) la personne consent à la modification, suspension ou annulation.

(3) Sauf cas prévus au paragraphe (2), le Ministre ne peut modifier, suspendre ou annuler une licence délivrée en vertu de la présente loi dans les circonstances visées à ce paragraphe que si le faire est compatible avec l'objet visé au paragraphe 8(2), c'est-à-dire que les licences d'importer des marchandises incluses dans la liste de marchandises d'importation contrôlée dans ces circonstances soient délivrées aussi librement que possible aux personnes qui désirent les importer et sans leur causer plus d'inconvénients qu'il est nécessaire pour atteindre le but visé par leur insertion dans la liste.

11. Une licence, un certificat ou une autre autorisation délivrée ou concédée sous le régime de la présente loi n'atteint pas l'obligation, pour qui que ce soit, d'obtenir une licence, un permis ou certificat d'exportation ou d'importation qui peut être requis selon la présente ou toute autre loi ou d'acquitter un impôt, droit, taxe ou autre somme à payer, en vertu de quelque loi, relativement à l'exportation ou à l'importation de marchandises.

RÈGLEMENTS.

12. Le gouverneur en conseil peut établir des règlements

a) prescrivant les renseignements et les engagements que doivent fournir ceux qui demandent des licences, certificats ou autres autorisations selon la présente loi, la procédure à suivre pour la demande et la délivrance ou la concession de licences, certificats ou autres autorisations, leur durée et les conditions, y compris celles qui concernent les documents

documents, upon which permits, certificates or other authorizations may be issued or granted under this Act:

(b) respecting information to be supplied by persons to whom permits, certificates or other authorizations have been issued or granted under this Act and any other matter associated with their use;

(c) respecting the issue of and conditions or requirements applicable to general permits or general certificates;

(d) respecting the certification, authorization or other control of any in-transit movement through any port or place of any goods that are exported from Canada or of any goods that come into any port or place in Canada;

(e) exempting any person or goods or any class of persons or goods from the operation of any or all of the provisions of this Act; and

(f) generally for carrying out the purposes and provisions of this Act.

d'expédition ou autres, auxquelles des licences, certificats ou autres autorisations peuvent être délivrés ou concédés sous le régime de la présente loi;

b) concernant les renseignements que doivent fournir les personnes à qui des licences, certificats ou autres autorisations ont été délivrés ou concédés sous le régime de la présente loi et autres matières connexes à leur emploi;

c) concernant la délivrance de licences ou certificats de portée générale et les conditions et exigences y applicables;

d) concernant la certification, l'autorisation ou autre contrôle de tout mouvement, en cours de route, par un port ou endroit, de toutes marchandises qui sont exportées du Canada ou de toutes marchandises qui entrent dans un port ou endroit du Canada;

e) exemptant de l'application de la totalité ou de l'une quelconque des dispositions de la présente loi toute personne ou toute marchandise ou toute catégorie de personnes ou de marchandises; et

f) tendant d'une façon générale à l'accomplissement des fins et à l'exécution des dispositions de la présente loi.

OFFENCES AND PENALTIES.

Export or attempt to export

13. No person shall export or attempt to export any goods included in an Export Control List or any goods to any country included in an Area Control List except under the authority of and in accordance with an export permit issued under this Act.

Import or attempt to import

14. No person shall import or attempt to import any goods included in an Import Control List except under the authority of and in accordance with an import permit issued under this Act.

Diversion, etc.

15. Except with the authority in writing of the Minister, no person shall knowingly do anything in Canada that causes or assists or is intended to cause or assist any shipment, transshipment or diversion of any goods included in an Export Control List to be made, from Canada or any other place, to any country included in an Area Control List.

No transfer of permits.

16. No person who is authorized under a permit issued under this Act to export or import goods shall transfer the permit to, or allow it to be used by, a person who is not so authorized.

Falsify information

17. No person shall wilfully furnish any false or misleading information or knowingly make any misrepresentation in any application for a permit, certificate or other authorization under

INFRACTIONS ET PEINES.

Exportation ou tentative d'exportation

13. Nul ne doit exporter ou tenter d'exporter des marchandises comprises dans une liste de marchandises d'exportation contrôlée, ni des marchandises vers un pays dont le nom paraît sur une liste de pays visés par contrôle, si ce n'est sous l'autorité et en conformité d'une licence d'exportation délivrée selon la présente loi.

Importation ou tentative d'importation

14. Nul ne doit importer ou tenter d'importer des marchandises mentionnées sur une liste de marchandises d'importation contrôlée, si ce n'est sous l'autorité et en conformité d'une licence d'importation délivrée selon la présente loi.

Détournement etc.

15. Nul ne doit, sans l'autorisation écrite du Ministre, faire sciemment au Canada quelque chose qui cause ou qui est destiné à causer l'expédition, le transbordement ou le détournement de marchandises mentionnées sur une liste de marchandises d'exportation contrôlée, ou quelque chose qui contribue ou qui est destiné à contribuer à l'expédition, au transbordement ou au détournement de telles marchandises, en provenance du Canada ou de quelque autre endroit, vers un pays inclus dans une liste de pays visés par contrôle.

Aucun transfert des licences

16. Nulle personne autorisée, en vertu d'une licence délivrée selon la présente loi, à exporter ou à importer des marchandises ne doit transférer la licence à une personne qui n'est pas ainsi autorisée, ni lui permettre de s'en servir.

Faux renseignements

17. Nul ne doit fournir volontairement quelque renseignement faux ou trompeur ni faire sciemment un faux exposé dans une demande de licence, certificat ou autre autorisation en vertu

this Act or for the purpose of procuring its issue or grant or in connection with any subsequent use of such permit, certificate or other authorization or the exportation, importation or disposition of goods to which it relates.

18. No person shall knowingly induce, aid or abet any person to violate a provision of this Act or the regulations.

19. (1) Every person who violates any of the provisions of this Act or the regulations is guilty of an offence and is liable

(a) on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding twelve months or to both fine and imprisonment; or

(b) on conviction upon indictment to a fine not exceeding twenty-five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding five years or to both fine and imprisonment.

(2) A prosecution under paragraph (a) of subsection (1) may be instituted at any time within three years from the time when the subject-matter of the complaint arose

20. Where an offence, under this Act has been committed by a corporation, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted, every person who at the time of the commission of the offence was a director or officer of the corporation, is guilty of the like offence and is liable, on conviction, to the punishment provided for the offence, upon proof that the act or omission constituting the offence took place with his knowledge or consent or that he failed to exercise due diligence to prevent the commission of such offence

21. Where a permit under this Act is issued to a person who has applied therefor for or on behalf of or for the use of another person who is not a resident of Canada and such other person commits an offence under this Act, the person who applied for the permit is, whether or not the non-resident has been prosecuted or convicted, guilty of the like offence and is liable, on conviction, to the punishment provided for the offence, upon proof that the act or omission constituting the offence took place with his knowledge or consent or that he failed to exercise due diligence to prevent the commission of such offence.

22. (1) Any proceeding in respect of an offence under this Act may be instituted, tried or determined at the place in Canada where the offence was committed or at the place in Canada in which the person charged with the offence is,

de la présente loi, ou pour en obtenir la délivrance ou la concession, ni à l'égard de l'usage qu'il sera fait par la suite de cette licence, ce certificat ou cette autre autorisation, ou à l'égard de l'exportation, de l'importation ou de la disposition de marchandises auxquelles a trait cette licence, ce certificat ou cette autorisation.

18. Nul ne doit sciemment engager, aider ou encourager quelque personne à violer une disposition de la présente loi ou des règlements.

19. (1) Quiconque viole l'une des dispositions de la présente loi ou des règlements est coupable d'une infraction et passible

a) sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus cinq mille dollars ou d'un emprisonnement d'au plus douze mois ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement; ou

b) après déclaration de culpabilité sur acte d'accusation, d'une amende d'au plus vingt-cinq mille dollars ou d'un emprisonnement d'au plus cinq ans, ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement.

(2) Des poursuites en vertu de l'alinéa a) du paragraphe (1) peuvent être intentées en tout temps dans les trois ans du moment où le sujet de la plainte a pris naissance.

20. Lorsqu'une infraction tombant sous le coup de la présente loi a été commise par une corporation, que la corporation ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable, chaque personne qui, lors de l'accomplissement de l'infraction, était un administrateur ou un fonctionnaire de la corporation, est coupable de la même infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, de la peine prévue pour l'infraction, sur preuve que l'acte ou l'omission constituant l'infraction a eu lieu à sa connaissance ou avec son consentement, ou qu'elle a omis d'exercer la diligence requise pour empêcher l'accomplissement de cette infraction.

21. Lorsqu'une licence prévue par la présente loi est délivrée à une personne qui l'a demandée pour une autre personne, ou de la part ou pour l'usage d'une autre personne, qui n'est pas un résident du Canada, et que cette autre personne commet une infraction visée par la présente loi, la personne qui a demandé la licence, que le non-résident ait été poursuivi ou déclaré coupable ou non, est coupable de la même infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, de la peine stipulée pour l'infraction, sur preuve que l'acte ou l'omission constituant l'infraction a eu lieu à sa connaissance ou avec son consentement, ou qu'elle a omis d'exercer la diligence requise pour empêcher l'accomplissement de cette infraction.

22. (1) Toute procédure à l'égard d'une infraction tombant sous le coup de la présente loi peut être intentée, jugée ou décidée à l'endroit du Canada où l'infraction a été commise ou à l'endroit du Canada où la personne inculpée de

Aiding and abetting

Offence and penalty

Limitation of summary offences

Officers of corporations

Responsibility of resident applicants for non-resident permittees

Venue

Aide et encourager

Infraction et peine

Prescription dans le cas d'infractions punissables sur déclaration sommaire de culpabilité

Fonctionnaires de corporations

Responsabilité des résidents qui demandent des licences pour des non-résidents

Resort

resides or has an office or place of business at the time of institution of the proceedings.

l'infraction se trouve, réside ou a un bureau ou une place d'affaires au moment où les procédures sont intentées.

Where more than one offence

(2) In any proceedings in respect of offences under this Act, an information may include more than one offence committed by the same person and all such offences may be tried concurrently and one conviction for any or all offences may be made, and no information, warrant, summons, conviction or other proceedings for such offences shall be deemed objectionable on the ground that it relates to two or more offences.

(2) Dans toutes procédures à l'égard d'infraction visées par la présente loi, une dénonciation peut contenir plus d'une infraction commise par la même personne, et toutes ces infractions peuvent être jugées simultanément et une déclaration de culpabilité peut être fait pour la totalité ou l'une des infractions, et aucune dénonciation, aucun mandat, aucune sommation, déclaration de culpabilité ou autre procédure à l'égard de ces infractions ne doit être réputée inadmissible du fait qu'elle a trait à deux ou plusieurs infractions.

Lorsqu'il y a plus d'une infraction

Evidence

23. Where it appears from the original or a copy of a bill of lading, customs form, commercial invoice or other document (hereinafter called a "shipping document") that

23. Lorsqu'il appert de l'original ou d'une copie d'une connaissance, d'une formule de douane, facture commerciale ou autre document (ci-après appelé un «document d'expédition»)

Preuve

(a) goods were shipped or sent from Canada or came into Canada,

a) que des marchandises ont été expédiées ou envoyées du Canada ou sont venues au Canada.

(b) a person, as shipper, consignor or consignee, shipped or sent goods from Canada or brought goods into Canada, or

b) qu'une personne, à titre d'expéditeur, de consignateur ou de consignataire, a expédié ou envoyé des marchandises du Canada ou a fait entrer des marchandises au Canada, ou

(c) goods were sent to a destination or person other than as authorized in any export or import permit relating to the goods,

c) que des marchandises ont été envoyées à une destination ou une personne autre que celle qu'autorise une licence d'exportation ou d'importation relative aux marchandises.

the shipping document is admissible in evidence in any prosecution under this Act in respect of those goods and is *prima facie* proof of any of the facts set out in paragraph (a), (b) or (c) appearing therefrom.

le document d'expédition est admissible en preuve dans toute poursuite, selon la présente loi, à l'égard de ces marchandises et constitue une preuve *prima facie* de n'importe lequel des faits mentionnés à l'alinéa a), b) ou c) qui en ressort.

GENERAL

GÉNÉRALITÉS

Customs officers' duties

24. All officers, as defined in the *Customs Act*, before permitting the export or import of any goods, shall satisfy themselves that the exporter or importer, as the case may be, has not violated any of the provisions of this Act or the regulations and that all requirements of this Act and the regulations with reference to those goods have been complied with.

24. Tout les agents tels que les définit la *Loi sur les douanes*, doivent avant de permettre l'exportation ou l'importation de marchandises, s'assurer que l'exportateur ou l'importateur, selon le cas, n'a violé aucune disposition de la présente loi ou des règlements, et que toutes les prescriptions de la présente loi et des règlements, relativement à ces marchandises, ont été observées.

Devoirs des agents des douanes

Application of powers under the *Customs Act*

25. All officers, as defined in the *Customs Act*, have, with respect to any goods to which this Act applies, all the powers they have under the *Customs Act* with respect to the importation and exportation of goods, and all the provisions of that Act and the regulations thereunder respecting search, detention, seizure, forfeiture and condemnation apply, *mutatis mutandis*, to any goods that are tendered for export or import or exported or imported or otherwise dealt with contrary to this Act and the regulations and to all documents relating to such goods.

25. Tous les agents, tels que les définit la *Loi sur les douanes*, ont, relativement aux marchandises visées par la présente loi, tous les pouvoirs que leur confère la *Loi sur les douanes*, à l'égard de l'importation et de l'exportation de marchandises, et toutes les dispositions de ladite loi et de ses règlements d'exécution visant la perquisition, la détention, la saisie, la confiscation et la condamnation s'appliquent, *mutatis mutandis*, à toutes marchandises présentées pour exportation ou importation, ou exportées ou importées, ou autrement traitées en opposition avec la présente loi et les règlements, ainsi qu'à tous les documents qui ont trait à ces marchandises.

Exercice des pouvoirs conférés par la *Loi sur les douanes*

Certain officers
employed in
the

25.1 For the purposes of section 108 of the *Customs Act*, all officers of the Department of External Affairs employed in the administration of this Act shall be deemed to be officers as defined in subsection 2(1) of the *Customs Act*. *

25.1 Pour l'application de l'article 108 de la *Loi sur les douanes*, tous les agents du ministère des Affaires extérieures affectés à l'application de la présente loi sont réputés être des agents au sens donné du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les douanes*. *

Assimilation à des
agents

Report to
Parliament

26. As soon as practicable after the 31st day of December of each year the Minister shall prepare and lay before Parliament a report of the operations under this Act for that year.

26. Aussitôt que possible après le 31 décembre de chaque année, le Ministre doit dresser et présenter au Parlement un rapport sur les opérations découlant de la présente loi pour l'année en question.

Rapport au
Parlement

Repeal

27. REPEALED (7th May, 1974).

27. ABROGÉ (le 7 mai 1974).

28. The *Export and Import Permit Act*, chapter 104 of the Revised Statutes of Canada, 1952, is repealed

28. Est abrogée la *Loi sur les permis d'exportation et d'importation*, chapitre 104 des Statuts révisés du Canada (1952).

Abrogation

Coming into force

29. This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation of the Governor in Council.

29. La présente loi entrera en vigueur à une date que le gouverneur en conseil fixera par proclamation.

Entrée en
vigueur

*S.C. 1986, C.1, ss. 211(1), Schedule I, item 4(2). Effective 10 November 1986.

*S.C. 1986, C.1, para. 211(1), Annexe I, no. 4(2). En vigueur 10 novembre 1986.

WARNING

Users of this Import Control List are reminded that it is prepared for convenience of reference only and that as such, has no official sanction. The original Act and Regulations and amendments thereto should be consulted for all purposes of interpreting and applying this List.

Export and Import Permits Act

Canadian Dairy Commission Act

IMPORT CONTROL LIST

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Industry, Trade and Commerce, pursuant to sections 5 and 6 of the Export and Import Permits Act and section 17 of the Canadian Dairy Commission Act, deeming it necessary to control the import of goods mentioned in the annexed Import Control List, is pleased hereby to revoke the Import Control List made by Order in Council P.C. 1968-995 of 22nd May, 1968, as amended, and to establish the annexed Import Control List in substitution therefor, effective August 14, 1970.

1. Animal feeds containing more than 50 per cent of non-fat milk solids. [G.I.P. No. 1]
2. Butter. [G.I.P. No. 1]
3. Butterfat in any form either alone or in combination with other substances, *except* any combination in which the presence of other substances renders the combination unsuitable as a butterfat ingredient. [G.I.P. No. 1]
4. Cheese of all types other than imitation cheese. [G.I.P. No. 1]
5. Coffee, in any form, including parchment, green, roasted, ground, decaffeinated, liquid and soluble. [G.I.P. No. 3]
6. Dry Buttermilk. [G.I.P. No. 1]
7. Dry casein and caseinates [G.I.P. No. 1]
8. Dry skimmed milk. [G.I.P. No. 1]
9. Dry whole milk [G.I.P. No. 1]
10. Dry whey. [G.I.P. No. 1]
11. Evaporated and condensed milks. [G.I.P. No. 1]

AVERTISSEMENT

Nous devons rappeler aux personnes qui utiliseront cette liste de marchandises d'importation contrôlée, qu'elle a été préparée uniquement à titre de document de référence et que par conséquent, elle n'est pas officiellement sanctionnée. La Loi de même que les Règlements et amendements qui s'y rattachent devront être consultés pour tout ce qui touche l'interprétation et l'application de cette liste.

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

Loi sur la Commission canadienne du lait

LISTE DE MARCHANDISES D'IMPORTATION
CONTRÔLÉE

Sur avis conforme du ministre de l'Industrie et du Commerce et en vertu des articles 5 et 6 de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation et de l'article 17 de la Loi sur la Commission canadienne du lait, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général en conseil, estimant nécessaire de contrôler l'importation des marchandises mentionnées dans la Liste de marchandises d'importation contrôlée, ci-annexée, d'abroger la Liste de marchandises d'importation contrôlée, établie par le décret C.P. 1968-995 du 22 mai 1968, dans sa forme modifiée, et de la remplacer par la Liste de marchandises d'importation contrôlée, ci-annexée, à compter du 14 août 1970.

1. Provendes contenant plus de 50 pour cent de matières sèches dégraissées du lait. [L.G.I. n° 1]
2. Beurre. [L.G.I. n° 1]
3. Matière grasse du lait sous toutes formes, seule ou en combinaison avec d'autres substances mais à l'exclusion de tout mélange que la présence d'autres substances rend impropre à être employé comme matière grasse du lait. [L.G.I. n° 1]
4. Fromages de tous genres à l'exclusion des imitations. [L.G.I. n° 1]
5. Café sous toutes formes, y compris en parche, vert, torréfié, moulu, décaféiné, liquide et soluble. [L.G.I. n° 3]
6. Lait de beurre ou babeure en poudre. [L.G.I. n° 1]
7. Caséine et caséinates en poudre. [L.G.I. n° 1]
8. Lait écrémé en poudre. [L.G.I. n° 1]
9. Poudre de lait entier. [L.G.I. n° 1]
10. Petit lait en poudre [L.G.I. n° 1]
11. Lait évaporé et lait concentré. [L.G.I. n° 1]

12. Revoked 14/3/85.
13. Revoked 28/12/79.
14. Revoked 11/2/82.
15. Revoked 1/1/87.
16. Revoked, 9/5/80.
17. Turkeys, turkey parts and products manufactured wholly thereof [G.I.P. No. 7]

18. Eggs and egg products. [G.I.P. No. 8]

19. Chicken and chicken capons, live or eviscerated, chicken parts, whether breaded or battered, and chicken products manufactured wholly thereof, whether breaded or battered. [G.I.P. No. 2]

20. Revoked, 1/1/86.

21. Dry blends not in a package prepared for marketing to the retail consumer and containing a minimum of 50 per cent, alone or in combination, of dry skim milk, dry casein, dry caseinates, dry buttermilk and dry whey. (Effective 12/6/86) [G.I.P. No. 1]

22. Polyester fabrics that are

(a) broadwoven filament polyester fabrics;

(b) broadwoven polyester-cotton fabrics where the polyester fibres represent 50 per cent or more by weight, originating in the Republic of Korea (Effective 1/1/87) [G.I.P. No. 4]

23. Revoked, 1978.

*24. All types of acrylic yarns containing 50 per cent or more by weight of acrylic fibres.

25. Wool fabrics, woven, containing 17 per cent or more by weight of wool.

26. Nylon broadwoven fabrics, originating in Poland, the Republic of Korea or Thailand.

27. Any type of polyester yarn originating in the Republic of Korea.

28. Revoked, 1976.

29. (1) Cotton terry towels, washcloths and sets of cotton terry towels and washcloths that contain 50 per cent or more by weight of cotton.*

30. Any specimen of endangered wild fauna or flora or derivatives thereof included

(a) in Appendix I or II; or

(b) in Appendix III in respect of the country referred to for that specimen. [G.I.P. No. 17]

31. Work gloves, wholly or mainly of textile fabrics whether impregnated or coated or not, or leather, whether fully or partially manufactured. (Effective 1/1/87) [G.I.P. No. 11]

12. Abrogé 14/3/85.

13. Abrogé 28/12/79.

14. Abrogé 11/2/82.

15. Abrogé 1/1/87.

16. Abrogé, 9/5/80.

17. Dindons, parties de dindon et dérivés exclusifs. [L.G.I. n° 7]

18. Oeufs et les produits des œufs. [L.G.I. n° 8]

19. Poulets et chapons, vivants ou éviscérés, les parties de poulet, les produits qui en sont entièrement dérivés, qu'ils soient ou non enrobés de chapelure ou de pâte. [L.G.I. n° 2]

20. Abrogé, 1/1/86.

21. Mélanges secs non emballés pour la vente au détail et contenant au moins 50 pour cent de lait écrémé en poudre, de caséine en poudre, de caséinates en poudre, de lait de beurre ou babeurre en poudre ou de petit-lait en poudre, ou d'une combinaison de ces ingrédients. (en vigueur 12/6/86) [L.G.I. n° 1]

22. Tissus de polyester suivants:

a) tissus de filaments de polyester à trame large;

b) tissus de polyester et de coton à trame large, composés à 50 pour cent ou plus en poids de fibres de polyester, en provenance de la République de Corée (en vigueur 1/1/87) [L.G.I. n° 4]

23. Abrogé, 1978.

*24. Tout genre de filés acryliques contenant en poids 50 pour cent ou plus de fibres acryliques.

25. Tissus de laine, tissés, contenant en poids 17 pour cent ou plus de laine.

26. Tissus de nylon à trame large, en provenance de la Pologne, de la République de Corée ou de Thaïlande.

27. Tout genre de filés de polyester en provenance de la République de Corée.

28. Abrogé, 1976.

29. Serviettes, débarbouillettes de coton-éponge et ensembles de serviettes et de débarbouillettes de coton-éponge contenant en poids 50 pour cent ou plus de coton.*

30. Les spécimens des espèces de faune et flore sauvages menacées d'extinction ou leurs sous-produits visés.

a) aux annexes I ou II; ou

b) à l'annexe III quant au pays désigné pour chaque spécimen. [L.G.I. n° 17]

31. Gants de travail, entièrement ou partiellement finis, faits en entier ou en grande partie de textiles, pouvant ou non être imprégnés ou enduits, ou faits de cuir. (en vigueur 1/1/87) [L.G.I. n° 11]

* ... * (Effective 1/1/87) [G.I.P. No. 4]

* ... * (En vigueur 1/1/87) [L.G.I. n° 4]

32. Winter outerwear garments commonly referred to as^{**}
(a) snowsuits, snowmobile suits, skisuits, skipants and snow-pants, and
(b) jackets and vests including parkas, skijackets, and similar jacket-type garments

that have an outer shell manufactured substantially from woven fabrics and that are lined and designed to protect the wearer against the cold, whether fully or partially manufactured (Effective 1/1/87) [G.I.P. No. 10]

33. Revoked, 1976.

34. Hosiery. (Effective 1/1/87) [G.I.P. No. 4]

35. Revoked 11/2/82.

36. Revoked 11/2/82.

37. Pants, slacks, jeans, overalls, coveralls and outershorts, whether fully or partially manufactured. (Effective 1/1/87) [G.I.P. No. 10]

38. Revoked 11/2/82.

**39. Blouses and shirts, including shirts with other than tailored collars, t-shirts and sweatshirts, whether fully or partially manufactured.

40. Sleepwear and bathrobes, whether fully or partially manufactured.

41. Rainwear, whether fully or partially manufactured.

42. Sportswear, including dresses, skirts, coordinates or matching sets, whether fully or partially manufactured.

43. Foundation garments, whether fully or partially manufactured.

44. Swimwear, whether fully or partially manufactured.

45. Underwear, whether fully or partially manufactured.

46. Jackets, overcoats, topcoats, professional coats and shop-coats, whether fully or partially manufactured.

47. Fine suits, sportcoats and blazers for men and boys, whether fully or partially manufactured.

48. Revoked 11/2/82.

49. Shirts with tailored collars for men and boys, whether fully or partially manufactured.

50. Sweaters, pullovers and cardigans, whether fully or partially manufactured.**

51. Bedsheets woven, made wholly or mainly by weight of cotton or man-made fibres or blends thereof. (Effective 1/1/87) [G.I.P. No. 4]

52. Pillowcases, woven, made wholly or mainly by weight of cotton or man-made fibres or blends thereof. (Effective 1/1/87) [G.I.P. No. 4]

56. Raccoon dogs (*Nyctereutes procyonoides*).

32. Vêtements de dessus d'hiver entièrement ou partiellement fabriqués, doublés et munis d'une enveloppe extérieure fabriquée principalement de tissés, conçus pour protéger le porteur contre le froid et les intempéries, et communément appelés:

a) costumes pour la neige, costumes pour motoneige, costumes de ski, pantalons de ski et pantalons pour la neige;

b) coupe-vent et vestons, y compris les parkas, les vestons de ski et autres vêtements du genre coupe-vent. (en vigueur 1/1/87) [L.G.I. n° 10]

33. Abrogé, 1976.

34. Bas. (en vigueur 1/1/87) [L.G.I. n° 4]

35. Abrogé 11/2/82.

36. Abrogé 11/2/82.

37. Pantalons, pantalons d'intérieur, jeans, salopettes, combinaisons de travail et shorts d'extérieur, fabriqués en entier ou en partie. (en vigueur 1/1/87) [L.G.I. n° 10]

38. Abrogé 11/2/82.

**39. Blouses et chemises, y compris les chemises avec col autre qu'un col tailleur, les tee-shirts et blousons d'entraînement, fabriqués en entier ou en partie.

40. Vêtements de nuit et de bain, fabriqués en entier ou en partie.

41. Vêtements de pluie, fabriqués en entier ou en partie.

42. Vêtements de sport, y compris les robes, jupes, ensembles ou coordonnés, fabriqués en entier ou en partie.

43. Vêtements de soutien, fabriqués en entier ou en partie.

44. Costumes de bain, fabriqués en entier ou en partie.

45. Sous-vêtements, fabriqués en entier ou en partie.

46. Vestes, pardessus, paletots et tabliers-blouses longs ou courts, fabriqués en entier ou en partie.

47. Habits de qualité, vestons sport et blazers pour hommes et garçons, fabriqués en entier ou en partie.

Abrogé 11/2/82.

49. Chemises avec col tailleur pour hommes et garçons, fabriqués en entier ou en partie.

50. Chandails, pullovers et cardigans, fabriqués en entier ou en partie.**

51. Draps tissés, faits entièrement ou principalement, en poids, de coton, de fibres synthétiques ou d'un mélange de fibres. (en vigueur 1/1/87) [L.G.I. n° 4]

52. (1) Taies d'oreillers tissées, faites entièrement ou principalement en poids, en coton, de fibres synthétiques ou d'un mélange de ces fibres. (en vigueur 1/1/87) [L.G.I. n° 4]

56. Chien viverrin (*Nyctereutes procyonoides*).

** ... ** (Effective 1/1/87) [G.I.P. No. 10]

** ... ** (En vigueur 1/1/87) [L.G.I. n° 10]

57. Women's and girls' non-leather footwear, whether fully or partially manufactured, other than rubber footwear, athletic/utility footwear, slippers, winter boots and injection moulded plastic footwear, during the period beginning on December 1, 1985 and ending on November 30, 1988, to the extent of not more than the number of pairs imported during the period beginning on December 1, 1984 and ending on November 30, 1985 plus

- (a) 6 per cent, during the period beginning on December 1, 1985 and ending on November 30, 1986;
- (b) 14.48 per cent, during the period beginning on December 1, 1986 and ending on November 30, 1987; and
- (c) 25.93 per cent, during the period beginning on December 1, 1987 and ending on November 30, 1988. [G.I.P. No. 57]

58. Handbags, made of fabrics, whether uncoated, coated or bonded containing natural or man-made fibres or blends of these fibres, with a body area, excluding handles, between 258 cm² and 1226 cm², in the manufacture of which leather and plastic materials may be used as trim and finish but not a major component of the shell. (Effective 1/1/87) [G.I.P. No. 12]

59. (1) Whale products, parts or by-products.

(2) Whaling cannons, harpoon guns, shoulder guns, bomb lances and associated apparatus and appliances used in the conduct of whaling. [G.I.P. No. 59]

60. Any type of nylon yarn originating in the Republic of Korea. (Effective 1/1/87) [G.I.P. No. 4]

61-65 revoked 1/1/87

66. Revoked 9/7/82.

67. Women's and girls' leather footwear, whether fully or partially manufactured, other than athletic/utility footwear, slippers and winter boots, during the period beginning on December 1, 1985 and ending on November 30, 1988, to the extent of not more than the number of pairs imported during the period beginning on December 1, 1984 and ending on November 30, 1985 plus

- (a) 6 per cent, during the period beginning on December 1, 1985 and ending on November 30, 1986;
- (b) 14.48 per cent, during the period beginning on December 1, 1986 and ending on November 30, 1987; and
- (c) 25.93 per cent, during the period beginning on December 1, 1987 and ending on November 30, 1988. (Effective 1/1/85) [G.I.P. No. 57]

68 (1) Goods of South African origin that are

- (a) uranium;
- (b) coal;
- (c) iron products;
- (d) steel products; or
- (e) agricultural products.

(2) In this item,

57. Les chaussures non en cuir pour femmes et fillettes fabriquées en entier ou en partie, sauf les chaussures en caoutchouc, les chaussures athlétiques et utilitaires, les pantoufles, les bottes d'hiver et les chaussures en plastique moulé par injection, au cours de la période commençant le 1^{er} décembre 1985 et se terminant le 30 novembre 1988, sont limitées au nombre de paires importées au cours de la période commençant le 1^{er} décembre 1984 et se terminant le 30 novembre 1985 plus:

- a) 6 pour cent, au cours de la période commençant le 1^{er} décembre 1985 et se terminant le 30 novembre 1986;
- b) 14,48 pour cent, au cours de la période commençant le 1^{er} décembre 1986 et se terminant le 30 novembre 1987;
- c) 25,93 pour cent, au cours de la période commençant le 1^{er} décembre 1987 et se terminant le 30 novembre 1988. [L.G.I. n° 57]

58. Sacs à main faits de tissus non enduits, enduits ou laminés, contenant des fibres naturelles ou synthétiques ou un mélange de ces fibres, et dont la surface de profil, à l'exception des poignées, est de 258 cm² à 1 226 cm², dans la fabrication desquels le cuir et des matières plastiques peuvent être employés comme ornements ou finition mais non comme composante principale du sac. (en vigueur 1/1/87) [L.G.I. n° 12]

59. (1) Tout produit, partie ou sous-produit de baleine.

(2) Canons, fusils à harpon, fusils en bandoulière, lances à bombes et appareillages et instruments connexes servant à la chasse à la baleine. [L.G.I. n° 59]

60. Tout genre de filés de nylon, en provenance de la République de Corée (en vigueur 1/1/87) [L.G.I. n° 4]

61-65 abrogé 1/1/87

66. Abrogé 9/7/82.

67. Les chaussures en cuir pour femmes et fillettes, fabriquées en entier ou en partie, sauf les chaussures athlétiques et utilitaires, les pantoufles et les bottes d'hiver, au cours de la période commençant le 1^{er} décembre 1985 et se terminant le 30 novembre 1988, sont limitées au nombre de paires importées au cours de la période commençant le 1^{er} décembre 1984 et se terminant le 30 novembre 1985 plus:

- a) 6 pour cent, au cours de la période commençant le 1^{er} décembre 1985 et se terminant le 30 novembre 1986;
- b) 14,48 per cent, au cours de la période commençant le 1^{er} décembre 1986 et se terminant le 30 novembre 1987;
- c) 25,93 pour cent, au cours de la période commençant le 1^{er} décembre 1987 et se terminant le 30 novembre 1988. (en vigueur 1/12/85) [L.G.I. n° 57]

68. (1) Les produits d'origine sud-africaine suivants:

- a) uranium;
- b) charbon;
- c) produits du fer;
- d) produits de l'acier;
- e) produits agricoles.

(2) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«charbon» Charbon brut ou épuré, notamment les briquettes, les boulets et les combustibles solides similaires obtenus à partir du charbon. (coal)

"agriculture products" means

- (a) live animals,
- (b) meat and meat offal,
- (c) fish and crustaceans, molluscs and other aquatic invertebrates,
- (d) dairy produce, birds' eggs and natural honey,
- (e) products of animal origin,
- (f) live trees and other plants, bulbs, roots, tubers, cut flowers and ornamental foliage,
- (g) vegetables,
- (h) fruits and nuts,
- (i) coffee, tea, maté and spices,
- (j) cereals,
- (k) products of the milling industry, malt, starches, inulin, wheat gluten,
- (l) oil seeds and oleaginous fruits, grains, seeds, industrial or medicinal plants, straw and fodder,
- (m) lac, gums, resins and other vegetable saps and extracts,
- (n) vegetable plaiting materials,
- (o) animal or vegetable fats and oils and their cleavage products, prepared edible fats and animal or vegetable waxes,
- (p) preparations of meat, fish, crustaceans, molluscs or other aquatic invertebrates,
- (q) sugars and sugar confectionery,
- (r) cocoa and cocoa preparations,
- (s) preparations of cereals, flour, starch or milk and pastrycooks' products,
- (t) preparations of vegetables, fruits, nuts or other parts of plants,
- (u) miscellaneous edible preparations,
- (v) beverages, wine, spirits and vinegar,
- (w) residues and waste from food industries and prepared animal fodder, or
- (x) tobacco and manufactured tobacco substitutes; (*produits agricoles*)

"coal" means raw or clean coal, including briquettes, ovoids and similar solid fuels manufactured from coal; (*charbon*)

"iron products" means iron ore, pig iron, foundry iron or iron castings and forgings; (*produits du fer*)

"steel products" means

- (a) waste and scrap steel,
- (b) semi-finished steel (ingots, blooms, billets, slabs and sheet bars), and
- (c) plates, sheets and strips, wire rods, wire and wire products, railway-type products, bars, rods, castings, fitting, fasteners, structural shapes and units, pipes and tubes, reservoirs, tanks, drums, vats and similar containers, of carbon steel and specialty steel, including stainless steel; (*produits de l'acier*)

"uranium" means source (fertile) and fissionable materials, including

- (a) minerals, raw and treated (including residues and tailings) that contain either uranium or thorium or any combination thereof, in excess of 0.05 per cent by weight, as follows, namely:

«produits agricoles» S'entend des produits suivants

- a) animaux vivants,
- b) viande et abats,
- c) poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques,
- d) lait et produits laitiers, oeufs d'oiseaux, miel naturel,
- e) produits d'origine animale;
- f) arbres vivants et autres plantes, bulbes, racines, tubercules, fleurs coupées et feuillage ornemental;
- g) légumes;
- h) fruits et noix;
- i) café, thé, maté et épices;
- j) céréales;
- k) produits de la minoterie, malt, amidons et féculés, inuline, gluten de froment;
- l) graines et fruits oléagineux, graines diverses, semences, plantes industrielles ou médicinales, paille et fourrages;
- m) laques, gommés, résines et autres sucs et extraits végétaux;
- n) matières végétales à tresser;
- o) graisses et huiles animales ou végétales et produits de leur dissociation, graisses élémentaires élaborées et cires d'origine animale ou végétale;
- p) préparations de viandes, de poissons ou de crustacés, de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques;
- q) sucres et sucreries;
- r) cacao et ses préparations;
- s) préparations à base de céréales, de farines, d'amidons ou de féculés ou de lait et pâtisseries;
- t) préparations de légumes, de fruits, de noix ou d'autres parties de plantes;
- u) préparations alimentaires diverses;
- v) boissons, vins, spiritueux et vinaigres;
- w) résidus et déchets des industries alimentaires et aliments préparés pour animaux;
- x) tabacs et succédanés et tabac fabriqués. (*agriculture produits*)

«produits du fer» Minerai de fer, fonte en saumons, fer de fondrière ou moulages et pièces de forge (*iron products*)

«produits de l'acier» S'entend des produits suivants:

- a) déchets d'acier;
- b) acier semi-ouvré (lingots, blooms, billettes, brames et largets);
- c) plaques, feuilles et feuillards, fils machine, fils de fer et produits et fils de fer, produits de type ferroviaire, barres, tiges, moulages, raccords, attaches, profilés et éléments de charpente, tuyaux et tubes, réservoirs, citernes, barils, cuves et récipients similaires, en acier ordinaire et en acier allié, y compris en acier inoxydable. (*steel products*)

«uranium» S'entend de matières de base (fertiles) et matières fissiles, notamment:

- a) minerai brut ou traité (y compris les résidus) contenant plus de 0.5% en poids d'uranium, de thorium ou d'une combinaison de ces matières, notamment:

- (i) ores containing uranium, including pitchblende,
- (ii) monazite and monazite sands, and
- (iii) ores containing thorium, including urano-thorianite,

(b) natural uranium, unwrought or wrought, including alloys and compounds of natural uranium, having an uranium content exceeding 0.05 per cent, excluding medicinals,

(c) uranium 233, alloys containing uranium 233 and compounds of uranium 233,

(d) uranium enriched in the isotope 235, alloys containing uranium enriched in the isotope 235 and compounds of uranium enriched in the isotope 235,

(e) irradiated uranium containing plutonium,

(f) plutonium, alloys containing plutonium and compounds containing plutonium,

(g) thorium, unwrought or wrought, and alloys and compounds containing thorium, excluding medicinals and alloys containing less than 1.5 per cent of thorium by weight, and

(h) irradiated thorium containing uranium 233. (*uranium*)
(Effective 1/10/86)

*** 70. (1) Small arms that are

- (a) rifles;
- (b) carbines;
- (c) revolvers;
- (d) pistols;
- (e) machine pistols; or
- (f) machine guns.

(2) All components and parts specifically designed for the goods set out in subsection (1).

71. (1) Large-calibre armaments or weapons and projectors that are

- (a) guns;
- (b) howitzers;
- (c) cannons;
- (d) mortars;
- (e) tank destroyers;
- (f) rocket or missile launchers;
- (g) military flame-throwers;
- (h) recoilless rifles; or
- (i) military smoke, gas and pyrotechnic projectors.

(2) All components and parts specifically designed for the goods set out in subsection (1).

72. Tanks and self-propelled guns and all components and parts specifically designed therefor.

73. Bombs, torpedos, rockets and guided or unguided missiles and all components and parts specifically designed therefor, and any other ammunition for the goods set out in items 70 to 72.***

... (Effective 10/11/86) [G.I.P. No. 60]

(i) minerais contenant de l'uranium, y compris le pitchblende;

(ii) monazite et sables et monazite,

(iii) minerais contenant du thorium, y compris l'uranothorianite;

b) uranium naturel brut ou traité, y compris les alliages et composés d'uranium naturel, dont la teneur en uranium est supérieure à 0,05%, à l'exclusion des produits médicaux;

c) uranium 233, alliages renfermant de l'uranium 233 et composés d'uranium 233;

d) uranium enrichi en isotope d'uranium 235, alliages renfermant de l'uranium enrichi en isotope d'uranium 235; et composés d'uranium enrichi en isotope d'uranium 235;

e) uranium irradié contenant du plutonium et composés contenant du plutonium;

f) plutonium, alliages contenant du plutonium et composés contenant du plutonium;

g) thorium brut ou traité, alliages et composés contenant du thorium, à l'exclusion des produits médicaux et des alliages contenant moins de 1,5% en poids de thorium,

h) thorium irradié contenant de l'uranium 233. (*uranium*)
(en vigueur 1/10/86)

*** 70. (1) Armes portatives suivantes:

- a) fusils;
- b) carabines;
- c) revolvers;
- d) pistolets;
- e) mitraillettes;
- f) mitrailleuses.

(2) Pièces et composants spécialement conçus pour les marchandises visées au paragraphe (1).

71. (1) Armes ou armements de gros calibre et engins de lancement suivants:

- a) pièces d'artillerie;
- b) obusiers;
- c) canons;
- d) mortiers;
- e) armes anti-chars;
- f) lance-roquettes ou lance-missiles;
- g) lance-flammes militaires;
- h) fusils sans recul;
- i) engins militaires servant à lancer des fumées et des gaz, et matériel pyrotechnique militaire.

(2) Pièces et composants spécialement conçus pour les marchandises visées au paragraphe (1).

72. Chars et pièces d'artillerie automotrices: pièces et composants spécialement conçus pour ceux-ci.

73. Bombes, torpilles, roquettes et missiles guidés ou non guidés; pièces et composants spécialement conçus pour ceux-ci: munitions destinées aux marchandises visées aux articles 70 à 72.***

... (en vigueur 10/11/86) [L.G.I. n° 60]

80. (1) Carbon steel products: semi-finished steel (ingots, blooms, billets, slabs and sheet bars), plate, sheets and strip, wire rods, wire and wire products, railway-type products, bars structural shapes and units, and pipes and tubes.

(2) In this item, "Steel" means any metal or combination of metals containing at least 50 per cent by weight, or iron.

(Effective 30/10/86 [G.I.P. No. 80])

80. (1) Produits en acier ordinaire: acier semi-ouvré (lingots, blooms, billettes, brames et largets), plaques, feuilles et teuil-lards, fils machine, fils de fer et produits en fils de fer, produits de type ferroviaire, barres, profilés et éléments de charpente, tuyaux et tubes.

(2) Dans le présent article, le terme, «acier» désigne tout métal ou combinaison de métaux contenant au moins 50 pour cent de fer en poids.

(en vigueur 30/10/86) [L.G.I. n° 80]

INDEX OF GENERAL IMPORT PERMITS

G.I.P. No. 1	: Dairy Products
G.I.P. No. 2	: Chickens
G.I.P. No. 3	: Coffee
G.I.P. No. 4	: Textiles
G.I.P. No. 5	: Revoked
G.I.P. No. 6	: Not Allocated
G.I.P. No. 7	: Turkeys and Turkey products
G.I.P. No. 8	: Eggs
G.I.P. No. 9	: Revoked
G.I.P. No. 10	: Clothing
G.I.P. No. 11	: Work Gloves
G.I.P. No. 12	: Handbags
G.I.P. Nos. 13-16	: Not Allocated
G.I.P. No. 17	: Endangered Species
G.I.P. Nos. 18-56	: Not Allocated
G.I.P. No. 57	: Footwear
G.I.P. No. 58	: Not Allocated
G.I.P. No. 59	: Whale products
G.I.P. No. 60	: Arms
G.I.P. No. 80	: Carbon Steel

TABLE DES MATIERES DES LICENCES
GENERALES D'IMPORTATION

L.G.I. n° 1	: Des produits laitiers
L.G.I. n° 2	: Poulets
L.G.I. n° 3	: Café
L.G.I. n° 4	: Textiles
L.G.I. n° 5	: Abrogé
L.G.I. n° 6	: Non assigné
L.G.I. n° 7	: Dindons et parties de dindon
L.G.I. n° 8	: Oeufs
L.G.I. n° 9	: Abrogé
L.G.I. n° 10	: Vêtements
L.G.I. n° 11	: Gants de travail
L.G.I. n° 12	: Sacs à main
L.G.I. n° 13-16	: Non assignés
L.G.I. n° 17	: Spécimens des espèces de faune et de flore sauvage
L.G.I. n° 18-56	: Non assignés
L.G.I. n° 57	: Chaussures
L.G.I. n° 58	: Non assigné
L.G.I. n° 59	: Produits de baleine
L.G.I. n° 60	: Armes
L.G.I. n° 80	: D'acier ordinaire

Export and Import Permits Act

GENERAL IMPORT PERMIT NO. 1

Short Title

1. This Permit may be cited as the *Import of Dairy Products for Personal Use Permit*

General

2. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any country, any dairy products for the personal use of the importer and his household not exceeding twenty dollars in value for each importation.

3. Where completion and validation of a Customs entry form is required with respect to any dairy product that is imported under the authority of this General Import Permit, that form shall be endorsed "Imported under the authority of General Import Permit No. 1" or "Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 1".

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

LICENCE GÉNÉRALE D'EXPORTATION N° 1

Titre abrégé

1. La présente licence peut être citée sous le titre: *Licence d'importation de produits laitiers*.

Dispositions générales

2. Toute personne peut, en vertu de la présente Licence générale d'importation, importer au Canada de tout pays, des produits laitiers pour son usage personnel et celui des membres de sa famille, la valeur de chaque importation ne devant pas dépasser vingt dollars.

3. Lorsqu'il est nécessaire de remplir et faire valoir une formule de déclaration de douane visant un produit laitier importé en vertu de la présente Licence générale d'importation cette formule doit porter la mention «Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 1» ou «Imported under the authority of General Import Permit N° 1».

Export and Import Permits Act

GENERAL IMPORT PERMIT NO. 2

Short Title

1. This Permit may be cited as the *Import of Chickens Permit*.

General

2. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any country, any of the goods described in item 19 of the Import Control List if

(a) the goods do not exceed 9 kg in net weight for each importation and are imported into Canada for the personal use of the importer and his household; or

(b) the goods are baby chickens or a chicken contained in a jar or can.

3. Where completion and validation of a customs entry form is required with respect to any shipment of goods referred to in section 1 that are imported under the authority of this General Import Permit, that form shall be endorsed "Imported under the authority of General Import Permit No. 2" or "Importé selon la Licence générale d'importation n° 2".

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

LICENCE GÉNÉRALE D'IMPORTATION N° 2

Titre abrégé

1. La présente licence peut être citée sous le titre: *Licence d'importation de poulets*.

Dispositions générales

2. Par cette Licence est permise l'importation de tout pays, autre que la Rhodésie, de marchandises visées à l'article 19 de la Liste de marchandises d'importation contrôlée.

(a) l'importateur et celui des personnes vivant sous son toit, si à chaque importation, elles ne dépassent pas 9 kilogrammes en poids ou

(b) lorsqu'il s'agit de poussins et de poulets en pots ou en conserve.

3. Sur toute formule de déclaration en douane requise pour une importation visée à l'article 1, doit figurer au verso de celle-ci l'inscription suivante: «Importé selon la Licence générale d'importation n° 2» ou «Imported under the authority of General Import Permit No. 2».

Export and Import Permits Act

GENERAL IMPORT PERMIT NO. 3

Short Title

1. This permit may be cited as the *Import of Samples and Parcels of Coffee Permit*.

General

2. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any country samples and parcels of coffee up to a limit per importation of

- (a) 60 kg net of green coffee;
- (b) 50 kg net of roasted coffee; or
- (c) 23 kg net of soluble or liquid coffee.

3. Where completion and validation of a Customs entry form is required with respect to any shipment of coffee that is imported under the authority of this General Import Permit, that form shall be endorsed "Imported under the authority of General Import Permit No. 3" or "Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 3".

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

LICENCE GÉNÉRALE D'IMPORTATION N° 3

Titre abrégé

1. La présente licence peut être citée sous le titre: *Licence d'importation d'échantillons et de colis de café*.

Dispositions générales

2. Une personne peut, en vertu de la présente licence générale d'importation, importer au Canada de tout pays, des échantillons et des colis de café dont le poids, pour chaque importation, ne doit pas être supérieur à

- (a) 60 kg de café vert;
- (b) 50 kg de café torréfié; ou
- (c) 23 kg de café soluble ou liquide.

3. Lorsqu'il est nécessaire de remplir et de faire valider une formule de déclaration de douane à l'égard d'une expédition de café importé en vertu de la présente licence générale d'importation, l'inscription suivante doit figurer au verso de ladite formule: «Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 3», ou «Imported under the authority of General Import Permit No. 3».

Export and Import Permits Act

GENERAL IMPORT PERMIT NO. 4

Short Title

1. This Permit may be cited as the *Import of Textiles Permit*.

General

2. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any country, any goods as described in items 15, 22, 24, 25, 26, 27, 29, 34, 51, 52, 60, 61, 62, 63, 64 and 65 of the Import Control List

(a) where the goods are imported by a resident of Canada for his personal use or as gifts and having a value for duty as determined under the Customs Act of not more than \$500 for each importation, or

(b) where the imported goods are bona fide commercial samples not for sale in Canada and having a value for duty as determined under the Customs Act of not more than \$500 for each importation

3. Where completion and validation of a Customs entry form is required in respect of any shipment of goods that are imported under the authority of this General Import Permit, that form shall be endorsed "Imported under the Authority of General Import Permit No 4" or "Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 4".

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

LICENCE GÉNÉRALE D'IMPORTATION N° 4

Titre abrégé

1. La présente licence peut être citée sous le titre: *Licence d'importation de textiles*.

Dispositions générales

2. Il est permis, en vertu de la présente licence générale d'importation, d'importer au Canada d'un autre pays, les marchandises visées aux articles 15, 22, 24, 25, 26, 27, 29, 34, 51, 52, 60, 61, 62, 63, 64 et 65 de la Liste de marchandises d'importation contrôlée.

(a) si ces marchandises sont importées par un résident du Canada pour son usage personnel ou à titre de cadeau et que la valeur imposable de chaque importation, établie selon la Loi sur les douanes, ne dépasse pas \$500; ou

(b) s'il s'agit d'échantillons commerciaux authentiques qui ne sont pas destinés à être vendus au Canada et que la valeur imposable de chaque importation, établie selon la Loi sur les douanes, ne dépasse pas \$500.

3. Si une formule de déclaration douanière doit être remplie et validée pour les marchandises importées en vertu de la présente licence, la mention «Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 4» ou «Imported under the Authority of General Import Permit No 4» doit y être apposée.

Export and Import Permits Act

GENERAL IMPORT PERMIT NO. 7

Short Title

1. This Permit may be cited as the *Import of Turkeys and Turkey Products Permits*.

General

2. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any country

- (a) one turkey, or
- (b) turkey parts not exceeding 10 kg for each non-commercial importation, and
- (c) turkey poults, and
- (d) turkey contained in jars or cans.

3. Where completion and validation of a customs entry form is required in respect of any turkeys that are imported under the authority of this General Import Permit, that form shall be endorsed "Imported under the authority of General Import Permit No. 7" or "Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 7".

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

LICENCE GÉNÉRALE D'IMPORTATION N° 7

Titre abrégé

1. La présente licence peut être citée sous le titre: *Licence d'importation de dindons et parties de dindon*.

Dispositions générales

2. Il est permis, en vertu de la présente licence, d'importer au Canada

- (a) un dindon, ou
- (b) des parties de dindon ne dépassant pas 10 kg pour chaque importation non commerciale, et
- (c) des dindonneaux, ou
- (d) des dindons en pot ou en conserve.

3. Lorsqu'une déclaration en douane doit être remplie et validée pour les dindons importés en vertu de la présente licence, la mention «Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 7» ou «Imported under the authority of General Import Permit No. 7» doit figurer au verso de cette déclaration.

Export and Import Permits Act

GENERAL IMPORT PERMIT NO. 8

Short Title

1. This permit may be cited as the *Import of Eggs Permit*.

General

2. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any country,

(a) eggs not exceeding two dozen for each non-commercial importation;

(b) hatching eggs for direct use by registered hatching operations; and

(c) eggs encased in mud or other material that preserves their quality for specialty foods.

3. Where completion and validation of a customs entry form is required in respect of any eggs that are imported under the authority of his General Import Permit, that form shall be endorsed "Imported under the authority of General Import No. 8" or "Importé en vertu de la licence générale d'importation n° 8."

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

LICENCE GÉNÉRALE D'IMPORTATION N° 8

Titre abrégé

1. La présente licence peut être citée sous le titre: *Licence d'importation d'œufs*.

Dispositions générales

2. Il est permis, en vertu de la présente licence générale d'importation, d'importer au Canada d'un autre pays,

(a) des œufs de toutes sortes destinés à des fins non commerciales, en quantité n'excédant pas deux douzaines par importation;

(b) des œufs destinés à l'incubation par un couvoir enregistré; ou

(c) des œufs recouverts de boue ou de toute autre matière servant à préserver leur qualité pour des mets spéciaux.

3. Lorsqu'il est nécessaire de remplir et valider une déclaration en douane à l'égard des œufs importés en vertu de la présente Licence d'importation, la déclaration doit porter au verso la mention «Imported under the authority of General Import Permit No. 8» ou «Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 8».

Export and Import Permits Act

GENERAL IMPORT PERMIT NO. 10

Short Title

1. This permit may be cited as the *Import of Clothing Permit*

General

2. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any country any goods as described in items 32, 37, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 49 and 50 of the Import Control List

(a) where the value for duty, as determined under the Customs Act, of each importation of the goods is not more than \$500, or

(b) where the importation of the goods has a value for duty, as determined under the Customs Act, of more than \$500 the number of units of the goods to be imported does not exceed twelve.

3. Where completion and validation of a Customs entry form is required in respect of any shipment of goods that are imported under the authority of this General Import Permit, that form shall be endorsed "Imported under the authority of General Import Permit No. 10" or "Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 10".

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

LICENCE GÉNÉRALE D'IMPORTATION N° 10

Titre abrégé

1. La présente licence peut être citée sous le titre: *Licence d'importation de vêtements*.

Dispositions générales

2 Il est permis, en vertu de la présente licence générale d'importation, d'importer au Canada d'un autre pays, les marchandises visées aux articles 32, 37, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 49 et 50 de la Liste de marchandises d'importation contrôlée, à la condition

(a) que la valeur imposable de chaque importation, établie selon la Loi sur les douanes, ne dépasse pas \$500, ou

(b) dans les cas où la valeur imposable des marchandises à importer, établie selon la Loi sur les douanes, dépasse \$500, que le nombre d'unités de marchandises n'excède pas 12 par importation.

3. Si une formule de déclaration douanière doit être remplie et validée pour les marchandises importées en vertu de la présente licence, la mention «Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 10» ou «Imported under the Authority of General Import Permit No. 10» doit y être apposée

Export and Import Permits Act

GENERAL IMPORT PERMIT NO. 11

Short Title

1. This Permit may be cited as the *Import of Work Gloves Permit*.

General

2. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any country, work gloves as described in item 31 of the Import Control List

(a) where the goods are imported by a resident of Canada for his personal use or as gifts and the importation does not exceed 12 pairs; or

(b) where the imported goods are bona fide commercial samples not for sale in Canada and the importation does not exceed 144 pairs.

3. Where completion and validation of a Customs entry form is required in respect of any shipment of goods that are imported under the authority of this General Import Permit, that form shall be endorsed "Imported under the Authority of General Import Permit No. 11" or "Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 11"

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

LICENCE GÉNÉRALE D'IMPORTATION N° 11

Titre abrégé

1. La présente licence peut être citée sous le titre: *Licence d'importation de gants de travail*.

Dispositions générales

2. Il est permis, en vertu de la présente licence générale d'importation, d'importer au Canada d'un autre pays, les gants de travail visés à l'article 31 de la Liste de marchandises d'importation contrôlée.

(a) si ces gants sont importés par un résident du Canada pour son usage personnel ou à titre de cadeau et que le nombre de paires par importation ne dépasse pas 12; ou

(b) s'il s'agit d'échantillons commerciaux authentiques qui ne sont pas destinés à être vendus au Canada et que le nombre de paires par importation ne dépasse pas 144.

3. Si une formule de déclaration douanière doit être remplie et validée pour les marchandises importées en vertu de la présente licence, la mention «Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 11» ou «Imported under the Authority of General Import Permit No. 11» doit y être apposée.

Export and Import Permits Act

GENERAL IMPORT PERMIT NO. 12

Short Title

1. This Permit may be cited as the *Import of Handbags Permit*.

General

2. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any country, handbags as described in item 58 of the Import Control List

(a) where the goods are imported by a resident of Canada for his personal use or as gifts and having a value for duty as determined under the Customs Act of not more than \$500 for each importation, or

(b) where the imported goods are bona fide commercial samples not for sale in Canada and having a value for duty as determined under the Customs Act of not more than \$500 for each importation

3. Where the completion and validation of a Customs entry form is required in respect of any shipment of goods that are imported under the authority of this General Import Permit, that form shall be endorsed "Imported under the Authority of General Import Permit No. 12" or "Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 12".

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

LICENCE GÉNÉRALE D'IMPORTATION N° 12

Titre abrégé

1. La présente licence peut être citée sous le titre: *Licence d'importation de sacs à main*.

Dispositions générales

2. Il est permis, en vertu de la présente licence générale d'importation, d'importer au Canada d'un autre pays, les sacs à main visés à l'article 58 de la Liste de marchandises d'importation contrôlée.

(a) si ces marchandises sont importées par un résident du Canada pour son usage personnel ou à titre de cadeau et que la valeur imposable de chaque importation, établie selon la Loi sur les douanes, ne dépasse pas \$500, ou

(b) s'il s'agit d'échantillons commerciaux authentiques qui ne sont pas destinés à être vendus au Canada et que la valeur imposable de chaque importation, établie selon la Loi sur les douanes, ne dépasse pas \$500

3. Si une formule de déclaration douanière doit être remplie et validée pour les marchandises importées en vertu de la présente licence, la mention «Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 12» ou "Imported under the Authority of General Import Permit No. 12" doit y être apposée

Export and Import Permits Act

GENERAL IMPORT PERMIT NO. 17

Short Title

1. This Permit may be cited as the *Import of Endangered Species Permit*.

General

2. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any state, any specimens listed in Appendix I, II and III of the Import Control List that are personal or household effects except

(a) specimens of a species included in Appendix I of the Import Control List that were acquired by the owner outside of Canada; and

(b) specimens of species included in Appendix II or III of the Import Control List acquired by the owner outside Canada by removal from the wild in a state where the export of such specimens requires the prior grant and presentation of an export permit from that state.

3. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any state, any specimen listed in Appendix I of the Import Control List upon presentation to the collector of customs at the Canadian port of entry of

(a) an Export Permit, a Re-Export Permit or Certificate issued by the exporting state, and

(b) an Import Permit issued by the Canadian Wildlife Service of the Department of the Environment

in the form prescribed by the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora, as ratified by Canada on April 10, 1975.

4. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any state, any specimen listed in Appendix II or III of the Import Control List upon presentation to the collector of customs at the Canadian port of entry of

(a) an Export Permit, a Re-Export Permit or Certificate issued by the exporting state, and

(b) in case of a specimen introduced from the sea, a permit approving the importation of the specimen issued by the Canadian Wildlife Service of the Department of Environment in the form prescribed by the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora, as ratified by Canada on April 10, 1975.

5. Any scientist or scientific institution recognized by the Canadian Wildlife Service of the Department of Environment may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any state, for the purpose of a non-commercial loan, donation or exchange between scientists or scientific institutions, herbarium specimens, other pre-

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

LICENCE GÉNÉRALE D'IMPORTATION N° 17

Titre abrégé

1. La présente licence peut être citée sous le titre: *Licence d'importation des spécimens menacés d'extinction*.

Dispositions générales

2. Quiconque peut, en vertu de la présente licence générale d'importation, importer de n'importe quel État, un spécimen énuméré à l'appendice I de la Liste de marchandises d'importation contrôlée en présentant au receveur des douanes au port d'entrée canadien

(a) des spécimens des espèces énumérées à l'appendice I de la Liste de marchandises d'importation contrôlée acquis par leur propriétaire à l'extérieur du Canada; et

(b) des spécimens des espèces énumérées à l'appendice II ou III de la Liste de marchandises d'importation contrôlée que leur propriétaire a prélevés sur la nature à l'extérieur du Canada dans un État qui exige que l'exportation de tels spécimens soit soumise à l'obtention et à la présentation d'une licence d'exportation.

3. Quiconque peut, en vertu de la présente licence générale d'importation, importer de n'importe quel État, un spécimen énuméré à l'appendice I de la Liste de marchandises d'importation contrôlée en présentant au receveur des douanes au port d'entrée canadien

(a) une licence d'exportation, une licence ou un certificat de réexportation délivré par l'État exportateur, et

(b) une licence d'importation délivrée par le Service canadien de la Faune du ministère de l'Environnement

selon la forme prescrite par la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction telle que ratifiée par le Canada le 10 avril 1975.

4. Quiconque peut en vertu de la présente licence générale d'importation, importer de n'importe quel État, un spécimen énuméré à l'appendice II ou III de la Liste de marchandises d'importation contrôlée en présentant au receveur des douanes au port d'entrée canadien

(a) une licence d'exportation, une licence ou un certificat de réexportation délivré par l'État exportateur, et

(b) dans le cas d'un spécimen marin, un permis approuvant l'importation du spécimen délivré par le Service canadien de la Faune du ministère de l'Environnement selon la forme prescrite par la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction telle que ratifiée par le Canada le 10 avril 1975.

5. Un scientifique ou un établissement scientifique reconnu par le Service canadien de la faune du ministère de l'Environnement peut, en vertu de la présente licence générale d'importation, importer de n'importe quel État, à des fins de prêt non commercial, de don ou d'échange entre scientifiques ou établissements scientifiques des spécimens de plantes, d'autres spéci-

served, dried, or embedded museum specimens and live plant material listed in Appendix I, II or III of the Import Control List provided a certificate of approval, issued by the Canadian Wildlife Service of the Department of Environment, is presented to the collector of customs at the Canadian port of entry.

6 Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any state, any specimen of fauna or flora listed in Appendix I, II or III of the Import Control List that forms part of a travelling zoo, circus, menagerie, plant exhibition or other travelling exhibition provided a permit approving the importation is obtained from the Canadian Wildlife Service of the Department of Environment.

7 Where completion and validation of a customs entry form is required with respect to any specimens that are imported under the authority of this General Import Permit, that form shall be endorsed "Imported under the authority of General Import Permit No. 17" or "Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 17".

mens de musée conservés, séchés ou encastés et des plantes vivantes, tels qu'énumérés à l'appendice I, II ou III de la Liste de marchandises d'importation contrôlée à condition de présenter au receveur des douanes au port d'entrée canadien un certificat d'approbation délivré par le Service canadien de la Faune du ministère de l'Environnement.

6. Quiconque peut, en vertu de la présente licence générale d'importation, importer de n'importe quel État,

un spécimen énuméré à l'appendice I, II ou III de la Liste de marchandises d'importation contrôlée qui entre dans les catégories «zoo ambulants», «cirques», «ménageries», «exposition de plantes» ou «autres expositions ambulantes», à condition d'obtenir du Service canadien de la Faune du ministère de l'Environnement un permis approuvant son importation.

7. Lorsqu'il y a lieu de remplir et de faire valider une formule de déclaration de douane à l'égard d'un spécimen importé en vertu de la présente licence générale d'importation, l'inscription suivante doit figurer au verso de cette formule: «Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 17» ou «Imported under the authority of General Import Permit No. 17».

Export and Import Permits Act
GENERAL IMPORT PERMIT NO. 57

Short Title

1. This Permit may be cited as the *Import of Footwear Permit*.

General

2. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any country, footwear as described in item 57 of the *Import Control List*,

(a) where the imported footwear is acquired or received by a resident of Canada for his personal use or as a gift and each importation of the footwear does not exceed six pairs;

(b) where the imported footwear are *bona fide* commercial samples not for sale in Canada, imported into Canada by manufacturers, retailers and designers and each importation of the footwear does not exceed 100 pairs;

(c) where the imported footwear has been prescribed for a resident of Canada by a medical practitioner and is acquired or received by that resident;

(d) where the imported footwear is sisal footwear or disposable paper slippers; or

(e) where the imported footwear are imported by and for a performing arts organization.

3. Where completion and validation of a customs entry form is required in respect of any shipment of footwear that is imported under the authority of this General Import Permit, that form shall be endorsed "Imported under the authority of General Import Permit No. 57" or "Importé selon la Licence générale d'importation n° 57".

Loi sur licences d'exportation et d'importation
LICENCE GÉNÉRALE D'IMPORTATION N° 57

Titre abrégé

1. La présente licence peut être citée sous le titre. *Licence d'importation de chaussures*.

Dispositions générales

2. Il est permis, en vertu de la présente licence générale d'importation, d'importer au Canada d'un autre pays, des chaussures visées à l'article 57 de la *Liste de marchandises d'importation contrôlée*,

a) si ces chaussures sont acquises ou reçues par un résident du Canada pour son usage personnel ou à titre de cadeau et que chaque importation comprend au plus six paires;

b) s'il s'agit d'échantillons commerciaux authentiques qui ne sont pas destinés à la vente au Canada et qui sont importés par des fabricants, des détaillants ou des dessinateurs, et que chaque importation comprend au plus 100 paires;

c) si ces chaussures sont acquises ou reçues par un résident du Canada sur ordonnance médicale;

d) s'il s'agit de chaussures de sisal ou de pantoufles non réutilisables en papier; ou

e) si ces chaussures sont importées par un organisme des arts du spectacle pour son propre usage.

3. Si une formule de déclaration douanière doit être remplie et validée pour les marchandises visées à l'article 2, la mention «Importée en vertu de la Licence générale d'importation n° 57» ou «Imported under the authority of General Import Permit No. 57» doit y être apposée.

Export and Import Permits Act

GENERAL IMPORT PERMIT NO. 59

Short Title

1. This Permit may be cited as the *Import of Whale Products Permit*.

General

2. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada whales products, parts or by-products, as described in item 49 of the Import Control List, C.R.C., c. 604, from the following countries:

Argentina	Australia
Brazil	Chile
Denmark	France
Iceland	Japan
Mexico	New Zealand
Netherlands	Peru
Republic of Korea	Seychelles
South Africa	Spain
Sweden	Union of Soviet
United Kingdom	Socialist Republics
United States	Norway

3. Where completion and validation of a customs entry form is required with respect to any shipment of whale products, parts or by-products that is imported under the authority of this General Import Permit, that form shall be endorsed "Imported under the authority of General Import Permit No. 59" or "Importé selon la Licence générale d'importation n° 59".

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

LICENCE GÉNÉRALE D'IMPORTATION N° 59

Titre abrégé

1. La présente licence peut être citée sous le titre: *Licence d'importation de produits de baleine*.

Dispositions générales

2. Il est permis, en vertu de la présente licence, d'importer des produits, parties ou sous-produits de baleine visés à l'article 49 de la Liste de marchandises d'importation contrôlée, C.R.C., c. 604, en provenance des pays suivants:

Afrique du Sud	Argentine
Australie	Brésil
Chili	Danemark
Espagne	États-Unis
France	Hollande
Islande	Japon
Mexique	Pérou
Nouvelle-Zélande	Royaume-Uni
République de la Corée	Suède
Seychelles	Norvège
Union des Républiques socialistes soviétiques	

3. Il doit figurer au verso des formules de déclaration en douane requises pour les importations visées à l'article 2, l'inscription suivante: «Importé selon la Licence générale d'importation n° 59» ou «Imported under the authority of General Import Permit No. 59».

Export and Import Permits Act

GENERAL IMPORT PERMIT NO. 60

SHORT TITLE

1. This permit may be cited as the *Import of Arms Permit*.

GENERAL

2. Arms, ammunition and implements or munitions of war, as set out in items 70 to 73 of the *Import Control List*, may be imported into Canada under the authority of this General Import Permit on behalf of Her Majesty the Queen in right of Canada by

(a) the Minister of National Defence, the Minister of Supply and Services or the Solicitor General of Canada; or

(b) the Canadian Commercial Corporation when importing those goods on behalf of the persons referred to in paragraph (a).

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

LICENCE GÉNÉRALE D'IMPORTATION
N° 60

TITRE ABRÉGÉ

1. *Licence d'importation d'armes.*

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2. Les armes, munitions, matériels ou armements de guerre visés aux articles 70 à 73 de la *Liste de marchandises d'importation contrôlée* peuvent, en vertu de la présente licence, être importés au Canada pour le compte de Sa Majesté du chef du Canada par:

a) le ministre de la Défense nationale, le ministre des Approvisionnements et Services ou le solliciteur général du Canada;

b) la Corporation commerciale canadienne lorsqu'elle le fait pour les personnes visées à l'alinéa a).

Export and Import Permits Act

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

GENERAL IMPORT PERMIT NO. 80

LICENCE GÉNÉRALE D'IMPORTATION
N° 80

SHORT TITLE

TITRE ABREGÉ

1. This Permit may be cited as the *Import of Carbon Steel Permit*.

1. *Licence d'importation d'acier ordinaire.*

GENERAL

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2. Any person may, under the authority of this General Import Permit, import into Canada from any country any goods described in item 80 of the *Import Control List*

2. Il est permis, en vertu de la présente licence générale d'importation, d'importer au Canada d'un autre pays les marchandises visées à l'article 80 de la *Liste de marchandises d'importation contrôlée* dans l'un ou l'autre des cas suivants:

(a) where the total value for duty of the goods, as determined under the *Customs Act*, is not more than \$5,000; or

a) la valeur en douane totale des marchandises, déterminée selon la *Loi sur les douanes*, ne dépasse pas 5 000 \$.

(b) subject to section 3, where those goods are imported by the following companies under the 1965 Canada-U.S. Automotive Products Trade Agreement (The Auto Pact): General Motors of Canada Ltd., Ford Motor Company of Canada Ltd., Chrysler Canada Ltd., American Motors (Canada) Inc., Volvo (Canada) Ltd., Navistar International Corp. Canada, Mack Canada Inc., Western Star Trucks Inc., and Paccar Canada Ltd.

b) sous réserve de l'article 3, les marchandises sont importées en vertu de l'Accord canado-américain de 1965 sur les produits de l'industrie automobile (Pacte de l'automobile) par les sociétés suivantes: La Société General Motors du Canada Limitée, Ford du Canada Limitée, Chrysler Canada Ltée, American Motors (Canada) Inc., Volvo (Canada) Ltd., Navistar International Corp. Canada, Mack Canada Inc., Western Star Trucks Inc. et Paccar Canada Ltd.

3. It is a condition of this General Import Permit that every person who imports goods under paragraph 2(b) shall, within 15 days after the end of each month, report to the Director General of the Special Trade Relations Bureau of the Department of External Affairs, under the appropriate Canadian International Trade Classification Commodity Code, all such goods imported during that month.

3. La présente licence est subordonnée à la condition que la personne qui importe des marchandises conformément à l'alinéa 2b) déclare, dans les 15 jours qui suivent la fin de chaque mois, les marchandises importées pendant le mois au directeur général de la Direction générale des Relations extérieures, sous les codes de marchandises applicables de la Nomenclature canadienne pour le commerce international des marchandises.

4. Where completion and validation of a customs entry form is required with respect to any goods imported under the authority of this General Import Permit, that form shall be endorsed "Imported under the authority of General Import Permit N° 80" or "Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 80".

4. Si une formule de déclaration douanière doit être remplie et validée pour les marchandises importées en vertu de la présente licence, la mention «Importé en vertu de la Licence générale d'importation n° 80» ou «Imported under the authority of General Import Permit N° 80» doit y être apposée.